



2008



Bulletin

BULLETIN D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION
GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

[septembre-décembre] 2008

Bulletin d'information et de documentation

GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

IMPRESSUM

TEXTES ET COORDINATION

Service information et presse du gouvernement luxembourgeois,
Département édition

LAYOUT

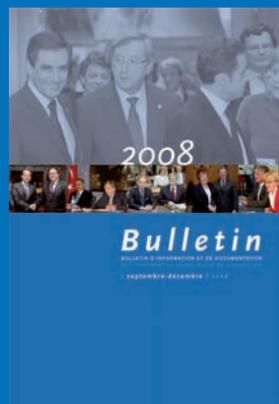
www.mv-concept.lu

IMPRESSION

Imprimerie Fr. Faber

PUBLICATION

Service information et presse
33, bd Roosevelt
L-2450 Luxembourg
www.gouvernement.lu



À la une

Crise économique et financière Septembre-décembre 2008	10
Jean Asselborn à la 63 ^e session de l'Assemblée générale de l'ONU à New York 22-26 septembre 2008	26
Visite officielle du Premier ministre Jean-Claude Juncker en République d'Albanie 25 septembre 2008	30
Le Premier ministre Jean-Claude Juncker à Beijing, dans la province du Hunan et en Mongolie 24-29 octobre 2008	32
Jean Asselborn en visite en Afrique du Sud et au Botswana 2-6 novembre 2008	40
Visite de S.A.R. la Grande-Duchesse et des ministres Luc Frieden et Jean-Louis Schiltz au Sénégal 3-6 novembre 2008	44
Visite d'État au Luxembourg de la présidente de la République de Finlande 24-26 novembre 2008	50
Révision constitutionnelle 2-11 décembre 2008	56

Visites et entrevues au Luxembourg

Visite de travail au Luxembourg du ministre des Affaires étrangères de la République tunisienne, Abdelwaheb Abdallah 12 novembre 2008	63
Autres visites et entrevues au Luxembourg Septembre-décembre 2008	65

Visites et entrevues à l'étranger

Le ministre Jeannot Krecké en mission économique en Turquie 8-11 septembre 2008	69
Nicolas Schmit au 18 ^e forum économique à Krynica, en Pologne 11-12 septembre 2008	70
Luxembourg for Finance: Luc Frieden en mission de promotion et de développement de la place financière du Luxembourg au Koweït et au Qatar 20-22 octobre 2008	71
Visite de travail de Jean Asselborn à Moscou 23-24 octobre 2008	72
Visite du ministre de la Défense, Jean-Louis Schiltz, en Afghanistan 3-4 décembre 2008	73
Le ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, Jeannot Krecké, en visite en Chine 13-17 décembre 2008	74
Visite de travail de Jean Asselborn au Vietnam 22 décembre 2008	76
Autres visites et entrevues à l'étranger Septembre-décembre 2008	77

Regard sur les activités gouvernementales

Premier ministre

Le Premier ministre Jean-Claude Juncker à Bad Kreuznach à l'occasion du 50 ^e anniversaire de la rencontre Adenauer-de Gaulle 30 octobre 2008	81
Jean-Claude Juncker prononce le discours commémoratif lors de la Journée de deuil national (Volkstrauertag) 16 novembre 2008	82

Prix et décorations

Remise du Franz-Josef-Strauß-Preis à
Jean-Claude Juncker
5 septembre 2008 83

Le prix d'honneur Schärfste Klinge de la ville de
Solingen décerné à Jean-Claude Juncker
29 septembre 2008 84

La médaille d'or de la Fondation
Jean Monnet décernée à Jean-Claude Juncker
14 novembre 2008 84

Jean-Claude Juncker, Jan Peter Balkenende
und Yves Leterme erhalten den Staatspreis des
Landes Nordrhein-Westfalen
9 décembre 2008 86

Affaires européennes

Jean-Claude Juncker, Jean Asselborn et
Nicolas Schmit au Conseil européen extraordinaire
consacré à la situation en Géorgie
1^{er} septembre 2008 87

Jean Asselborn à la réunion informelle
Gymnich à Avignon
5-6 septembre 2008 88

Jean-Claude Juncker devant la commission
des Affaires économiques et monétaires
du Parlement européen
10 septembre 2008 89

Jean-Claude Juncker et Jeannot Krecké
aux réunions de l'Eurogroupe et
de l'Ecofin informel à Nice
12 septembre 2008 91

Jean Asselborn et Nicolas Schmit au Conseil
«Affaires générales et relations extérieures»
à Bruxelles
15 septembre 2008 93

Fernand Boden et Octavie Modert à la réunion
informelle des ministres de l'Agriculture et de
la Pêche de l'UE à Annecy
21-23 septembre 2008 93

Jeannot Krecké au Conseil «Compétitivité»
(partie «Industrie et marché intérieur»)
à Bruxelles
25 septembre 2008 94

Fernand Boden et Octavie Modert au
Conseil de l'UE des ministres de l'Agriculture
et de la Pêche à Bruxelles
29-30 septembre 2008 95

Jean-Claude Juncker et Jeannot Krecké
aux réunions de l'Eurogroupe et du Conseil
«Affaires économiques et financières»
6-7 octobre 2008 96

Jean Asselborn et Nicolas Schmit au Conseil
«Affaires générales et relations extérieures»
à Luxembourg
13 octobre 2008 99

Signature d'un accord de coopération policière
et douanière entre l'Allemagne, la Belgique,
la France et le Luxembourg
24 octobre 2008 100

Jean-Claude Juncker et Jeannot Krecké
aux réunions de l'Eurogroupe et du Conseil
«Affaires économiques et financières»
3-4 novembre 2008 101

Le Premier ministre Jean-Claude Juncker à
la réunion informelle des chefs d'État ou de
gouvernement de l'UE
7 novembre 2008 102

Jean Asselborn, Jean-Louis Schiltz et
Nicolas Schmit au Conseil «Affaires générales
et relations extérieures»
10 novembre 2008 103

Fernand Boden et Octavie Modert
au Conseil «Agriculture et pêche» à Bruxelles
18-20 novembre 2008 104

Octavie Modert participe au
Conseil des ministres de la Culture à Bruxelles
20 novembre 2008 105

Mady Delvaux-Stehres au Conseil
«Éducation, jeunesse, culture» à Bruxelles
21 novembre 2008 106

François Biltgen participe à la réunion «L'emploi
des seniors au sein de l'UE: pour que l'avenir
des Européens se construise à tout âge»
23-24 novembre 2008 107

Réunion des ministres des Sports de
l'Union européenne à Biarritz
27-28 novembre 2008 109

Fernand Boden au Conseil «Agriculture et pêche» à Bruxelles
28 novembre 2008 **109**

François Biltgen et Jeannot Krecké au Conseil «Compétitivité» à Bruxelles
1^{er} décembre 2008 **110**

Jean-Claude Juncker et Jeannot Krecké aux réunions de l'Eurogroupe et du Conseil «Affaires économiques et financières»
1^{er}-2 décembre 2008 **111**

Inauguration du nouveau palais de la Cour de justice des Communautés européennes
4 décembre 2008 **113**

Lucien Lux commente les résultats de la conférence de Poznan sur les changements climatiques et l'accord trouvé au Conseil européen sur le paquet climat-énergie
15 décembre 2008 **115**

François Biltgen au Conseil «EPSCO»: aménagement du temps de travail
17 décembre 2008 **117**

Octavie Modert au Conseil de l'UE des ministres de l'Agriculture et de la Pêche
18-19 décembre 2008 **118**

Jean Asselborn à la réunion informelle des ministres des Affaires étrangères consacrée à la situation dans la bande de Gaza
30 décembre 2008 **119**

Affaires étrangères et relations internationales

Jean Asselborn à la réunion ministérielle Benelux-Pays baltes
1^{er}-2 octobre 2008 **120**

Jean-Claude Juncker et Jean Asselborn saluent la victoire de Barack Obama aux élections présidentielles américaines
5 novembre 2008 **120**

Classes moyennes

Présentation d'un bilan intermédiaire de la politique de simplification administrative en faveur des entreprises
6 novembre 2008 **121**

Communications

Lancement du guichet unique virtuel du gouvernement, www.guichet.lu
17 novembre 2008 **122**

Pose du 200^e kilomètre de fibre optique
18 novembre 2008 **123**

Coopération au développement/ Action humanitaire

Édition 2008 des Assises de la coopération luxembourgeoise
10 septembre 2008 **124**

Signature d'une convention révisée entre Lux-Development et l'État
20 octobre 2008 **125**

Entrevue de Jean-Louis Schiltz avec les directeurs exécutifs d'Onusida, Peter Piot, et du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, Michel Kazatchkine
17 novembre 2008 **126**

Jean-Louis Schiltz à la conférence de Doha sur le financement du développement
1^{er} décembre 2008 **127**

Culture et langues

Inauguration du pavillon luxembourgeois à la 11^e édition de la Biennale d'architecture de Venise par Octavie Modert
13 septembre 2008 **128**

Octavie Modert présente les mesures du gouvernement en faveur de la langue luxembourgeoise
7 octobre 2008 **129**

Octavie Modert participe au 12^e Sommet de la francophonie
17-19 octobre 2008 **130**

Citoyenneté d'honneur de la ville de Sibiu décernée à la secrétaire d'État Octavie Modert
7-8 décembre 2008 **132**

Économie

Le ministre de l'Économie, Jeannot Krecké, présente le Bilan compétitivité 2008
8 octobre 2008 132

Éducation nationale

Wëssen – kënnen – wëllen: Mady Delvaux-Stehres présente les priorités de l'année scolaire 2008/2009
11 septembre 2008 134

Inauguration de l'Atert-Lycée à Redange/Attert
16 septembre 2008 137

Présentation du projet de création d'une École de la 2^e chance
15 décembre 2008 138

Égalité des chances

Présentation du Centre pour l'égalité de traitement
10 septembre 2008 140

Enseignement supérieur

Rentrée académique 2008/2009
25 septembre 2008 141

22^e Foire de l'étudiant
13-14 novembre 2008 143

Famille et intégration

Marie-Josée Jacobs présente le système du chèque-service
2 octobre 2008 144

Finances, fiscalité, trésor et budget

Dépôt du projet de budget de l'État pour 2009
1^{er} octobre 2008 145

Grande Région

Jean-Marie Halsdorf participe au séminaire sur la mobilité résidentielle transfrontalière et ses répercussions sur les communes
22 octobre 2008 146

Justice

Inauguration de la Cité judiciaire
6 octobre 2008 148

Migrations et asile

Échange de vues de Nicolas Schmit avec des ONG au sujet du Pacte européen sur l'immigration et l'asile
17 septembre 2008 148

Nicolas Schmit participe à un symposium international consacré aux modèles multiculturels et polyphoniques des cultures urbaines
18 septembre 2008 149

Vote de la loi concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Luxembourg
11 novembre 2008 151

Recherche

Signature d'une convention pluriannuelle entre Luxinnovat, l'État et les organisations professionnelles
16 octobre 2008 152

Octavie Modert assiste au conseil de l'Agence spatiale européenne au niveau ministériel: le rôle de l'Espace dans la réalisation des objectifs de l'Europe au niveau mondial
25-26 novembre 2008 153

Santé

Mars Di Bartolomeo présente le nouveau service des maisons médicales
26 novembre 2008 154

Sécurité sociale

François Biltgen et Mars Di Bartolomeo font le point sur l'avancement des réformes nécessaires à l'entrée en vigueur du statut unique
12 décembre 2008 154

Présentation de la nouvelle Caisse nationale de santé
22 décembre 2008 156

Transport

Présentation du Plan d'action national pour la mobilité douce
15 septembre 2008 157

Lancement du nouveau système de perception tarifaire électronique e-go
19 septembre 2008 158

Travail et emploi

Jeannot Krecké et François Biltgen commentent les chiffres du marché de l'emploi
26 novembre 2008 159

Discours et déclarations

Discours de Jeannot Krecké à l'occasion du séminaire «Grand Duchy of Luxembourg – Your prime business location» à Istanbul
9 septembre 2008 163

Discours de Nicolas Schmit à l'occasion du 18^e forum économique à Krynica
12 septembre 2008 164

Discours de Jean Asselborn à l'occasion de la 63^e Assemblée générale de l'ONU, New York
26 septembre 2008 166

Transcription de l'intervention de Jean-Claude Juncker à l'occasion du dépôt du projet de budget 2009 à la Chambre des députés (partie I)
1^{er} octobre 2008 169

Transcription de l'intervention de Luc Frieden à l'occasion du dépôt du projet de budget 2009 à la Chambre des députés
1^{er} octobre 2008 171

Transcription de l'intervention de Jean-Claude Juncker à l'occasion du dépôt du projet de budget 2009 (partie II)
1^{er} octobre 2008 179

Discours d'ouverture de Fernand Boden à l'occasion de la 11^e Semaine nationale du logement
3 octobre 2008 187

Discours de Claude Wiseler à l'occasion de l'inauguration officielle de la Cité judiciaire
6 octobre 2008 191

Déclaration du Premier ministre sur la crise financière internationale
14 octobre 2008 193

Déclaration de Jean Asselborn à la Chambre des députés sur la situation en Géorgie
21 octobre 2008 201

Discours de Marie-Josée Jacobs à l'occasion d'une conférence-table ronde sur le thème «Publicité et éthique»
21 octobre 2008 205

Transcription du discours de Jean-Claude Juncker lors de la Journée de deuil national (Volkstrauertag) au Bundestag à Berlin
16 novembre 2008 208

Transcription de l'intervention du Premier ministre Jean-Claude Juncker au Parlement européen
17 novembre 2008 210

Déclaration de politique européenne et étrangère
18 novembre 2008 212

Discours de Jean-Louis Schiltz à l'occasion de la conférence de Doha sur le financement du développement à Doha
1^{er} décembre 2008 227

Transcription du discours de Jean-Claude Juncker prononcé à l'occasion de l'inauguration du nouveau palais de la Cour de justice des Communautés européennes
4 décembre 2008 229

Discours d'Octavie Modert à l'occasion de la remise du diplôme de citoyenneté d'honneur de la Ville de Sibiu/Hermannstadt
7 décembre 2008 231

Transcription du discours de Luc Frieden à l'occasion du vote à la Chambre des députés sur le projet de révision de l'article 34 de la Constitution
11 décembre 2008 232

Discours de Jean Asselborn à l'occasion de la session commémorative du 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme à Genève
12 décembre 2008 235

Discours de Noël de S.A.R. le Grand-Duc
24 décembre 2008 237



À la une

Crise économique et financière

Déclaration du Premier ministre sur la crise financière internationale

14 octobre 2008

Le 14 octobre 2008, le Premier ministre, ministre des Finances et président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker, a prononcé à la Chambre des députés une déclaration sur la crise mondiale dans le secteur financier (📄 page 193).

Dans sa déclaration, le Premier ministre a annoncé que le gouvernement luxembourgeois et la Banque centrale du Luxembourg prendraient toutes les mesures nécessaires pour protéger la liquidité des fonds du marché monétaire (money market funds) de droit luxembourgeois. Ceci peut être fait par la provision temporaire de liquidité spéciale au bénéfice de ces fonds contre la livraison d'actifs éligibles à la Banque centrale. Les fonds du marché monétaire au Luxembourg bénéfici-

eront ainsi de la même protection que ceux dans d'autres pays européens. Extraits de la déclaration du Premier ministre:

«Europa huet näischt mat der Origine vun dëser Kris ze dinn. Europa ass wéi vun engem Geisterfahrer, dee mat Vollgas iwwert d'Autobunn fiert, mat an dee Chaos do eragerappt ginn. Dee Geisterfahrer fiert zanter dem leschte Sonndeg e bësse méi lues, well e gebremst ginn ass, mä e kann all Moment op enger anerer Strooss erëm optauchen. Dat muss ee wëssen an dofir ass trotz positive Boursereaktiounen vun deene leschten zwee Deeg keng Ursach fir d'Enn vun der Finanzkris ze decretéieren oder fir an en iwwerdrivwenen Optimismus ze verfalen.

Déi global Finanzkris vun där hei ze schwätzen ass, déi huet hiren Ursprung net an Europa, wéi gesot, mä an de Vereenegte Staate vun Amerika, wou d'Banken an déi, déi se féieren, gemengt hunn, d'Regele vun Einmaleins, déi géifen am 21. Joerhonnert net méi zielen. Si hu

systematesch Hypothekarkrediter u Leit ginn, déi Haiser kaaft hunn, déi déi Leit sech net leeschte konnten, sougenannte Subprime-Kreditter, a si hunn dat gemaach an der Hoffnung, datt de Wäert vun den Haiser, déi kaaft gi sinn, méi séier géif klamme wéi d'Scholdzënse géife falen. Dës Rechnung konnt net opgoen an dës Rechnung ass och net opgaangen.»

«Wéi déi spekulativ Bulle vum amerikaneschen Immobiliemaart schlussendlech zesummegebrach ass, geplatzt ass – trotz Warnungen vun europäescher Säit, vum Joer 2004 un ëmmer méi däitlech am Krees vun de G7-Länner formuléiert –, wéi dës spekulativ Bloß geplatzt ass, wou dës sougenannten toxeschen Produkter mat Origine um amerikaneschen Immobiliemaart schlussendlech de gesamten amerikaneschen Finanzsystem infizéiert hunn, ass et duerch déi enk Vernetzung vun den internationale Finanzmäert och zu engem Iwwerschwappe vun där Kris op Europa komm...»



Jean-Claude Juncker devant la Chambre des députés (© SIP/Luc Defforenne)

« (...) zanter dem 15. September vun dësem Joer, wéi d'amerikanesch Autoritéiten, och d'Regierung, och de Präsident, och de Finanzminister – ech hat dëser Deeg Geleeënheet, deenen dat scholdzouweisend an Erënnerung ze ruffen – decidéiert hunn, eng grouss amerikanesch Investmentbank, Lehman Brothers, déi systemesche Charakter huet, Faillite goen ze loossen, spéitstens zanter deem Dag, an dat weisen all Tabellen, déi ee ka consultéieren, huet déi Kris eng Form ugeholl, déi duerch u Wierkungen, un Niewewierkungen vun där grousser Finanzkris vun 1929 erënnert.»

«Lëtzebuerg, wat eng gutt Bankenierwaachung huet, Lëtzebuerg, deem seng Banken,

bis op ganz wéineg Ausnahmen, déi ech mol net kennen, gutt gefouert sinn, Lëtzebuerg, deem säi Bankesystem an deem seng Banke selwer gesond sinn, war bei dësem Stuerm eng vun deenen éischten direkt betraffene Finanzplazen, well mir op eiser Finanzplaz systemesch Banke kennen (...) Dofir war et absolut noutwendeg, an engster Coordinatioun mat hire Partner aus dem Benelux an aus Frankräich, esouwuel bei Fortis wéi bei Dexia ze hëllefen; ze hëllefen, datt et net zu Schlëmmerem géif kommen.»

«Dofir si mir hei zu Lëtzebuerg, wéi och am Rescht vun Europa zur Conclusioun komm, datt op déi systemesch Gefor – eng Bank fält, an esouvill aner Banke falen no, an da fënnt Wirtschaftswuesstëm

an Aarbechtsplazeschafung net méi statt –, datt et op esou eng systemesch Gefor nëmmen eng systematesch a global Äntwert ka ginn (...) »

«Eis Suerg an dëser Kris ass et net fir d'Banke wéinst de Banken ze retten. (...) D'Banken, dat muss ee wëssen, spillen eng eminent wichteg Roll am Fonctionnement vun eiser Economie. (...)

D'Gefor fir déi real Wirtschaft, fir d'Industrie, fir de Mëttelstand, fir d'Landwirtschaft, fir d'Betriber am Land an an Europa ass grouss, wann et kee Vertraue méi an d'Banke gëtt. An dofir dierf een de Risiko net agoen, fir näischt ze maachen. (...) An dofir kann een eng Situatioun, déi entstanen ass duerch e Laissez-faire-Behuelen, net beäntweren duerch eng politesch Attitude, déi och am Laissez-faire géif bestoen.»

«Wann och déi Kris hiren Origin an Amerika huet, ass et awer esou, datt d'Äntwert op dës Kris, esou wéi se bis elo formuléiert ginn ass, ganz staark vun europäesche Sculpteure geprägt ginn ass. Mir hunn an deene leschten zwou Woche bewisen, als Europäer, datt een op Europa, besonnesch op d'Eurozon ziele kann, wann et drëms geet, schnell a kohärent Äntwerten ofzeliwweren.»

« (...) keng relevant Bank, virun allem keng, déi systemesch Nofollegeeffekter am Fall vum Ëmfalen hätt, géif wéinst dëser Kris an d'Laberente komme gelooss ginn. Keng Bank gëtt fale gelooss.»

« (...) all europäesch Regierunge si bereet, déi Banken, déi strukturell gesond sinn, mä deenen

hir Kapitaldecke wéinst der Kris ze dënn ginn ass, mat frëschem Geld a Form vun Eegemëttele géint Aktien oder géint aner Ofsécherungen ze stäerken. Dës Kapitalsprëtzen, déi d'Regierung ginn, déi gëtt et a kengem Land fir näischt.»

« (...) keng Bank, mat deenen d'Lëtzebuurger Bankgeschäfte heiheem maachen, gëtt vun der Regierung Faillite goe gelooss. Et gëtt also wierklech keng Ursach, fir datt d'Leit, déi hirt Erspuerten oder aner Finanzprodukter bei Lëtzebuurger Banke leien hunn, hirt Erspuertent oder hir Finanzprodukter vun do op aner Plazen hibeweegen.»

«Et muss kloer gemaach ginn (...) datt déi bestehend Groussactionnaire vun de betraffene Banke mussen d'Konsequenze vun de Schwieeregkeete vun de Banke matdroen.»

«Dofir ass et ganz evident, datt Regierungen, déi am Kapital vun enger Bank antrieden och zum Deel iwwert d'Remunerationsstruktur vun den Dirigente vun de Banke mussen kënne matschwätzen (...) »

«Jiddefalls wëll ech d'Chamber mat engem Text befaassen, falls den einfache Wee iwwert eng Circulaire vum Steierdirekter net duergeet, fir sécherzestellen, datt wann zu Lëtzebuerg géife sougenannte gëlle Fallschiermer ausgedeelt ginn, datt déi Banke, déi dat maachen, an dat géif ech och gären op aner Betriber applizéiert gesinn, jiddefalls déi Versementer, déi si maachen, net méi vun der Steier kënnen ofsetzen.»

«Dee sougenannten interbancaire Marché, deen d'Häerzstéck ass vun engem effiziente Finanzsystem, an deem ee Krediter zu verstännegem Tauxe kritt, ass zanter der Faillite vu Lehman Brothers och an Europa zesummegebrach. D'Banke traue sech ënnerteneen net méi an dofir ass d'Wirtschaft a grousser Gefor. Well dat esou ass, hu mir eis an Europa drop gëeeneegt, deene Banke, déi gesond sinn a genuch Kapital hunn, d'Méiglechkeet ze ginn, eng Staatsgarantie fir Interbankegeschäfte ze kréien.»

« (...) déi Staatsgarantie, ass essentiell, fir datt d'europäesch an och déi lëtzebuergesch Wirtschaft net zesummebrécht an dofir ass et elementar, datt een dat Zurverfügungstelle vun dëser Staatsgarantie fir d'Interbankegeschäfte net gratis mécht, mä datt dat vun de Banke muss bezuelt ginn (...) »

«Mä déi Liquiditéitskris um Interbankemarché, déi treëft leider net nëmmen d'Banke. Dat wier jo scho schlëmm genuch. Si riskéiert och zum Deel déi sougenannte Geldmaartfongen, oder wéi mir op lëtzebuergesch soen, d'SICAV monétaires, ze treffen. Zesumme mat der Lëtzebuurger Zentralbank an no Gesprécher vum Här Frieden a vu mir selwer mat d'ärselwechter, si mir d'accord, datt och dës Geldmaartfongen elo bei der Zentralbank Liquiditéit kënnen kréien, fir hirt normalt Fonctionnéieren ze garantéieren.

D'Geldmaartfongen zu Lëtzebuerg sinn esou sécher wéi d'Geldmaartfongen an

Däitschland. Die luxemburgischen Geldmarktfonds sind so sicher wie deutsche Geldmarktfonds.»

«Dann hu mir eis och drop gëeeneegt, am Eurogrupp, am Ecofin, zu Paräis, datt d'Garantië fir d'Privatleit beim Erspuerte bei de Banke vun 20 000 Euro no uewen ugepasst ginn. Dës Garantie, vun 20 000 op 50 000, voire, falls een dat wëllt, op 100 000, voire iwwer 100 000 Euro eraus, falls een dat och wëllt, dës Garantie gëllen och fir all aner Form vu Placementer wéi d'Obligatiounen oder d'Sicaven am Fall wou eng Bank, déi Därsarteges an hirem Portefeuille huet, géif an d'Laberente kommen. Mar Mëttwoch leet d'Europäesch Kommissioun hir Propositionen zu de Bankegarantië vir, exakt, genau, millimetergenau, a wäert den nächste Freideg matdeelen, zu wat fir enge Conclusiounen, datt mir an deem Beräich komm sinn.»

«Mir sinn elo am Kuerz- an am Mëttelfristegen. (...) Laangfristeg muss och d'Lëtzebuurger Finanzplaz wëssen, datt se méi streng reglementaresch encadréiert gëtt. (...) D'Finanzplaze mussen neess seriös reglementéiert ginn, d'international Finanzfluxen, wéi ech dat heibanne schonn öfters plädéiert hunn, gehéieren an een normative Kanal agewisen, deen d'Iwwertriede vun den Uferen net zu engem normale Risiko, mä zu engem aussergewöhnlechen Evenement decretéiert.»



Jean-Claude Juncker à la réunion des membres européens du G8 sur la crise financière internationale à Paris

4 octobre 2008

Le Premier ministre, ministre des Finances, Jean-Claude Juncker, a participé, en sa qualité de président de l'Eurogroupe, à la réunion des chefs d'État ou de gouvernement des membres européens du G8 (Allemagne, France, Italie, Royaume-Uni), qui s'est tenue le 4 octobre 2008 au palais de l'Élysée à Paris.

Outre le président de l'Eurogroupe, le président de la République française et président en exercice du Conseil européen, Nicolas Sarkozy, avait convié le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, et le président de la Banque centrale européenne, Jean-Claude Trichet, à cette réunion, dont l'objectif était de coordonner la position européenne pour les réunions à venir au niveau international.

Le sommet de Paris a permis de dégager un consensus des membres européens du G8 sur la marche à suivre dans les semaines et mois à venir, notamment en ce qui concerne les engagements pour venir en aide aux établissements financiers en difficulté.

Le texte adopté par les participants stipule que:

1. Les établissements bancaires et financiers seront soutenus pendant la crise. Chaque gouvernement agira selon une méthode et avec des moyens qui lui sont propres, mais de manière coordonnée avec les autres États européens.
2. En cas de soutien public à une banque en difficulté, chaque État membre s'engage à ce que les dirigeants qui ont failli assument leurs responsabilités et à ce que les actionnaires prennent en charge également le poids de l'intervention.
3. Compte tenu du caractère exceptionnel des circonstances



De g. à dr.: Jean-Claude Juncker, président de l'Eurogroupe; Silvio Berlusconi, Premier ministre d'Italie; Angela Merkel, chancelière fédérale d'Allemagne; Nicolas Sarkozy, président de la République française; Gordon Brown, Premier ministre du Royaume-Uni; José Manuel Barroso, président de la Commission européenne; et Jean-Claude Trichet, président de la Banque centrale européenne (© Communautés européennes)

- économiques et financières, la Commission européenne fera preuve de flexibilité dans l'application des règles en matière d'aides d'État aux entreprises, comme dans les principes du marché unique. Dans ces domaines, elle devra décider aussi rapidement que possible compte tenu de l'urgence.
4. De la même manière, l'application du pacte de stabilité et de croissance devra refléter les circonstances exceptionnelles dans lesquelles nous nous trouvons, selon les dispositions du pacte prévu à cet effet.
 5. Pour mettre les banques européennes sur la même ligne que leurs concurrentes internationales, les chefs d'État ou de gouvernement demandent que les règles comptables relatives à la classification des actifs dans les bilans bancaires soient modifiées de façon à tenir compte de la durée de détention de ces actifs par les banques. La Commission européenne, d'une part, les organismes de normalisation comptable, d'autre part, devront travailler en urgence pour que la question soit réglée avant la fin du mois.
 6. Dans le moyen terme, les membres européens du G8 appellent le plus tôt possible à la tenue d'un sommet international avec les États les plus concernés sur la refondation du système financier mondial.
 7. Les normes comptables et prudentielles devront être revues pour éviter la création de bulles spéculatives lorsque

la conjoncture va bien et pour contrer les crises de liquidités en temps de crise.

8. Les systèmes de rémunération des dirigeants seront revus pour éviter qu'ils favorisent les prises de risques excessives.
9. Le renforcement du contrôle politique sur les différentes institutions internationales censées réguler les marchés et fixer les normes comptables et prudentielles sera engagé pour s'assurer de la cohérence de leurs actions.
10. Nous demandons, en temps de crise, la mise en œuvre d'une task force entre les superviseurs, les banques centrales et les ministères des Finances.
11. Nous saluons les décisions prises aux États-Unis, avec l'adoption au Congrès du plan Paulson qui contribue à la stabilité et à la confiance.

Pour le président de l'Eurogroupe, le sommet de Paris a été un succès en ce qu'il a permis d'aligner les positions européennes en vue des échéances à venir.

«Face à la crise financière la plus grave connue depuis la Deuxième Guerre mondiale, l'Europe ne peut pas réagir en ordre dispersé. Ce fut la réunion d'une Europe qui veut agir d'une façon cohérente et conséquente. Le message essentiel qui se dégage de nos travaux est que la liquidité sera assurée dans l'objectif de rétablir la confiance qui actuellement fait défaut. Mais il est évident [...] que l'obligation n'est pas seulement celle des gouver-»

nements, mais le secteur privé doit participer à l'effort qui doit être le sien pour rétablir la confiance.

Le pacte de stabilité et de croissance sera respecté dans son intégralité conformément aux dispositions du pacte telles qu'elles furent amendées en mars 2005 et qui permettent de lui donner une grille de lecture plus économique.

Il est évident que la régulation deviendra plus précise et plus détaillée, sans devenir un étranglement, mais tous les acteurs doivent savoir qu'en matière de supervision et d'autres éléments annexes, la réalité deviendra différente de ce qu'elle a été.

Je voudrais attirer votre attention sur le fait que l'Europe entière se doit de réagir et donc nous aurons avec les États membre de l'Union européenne, qui n'étaient pas représentés ici, un dialogue vertueux sur quoi nous sommes d'accord aujourd'hui. Nous allons commencer à le faire lundi prochain lors de la réunion de l'Eurogroupe et mardi lors de la réunion de l'Écofin.»

Répondant à une question d'un journaliste sur les instruments financiers à risque, le président de l'Eurogroupe a répondu: «Nous voulons un capitalisme de l'entrepreneuriat et non pas un capitalisme de l'aventure. Nous voulons que les structures de rémunération des dirigeants bancaires soient changées de façon à ce qu'ils ne soient pas récompensés lorsqu'ils font prendre à leurs établissements et à leurs clients des risques inconsidérés. Il faut casser cette logique perverse.»



Déclaration des chefs d'État ou de gouvernement des 27 pays membres de l'Union européenne sur la crise financière

6 octobre 2008

Les chefs d'État ou de gouvernement des 27 pays membres de l'Union européenne ont fait le 6 octobre 2008 la déclaration suivante sur la crise financière:

«Tous les dirigeants de l'Union européenne déclarent que chacun d'entre eux prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer la stabilité du système financier – que ce soit par l'injection de liquidités en provenance des banques centrales, par des mesures ciblées sur certaines banques ou par des dispositifs renforcés de protection des dépôts. Aucun déposant dans les banques de nos pays n'a subi de pertes et nous continuerons à prendre les mesures requises afin de protéger le système ainsi que les déposants. En prenant ces mesures, les dirigeants européens constatent la nécessité d'une coordination et d'une coopération étroites.»

Jean-Claude Juncker à la réunion du G7 Finances et aux assemblées annuelles du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale à Washington

10-11 octobre 2008

Le Premier ministre, ministre des Finances et président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker, a participé à la réunion des ministres des Finances du G7 et aux réunions du Comité monétaire et financier international, le forum d'orientation politique du Fonds monétaire international, les 10 et 11 octobre 2008 à Washington.

Le 11 octobre, le président de l'Eurogroupe a également été reçu, avec ses collègues du G7 Finances, par le président américain George W. Bush à la Maison Blanche, pour un échange de vues sur la crise financière mondiale.

Pour Jean-Claude Juncker, les principes d'action sur lesquels s'est mis d'accord le G7 reflètent les décisions prises par l'Eurogroupe et le Conseil «Affaires économiques et financières» lors des réunions des 6 et 7 octobre 2008 à Luxembourg. «L'Eurogroupe soutient intégralement les principes décidés par le G7, qui sont en ligne avec les décisions européennes en vue de stabiliser les marchés financiers et de restaurer le bon fonctionnement des marchés de crédit et interbancaires.»



Le président Bush est salué par Mario Draghi, Dominique Strauss-Kahn, Jean-Claude Juncker et Shoichi Nakagawa lors de son arrivée sur l'estrade, avant sa déclaration devant la presse lors du G7 à Washington (© Jonathan Ernst/Reuters)



Le président George W. Bush à la Maison Blanche après la réunion du G7 le 11 octobre à Washington: derrière lui, le gouverneur de la Banque d'Italie, Mario Draghi; le directeur du Fonds monétaire international, Dominique Strauss-Kahn; le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker; le ministre des Finances japonais, Shoichi Nakagawa; la secrétaire d'État américaine, Condoleezza Rice; le secrétaire américain au Trésor, Henry Paulson; la ministre des Finances française, Christine Lagarde; le ministre des Finances canadien, Jim Flaherty; le ministre des Finances britannique, Alister Darling; le ministre de l'Économie italien, Giulio Tremonti; le ministre des Finances allemand, Peer Steinbrück; et le président de la Banque mondiale, Robert Zoellick (© Jonathan Ernst/Reuters)

Pour l'Eurogroupe, les principes d'action suivants sont essentiels:

1. Aucune institution financière d'importance systémique ne pourra être mise en faillite.
2. Un accès large aux liquidités sera assuré et les efforts pour dégeler les marchés inter-bancaire et monétaire seront intensifiés.
3. La sécurité des dépôts des épargnants privés sera protégée.

Jean-Claude Juncker a en outre estimé que «les turbulences actuelles soulignent la nécessité d'un renforcement supplémentaire du cadre de la stabilité financière. Nous réaffirmons d'intensifier notre action en ligne avec les recommandations du forum de stabilité financière. Les actions que nous avons décidées aujourd'hui ont également pour but de limiter les effets de contagion du secteur financier vers l'économie réelle. En plus, afin d'améliorer la résistance de la zone euro à des chocs et d'accroître le

potentiel de croissance, nous continuerons d'appliquer des politiques macroéconomiques orientées vers la stabilité et assurerons que des progrès supplémentaires seront faits en ce qui concerne la mise en œuvre des réformes structurelles dans les marchés des produits et services ainsi que le marché du travail.»

Le président Juncker a également salué l'initiative du président français et président en exercice du Conseil européen, Nicolas Sarkozy,



de rassembler à Paris les chefs d'État ou de gouvernement des pays membres de la zone euro.

Jean-Claude Juncker a ainsi abrégé son séjour à Washington pour rallier la capitale française où il participera, en sa double fonction de Premier ministre et président de l'Eurogroupe, à la réunion des chefs d'État ou de gouvernement de la zone euro.

Réunion des chefs d'État ou de gouvernement de la zone euro à Paris

12 octobre 2008

Le 12 octobre 2008, le Premier ministre, ministre des Finances et président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker, a participé à Paris à la réunion des chefs d'État ou de gouvernement de la zone euro.

À cette occasion, le président en exercice du Conseil européen, Nicolas Sarkozy, le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, le président de la Banque centrale européenne (BCE), Jean-Claude Trichet, ainsi que le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker, ont également reçu le Premier ministre britannique, Gordon Brown, dont le pays n'est pas membre de la zone euro.

La réunion des chefs d'État ou de gouvernement de la zone euro a permis de définir un plan d'action conjoint des États de la zone euro

et de la BCE face à la crise financière. Ce plan souligne qu'«une action concertée est urgente compte tenu des problèmes persistants du marché interbancaire et de la contagion de la crise financière à l'économie réelle».

Les chefs d'État ou de gouvernement y soulignent: «Nous confirmons notre engagement à agir ensemble, de manière décisive, sur tous les aspects du problème, pour restaurer la confiance et un fonctionnement normal du système financier et, ainsi, retrouver les conditions d'un financement normal et efficace de l'économie. En parallèle, nous nous engageons à coordonner les mesures nécessaires pour traiter les autres conséquences de la crise financière sur l'économie réelle, conformément aux conclusions du Conseil "Ecofin" du 7 octobre.»

Le plan adopté porte notamment sur les actions suivantes:

- assurer des liquidités suffisantes aux institutions financières;
- faciliter le financement des banques, qui est actuellement contraint;
- apporter aux institutions financières les ressources en capital pour qu'elles continuent à financer correctement l'économie;
- apporter une recapitalisation suffisante aux banques en difficulté;
- renforcer les procédures de coopération entre pays européens.



Jean-Claude Juncker et Nicolas Sarkozy lors de la conférence de presse à l'issue du sommet de crise des pays membres de l'euro (© AP Photo/Remy de la Mauvinière)

La crise financière au Conseil européen à Bruxelles

15-16 octobre 2008

Les chefs d'État ou de gouvernement des États membres de l'Union européenne se sont réunis à Bruxelles les 15 et 16 octobre 2008 pour le Conseil européen sous Présidence française.

Le gouvernement luxembourgeois y était représenté par le Premier ministre Jean-Claude Juncker et le Vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, Jean Asselborn. Le ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, Jeannot Krecké, et le ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration, Nicolas Schmit, ont également participé aux travaux.

Crise financière

Ce Conseil européen s'est réuni dans un contexte marqué par la crise économique et financière internationale. Face à cette crise, les chefs d'État ou de gouvernement ont réaffirmé les principes du plan d'action concertée des pays de la zone euro du 12 octobre. Lors de la conférence de presse, Jean-Claude Juncker a salué le fait que les 27 États membres aient adopté ce plan d'action concertée, élaboré dans l'enceinte des 15 pays de la zone euro.

Les chefs d'État ou de gouvernement ont signalé leur détermination à agir de manière



Jean Asselborn en discussion avec Javier Solana et Frank-Walter Steinmeier au Conseil européen (© Communautés européennes)

coordonnée et complète pour rétablir le bon fonctionnement du système financier, assurer ainsi le financement normal et efficace de l'économie et retrouver le chemin de la croissance et de l'emploi.

Les 27 ont réaffirmé leur engagement qu'en toutes circonstances, les mesures nécessaires seraient prises pour préserver la stabilité du système financier, soutenir les institutions financières importantes, éviter les faillites et assurer la protection des dépôts des épargnants.

Afin de permettre une réaction rapide et efficace en situation de crise, un mécanisme informel d'alerte sera mis en place pour faciliter l'échange d'informations

et d'évaluation, qui associera des représentants de la Présidence en exercice, du président de la Commission, du président de la BCE et du président de l'Eurogroupe. Les chefs d'État ou de gouvernement ont également souligné la nécessité des établissements financiers de mettre en œuvre de manière rigoureuse les recommandations en matière de transparence de leurs engagements et risques.

Afin de tirer les leçons de la crise et de restaurer la confiance du public, le Conseil européen a appelé avec force à la responsabilisation de tous les acteurs du système financier, notamment du secteur bancaire. Dans ce contexte, Jean-Claude Juncker a souligné que, tel



que statué dans les conclusions du Conseil européen, «la performance réelle des dirigeants d'entreprise doit se refléter dans leur rémunération, y compris les indemnités de départ qui devraient être fonction de la contribution effective du dirigeant à la réussite de la société».

Par ailleurs, afin de renforcer la supervision du secteur financier européen, le Conseil européen a invité les superviseurs nationaux à se réunir au moins une fois par mois, pour procéder à des échanges d'information.

Énergie et changement climatique

En matière de politique climatique et énergétique, le Conseil européen a fait un point d'étape des négociations sur le paquet énergie/climat et a eu «une longue discussion controversée» à ce sujet, a souligné Jean-Claude Juncker. Ainsi, le Conseil européen a demandé à la Présidence et à la Commission d'organiser un travail intensifié dans les prochaines semaines pour apporter des solutions appropriées aux enjeux pour pouvoir trouver un accord en décembre.

Traité de Lisbonne

Sur le traité de Lisbonne, les membres du Conseil européen et le président du Parlement ont entendu l'analyse du Premier ministre irlandais, Brian Cowen, sur les résultats du référendum sur le traité de Lisbonne. Le gouvernement irlandais poursuivra ses consultations en vue de contribuer à l'élaboration d'une perspective de résolution de la situation.

Immigration et asile

Le Conseil européen a également adopté le Pacte européen sur l'immigration et l'asile, qui constitue désormais pour l'Union et ses États membres le socle d'une politique commune de l'immigration et de l'asile. Celle-ci sera guidée par un esprit de solidarité entre États membres et de coopération avec les pays tiers.

Relations extérieures

Au sujet des relations UE-Russie, le ministre des Affaires étrangères, Jean Asselborn, a expliqué que la position de l'UE restait actuellement inchangée et qu'une évaluation approfondie serait achevée le 14 novembre à Nice, lors du prochain sommet UE-Russie. Il a exprimé son optimisme à l'égard de la poursuite des négociations d'un nouvel accord de partenariat avec la Russie.

En ce qui concerne la Géorgie, le ministre a noté que d'importants progrès avaient été réalisés, malgré la suspension des discussions à Genève le 15 octobre dernier. Il s'est notamment montré satisfait du retrait des forces militaires russes et il a souligné l'important effort d'aide humanitaire apporté à la Géorgie. Il a salué l'organisation d'une conférence des donateurs, qui aura lieu le 22 octobre 2008 à Bruxelles.

Concertation sur l'évolution de la situation de l'emploi dans le secteur financier

27 octobre 2008

Conformément à la décision du Conseil de gouvernement du 17 octobre 2008, le ministre du Trésor et du Budget, Luc Frieden, le ministre du Travail et de l'Emploi, François Biltgen, et le ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, Jeannot Krecké, ont rencontré en date du 27 octobre 2008 des représentants de l'ABBL, de l'ALFI, de l'ALEBA, de l'OGB-L et de la LCGB en vue d'une concertation sur l'évolution de la situation de l'emploi dans le secteur financier.

Face à la crise financière internationale, il importe surtout d'éviter la panique, a souligné le ministre du Travail et de l'Emploi, étant donné qu'il n'y a pas d'indications à l'heure actuelle que le secteur sera confronté à une vague de licenciements.

Le ministre du Travail a mis en avant la nécessité de se concerter régulièrement. Dès lors, un groupe de travail sera mis en place. Sous la direction du ministre du Travail et de l'Emploi, le groupe réunira tous les mois les représentants du patronat et des syndicats pour suivre la situation de l'emploi dans les établissements financiers.

Dans ce contexte, François Biltgen a relevé les instruments du maintien dans l'emploi. Étant

donné que beaucoup d'établissements financiers sont toujours à la recherche de personnel qualifié, il s'agit pour le ministre de mettre en contact les demandeurs d'emploi avec les employeurs potentiels.

Le niveau de la garantie des dépôts passe à 100 000 euros à partir du 1^{er} janvier 2009

31 octobre 2008

Le 31 octobre 2008, le Conseil de gouvernement a adopté un amendement au projet de loi n° 5900 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009.

Cet amendement prévoit des dispositions destinées à réagir contre les effets de la crise financière. Concrètement, il est proposé de passer le niveau de la garantie des dépôts de 20 000 euros à 100 000 euros.

La nouvelle garantie des dépôts s'appliquera à partir du 1^{er} janvier 2009, avec l'entrée en vigueur de la loi budgétaire 2009. Cette modification ne peut s'appliquer rétroactivement, comme l'a souligné le ministre du Trésor, Luc Frieden, à l'issue de la séance du Conseil de gouvernement: «Dat ass e System, dee logescherweis nëmme ka fir d'Zukunft spillen, well jo elo fir d'éischt d'Banken déi Provisiounen mussen maachen. Mä dee System trëtt

also fir all déi aner Leit, fir all déi aner Banken, den 1. Januar 2009 a Kraaft.»

En augmentant le niveau de la garantie des dépôts, le Luxembourg est en ligne avec une proposition de directive de la Commission européenne visant à fixer un minimum de 50 000 euros pour le 31 décembre 2008 et de 100 000 euros pour le 31 décembre 2009 au niveau des garanties des dépôts des citoyens européens.

Entrevue du gouvernement avec l'UEL sur les effets de l'évolution des marchés financiers sur l'ensemble de l'économie nationale

5 novembre 2008

Dans le cadre de la crise financière internationale et conformément à la décision du Conseil de gouvernement du 17 octobre 2008, le gouvernement a rencontré l'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL) en date du 5 novembre 2008, afin d'examiner les effets de l'évolution des marchés financiers sur l'ensemble de l'économie nationale.

Les représentants du gouvernement et de l'UEL ont eu un échange de vues sur l'analyse des causes de la crise et leurs conséquences sur l'emploi, l'inflation, la croissance et les finances publiques. L'UEL

a en outre présenté au gouvernement un plan d'action en huit points destiné à améliorer la réponse du Luxembourg à la crise financière.

Après l'entrevue, le Premier ministre Jean-Claude Juncker a souligné que les investissements de l'État avaient à l'heure actuelle une importance capitale pour l'économie nationale (le commerce, l'artisanat, les entreprises de construction). Ceci d'autant plus que la croissance économique diminuera en 2009 et que celle de l'Allemagne, de la France et de la Belgique, principaux pays destinataires des exportations luxembourgeoises, sera très faible, a-t-il ajouté. En fonction de l'évolution de la situation, le gouvernement peut même envisager d'entamer certains projets publics plus tôt que prévu, a annoncé le Premier ministre.

Le même jour, le Premier ministre a également rencontré la commission des Finances et du Budget de la Chambre des députés pour faire le point sur la situation économique actuelle. Selon Jean-Claude Juncker, l'inflation s'élèvera à 2,2% en 2009, alors que la croissance économique, d'après les prévisions de la Commission européenne, ne sera que de 1,2% au Grand-Duché. Même si le gouvernement a tablé sur une croissance de 3% au moment de l'élaboration du projet de budget 2009, le Premier ministre n'envisage pas de changer l'orientation fondamentale de ce projet, mais entend plutôt maintenir les investissements de l'État à un niveau élevé.



Évolution des crédits: Luc Frieden reçoit les dirigeants de plusieurs banques de la place financière

13 novembre 2008

Le 13 novembre 2008, le ministre du Trésor, Luc Frieden, a rencontré les dirigeants de plusieurs banques de la place financière du Luxembourg afin d'examiner

l'évolution des crédits accordés par les banques de la place financière au secteur économique et aux particuliers.

Au cours des dernières semaines et notamment lors de la récente entrevue du gouvernement avec l'Union des entreprises du Luxembourg (UEL), la question s'est posée de savoir si en effet les banques locales, dans le cadre de la crise actuelle, avaient modifié leur politique en matière de crédits, si le nombre de crédits

accordés était en baisse et si ceci entraînait des difficultés pour l'économie au Luxembourg.

«Après une croissance exceptionnelle des demandes de crédits au cours des neuf premiers mois de l'année 2008, nous avons constaté, sur base des chiffres fournis par les responsables des banques, que le nombre de crédits demandés a régressé en octobre 2008. Toutefois, le taux d'acceptation pour les crédits demandés en octobre est au même niveau que par le passé. Le nombre de



Luc Frieden, ministre du Trésor et du Budget, et Jean-Jacques Rommes, directeur général de l'Association des banques et banquiers, Luxembourg (© Ministère des Finances)

crédits demandés a donc diminué, mais le taux d'acceptation est resté le même. Nous pouvons donc conclure que la politique des banques en matière de crédits n'a pas changé», a déclaré Luc Frieden.

«Bien que les conditions en matière de crédits n'aient pas changé, nous constatons que les particuliers, en raison de la situation actuelle, renoncent à souscrire un crédit et que les entreprises reportent les demandes de crédit à plus tard», a ajouté le ministre.

Rassuré par le fait que les crédits individuels demandés en octobre ont été octroyés aux mêmes conditions que par le passé, le ministre du Trésor a encouragé les banques à continuer sur cette voie. «Nous ne voulons pas que les banques durcissent les conditions d'octroi d'un crédit, mais qu'elles continuent d'appliquer les mêmes conditions sérieuses qu'avant», a suggéré le ministre.

Pour ce qui est des investissements, que le gouvernement souhaite maintenir à un niveau élevé, le ministre a rappelé qu'il avait déjà été décidé de faire avancer un certain nombre de projets publics profitant avant tout aux petites entreprises.

De plus, le gouvernement a encouragé les banques à répercuter sur les prêts hypothécaires les modifications du taux directeur décidées récemment par la Banque centrale européenne sur les taux d'intérêt. Dans ce contexte, Luc Frieden a annoncé que la Banque et caisse d'épargne de l'État

diminuera le taux sur les prêts hypothécaires de 0,5 point de % au 1^{er} décembre 2008.

Satisfait du message rassurant de la part des responsables des banques, le ministre du Trésor a signalé que le gouvernement continuerait à faire le suivi au cours des prochains mois de l'évolution des crédits accordés. Il importe en tout cas pour le ministre Luc Frieden de ne pas sous-estimer les difficultés de la situation actuelle et de maintenir le degré de confiance entre les différents acteurs à un niveau élevé au Luxembourg, afin de maintenir l'économie luxembourgeoise, avec le soutien du gouvernement, sur des bases solides.

Jean-Claude Juncker, Jean Asselborn et Nicolas Schmit au Conseil européen

11-12 décembre 2008

Le Premier ministre Jean-Claude Juncker, le ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, Jean Asselborn, et le ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration, Nicolas Schmit, ont participé au Conseil européen des chefs d'État ou de gouvernement qui a eu lieu à Bruxelles les 11 et 12 décembre 2008.



La salle de presse dans les locaux de la Commission européenne à Bruxelles (© Jock Fistick)



Jean-Claude Juncker en compagnie de François Fillon, Nicolas Sarkozy et Angela Merkel au Conseil européen (© SIP/Jock Fistic)

À l'ordre du jour figuraient essentiellement trois grands dossiers: la situation économique et financière, notamment le plan de relance économique en Europe, l'énergie et le changement climatique ainsi que la suite du processus de ratification du traité de Lisbonne.

Plan de relance de l'économie européenne

Les chefs d'État ou de gouvernement ont approuvé un plan de relance de l'économie européenne équivalent à 200 milliards d'euros environ, ce qui représente 1,5% du PIB de l'Union européenne. Ce plan constitue le cadre commun pour l'action à mener au niveau de

l'UE ainsi que pour les mesures décidées par chaque État membre en tenant compte de la situation de chacun. Ce plan prévoit également le lancement d'actions prioritaires destinées à accélérer l'ajustement des économies européennes face aux défis actuels.

Concernant le pacte de stabilité et de croissance, le Conseil européen a souligné que «le pacte de stabilité et de croissance révisé demeure la pierre angulaire du cadre budgétaire de l'UE» et offre la flexibilité permettant la mise en œuvre de l'ensemble des mesures du plan de relance. Conscient que ces dernières creuseront temporairement les déficits, le Conseil

européen a réaffirmé son plein engagement «en faveur de finances publiques soutenables» et a appelé les États membres à revenir rapidement, conformément au pacte, «vers leurs objectifs budgétaires de moyen terme».

Énergie et changement climatique

Le Conseil européen est également parvenu à un accord sur le paquet énergie et changement climatique, accord qui doit permettre de finaliser ce paquet avec le Parlement européen d'ici la fin de l'année 2008.

Cette percée décisive permettra à l'Union européenne d'honorer les engagements ambitieux souscrits dans ce domaine en 2007 de conserver son rôle moteur dans la recherche d'un accord mondial à Copenhague en 2009.

Traité de Lisbonne

Le Conseil européen a également débattu des éléments destinés à répondre aux préoccupations exprimées lors du référendum irlandais et a défini une démarche afin de permettre au traité de Lisbonne d'entrer en vigueur avant fin 2009.

En ce qui concerne la composition de la Commission, le Conseil européen a rappelé que «les traités en vigueur exigent la réduction du nombre des membres de la Commission en 2009». Dans ce contexte, le Conseil européen a convenu qu'«à condition que le traité de Lisbonne entre en vigueur, une décision sera prise, conformément aux procédures juridiques nécessaires, pour que la Commission puisse continuer de comprendre un national de chaque État membre».

Le Conseil européen a par ailleurs convenu que toutes les

autres préoccupations du peuple irlandais présentées par le Premier ministre irlandais sur la politique fiscale, la famille, les questions sociales et éthiques ainsi que la politique commune de sécurité et de défense pour ce qui est de la politique traditionnelle de neutralité de l'Irlande, «seront traitées de manière à satisfaire à la fois l'Irlande et les autres États membres en apportant les garanties nécessaires», à condition que l'Irlande s'engage à «rechercher la ratification du traité de Lisbonne d'ici la fin du mandat de l'actuelle Commission».



Jean Asselborn et Sergei Stanishev, Premier ministre de la Bulgarie, au Conseil européen (© SIP/Jock Fistick)



Paquet fiscal du gouvernement adopté à l'unanimité à la Chambre des députés

16 décembre 2008

Le 16 décembre 2008, la Chambre des députés a adopté à l'unanimité le paquet fiscal déposé par le gouvernement en octobre 2008.

Les mesures de ce paquet doivent permettre d'atténuer les effets de la crise financière et économique en restaurant la confiance des consommateurs et en empêchant un ralentissement de l'activité économique. Elles s'inscrivent dans la suite de la politique d'allègement fiscal entamée par le gouvernement en 2007, avec entre autres l'introduction du boni fiscal pour enfants et l'adaptation du barème d'imposition des revenus.

Le coût global des mesures s'élève à plus de 600 millions d'euros.

Mesures fiscales en faveur des personnes physiques

Adaptation du tarif d'imposition des revenus des personnes physiques de 9%

Suite à l'adaptation du tarif d'imposition des revenus des personnes physiques de 6% en 2008, le paquet fiscal du gouvernement prévoit une nouvelle adaptation du tarif de 9% en 2009. Ceci permettra d'augmenter le revenu

net de tous ceux qui paient l'impôt sur le revenu et donc le pouvoir d'achat des ménages.

Introduction du crédit d'impôt pour salariés, du crédit d'impôt pour retraités et du crédit d'impôt monoparental

Les abattements compensatoires des salariés, les abattements de retraite et l'abattement monoparental sont abolis et remplacés par des crédits d'impôt imputables ou même restituables, à savoir le crédit d'impôt pour salariés, le crédit d'impôt pour retraités et le crédit d'impôt monoparental. À l'instar du boni pour enfants, ces mesures doivent aider les couches sociales les plus vulnérables.

Les crédits d'impôt pour salariés et retraités sont de 300 euros, ce qui dans tous les cas est plus favorable que les abattements qui réduisent actuellement l'impôt au maximum de 233,7 euros. L'abattement monoparental d'un montant annuel maximal de 1 920 euros est remplacé par un crédit d'impôt monoparental de 750 euros.

Exemption du forfait d'éducation et des indemnités versées dans le cadre d'un plan de maintien dans l'emploi de l'impôt sur le revenu

Mesures fiscales en faveur des entreprises

Le paquet fiscal propose également une série de mesures en faveur des entreprises et destinées à renforcer la compétitivité des entreprises et de l'économie luxembourgeoises. Les principales mesures sont l'abo-

lition du droit d'apport et l'abaissement du taux d'imposition des collectivités.

Réduit de 50% en 2008, le droit d'apport est totalement aboli en 2009. Pour ce qui est de l'imposition des collectivités, le gouvernement propose dans une première phase de ramener le taux de l'impôt sur le revenu des collectivités de 22 à 21%.

Mécénat et philanthropie

Suite à l'annonce du Premier ministre dans le cadre de la déclaration sur l'état de la nation 2008, le paquet fiscal comporte une série de mesures destinées à renforcer le mécénat et la philanthropie.

22-26 septembre 2008

Jean Asselborn à la 63^e session de

l'Assemblée générale de l'ONU à New York

Le Vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, Jean Asselborn, a participé du 22 au 26 septembre 2008 aux réunions de haut niveau de la 63^e session de l'Assemblée générale de l'ONU, qui s'est ouverte le 16 septembre 2008 à New York.

Jean Asselborn a d'abord participé à l'ouverture de la semaine ministérielle de la 63^e session de l'Assemblée générale. Dans le cadre du débat général, une réunion de haut niveau était dédiée le 22 septembre 2008 aux besoins de développement de l'Afrique, celle-ci étant la région du monde qui accuse le plus de retard dans la mise en œuvre des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD).

Le rapport 2008 sur les OMD confirme que dans les domaines de l'accès à l'eau potable, de la mortalité infantile et maternelle ou encore dans le domaine de la lutte contre le sida et autres maladies, les progrès réalisés sont insuffisants pour la réalisation d'ici à 2015 des objectifs fixés. Le secrétaire général Ban Ki-moon a ainsi appelé les donateurs à doubler d'efforts pour honorer les engagements pris par le G8 à Gleneagles en 2005.

Nations unies

À la une



Jean Asselborn lors de son discours à la 63^e session des Nations unies (© UN Photo/Marco Castro)

Lors de son intervention, le ministre Asselborn a pleinement souscrit aux recommandations faites par le secrétaire général en ce qui concerne les efforts supplémentaires à faire par la communauté internationale en matière d'allègement de la dette, d'aide au commerce et d'appui à la paix et à la sécurité. Dans ce contexte, Jean Asselborn a rappelé que la coopération luxembourgeoise, axée sur l'éradication de la pauvreté et

le développement durable, transposait déjà de manière concrète ces recommandations dans le cadre de ses programmes indicatifs de coopération négociés avec ses dix pays partenaires, dont la moitié est située en Afrique.

Jean Asselborn a eu ensuite des rencontres bilatérales avec le ministre des Affaires étrangères des Émirats arabes unis, le cheikh Abdallah Bin Zayed Al Nahyan,

ainsi qu'avec le chef de la diplomatie azérie, Elmar Mammadyarov. MM. Mammadyarov et Asselborn ont évoqué la situation en Géorgie ainsi que la question du règlement du conflit du Haut-Karabagh. Le ministre Asselborn a par ailleurs rencontré son homologue arménien Édouard Nalbandian le 24 septembre 2008.

La situation en Géorgie était le thème central de la rencontre

bilatérale entre le ministre Asselborn et le secrétaire général du Conseil de l'Europe, Terry Davis, le 23 septembre 2008. Terry Davis a rappelé qu'en tant que membres de l'organisation, la Russie et la Géorgie avaient violé leurs obligations et qu'il convenait de réfléchir aux actions qui pourraient être prises pour faire respecter les valeurs du Conseil de l'Europe. Terry Davis a également informé le ministre Asselborn qu'actuellement, la Cour européenne des droits de l'homme était saisie de quelque 600 demandes de recours contre la Russie et la Géorgie suite aux nombreuses violations commises de part et d'autre.



Jean Asselborn en compagnie d'Abdullah Gül à l'ONU (© Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration)

Discours à la Sacred Heart University

Le 23 septembre, le ministre Asselborn s'est rendu à la Sacred

Heart University, où il a été accueilli par le président de l'université, le Dr Anthony Cernera. La Sacred Heart University est présente au Luxembourg depuis 1991 et offre des programmes de troisième cycle.

Devant un auditoire attentif, composé d'une centaine d'étudiants et de professeurs de l'université, le ministre a prononcé un discours sur le thème «Global geopolitical climate: current realities and future trends».



Jean Asselborn accueilli par le Dr Cernera à la Sacred Heart University (© Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration)

Dans son discours, le ministre a insisté sur l'importance du multilatéralisme dans un monde complexe confronté à des problèmes planétaires. Il est également revenu sur le récent conflit en Géorgie. Dans ce contexte, il a insisté sur l'importance de maintenir un dialogue critique avec la Russie qui est, d'après le ministre Asselborn, dans l'intérêt de tous. Le chef de la diplomatie luxembourgeoise a prôné des relations transatlantiques fortes et respectueuses de l'identité et des différences des deux partenaires. Jean Asselborn s'est montré confiant que le changement d'administration américaine serait l'occasion de donner une nouvelle impulsion aux relations transatlantiques.



Rencontre avec Ban Ki-moon

Le Vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, Jean Asselborn, a été reçu par le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, le 24 septembre 2008.

Le chef de la diplomatie luxembourgeoise a souligné l'attachement du Luxembourg au principe du multilatéralisme et a rappelé son engagement de longue date auprès des Nations unies. Le Luxembourg copréside actuellement le Conseil économique et social, dont il prendra la présidence dans quelques mois. Le secrétaire général a remercié le Vice-Premier ministre pour la contribution volontaire luxembourgeoise de 1 million d'euros à différentes opérations de maintien de la paix de l'ONU.

Ban Ki-moon et Jean Asselborn ont également eu un échange de vues sur les grands dossiers de l'actualité internationale. Concernant le Caucase, le ministre des Affaires étrangères a assuré le secrétaire général que l'Union européenne était décidée à assumer pleinement son rôle d'intermédiaire dans le règlement de la crise. Ban Ki-moon et Jean Asselborn ont également évoqué la situation au Kosovo, et notamment la relève de la mission onusienne MINUK (Mission d'administration intérimaire des Nations unies au Kosovo) par EULEX (Mission européenne de police et de justice).

Jean Asselborn a ensuite rencontré le président de l'Assemblée générale, Miguel d'Escoto

Brockmann, avec qui il s'est entretenu de l'état des discussions concernant la réforme des Nations unies en vue des négociations intergouvernementales qui doivent débuter début 2009.

En marge de l'Assemblée générale, Jean Asselborn a eu une série d'entrevues bilatérales. Il a rencontré le Premier ministre de Croatie, Ivo Sanader, ainsi que les ministres des Affaires étrangères de Tanzanie, de Colombie et des îles Fidji.

Dans le cadre de la réunion de haut niveau sur les OMD, Jean Asselborn a participé le

25 septembre 2008 à une table ronde ayant pour thème «La pauvreté et la faim». Le ministre a déclaré que le gouvernement luxembourgeois était résolu à poursuivre ses efforts en vue du plein respect des engagements souscrits lors du Sommet du millénaire.

Le 26 septembre 2008, le Vice-Premier ministre est intervenu dans le débat général de l'Assemblée générale. Dans son discours (page 166), le chef de la diplomatie luxembourgeoise a une nouvelle fois plaidé pour un système multilatéral efficace, seul garant de la stabilité et de la paix dans le monde.



Jean Asselborn reçu par Ban Ki-moon à l'ONU (© Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration)

25 septembre 2008

Visite officielle du Premier ministre

Jean-Claude Juncker en République d'Albanie



Le 25 septembre 2008, le Premier ministre Jean-Claude Juncker, accompagné par le ministre de la Santé, Mars Di Bartolomeo, a effectué une visite officielle en République d'Albanie. C'est la première visite effectuée à Tirana en Albanie et suit celle du Premier ministre d'Albanie, Sali Berisha, au Luxembourg en mars 2006.

Le Premier ministre albanais, entouré entre autres par le ministre de la Santé récemment nommé, a souligné le «très grand honneur» que constituait cette visite d'un «ami de toujours de la démocratie albanaise».

Sali Berisha a effectué un large tour d'horizon de la situation politique et économique en Albanie, soulignant que son pays pouvait présenter un intérêt certain pour

les investisseurs luxembourgeois. Parmi les autres sujets abordés, il a évoqué les efforts dans le domaine de l'éducation, dont le budget a doublé en peu d'années, «une jeune nation ne pouvant avoir d'autres priorités».

Jean-Claude Juncker, pour sa part, a assuré à son homologue que l'Albanie était «un pays qui avance» et qu'en tant que «fournisseur de stabilité», il avait sa place au

sein de la famille euro-atlantique, la procédure de ratification du protocole d'adhésion de l'Albanie à l'OTAN étant en cours au Luxembourg.

En ce qui concerne les domaines de collaboration entre le Luxembourg et l'Albanie, le Premier ministre Juncker a souligné que le Luxembourg continuait à financer le programme de formation visant à renforcer les capacités

République d'Albanie

À la une



Jean-Claude Juncker et Sali Berisha lors de la conférence de presse (© SIP/Luc Deflorenne)

institutionnelles et administratives de l'Albanie. Tel sera également le cas pour la formation de jeunes banquiers. Une mission économique organisée par la Chambre de commerce luxembourgeoise devrait rencontrer sous peu les milieux économiques albanais.

Dans le domaine de la justice, le Luxembourg souhaite établir une coopération en partenariat avec les autorités judiciaires albanaises.

Pour ce qui est des relations UE-Albanie, il a surtout été question de l'obtention du statut de candidat de l'Albanie à l'adhésion à l'UE ainsi que de la libéralisation des visas.

De son côté, le ministre Di Bartolomeo a souligné qu'il avait eu un échange de vues très fructueux avec son homologue albanais et qu'une collaboration était envisagée.

Jean-Claude Juncker a par ailleurs eu un échange de vues avec la présidente de l'Assemblée populaire albanaise, Jozefina Topalli, ainsi qu'avec Edi Rama, bourgmestre de la ville de Tirana et président du Parti socialiste albanais.

24-29 octobre 2008

Le Premier ministre Jean-Claude Juncker

à Beijing, dans la province du Hunan et en Mongolie

Le Premier ministre Jean-Claude Juncker au 7^e sommet ASEM à Beijing les 24 et 25 octobre 2008

Les 24 et 25 octobre 2008, le Premier ministre Jean-Claude Juncker a participé au 7^e sommet ASEM (Asia-Europe Meeting) à Beijing, qui a réuni les 27 États membres de l'Union européenne, la Commission européenne, 16 pays asiatiques et le secrétariat de l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est). En termes de participation, ce sommet a été le plus important jamais organisé jusqu'ici: six nouveaux membres y ont pris part pour la première fois: l'Inde, le Pakistan, la Mongolie, la Roumanie, la Bulgarie ainsi que le secrétariat de l'ASEAN. Cela amène le nombre des membres de l'ASEM à 45, soit 43 pays auxquels

s'ajoutent la Commission européenne et le secrétariat de l'ASEAN. Ainsi, la quasi-totalité de l'Asie et de l'Europe – représentant la moitié du PIB mondial, près de 60% de l'humanité et 60% du commerce global – était représentée à Beijing.

Lors de la session «Situation économique et financière internationale», le Premier ministre luxembourgeois est intervenu en soulignant d'abord le gouffre qui s'est ouvert entre les espoirs nourris au cours des dernières années quand il y avait une quasi-unanimité sur la perspective d'une croissance mondiale robuste, une

amélioration rapide des conditions de vie, une inflation basse, des taux d'intérêt bas, une forte profitabilité des entreprises et des prix d'actifs et de biens immobiliers à la hausse.

Et Jean-Claude Juncker de continuer: «Un environnement macroéconomique accommodant a encore davantage creusé l'appétit de consommation américain, créant là une énorme stimulation





Beijing, province du Hunan et Mongolie

À la une



Jean-Claude Juncker, Premier ministre, et Wen Jiabao, Premier ministre de la République populaire de Chine, lors de l'accueil au 7^e sommet ASEM à Beijing (© SIP/Zineb Ruppert)

de la croissance économique mondiale. La globalisation financière a offert aux États-Unis d'Amérique le levier pour augmenter sa dette extérieure, aspirant par là même l'important stock d'épargne, en particulier des pays exportateurs de pétrole et des économies émergentes d'Asie. Les déséquilibres mondiaux qui s'en sont suivis n'ont pas perturbé l'économie mondiale tant qu'il y avait des réserves d'épargne abondantes

qui finançaient l'expansion de l'économie américaine, elle-même tirée par sa consommation. Par ailleurs, des taux de change sous-évalués dans certains pays ont conduit à l'accumulation d'importantes réserves de devises étrangères. Par conséquent, l'économie mondiale a été inondée de liquidités et cette abondance de liquidités a poussé les investisseurs à devenir moins regardants dans leur appétit pour des hauts rendements et dans

leur évaluation du risque. Il y a donc bien un lien causal direct entre, d'une part, la crise américaine des "subprimes" et la crise financière qui s'en est suivie et, d'autre part, la persistance des déséquilibres mondiaux. Nous avons de façon répétée attiré l'attention de nos partenaires internationaux sur la nécessité de redresser ces déséquilibres d'une manière coordonnée – et nous continuerons à le faire dans le futur.»

En vue de restaurer et de préserver la stabilité financière internationale, le Premier ministre Juncker a proposé une double stratégie: «D'une part, l'architecture du système financier international doit être revue en vue d'accroître la transparence, la responsabilité et l'intégrité du secteur financier. D'autre part, notre ordre du jour politique doit être orienté vers la restauration de la stabilité de l'économie réelle à l'échelle globale. Ceci implique que les forts déséquilibres dans le mélange entre consommation globale et épargne globale doivent être éliminés. De ce fait, les États-Unis d'Amérique se doivent d'épargner davantage. Dans d'autres parties de la planète, et notamment en Europe et en Asie, le mélange entre consommation et épargne nécessite d'être optimisé. Ceci devra se faire par des réformes structurelles sur les marchés du travail, une concurrence accrue sur les marchés des biens et des services ainsi que par des efforts visant à financer de façon adéquate les systèmes sociaux. Aussi, une flexibilité accrue des taux de change et, dans certains cas, une appréciation du taux de change effectif, sont-ils aussi des éléments cruciaux dans la stratégie visant à restaurer la stabilité financière et macro-économique globale.»

Jean-Claude Juncker a conclu en disant que cette crise globale exigeait une réaction de politique globale et coordonnée, «et c'est à nous qu'incombe la responsabilité de formuler cette réaction politique».



Entrevue de Jean-Claude Juncker avec Zhou Qiang, gouverneur de la province du Hunan
(© SIP/Zineb Ruppert)

Jean-Claude Juncker en visite dans la province du Hunan le 26 octobre 2008

Après le sommet de l'ASEM, le Premier ministre Jean-Claude Juncker, accompagné de la ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, Mady Delvaux-Stehres, et du ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, Jean-Louis Schiltz, a effectué une visite d'une journée dans la province du Hunan.

Peuplée de 68 millions d'habitants et couvrant une superficie de 212 000 km², cette province a vu naître en 1893 le premier président de la République populaire de Chine, Mao Zedong.

Le Premier ministre luxembourgeois s'est rendu dans le village de montagne de Shaoshan pour rendre hommage au grand homme d'État que fut le président Mao, en soulignant que «dans ces lieux a pris naissance une des plus grandes aventures de l'humanité».

Hunan possède des liens étroits avec le Luxembourg, dans la



mesure où il s'agit aussi d'un pays où l'industrie de l'acier occupe une place importante.

ArcelorMittal est très présent en Chine à travers deux participations importantes, l'une étant Valin Steel dans la province du Hunan. Le Premier ministre et sa délégation ont d'ailleurs été accueillis sur le site de Xiantan Steel par un compatriote, Jean-Paul Schuler, qui est un des directeurs de l'entreprise et qui a expliqué plus en détail la présence d'Arcelor-Mittal en Chine. Présence qualifiée d'ailleurs comme très importante en raison de l'ampleur du secteur sidérurgique dans ce pays.

C'est ainsi que cette coopération a débuté en 2005 et est devenue une véritable success story dans la mesure où la production a triplé en l'espace de seulement trois ans. Aujourd'hui, la coopération connaît un développement important à travers l'échange de connaissances et de *best practices*.

Dernier rendez-vous à l'ordre du jour de la visite: des entretiens politiques entre le gouverneur de la province du Hunan, Zhou Qiang, et Jean-Claude Juncker, entourés de leurs délégations respectives.

Entretiens au cours desquels le souhait a été exprimé que la coopération bilatérale, très bien entamée dans le secteur de l'acier, connaisse aussi des développements dans d'autres secteurs, notamment celui des finances et des banques, ou encore le secteur universitaire.

Visite officielle en Mongolie du 27 au 29 octobre 2008

Arrivant en provenance de Beijing à Oulan-Bator, capitale de la Mongolie, pour une visite officielle de deux jours, le Premier ministre Jean-Claude Juncker ainsi que la ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, Mady Delvaux-Stehres, et le ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, Jean-Louis Schiltz, ont été accueillis avec les honneurs militaires le 27 octobre 2008, avant d'entamer de suite les travaux avec le Premier ministre de Mongolie, Sanjaagiin Bayar.

En fin de réunion, trois accords ont été signés entre les différentes autorités: un premier entre le ministre Schiltz et un représentant du PNUD (Programme des Nations unies pour le développement), dont l'objectif vise le développement des capacités pour le marché de la microassurance. Il permet aussi le développement de la capacité des assureurs à initier et offrir des produits de microassurance. Enfin, l'accord permettra l'amélioration de la planification et du cadre légal.

Un deuxième accord a été signé entre le ministre Schiltz et le ministre des Finances de Mongolie, Sangajav Bayartsogt, et vise le développement des capacités et



Accueil officiel de Jean-Claude Juncker au State House par son homologue mongol (© SIP/Zineb Ruppert)



Signature d'un memorandum of understanding par Jean-Louis Schiltz et Sangajav Bayartsogt, ministre des Finances de Mongolie (© SIP/Zineb Ruppert)

de la formation des professionnels du secteur financier. Cet accord sera défini par Lux-Development, l'agence luxembourgeoise pour la coopération au développement. La construction du futur centre sera assurée par le gouvernement mongol.

Le troisième accord signé porte sur la prévention du sida. Ce projet vise la réduction des risques de transmission de maladies sexuelles, y compris le sida, par les travailleurs transfrontaliers et autres migrants entre la Mongolie et la Chine.

Lors de la conférence de presse qui a suivi la séance de travail entre les deux gouvernements, le Premier ministre Juncker s'est dit content d'avoir retrouvé la Mongolie après sa première visite en 1998. Depuis

lors, les relations bilatérales se sont intensifiées dans beaucoup de secteurs.

De futurs contacts entre les chambres de commerce des deux pays devraient donner une nouvelle impulsion aux relations économiques des deux pays. Jean-Claude Juncker a assuré son homologue mongol de l'attention portée à l'intensification des contacts de la Mongolie avec l'Union européenne.

Le Premier ministre et les autres membres du gouvernement luxembourgeois ont également eu des rencontres avec Nambaryn Enkhbayar, le président de Mongolie, avec lequel Jean-Claude Juncker a discuté de l'excellence des relations entre la Mongolie et le

Luxembourg, ainsi qu'avec Damdin Demberel, président du Grand Khoural d'État (parlement).

Le 28 octobre, le Premier ministre Juncker et les ministres Delvaux-Stehres et Schiltz ont en outre assisté à l'inauguration du consulat honoraire du Luxembourg à Oulan-Bator.

La deuxième journée de la visite officielle du Premier ministre Jean-Claude Juncker en Mongolie a débuté par un petit-déjeuner au palais présidentiel, auquel le président de Mongolie, Nambaryn Enkhbayar, avait invité le Premier ministre luxembourgeois.

Télémédecine

Par la suite, la délégation luxembourgeoise a visité l'hôpital central de Shastin, au sein duquel un important projet de coopération visant le renforcement des capacités en matière de prévention et de traitement des maladies cardiovasculaires a été mis en place.

Dans le cadre de ce projet, huit hôpitaux provinciaux ont été équipés de matériel échographique et ont été reliés par Internet à l'hôpital central. La télémédecine permet ainsi aux cardiologues de province d'avoir recours aux diagnostics et aux conseils des spécialistes de Shastin, établi comme centre de référence national, étant donné les énormes distances à parcourir en Mongolie et le degré de pauvreté des populations rurales. Ceci évite à de nombreux patients provinciaux le lourd fardeau d'un transfert de longue distance vers Oulan-Bator. Il faut savoir que les maladies



Beijing, province du Hunan et Mongolie

À la une

cardiovasculaires constituent la première cause de mortalité en Mongolie.

Le Premier ministre Juncker ainsi que les ministres Delvaux-Stehres et Schiltz ont pu se rendre compte de l'engagement, de l'efficacité et du professionnalisme de haut niveau dont font preuve les membres de l'équipe médicale qui travaille au sein de ce projet bilatéral.

Dans le cadre de la télémédecine, le gouvernement luxembourgeois finance deux projets complémentaires: l'un en cardiologie et l'autre dans le domaine «de la mère et de

l'enfant», l'un mis en œuvre par le biais de Lux-Development et l'autre par les Nations unies.

Prévention et gestion des catastrophes naturelles

La délégation luxembourgeoise a ensuite assisté à des démonstrations de prévention et de gestion des catastrophes naturelles. Ce projet, suggéré par le Premier ministre Juncker lors de sa première visite en Mongolie en 1998 et mis en œuvre par le PNUD, a pour but de mettre en place dans chaque province des unités formées à la lutte contre les catastrophes.

Rencontres bilatérales

Au cours de l'après-midi, un certain nombre de rencontres bilatérales ont eu lieu entre les ministres luxembourgeois et leurs homologues mongols.

Le ministre Schiltz a eu des entretiens avec le ministre de l'Information et des Technologies de communication, J. Sansar, ainsi qu'avec son homologue de la Défense, Luvsandavan Bold.

Mady Delvaux-Stehres, pour sa part, a eu une entrevue avec son homologue de l'Éducation, de la Culture et des Sciences,



Visite de courtoisie de Jean-Claude Juncker auprès de Nambaryn Enkhbayar, président de Mongolie (© SIP/Zineb Ruppert)



(© SIP/Zineb Ruppert)

Yo Otgonbayar. Au cours de la réunion de travail entre les ministres luxembourgeois et mongol, les préoccupations et les défis auxquels se voit confrontée l'Éducation nationale mongole ont été évoqués. La Mongolie, qui bénéficiait d'une école de qualité, assiste depuis 1990 impuissante à la déliquescence de son système éducatif au fur et à mesure que ses jeunes délaissent les études professionnelles, techniques et scientifiques. Les résultats aujourd'hui sont des plus alarmants: le nombre de jeunes chômeurs bardés de diplômes universitaires en lettres, sciences sociales et droit est en constante augmentation, alors que les entreprises sont obligées de recruter leurs techniciens et leurs ouvriers qualifiés en Chine. Pendant ce temps, en Mongolie, les centres de formation professionnelle qui ont été délaissés accusent aujourd'hui un retard de 15 ans sur l'évolution qui s'est faite dans les entreprises.

On comprend que la réforme de la formation professionnelle et l'adéquation avec les besoins des

entreprises constituent la priorité pour les responsables mongols, qui ont comme objectif immédiat la modernisation de leurs centres de formation. Cette réforme ne concerne pas seulement les grands centres spécialisés à Oulan-Bator et dans quelques grandes villes, mais également les centres polyvalents disséminés sur l'immensité du territoire. Occuper, former et donner des perspectives aux jeunes ruraux avant que l'oisiveté ne les pousse à l'exode préoccupe toute la classe politique, car cela constitue une urgence.

Les similitudes des approches dans la modernisation de la formation professionnelle ont permis aux deux ministres d'identifier rapidement plusieurs créneaux dans lesquels une coopération pourrait s'avérer fructueuse.



Jean-Claude Juncker visite les alentours d'Oulan-Bator (© SIP/Zineb Ruppert)



Beijing, province du Hunan et Mongolie

À la une



(© SIP/Zineb Ruppert)

L'établissement de relations culturelles plus étroites par le truchement d'un accord culturel a également été envisagé par les deux ministres.

De son côté, le gouverneur de la Banque centrale du Luxembourg, Yves Mersch, a eu une entrevue avec son homologue mongol, Monsieur Bachtus.

Avec les représentants de la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement), les membres du gouvernement ont ensuite procédé au lancement d'un projet en faveur des PME financé par le Luxembourg.

Le même jour, le consul honoraire, Madame D. Kuhlan, a invité la délégation luxembourgeoise à l'ouverture du consulat honoraire du Luxembourg en Mongolie.

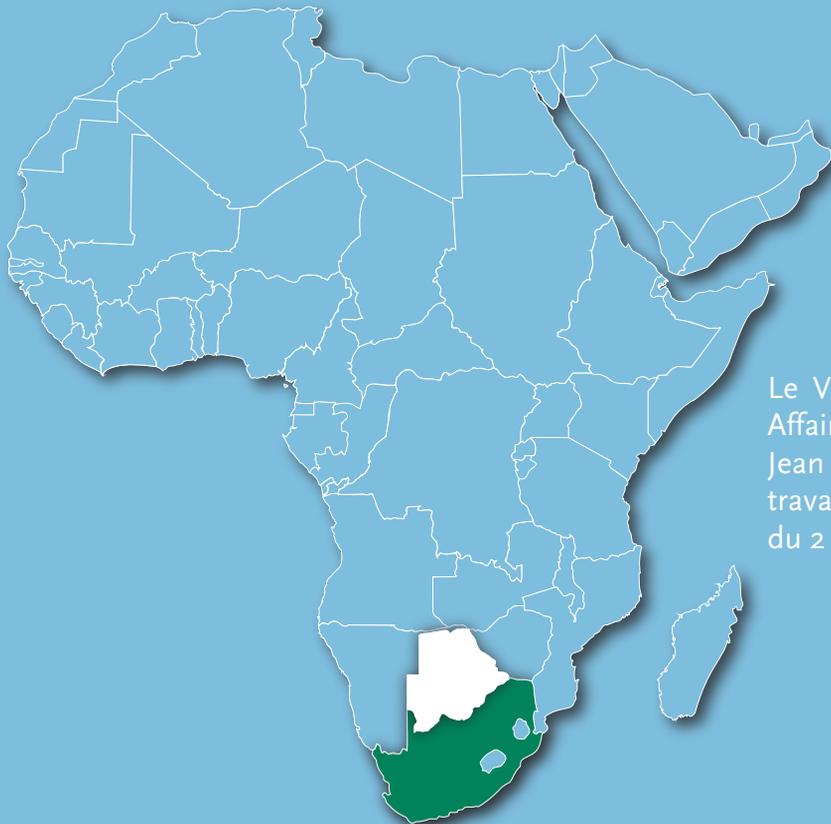
Le programme de la journée a pris fin par un dîner que le ministre des Finances mongol, Sangajav Bayartsogt, a offert en l'honneur du Premier ministre Juncker.

Plus tôt dans l'après-midi, la délégation luxembourgeoise avait rendu visite à une famille d'éleveurs nomades, installée dans les collines de la steppe dans les environs d'Oulan-Bator.

2-6 novembre 2008

Jean Asselborn en visite

en Afrique du Sud et au Botswana



Le Vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, Jean Asselborn, a effectué une visite de travail en Afrique du Sud et au Botswana du 2 au 6 novembre 2008.



Jean Asselborn salue le président d'Afrique du Sud, Kgalema Motlanthe, avant leur réunion au siège de l'ANC (© SIP/Nicolas Bouvy)

Entrevues avec le président et la ministre des Affaires étrangères d'Afrique du Sud

Le 3 novembre, Jean Asselborn a été reçu par le président de la République d'Afrique du Sud, Petrus Kgalema Motlanthe, à Johannesburg. Lors de cette entrevue, les deux hommes ont discuté de la situation politique

interne en Afrique du Sud ainsi que des efforts de médiation en cours au Zimbabwe et en République démocratique du Congo (RDC).

Le ministre Asselborn a rencontré le même jour son homologue sud-africain à Pretoria, la ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Nkosazana Dlamini-Zuma.

Lors de cette rencontre, les deux ministres ont fait le point sur l'état des relations bilatérales, ainsi que

sur un certain nombre de sujets de l'actualité politique internationale. S'agissant des relations bilatérales, Jean Asselborn a notamment loué la bonne coopération entre l'Afrique du Sud et le Grand-Duché dans les domaines commercial et financier.

Il a par la suite attiré l'attention de son homologue sur la candidature luxembourgeoise pour un siège non-permanent au Conseil de sécurité des Nations unies pour la période 2013-2014, candidature

pour laquelle il a sollicité le soutien de l'Afrique du Sud. En ce qui concerne les dossiers régionaux, les ministres ont eu un échange de vues sur les derniers développements en RDC et au Zimbabwe.

Sur la crise en RDC, les deux ministres ont convenu de la nécessité d'une solution politique qui ne saurait naître que d'une rencontre entre les présidents congolais Kabila et rwandais Kagame en vue de mettre en place un dialogue soutenu visant à désamorcer la crise actuelle et à jeter les bases d'une future coopération, avec pour objectif de s'attaquer aux racines de la problématique à l'origine des crises récurrentes au nord-est de la RDC.

Quant à l'impasse dans les négociations visant la mise en œuvre de l'accord sur le partage du pouvoir au Zimbabwe, les deux parties se sont félicitées de la poursuite de la facilitation de l'ex-président sud-africain Thabo Mbeki. Dans ce contexte, les deux ministres ont insisté sur l'urgence d'un aboutissement de ces discussions.

Le 4 novembre 2008, Jean Asselborn, a été reçu au Cap par Helen Zille, la maire du Cap et leader du principal parti d'opposition, l'Alliance démocratique.

Lors de cette entrevue, les deux parties ont longuement discuté de la situation politique interne, des défis ainsi que des opportunités qui se présentent à l'Afrique du Sud. En particulier, Helen Zille a présenté son analyse des

conséquences politiques et sociales de la création du nouveau parti politique, le Congrès démocratique sud-africain.

Jean Asselborn s'est par la suite rendu au Parlement où il a rencontré la présidente de l'Assemblée nationale, Gwen Lindewe Mahlangu-Nkabinde. Les structures et fonctionnements des parlements sud-africain et luxembourgeois, ainsi que leur rôle dans la vie politique figuraient au centre des délibérations. Suite à l'entrevue, le ministre a visité l'enceinte du parlement.

Par la suite, le Vice-Premier ministre a prononcé un discours au séminaire de l'Association luxembourgeoise des fonds d'investissement (ALFI), exposant les opportunités que présente l'industrie des fonds luxembourgeoise pour les investisseurs sud-africains.

Botswana

Les 5 et 6 novembre, Jean Asselborn a effectué une visite officielle au Botswana. Le Vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, a été reçu à Gaborone par le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Phandu T. C. Skelemani.

Lors de cette entrevue, M. Skelemani a exprimé son admiration pour le Grand-Duché de Luxembourg en tant qu'acteur important au cœur de l'Europe et a exposé sa vision d'un rôle similaire pour le Botswana en Afrique et, plus particulièrement, au sein de la Communauté pour le développement de l'Afrique australe (SADC). Le ministre botswanais a ensuite exposé les difficultés auxquelles son pays doit faire face, à savoir les inégalités socio-économiques, la pauvreté dans les régions rurales ainsi que la dépendance excessive de l'économie botswanaise de l'industrie des diamants.

Jean Asselborn a, pour sa part, félicité son homologue pour le rôle exemplaire joué par le Botswana dans le processus d'intégration régionale et pour son courage dans la dénonciation des abus de pouvoir des autorités zimbabwéennes.

Par ailleurs, les deux parties ont abordé les sujets de l'actualité politique du continent africain, telles que les crises au Zimbabwe



Afrique du Sud et Botswana

À la une



Jean Asselborn en compagnie de Phandu T. C. Skelemani, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération du Botswana, le lieutenant-général Mompoti S. Merafhe, vice-président du Botswana, et Samson Moyo Guma, ministre-assistant des Finances et de la Planification du développement du Botswana (© SIP/Nicolas Bouvy)

et en RDC, ainsi que les dernières évolutions en matière de politique intérieure en Afrique du Sud suite à la création d'un parti dissident du Congrès national africain (ANC).

En soirée, le Vice-Premier ministre a été accueilli par son homologue pour un dîner d'honneur, lors duquel il a rencontré le vice-président de la République du Botswana, le lieutenant-général

Mompoti S. Merafhe, ainsi que le ministre-assistant des Finances et de la Planification du développement, Samson Moyo Guma.

Le 6 novembre, le ministre a été reçu par le vice-président de la République, le lieutenant-général Mompoti S. Merafhe, pour un échange de vues sur l'actualité politique intérieure, suivi d'une entrevue avec le ministre-assistant

des Finances et de la Planification du développement, Samson Moyo Guma.

Le ministre Asselborn a ensuite été invité par le PDG d'International Financial Services Center (IFSC), Alan Boshwaen, pour des discussions sur la nature des structures économiques et financières luxembourgeoises et botswanaises.

3-6 novembre 2008

Visite de S.A.R. la Grande-Duchesse et des ministres Luc Frieden et Jean-Louis Schiltz au Sénégal

En amont de la Semaine de la microfinance et dans le cadre des activités de microfinance du gouvernement luxembourgeois, S.A.R. la Grande-Duchesse, le ministre du Trésor et du Budget, Luc Frieden, et le ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, Jean-Louis Schiltz, ont effectué une visite de travail au Sénégal du 3 au 6 novembre 2008.

Lancement du programme de promotion des secteurs financiers inclusifs en zone UEMOA

Le 4 novembre, la délégation luxembourgeoise a assisté au lancement du programme de promotion des secteurs financiers inclusifs en zone UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine), qui a eu lieu à la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

Au nom des huit pays de l'UEMOA, le gouverneur de la BCEAO, Philippe-Henri Dacoury-Tabley, a remercié le gouvernement luxembourgeois pour son soutien et son engagement sans faille dans le domaine de la microfinance. Il a précisé que l'accès au financement constituait un vrai remède contre la pauvreté et l'exclusion sociale et que les résultats obtenus dans ce domaine en zone UEMOA étaient remarquables.

L'objectif du programme de promotion vise à conforter le secteur de la microfinance en zone UEMOA, qui a connu une forte expansion entre

1993 – date d'adoption du cadre juridique – et 2006. Le nouveau cadre réglementaire adaptera et renforcera, d'une part, la supervision de la microfinance en zone UEMOA et, d'autre part, les systèmes d'information de gestion, permettant ainsi un accès large et sécurisé aux services financiers.

Dans son discours, le ministre Luc Frieden a souligné que le Grand-Duché de Luxembourg continuerait, même en ce moment difficile de crise financière, à croire profondément au secteur de la microfinance



Sénégal

À la une

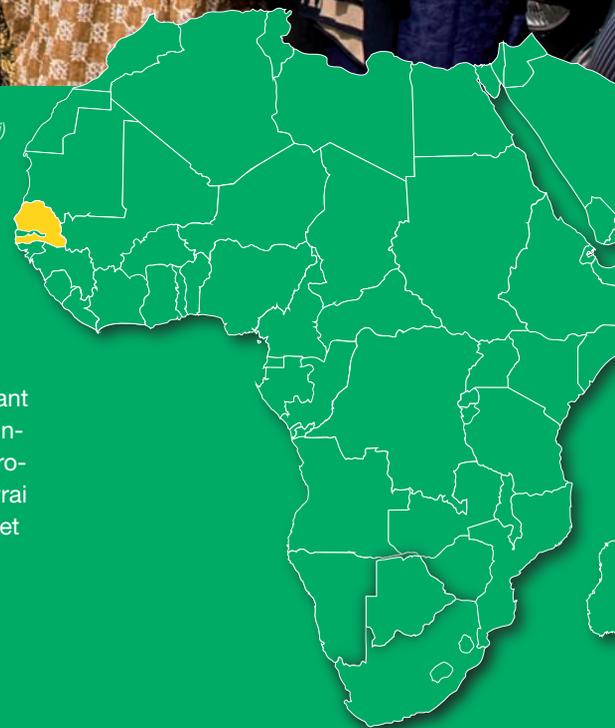


Accueil de la délégation luxembourgeoise au siège de Microcred Sénégal. (© SIP/Charles Caratini)

et à la coopération régionale, qui sont à la base d'une certaine stabilité économique, politique et sociale.

Grâce au soutien de S.A.R. la Grande-Duchesse, le Luxembourg, centre d'excellence dans le domaine de la microfinance, souhaite partager le savoir-faire

de sa place financière avec ses partenaires, a indiqué le ministre luxembourgeois. Luc Frieden a ajouté qu'une nouvelle étape s'annonçait dans ce domaine, étant donné que le secteur bancaire s'intéressait de plus en plus à la microfinance et ceci sous forme d'un vrai partenariat entre le secteur privé et le secteur public.



Dans ce contexte, le ministre du Trésor et du Budget a en outre souligné que le Luxembourg domiciliait la majorité des fonds d'investissement en microfinance et disposait depuis 2006 d'une propre agence qui certifie ces fonds en leur octroyant un label de qualité.

À l'issue de cette cérémonie, la délégation luxembourgeoise a rencontré des bénéficiaires de projets de microfinance en milieu urbain et rural:

Réseau des caisses d'épargne et de crédit des femmes de Dakar

Le Réseau des caisses d'épargne et de crédit des femmes de Dakar (RECEC) permet aux plus vulnérables un accès aux services de la microfinance. Fondée en 1987, la première Caisse d'épargne et de crédit des femmes voit le jour dans le quartier de Grand Yoff, avec l'appui de l'organisation non gouvernementale ENDA-GRAF. Son but est de faciliter l'insertion économique des femmes.

Progressivement, d'autres quartiers se dotent à leur tour de telles caisses destinées aux femmes. En 2002, le RECEC a été mis en place, car l'augmentation du nombre de caisses rendait nécessaire la création d'une instance de coordination. En juin 2003, le réseau comptait 28 000 membres, principalement féminins.



Accueil de la délégation luxembourgeoise au siège de Microcred Sénégal (© SIP/Charles Caratini)



Partenariat pour la mobilisation de l'épargne et du crédit au Sénégal (Pamecas)

Le réseau Pamecas (Partenariat pour la mobilisation de l'épargne et du crédit au Sénégal) est engagé dans la diversification de l'offre de produits financiers en partenariat avec l'ONG luxembourgeoise Appui au développement autonome (ADA).

Le RECEC a développé un produit de microassurance. Ce produit, le régime de prévoyance crédit, consiste à offrir un produit de prévoyance sur le risque de décès des emprunteurs des institutions de microfinance en offrant une double protection: extinction de la dette en cas de décès de l'emprunteur, forfait de 100 000 CFA à la famille à titre de soutien.

MicroCred

Créée le 3 janvier 2007, MicroCred Sénégal a initié ses opérations au cours du dernier trimestre 2007. Sa mission est d'offrir des services financiers adaptés aux besoins des petites et moyennes entreprises sénégalaises exclues du système bancaire traditionnel. Grâce à une approche adaptée à chacun, MicroCred Sénégal aide les commerçants, les artisans et les prestataires de services à développer leur entreprise en finançant leurs activités génératrices de revenus. L'idée est de contribuer ainsi au développement économique local.

Dans ce cadre, la délégation luxembourgeoise a visité le

restaurant de Mme Maïmouna Kébé, bénéficiaire de MicroCred Sénégal et propriétaire d'un restaurant à bon marché.

Audience privée auprès du président du Sénégal

Dans la soirée du 4 novembre, S.A.R. la Grande-Duchesse a été reçue au palais de la République en audience privée par Abdoulaye Wade, président de la République du Sénégal, en présence de Viviane Wade, première dame.

Université Cheikh Anta Diop

Le 5 novembre, la délégation luxembourgeoise a été reçue à l'université Cheikh Anta Diop de Dakar, où le ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, Jean-Louis Schiltz, a prononcé un discours sur les relations entre les pays du Sud et les pays du Nord.

Le discours visionnaire de Jean-Louis Schiltz, «Faut-il repenser les relations Nord-Sud?», était axé sur quatre messages-clés. Premièrement, l'aide au développement ne doit pas être



(© SIP/Charles Caratini)



(© SIP/Charles Caratini)

marginalisée dans les budgets des pays du Nord, a insisté le ministre. L'UE, leader mondial de la coopération avec quatre pays membres à consacrer plus de 0,7% de leur PIB à l'aide publique au développement – dont le Luxembourg –, prendra ses responsabilités en matière de solidarité internationale, a signalé le ministre. La coopération, a-t-il tenu à préciser, n'est en effet pas un acte de charité institutionnelle, mais un acte politique primordial qui doit se refléter dans les budgets nationaux.

Jean-Louis Schiltz a en outre plaidé pour un redoublement des efforts du Nord face à la crise de la pauvreté, qui est une crise permanente, car le fait de relâcher les efforts nous coûtera cher d'ici 15 à 20 ans, et ce non seulement

en termes de ressources financières, mais également en termes de ressources humaines. Ce n'est qu'en partenariat avec les compétences des pays du Sud que la communauté internationale peut faire face à ce défi substantiel, a dit le ministre.

Le deuxième message-clé a été celui du développement du commerce international. Selon le ministre Schiltz, le grand défi sera celui d'y associer les pays du Sud. Concernant le secteur de l'agriculture, Jean-Louis Schiltz a estimé qu'un investissement ainsi qu'une réorganisation étaient indispensables pour faire face à la crise alimentaire, aussi bien dans les pays du Sud que dans les pays du Nord. L'élimination des subventions à l'exportation doit enfin

être appliquée et le principe de la souveraineté alimentaire reconnu au niveau international, a-t-il souligné.

La gouvernance a été le troisième thème abordé par le ministre luxembourgeois. Les modèles de bonne gouvernance ne peuvent pas être exportés un à un vers le Sud, bien au contraire, les traditions et la diversité culturelle sont autant de critères à prendre en considération dans les dialogues politiques Nord-Sud, a-t-il précisé.

En dernier lieu, le ministre a lancé un nouvel élément dans cette discussion Nord-Sud, à savoir celui de l'environnement et du changement climatique. La nécessité de préserver notre planète est un sujet qui ne devrait plus être absent des réflexions sur les relations Nord-Sud, a conclu le ministre devant un public composé d'autorités sénégalaises, de professeurs et d'étudiants.

S.A.R. la Grande-Duchesse a visité dans la matinée du 5 novembre la Casa des tout-petits.

Lycée de Thiès

La microfinance comme facteur d'insertion des jeunes a été au centre de la visite que la délégation a effectué au lycée d'enseignement technique et de Formation professionnelle de Thiès.

La coopération entre le Sénégal et le Luxembourg a fait de l'éducation et de la formation ses priorités depuis 2000. Cette nouvelle orientation de la coopération a coïncidé



avec la mise en œuvre d'une nouvelle politique sénégalaise pour le secteur de l'enseignement technique et de la formation professionnelle. L'objectif de la coopération luxembourgeoise est d'améliorer la formation professionnelle et technique des jeunes et de faciliter leur insertion dans le tissu économique local et sous-régional. Le Lycée de Thiès est un bel exemple de coopération sous-régionale, a souligné Jean-Louis Schiltz lors de son allocution. Il a ajouté que le gouvernement luxembourgeois continuerait à soutenir les différentes démarches du lycée. En effet, l'objectif du lycée est d'aller au-delà de la formation et d'utiliser la

microfinance comme facteur d'insertion des jeunes diplômés par la création de microentreprises.

Au courant de l'après-midi du 5 novembre, la délégation luxembourgeoise a visité les champs de Mme Tiné Ndoye, productrice de légumes et fruits bio à Bayakh. Cette visite s'inscrivait dans le cadre du programme FAIR (Fonds d'appui aux initiatives rurales) de la Fédération des ONG sénégalaises (FONGS), qui est une réponse concrète et novatrice aux problèmes d'accès au financement rural au Sénégal. Il s'agit d'un fonds de refinancement des mutuelles à destination de crédits d'investissement à moyen terme

dans des secteurs d'activités allant de l'élevage à l'agriculture en passant par la pêche.

Grâce à ce programme, qui est soutenu par SOS Faim, Mme Tiné Ndoye, qui cultivait auparavant moins d'un hectare, dispose aujourd'hui de trois hectares répartis sur différentes localités. Ainsi, elle a pu accroître sa production et par conséquent son chiffre d'affaires. Elle est devenue une conseillère au sein de la communauté rurale et aide les femmes à progresser dans leur métier d'agricultrice et à prendre davantage part à la gestion de leur environnement.



Visite d'un périmètre maraîcher: S.A.R. la Grande-Duchesse, Luc Frieden, ministre du Trésor et du Budget, Viviane Wade, première dame du Sénégal, Awa Ndiaye, ministre chargée de la Microfinance du Sénégal, Jean-Louis Schiltz, ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, et Tiné Ndoye, bénéficiaire de la microfinance pour démarrer son activité de maraîchage (© SIP/Charles Caratini)

24-26 novembre 2008

Visite d'État au Luxembourg de

la présidente de la République de Finlande

Sur invitation de LL.AA.RR. le Grand-Duc et la Grande-Duchesse, S.E. Tarja Halonen, présidente de la République de Finlande, et le Dr Pentti Arajärvi ont effectué une visite d'État au Luxembourg du 24 au 26 novembre 2008. Ils étaient accompagnés de Tuija Brax, ministre de la Justice.

Le 24 novembre, la cheffe d'État finlandaise et sa délégation ont été accueillies officiellement sur le parvis du palais grand-ducal par LL.AA.RR. le Grand-Duc et la Grande-Duchesse. Après les honneurs militaires et la présentation des personnalités, le programme officiel prévoyait le dépôt d'une couronne de fleurs au monument national de la Solidarité luxembourgeoise en présence du Premier ministre

Jean-Claude Juncker, du ministre de la Défense, Jean-Louis Schiltz, et du chef d'état-major de l'armée, le général Gaston Reinig.

Le député-maire Paul Helmingier a accueilli le couple grand-ducal et le couple présidentiel en début d'après-midi à l'Hôtel de Ville pour une séance académique, qui a été suivie d'une visite sur la place Guillaume II du marché de Noël dédié à la Finlande.



Accueil officiel de S.E. Madame Tarja Halonen, présidente de la République de Finlande, devant le palais grand-ducal (© SIP/Luc Deflorenne)

Ensuite, la présidente de la République de Finlande a reçu successivement en audience au palais grand-ducal le président de la Chambre des députés, Lucien Weiler, le Premier ministre Jean-Claude Juncker ainsi que le Vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, Jean Asselborn.

Le Dr Pentti Arajärvi était de son côté l'invité de l'Université du Luxembourg au campus Limpertsberg, où il a été reçu par le recteur Rolf Tarrach. Après avoir signé le livre d'or de l'université, le Dr Arajärvi s'est entretenu de l'institution avec onze étudiants finnois.

Un dîner de gala offert par LL.AA.RR. le Grand-Duc et la Grande-Duchesse au palais grand-ducal en l'honneur de la présidente de la République de Finlande et du Dr Pentti Arajärvi a clôturé la première journée de la visite d'État.

Séminaire économique et financier

Le 25 novembre, les deux chefs d'État ont assisté au séminaire économique et financier intitulé «Energy, environment and innovations – new opportunities for business» à la Chambre de commerce, en présence du ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, Jeannot Krecké, ainsi que d'un nombre important de personnalités du secteur économique et financier.

L'objectif de ce séminaire était de renforcer les relations commerciales entre les entreprises finlandaises et luxembourgeoises.

Table ronde sur l'Europe sans frontières à Schengen

La cheffe d'État finlandaise et S.A.R. le Grand-Duc ont été accueillis en fin de matinée par le ministre de la Justice, Luc Frieden, le ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration, Nicolas Schmit, et le bourgmestre de la commune de Schengen, Roger Weber, au monument historique Accord de Schengen.

Les accords de Schengen, signés en 1985 par les pays du Benelux, l'Allemagne et la France, ont en effet marqué l'avènement d'un territoire sans frontières et la suppression des contrôles d'identité.



Tarja Halonen reçoit Jean-Claude Juncker en audience au palais grand-ducal (© SIP/Luc Deflorenne)

Aujourd'hui, l'acquis de Schengen, c'est-à-dire l'accord de Schengen de 1985 et son accord d'exécution de 1990 ainsi que leur droit dérivé, a été entièrement intégré dans les traités constitutifs de l'UE, et l'espace Schengen s'est progressivement élargi. Vingt-deux États membres de l'UE, dont la Finlande, et deux États associés appliquent intégralement les dispositions de Schengen.

Ainsi, l'Europe sans frontières a été le thème de la table ronde à

laquelle ont assisté la présidente et S.A.R. le Grand-Duc au château de Schengen.

Le Premier ministre Jean-Claude Juncker a ensuite eu l'honneur d'accueillir, au nom du gouvernement, la présidente de la République de Finlande et le Dr Pentti Arajärvi pour un déjeuner officiel à l'Orangerie à Mondorf-les-Bains.

À l'issue du déjeuner, le Premier ministre et la présidente finlandaise se sont exprimés devant la presse. Le Premier



République de Finlande

À la une

ministre a souligné l'honneur pour le Luxembourg d'accueillir la présidente de Finlande tout comme son plaisir personnel de revoir Mme Halonen, avec qui il partage de nombreux souvenirs recueillis au fil d'innombrables rencontres et de discussions depuis 1996, date de leur première rencontre en marge de la réunion Asie-Europe (ASEM) à Bangkok.

Jean-Claude Juncker a également relevé la «coopération plus que proche» de la Finlande et du Luxembourg dans les institutions et instances européennes: «Je suis l'itinéraire de la présidente de

Finlande depuis longtemps», a dit Jean-Claude Juncker, «et je peux affirmer qu'à chaque fois que nous avons été mis en difficulté en Europe, elle était à nos côtés, et cela même quand elle n'était pas entièrement d'accord avec nos vues.»

Tarja Halonen a pour sa part souligné l'engagement européen du Premier ministre luxembourgeois qu'il «articule habilement et défend avec une volonté forte».

La présidente de Finlande a noté l'importance de la visite d'État finlandaise au Luxembourg pour laquelle elle était accompagnée par

une délégation d'hommes et de femmes d'affaires finlandais. «Une visite d'État est importante, parce qu'elle donne de la visibilité au pays visitant et au pays visité», a dit Tarja Halonen, qui n'a pas caché le souhait de son pays de voir les relations économiques et commerciales se développer de façon substantielle avec le Luxembourg.

Dans les affaires européennes, Tarja Halonen a identifié les similitudes entre les approches finlandaise et luxembourgeoise: «Les Luxembourgeois et les Finlandais sont des gens sérieux qui travaillent dur et qui, dans les



La présidente de la République de Finlande reçoit Jean Asselborn en audience au palais grand-ducal (© SIP/Luc Deflorenne)



Nicolas Schmit, ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration, présente l'exposition sur la signature des accords de Schengen à S.A.R. le Grand-Duc et à S.E. Madame Tarja Halonen (© SIP/Luc Defflorenne)

institutions européennes, parlent quand ils ont quelque chose à dire. Nous ne sommes pas ceux qui tenons les discours de gloire, mais nos deux peuples font que l'Union européenne fonctionne aujourd'hui et fonctionnera à l'avenir.»

Par la suite, le couple présidentiel, accompagné du couple grand-ducal, s'est rendu au Musée national des mines à Rumelange où

ils ont été accueillis par le ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, François Biltgen.

Ils ont eu l'occasion de visiter les galeries souterraines et de s'informer sur les outils, machines et engins ayant servi à l'exploitation du minerai de fer au Luxembourg depuis le milieu du XIX^e siècle jusqu'aux années 1980.

Inauguration de l'exposition intitulée «Finns at Venini» au MUDAM

La deuxième journée de la visite s'est clôturée par l'inauguration de l'exposition intitulée «Finns at Venini» au Musée d'art moderne Grand-Duc Jean (MUDAM).



République de Finlande

À la une

Cette exposition d'objets d'art en verre offre un aperçu du dialogue singulier entre Nord et Sud au travers de la collaboration féconde entre designers finlandais et maîtres verriers vénitiens au savoir-faire inégalé. L'inauguration était suivie d'une réception offerte par la présidente de la République de

Finlande et son époux en l'honneur de LL.AA.RR. le Grand-Duc et la Grande-Duchesse.

La visite d'État a pris fin le 26 novembre avec la traditionnelle cérémonie de départ devant le palais grand-ducal.



LL.AA.RR. le Grand-Duc et la Grande-Duchesse accompagnées par Tarja Halonen et son époux Pentti Arajärvi au marché de Noël sur la place Guillaume II. Au deuxième plan: Paul Helming, bourgmestre de la Ville de Luxembourg (© SIP/Luc Deflorenne)

2-11 décembre 2008

Révision constitutionnelle

Art. 34.

«Le Grand-Duc sanctionne et promulgue les lois. Il fait connaître sa résolution dans les trois mois du vote de la Chambre.»

Déclaration du Premier ministre sur les implications institutionnelles en cas de refus du Grand-Duc de donner son aval à une éventuelle loi sur le droit de mourir en dignité

2 décembre 2008

Le 2 décembre 2008, le Premier ministre Jean-Claude Juncker a fait une déclaration au ministère d'État sur les implications institutionnelles en cas de refus du Grand-Duc de donner son aval à une éventuelle loi sur le droit de mourir en dignité:

«Dir Dammen an Dir Hären,

A menge regelméissege Gespréicher mam Grand-Duc, huet de Grand-Duc mir virun e puer Méint matgedeelt, dass e sech net an der Lag gesäit, falls et zu engem Gesetz iwwert d'Euthanasie géif kommen, dat Gesetz ze sanctionnéieren an ze promulguéieren.

Ech hunn dem Grand-Duc viru Méint an och an deene leschten Deeg gesot, dass ech net mengen, op Grond vun eiser Verfassungspraxis, dass de Grand-Duc sech kéint dem Wëlle vum gewielte Parlament entgéintstellen.

D'Regierung an hirer Ganzheet huet dee Standpunkt, deen ech hir dee leschte Freideg virgedroen hunn, gedeelt.

Ech hunn de Grand-Duc gebieden, d'Fraktiounscheffen gëschter ze begéinen, fir dass en de Fraktiounscheffe seng Meenung a seng Absicht a seng Determinatioun géif matdeelen. De Grand-Duc huet gëschter d'Fraktiounscheffen alleguer begéint an hinnen dat gesot.

Et ass net üblech fir de Staatsminister – deem seng éischt Aufgab, och an der Verfassungspraxis, doranner besteet, sech virun de Grand-Duc ze stellen wann en eng Decisioun hält – aus senger Gespréicher mam Grand-Duc ze berichten. Wann ech dat haut maachen, maachen ech dat just, well mer eis an enger exceptioneller Situatioun befannen.



Jean-Claude Juncker le 2 décembre devant la presse (© Guy Jallay/Luxemburger Wort)

Ech hu virum Grand-Duc de gréisste Respekt, fannen, dass e seng Aarbecht am Déngscht vum Land gutt mecht. Mir hunn hei awer, d'Regierung an ech, e graven Desaccord, am Fall wou de Grand-Duc – falls et zu deem Gesetz géif kommen –, dat Gesetz net géif a Kraaft setzen, dass deen Desaccord esou grave ass, dass ech deen Desaccord virum Land net ka verstoppen.

Mir liewen an enger Zäit, déi sech auszeechent duerch hir extrem Gravitéit. Mir hunn et mat enger grousser Finanzkris an enger

grousser Wirtschaftskris ze dinn, déi déi beschten Energie vum Land bündelt a muss zesummeféieren, fir aus där Kris, no Méiglechkeet esou onbeschued wéi et nëmme geet, erauszekommen.

Et huet eis dofir geschéngt, dass een zu där Kris, déi mer hunn, an déi eng extrem Gravitéit huet, net eng institutionnel Kris kéint dobäisetzen.

Fir d'Gewëssenfräiheet vum Grand-Duc ze respektéieren, an d'Meenung vum Grand-Duc verdéngt deeselwechte Respekt

wéi d'Meenung vu jidder-engem, si mer mam Grand-Duc an no Gespréicher mat de Fraktiounscheffe zur gemeinsamer Opfaassung komm, dass een eng Verfassungsännerung soll virhuelen, déi doranner besteet, dass de Grand-Duc an Zukunft Gesetzer ëmmer nach promulguéiert, als Chef vun der Exekutiv-Gewalt, mä dass en d'Gesetzer net méi brauch ze sanctionnéieren als en Deel vun der legislativer Gewalt, well an deem Terme «sanctionnéieren» dat Wuert «approuvéieren» selbstverständlech averstanen as.

Vu dass de Grand-Duc, falls esou e Gesetz kënnt, dat Gesetz inhaltlech net kann approvieren, well mer eng institutionnel Kris wëlle verhënneren a gläichzäiteg dem Grand-Duc Recht op Meenungs- a Gewëssenfräiheet aräumen, sträiche mer aus dem Artikel 34 vun der Verfassung den Terme, dass de Grand-Duc d'Gesetz muss sanctionéieren, mä mir loossen et dobäi, dass de Grand-Duc d'Gesetz promulguiert, dat heescht, se einfach, wann ech mech däerf esou ausdrécken, technesch a Kraaft setzt.

Ech hu mech doriwwer zesumme mam Minister Frieden, Justizminister, an duerfir fir Verfassungsfroen direkt zoustänneg, mat de Fraktiounscheffe beroden, an dat wat ech lech gesot hunn, reflektiert d'Meenung vun alle Kräften, déi an der Chamber vertruede sinn.

Ech bedauere staark, dass mer zu deem Schrëtt hu misste kommen, mä wann een eng institutionnell Kris wëllt verhënneren, bleift keng aner Méiglechkeet, wéi déi vun enger Verfassungsreform. Déi gëtt esou séier wéi méiglech virgeholl.

De Vote iwwert d'Proposition de loi iwwert d'Euthanasie, dee fënnt statt, a virdru fënnt eng Verfassungsrevisioun statt, déi eis et erlaabt, eng institutionnel Kris se verhënneren. Ech soen lech merci.»

Procédure de révision constitutionnelle

La Constitution ne peut être modifiée que suivant la procédure de révision qu'elle détermine

elle-même dans son article 114, aux termes duquel une révision de la Constitution doit être adoptée par la Chambre des députés en deux votes successifs séparés par un intervalle d'au moins trois mois et réunissant chacun au moins 40 des 60 voix.

Le texte adopté en première lecture peut, sous certaines conditions, également être soumis à un référendum qui se substitue au second vote de la Chambre.

Projet de révision de l'article 34 de la Constitution déposé à la Chambre des députés

3 décembre 2008

Le 3 décembre 2008, le Premier ministre Jean-Claude Juncker a déposé à la Chambre des députés le projet de révision de la Constitution.

Aux termes du projet, l'article 34 de la Constitution est modifié comme suit: «Le Grand-Duc promulgue les lois dans les trois mois du vote de la Chambre.»

Le vote en première lecture du projet de révision aurait lieu le 11 décembre à la Chambre des députés.

Le dépôt de ce projet de révision fait suite à la déclaration du Premier ministre du 2 décembre 2008 au sujet de la décision du

Grand-Duc de ne pas donner son aval à une éventuelle loi sur le droit de mourir en dignité.

Jean-Claude Juncker y a déclaré: «Pour respecter la liberté de conscience du Grand-Duc, et l'opinion du Grand-Duc mérite le même respect que l'opinion de tout un chacun, nous sommes parvenus à un accord commun avec le Grand-Duc et les chefs des groupes parlementaires: nous devons procéder à une modification de la Constitution, qui consiste à ce que le Grand-Duc continue à promulguer les lois à l'avenir en tant que chef du pouvoir exécutif, mais qu'il n'aura plus besoin de les sanctionner en tant qu'élément du pouvoir législatif, car dans le terme "sanctionner" est inclus bien évidemment le mot "approuver".

Étant donné que le Grand-Duc ne peut pas approuver le contenu de cette loi si jamais elle était votée, que nous voulons éviter une crise institutionnelle tout en laissant au Grand-Duc le droit à la liberté d'opinion et de conscience, nous biffons de l'article 34 de la Constitution le terme qui dit que le Grand-Duc doit sanctionner les lois. Mais le Grand-Duc continuera à promulguer les lois, ce qui signifie qu'il les fera techniquement entrer en vigueur, si je puis m'exprimer ainsi.»



Réunion entre le Premier ministre Jean-Claude Juncker, le ministre de la Justice, Luc Frieden, et les présidents des différents groupes parlementaires représentés à la Chambre des députés le 2 décembre au ministère d'État (© Guy Jallay/Luxemburger Wort)

Adoption en première lecture du projet de révision de l'article 34 de la Constitution

11 décembre 2008

Le 11 décembre 2008, la Chambre des députés a adopté en première lecture, avec 56 voix et 1 abstention, le projet de révision de l'article 34 de la Constitution.

Aux termes du projet, l'article 34 de la Constitution est modifié comme suit: «Le Grand-Duc promulgue les lois dans les trois mois du vote de la Chambre.»

Le projet de révision a été déposé le 3 décembre 2008 à la suite de la décision du Grand-Duc de ne pas donner son aval à une éventuelle loi sur le droit de mourir en dignité.

Suivant l'article 114 de la Constitution, une révision de la Constitution doit être adoptée par

la Chambre des députés en deux votes successifs séparés par un intervalle d'au moins trois mois et réunissant chacun au moins deux tiers des voix. Le texte adopté en première lecture peut, sous certaines conditions, également être soumis à un référendum qui se substitue au second vote de la Chambre.



Visites et entrevues au Luxembourg

Visite de travail au Luxembourg du ministre des Affaires étrangères de la République tunisienne, Abdelwaheb Abdallah

12 novembre 2008

Sur invitation du Vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, Jean Asselborn, le ministre des Affaires étrangères de la République tunisienne, Abdelwaheb Abdallah, a effectué une visite de travail à Luxembourg le 12 novembre 2008. Il a été accueilli par le Premier ministre Jean-Claude Juncker pour une entrevue à l'Hôtel de Bourgogne.

Le ministre tunisien a ensuite eu un entretien avec le ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, Jean Asselborn, à l'Hôtel Saint-Maximin. Le chef de la diplomatie luxembourgeoise a salué l'excellence des relations bilatérales entre la Tunisie et le Grand-Duché. Il a exprimé le souhait de voir se développer davantage les échanges commerciaux et la coopération entre les deux pays; plusieurs pistes ont été évoquées à cet effet. Les deux parties ont passé en revue leur coopération dans différents domaines, dont celui de la formation bancaire, et elles ont pris note des progrès accomplis lors des négociations pour ce qui est d'une nouvelle convention bilatérale en matière de Sécurité sociale.

Les deux parties ont convenu de tenir à l'avenir des réunions de consultation politique sur tous les aspects importants des relations bilatérales, régionales et internationales d'intérêt mutuel.

Les deux ministres des Affaires étrangères ont également fait le point sur la situation politique en Tunisie. Le ministre luxembourgeois a salué les réformes initiées par la Tunisie en vue de consolider la démocratie, la bonne gouvernance et le respect des droits de l'Homme, en encourageant les autorités tunisiennes à poursuivre de manière résolue dans cette voie.

Par ailleurs, les deux parties ont eu un échange de vues sur l'évolution des relations entre l'Union



Jean Asselborn et Abdelwaheb Abdallah lors de la conférence de presse (© SIP/Luc Deltienne)

européenne et la Tunisie suite à la tenue de la septième session du Conseil d'association entre l'UE et la Tunisie qui s'est tenue le 11 novembre à Bruxelles. Le ministre Abdallah s'est montré satisfait des résultats de cette réunion et a réaffirmé l'ambition de la Tunisie de promouvoir sa relation avec l'Union européenne vers un «statut avancé».

Le ministre Asselborn s'est félicité des ambitions tunisiennes à cet égard, en se montrant confiant que le principe de différenciation retenu

dans le cadre de la politique européenne de voisinage (PEV) permettrait de renforcer davantage les relations avec l'Union européenne.

Lors de l'entrevue ont également été abordés les derniers développements dans la région, notamment le rôle de la Tunisie dans la promotion de la coopération intermaghrébine, l'Union pour la Méditerranée, ainsi que les derniers développements au sein du processus de paix au Proche-Orient.

Abdelwaheb Abdallah a également eu l'occasion de s'entretenir avec le ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, Jean-Louis Schiltz, à l'Hôtel Saint-Augustin.

Le ministre des Affaires étrangères tunisien a par ailleurs rencontré le président ainsi que les membres de la commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des députés.



José Brito, ministre des Affaires étrangères de la République du Cap-Vert, et Jean-Louis Schiltz, ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire (© SIP/Charles Caratini)

Autres visites et entretiens au Luxembourg

Septembre-décembre 2008

30 octobre 2008

Entrevue de Nicolas Schmit avec le vice-président de la Chambre haute du Parlement russe, Vassily Likhachev

14 novembre 2008

Entrevue de Jean Asselborn avec le président de l'Assemblée délibérative du peuple de la République d'Indonésie

18 novembre 2008

Entrevue de Luc Frieden avec Klaus Tschütscher, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice du Liechtenstein

21 novembre 2008

Visite de travail au Luxembourg de José Brito, ministre des Affaires étrangères du Cap-Vert

22 novembre 2008

Le Premier ministre Jean-Claude Juncker reçoit Michel Platini, président de l'UEFA

3 décembre 2008

Jean-Claude Juncker rencontre Brian Cowen, Premier ministre d'Irlande

4 décembre 2008

Visite au Luxembourg de José Manuel Barroso, président de la Commission européenne

17 décembre 2008

Visite de travail au Luxembourg de Vuk Jeremic, ministre des Affaires étrangères de la République serbe



Jean-Claude Juncker et son homologue irlandais Brian Cowen avant leur entrevue (© SIP/Charles Caratini)



Visites et entrevues à l'étranger

Le ministre Jeannot Krecké en mission économique en Turquie

8-11 septembre 2008

Dans le cadre d'une mission économique qu'il a dirigée en Turquie du 8 au 11 septembre 2008, le ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, Jeannot Krecké, s'est rendu le 8 septembre à Ankara, où il a rencontré plusieurs responsables politiques.

Entrevues politiques à Ankara

Lors d'une réunion de travail avec le ministre d'État en charge du Commerce extérieur, Kürsad

Tüzmen, Jeannot Krecké a regretté ne pas s'être rendu plus tôt en Turquie, vu le nombre important d'opportunités qui se présentent dans les milieux économiques. Il a également invité son homologue turc à conduire une délégation économique au Luxembourg en 2009. Kürsad Tüzmen a accepté cette invitation avec plaisir et il s'est renseigné en détail sur la réussite économique du Luxembourg et sur les possibilités pour les entreprises turques de s'implanter sur le marché luxembourgeois. Il a salué le grand intérêt que suscite le monde économique turc au Luxembourg et dont témoigne la venue d'une soixantaine d'hommes d'affaires

représentant 36 entreprises qui accompagnent le ministre Krecké en Turquie.

Avec le ministre des Finances, Kemal Unakitan, les discussions ont porté sur les réformes économiques mises en œuvre en Turquie depuis 2002, qui ont permis de maîtriser l'inflation et le déficit public. Les deux ministres ont aussi abordé des questions d'ordre fiscal qui intéressent les entreprises luxembourgeoises désireuses de nouer des liens plus étroits avec le monde économique turc. Le ministre des Finances a réitéré la volonté de la Turquie de mener à bien toutes les réformes nécessaires pour permettre son adhésion à l'Union européenne, pour laquelle elle dispose actuellement du statut de candidat. «La Turquie veut apporter de la valeur ajoutée à l'Union européenne; par exemple en matière d'énergie, elle peut être le garant de la transmission de pétrole et de gaz vers les pays de l'Union européenne», a expliqué Kemal Unakitan.

Finalement, le ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, Jeannot Krecké, a été reçu par Hayati Yazici, Vice-Premier ministre. Lors de cette entrevue, les ministres ont abordé la coopération économique bilatérale entre la Turquie et le Luxembourg ainsi que celle dans le cadre de l'Union européenne. Jeannot Krecké a expliqué que l'essor économique du Luxembourg et de ses pays voisins était tributaire de la paix qui entoure cette région depuis plus de 60 ans. «La paix est la base de la réussite économique», a-t-il dit.



Jeannot Krecké, ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, en compagnie d'Hayati Yazici, Vice-Premier ministre turc (© Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur)

Séminaires à Istanbul

Lors de son séjour à Istanbul, Jeannot Krecké a été reçu par le maire de la ville ainsi que par le gouverneur d'Istanbul. Les discussions ont porté en grande partie sur le développement économique et les autres défis que doit affronter cette mégalopole comptant plus de 13 millions d'habitants. Jeannot Krecké a proposé de faciliter une coopération avec les responsables et les organisateurs de Luxembourg et Grande Région, capitale européenne de la culture 2007, étant donné qu'Istanbul accueillera cet évènement en 2010.

Les agences de promotion du milieu économique, Luxembourg for Business, et du secteur financier, Luxembourg for Finance, ont invité chacune de son côté à leurs séminaires respectifs intitulés «Grand Duchy of Luxembourg – Your prime business location» et «Luxembourg, a global financial center». Le ministre Krecké est intervenu lors de ces deux séminaires devant des salles combles.

Le ministre de l'Économie et du Commerce extérieur a également eu une entrevue avec Mustafa Koç, président du conseil d'administration de la Koç Holding SA, qui regroupe des activités aussi diversifiées que l'énergie, les produits manufacturés, l'alimentaire, la finance et le tourisme. Il s'est également entretenu avec Suzan Sabanci, consule honoraire du Grand-Duché de Luxembourg et présidente du conseil d'administration d'Akbank.

La délégation économique accompagnant le ministre comptait une

soixantaine d'hommes d'affaires représentant 36 entreprises différentes issues des divers secteurs de l'économie luxembourgeoise. Cette visite aura permis de mieux faire connaître le Luxembourg et son économie auprès des responsables politiques et des représentants du monde économique turc et vice-versa. Pour les membres de la délégation, cette visite leur a donné l'occasion de nouer des premiers contacts avec des partenaires potentiels en Turquie.

Nicolas Schmit au 18^e forum économique à Krynica, en Pologne

11-12 septembre 2008

Les 11 et 12 septembre 2008, le ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration, Nicolas Schmit, a participé au 18^e forum économique à Krynica, en Pologne.

À cette occasion, il est intervenu en tant qu'orateur lors d'une session spéciale sur le thème «Tribute to Professeur Geremek». Cette session était organisée en hommage à Bronislaw Geremek, ancien ministre des Affaires étrangères de la Pologne, député européen et détenteur du prix Charlemagne d'Aix-la-Chapelle, décédé le 13 juillet 2008.

À part le ministre Schmit, sont notamment intervenus l'ancien président polonais et détenteur du prix Nobel de la paix, Lech Walesa, le député européen Elmar Brok et le député britannique Denis MacShane, ancien ministre des Affaires européennes du Royaume-Uni.

Lors de son intervention (📄 page 164), Nicolas Schmit a estimé que «Europe has now experienced that its political weight is not fatally negligible, if and only if the Union is capable of becoming a credible international actor which means



Nicolas Schmit en discussion avec Denis McShane au 18^e forum économique à Krynica en Pologne (© Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration)

that it is able to speak and act out of a strong internal solidarity. In his last articles Geremek pleaded for a strong unified and Europe united in solidarity. Therefore he was advocating very much in favour of the entry into force of the Lisbon Treaty.

Because our world is much more dangerous and the political equilibrium much more fragile than many of us had assumed, we have to convince our peoples that the European integration has to be pushed forward. We need the dialogue with our partners including Russia. But this dialogue should be conducted by a European Union speaking with one voice, defending the values we are committed to».

Le forum économique est un des plus importants événements dans ce domaine en Europe centrale et orientale. Organisé depuis 17 ans, le but du forum est de développer et de renforcer le dialogue et la coopération entre les États membres de l'Union européenne et ses voisins et partenaires, et ce, dans les domaines des relations économiques et politiques ainsi que de la sécurité internationale.

Luxembourg for Finance: Luc Frieden en mission de promotion et de développement de la place financière du Luxembourg au Koweït et au Qatar

20-22 octobre 2008

Dans l'optique de présenter le secteur financier du Luxembourg à des marchés à forte croissance économique et d'élargir ainsi les régions géographiques dans lesquelles les établissements financiers et les fonds d'investissement luxembourgeois peuvent offrir leurs services et produits, le ministre du Trésor, Luc Frieden, a effectué une visite au Koweït et au Qatar du 20 au 22 octobre 2008.

Le ministre y était accompagné par une importante délégation de représentants de la communauté financière luxembourgeoise ainsi que des principaux dirigeants des

associations des banques et des fonds d'investissement luxembourgeois, ABBL et ALFI.

À Koweït, le ministre a présidé un séminaire d'information organisé par Luxembourg for Finance sur les atouts et sur le cadre législatif de la place financière luxembourgeoise. La participation de plus de 70 acteurs financiers locaux au séminaire témoigne de l'important potentiel de développement des relations économiques entre le Luxembourg et l'émirat, notamment dans le domaine financier.

Luc Frieden a ensuite été reçu par le dirigeant du fonds d'investissement étatique Kuwait Investment Authority chargé d'investir une partie des énormes réserves monétaires provenant de l'exportation d'hydrocarbures, Bader Al Sa'ad. Le ministre y a rappelé que l'économie luxembourgeoise, connue pour être favorable aux investissements étrangers, constituait une



Luc Frieden en compagnie de Cheikh Fahd bin Jassen bin Mohammed Al Thani, ministre de l'Économie et du Commerce du Qatar (© Ministère des Finances)

porte d'entrée idéale pour ce fonds souverain sur le marché européen, qui cherche à diversifier ses investissements tant sur le plan géographique que sur le plan des actifs.

À Doha, Luc Frieden a été reçu successivement par le ministre de l'Économie et du Commerce, Cheikh Fahd bin Jassen bin Mohammed Al Thani, et le ministre de l'Énergie, Mohammed Abdulla al-Sailani.

Lors de ces entrevues, les ministres se sont accordés pour dire que, malgré le contexte financier international actuel, il s'agissait de saisir maintenant les opportunités qui se présentent pour construire le futur.

La place bancaire du Luxembourg, ses produits et son savoir-faire, aussi bien dans le domaine de la gestion de patrimoine que dans le domaine des fonds d'investissement, sont en effet considérés comme un partenaire de choix et de confiance pour les gouvernements de la région du Golfe en général et du Qatar en particulier cherchant à garantir la prospérité de leurs économies à long terme. La spécialisation de la place du Luxembourg dans les flux financiers transfrontaliers en Europe rencontre en effet le plus vif intérêt dans ce contexte. Plusieurs projets concrets de structuration d'investissements immobiliers dans des fonds luxembourgeois sont d'ailleurs actuellement à l'étude.



Jean Asselborn et Sergueï Lavrov, ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie
(© Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration)

Visite de travail de Jean Asselborn à Moscou

23-24 octobre 2008

Le Vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, Jean Asselborn, a effectué une visite de travail à Moscou auprès de son homologue russe, le ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, Sergueï Lavrov, le 24 octobre 2008.

Le 23 octobre 2008, la délégation luxembourgeoise a été reçue à l'ambassade du Luxembourg à Moscou par l'ambassadeur Gaston Stronck pour une réception officielle, où le ministre Jean Asselborn a rencontré des représentants d'entreprises luxembourgeoises opérant en Russie.

Le 24 octobre, la délégation luxembourgeoise a eu une entrevue à la Douma d'État avec Konstantin Kosachev, président du Comité pour les affaires internationales, Andreï Klimov, vice-président de la commission pour les Relations extérieures et président du groupe Benelux, et Nikolai Barkov, directeur de l'appareil du Comité pour les affaires internationales.

Les discussions étaient consacrées aux relations entre l'Union européenne et la Russie, ainsi qu'aux développements géopolitiques récents.

Concernant la Géorgie, le ministre Jean Asselborn a exprimé l'espoir que les discussions internationales de Genève pourront être conclues de manière positive avant la fin de l'année 2008. Le ministre a rappelé que la Russie et l'UE

sont interdépendantes et qu'elles avaient besoin l'une de l'autre pour trouver une solution à de nombreux défis qui se présentent à la communauté internationale.

À l'issue de cette entrevue, la délégation a été reçue à l'hôtel particulier du ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, Sergueï Lavrov, pour une visite de travail.

Lors de la rencontre, les ministres ont échangé leurs points de vue sur les relations UE-Russie, la Géorgie, le dossier nucléaire iranien, la crise financière internationale et la situation au Proche-Orient et dans les Balkans occidentaux entre autres.

Jean Asselborn a rappelé que la Russie était un acteur important dans beaucoup de dossiers intéressants de près l'Union européenne. Dans ce contexte, il a souligné que la coopération avec la Russie, et non la confrontation ou l'isolation, devrait être la politique à suivre par l'Union européenne. Il a exprimé l'espoir qu'après les élections présidentielles américaines s'ouvrira une nouvelle période de coopération multilatérale entre les États-Unis, la Russie et l'Union européenne. Concernant les relations UE-Russie, le ministre a plaidé pour une attitude constructive de la Russie à l'égard du dossier géorgien et pour une reprise rapide des négociations entre l'UE et la Russie sur un nouvel accord de partenariat et de coopération.

Suite à cette rencontre, Sergueï Lavrov a invité la délégation luxembourgeoise à poursuivre les discussions lors d'un déjeuner de travail.

Visite du ministre de la Défense, Jean-Louis Schiltz, en Afghanistan

3-4 décembre 2008

Le ministre de la Défense, Jean-Louis Schiltz, s'est rendu à Kaboul du 3 au 4 décembre 2008. Il était accompagné des députés Marc Spautz, Marc Angel, Félix Braz et Jacques-Yves Henckes (membres respectivement de l'assemblée parlementaire de l'OTAN et de la commission des Affaires étrangères, de l'Immigration, de la Coopération et de la Défense de la Chambre des députés).

La visite auprès du contingent luxembourgeois ISAF 18 a constitué le point fort de ce déplacement, qui a permis au ministre Schiltz et aux députés

de rencontrer les neuf militaires opérant à l'aéroport international de Kaboul au sein d'une unité belge de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) en Afghanistan de l'OTAN.

La mission de la section luxembourgeoise consiste à contribuer au dispositif de sécurisation de l'aéroport de la capitale afghane.

Lors d'une soirée placée sous le signe de la période des fêtes, les neuf militaires se sont vu remettre par leurs visiteurs la traditionnelle assiette de la Saint-Nicolas.

La délégation luxembourgeoise a également mis à profit son déplacement à Kaboul pour des entretiens politiques avec plusieurs personnalités.



Entretien de Jean-Louis Schiltz avec son homologue afghan Abdul Rahim Wardak
(© SIP/Luc Deflorenne)

Elle a ainsi été reçue par le ministre de la Défense, Abdul Rahim Wardak, et le commandant de la force de l'OTAN, le général David MacKiernan. Le renforcement de la coordination de l'aide internationale était au centre d'une entrevue que Jean-Louis Schiltz et Kai Eide, le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies, ont eue au siège de la mission des Nations unies en Afghanistan (UNAMA).

Enfin, le ministre et les députés ont rencontré une délégation de parlementaires afghans ainsi que le représentant spécial de l'Union européenne en Afghanistan, l'ambassadeur Sequi.

Il est rappelé que l'armée luxembourgeoise est actuellement également présente au Kosovo (KFOR), en Bosnie-Herzégovine (Althea), au Liban (FINUL), en République démocratique du Congo (EUSEC RD Congo) et au Tchad (EUFOR Tchad/RCA).

Le ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, Jeannot Krecké, en visite en Chine

13-17 décembre 2008

Le ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, Jeannot Krecké, était en déplacement en Chine du 13 au 17 décembre 2008. Il était à la tête d'une délégation économique composée principalement d'entreprises déjà actives sur le marché chinois. En effet, ces entreprises comptaient tirer profit des destinations moins fréquentées qui étaient au programme de cette

visite pour se faire connaître dans des régions à très fort potentiel de croissance, avec pour but de nouer de nouveaux contacts.

Les exportations luxembourgeoises sur les marchés asiatiques ayant connu un léger recul au premier semestre 2008, cette mission a cherché à soutenir les entreprises luxembourgeoises dans leurs efforts de recherche de nouveaux marchés.

Jeannot Krecké s'est d'abord rendu à Shenzhen, qui se trouve dans la province de Guangdong dans le sud de la Chine.

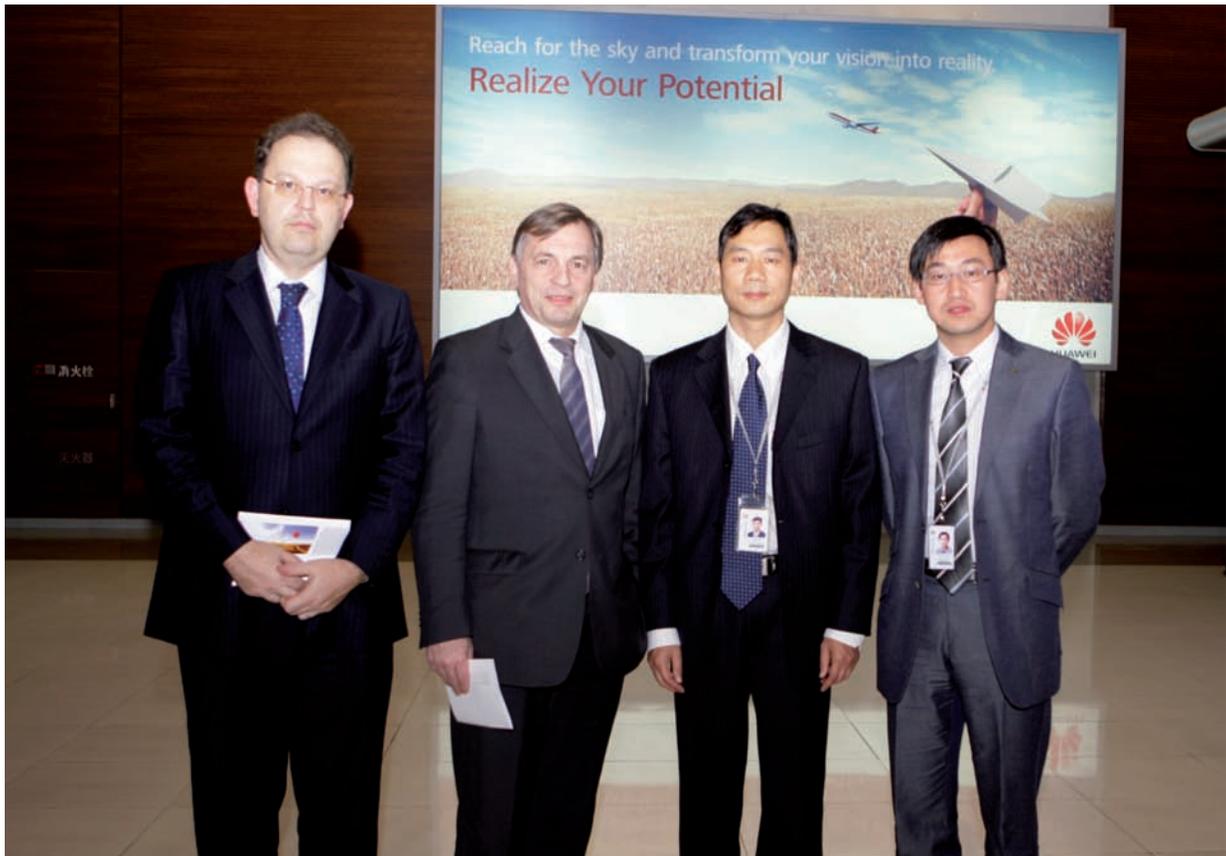
Shenzhen et Hong Kong sont seulement séparés par deux fleuves. Cette proximité de Hong Kong fut à l'origine de l'instauration de la première zone économique spéciale à Shenzhen en 1980, entre autres afin de profiter de l'essor économique de l'ancienne colonie de la couronne britannique. Shenzhen est surtout connue pour ses énormes capacités de production. De nombreuses grandes entreprises des secteurs high-tech et IT ont installé leur siège à Shenzhen.

Le ministre de l'Économie et du Commerce extérieur a visité le siège d'Huawei Technologies Co. à Shenzhen le 15 décembre 2008. Il y a rencontré Rich Liu, vice-président d'Huawei Technologies, et Mario Fan, directeur général d'Huawei Benelux, afin de discuter de l'établissement récent du bureau d'Huawei au Grand-Duché ainsi que des opportunités de développement pour Huawei au Luxembourg.

«Lorsque j'ai rencontré les représentants d'Huawei à Beijing fin mars, la décision d'ouvrir une filiale au Luxembourg n'avait pas encore été prise. Aujourd'hui, moins de neuf mois plus tard, les bureaux d'Huawei au Luxembourg ont déjà été inaugurés. C'est impressionnant!», a déclaré le ministre Krecké.

«Étant donné que le Luxembourg est une plateforme avec un important potentiel de développement dans le domaine des technologies de la communication et de l'information, cela ne me surprend pas qu'une entreprise innovante telle qu'Huawei ait décidé de s'y installer. Je profite de cette occasion pour souhaiter la bienvenue à Huawei au Luxembourg. Huawei étudie actuellement de potentiels investissements futurs afin de garantir son développement au Luxembourg, notamment dans les domaines de la recherche et développement ainsi qu'en matière de propriété intellectuelle. Je suis convaincu que cette rencontre renforcera encore davantage notre coopération et notre amitié.»

Après une présentation d'Huawei et de sa vision, le ministre et sa délégation ont visité le centre de recherche et développement, la salle d'exposition et le centre logistique. Le ministre Krecké s'est dit impressionné par la capacité d'innovation d'Huawei, ses installations à la pointe du progrès et le site sur lequel se trouve le siège de l'entreprise. Il a également montré un grand intérêt pour les produits d'Huawei et a assisté à une démonstration de la large gamme de services offerts par l'entreprise.



Jeannot Krecké, ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, et Pierre Ferring, consul général du Grand-Duché de Luxembourg à Shanghai, en compagnie de Rich Liu, vice-président d'Huawei, et Mario Fan, directeur général d'Huawei Benelux (© Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur)

«Récemment, Huawei a ouvert ses bureaux à Luxembourg. Nous sommes confiants que, grâce à nos produits et solutions très innovantes, nous pouvons contribuer au développement de la société et de l'industrie locale dans le domaine des télécommunications», a dit Rich Liu d'Huawei.

Huawei Benelux a ouvert ses bureaux en 2005 et emploie aujourd'hui plus de 150 personnes, dont 65% sont des locaux. Il est prévu que 30 employés travaillent d'ici à 2009 dans les bureaux luxembourgeois installés

à Kirchberg. Huawei a développé de bonnes relations avec les opérateurs locaux et coopère avec Voxmobile, Vodafone et Millicom.

Le ministre de l'Économie et du Commerce extérieur s'est félicité de la collaboration existante entre Huawei et l'Entreprise des P&T. Cette visite a également permis au membre de la direction générale de l'Entreprise des P&T faisant partie de la délégation économique qui accompagnait le ministre de discuter de l'avenir de cette relation avec les responsables d'Huawei.

À Shenzhen, Jeannot Krecké et la délégation économique ont également eu l'occasion de visiter l'entreprise BYD (Build Your Dream).

BYD est une entreprise active dans les secteurs des technologies énergétiques et de l'automobile. Depuis le 15 décembre 2008, BYD commercialise la première voiture hybride de série sur le marché chinois. Selon BYD, cette voiture hybride est la seule au monde à pouvoir être rechargée par le biais d'une simple prise électrique et qui peut circuler en utilisant exclusivement son moteur électrique.

Le ministre Jeannot Krecké a montré un grand intérêt pour cette voiture écologique. «BYD est un bon exemple d'une entreprise qui investit dans la recherche et développement afin d'accroître sa capacité d'innovation. Ceci lui a permis d'être à la pointe du progrès en matière d'énergie verte pour l'automobile. Au Luxembourg, nous devons également soutenir davantage les entreprises qui désirent investir dans les écotechnologies qui constituent un des trois axes prioritaires de diversification économique définis par le gouvernement», a dit le ministre.

De Shenzhen, le ministre Jeannot Krecké et la délégation économique se sont rendus à Chongqing, qui se trouve au centre du pays sur une presqu'île. Avec 32 millions d'habitants, Chongqing est la ville la plus peuplée de Chine et constitue une municipalité au rang de province, au même titre que Beijing ou Shanghai. La construction du barrage des trois vallées achevé en 2006 a permis à Chongqing d'avoir un port, ce qui renforce le potentiel économique déjà extraordinaire de la ville.

Le ministre et sa délégation ont visité l'entreprise Loncin, une des plus grandes entreprises privées en Chine active dans la fabrication de motos, de moteurs à gaz et de pièces de rechange. Fondée en 1993, Loncin témoigne de l'exceptionnel développement économique qu'a connu la ville de Chongqing durant les 15 dernières années.

À l'issue de cette visite d'entreprise, le ministre Krecké a eu une entrevue avec Bo Xilai, secrétaire

général de la région de Chongqing, membre du bureau politique du Parti communiste de Chine et ancien ministre du Commerce de 2004 à 2007. Jeannot Krecké a évoqué avec Bo Xilai la crise économique et financière ainsi que ses conséquences pour l'économie chinoise et surtout pour la région de Chongqing.

À Chongqing, la Chambre de commerce a signé un accord de coopération avec son homologue locale. Pour Jeannot Krecké, cette signature est la concrétisation des liens entre le monde économique du Grand-Duché et la région de Chongqing. «La signature de tels accords doit bénéficier surtout aux PME qui ont été le plus touchées par la crise économique actuelle», a dit le ministre.

La dernière étape de la mission économique a été Nanjing, à l'est de la Chine, sur le delta du Yangtse. Le port de Nanjing qui s'étend sur 94 km est le plus grand port intérieur de Chine. Le ministre de l'Économie et du Commerce extérieur et sa délégation ont effectué une visite du port.

Visite de travail de Jean Asselborn au Vietnam

22 décembre 2008

Le Vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, Jean Asselborn, a rencontré à Hanoi son homologue vietnamien, Pham Gia Khiem, le Vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères

du Vietnam, le lundi 22 décembre 2008. Cette visite était principalement consacrée à la préparation d'une visite que S.A.R. le Grand-Duc effectuera en février 2009 en République socialiste du Vietnam.

Lors de leur entrevue, les deux chefs de la diplomatie ont aussi discuté de la situation politique interne au Vietnam ainsi que des efforts du pays pour restructurer son économie. Le ministre vietnamien a souligné que tous les moyens disponibles étaient utilisés pour développer une économie de marché efficace et intégrée dans l'économie mondiale. Il s'est dans ce contexte félicité de l'adhésion du Vietnam à l'OMC. En ce qui concerne sa politique étrangère, le Vietnam a adopté une approche multidirectionnelle. Membre actif au sein de l'ASEAN (Associations des nations de l'Asie du Sud-Est) et de l'APEC (Asia-Pacific Economic Cooperation), il siège actuellement aussi en tant que membre non permanent au Conseil de sécurité des Nations unies.

Les deux ministres ont par ailleurs fait le point sur l'état des relations bilatérales. Le ministre vietnamien a remercié le Luxembourg d'avoir choisi le Vietnam parmi ses dix pays partenaires de la coopération au développement. M. Asselborn a pour sa part loué la bonne coopération entre le Vietnam et le Grand-Duché dans les domaines de la finance, du tourisme et de la santé. Le Luxembourg finance depuis de nombreuses années des formations dans le secteur bancaire mises en œuvre par l'ATTF (Agence de transfert de technologie financière). Dans le secteur du tourisme, le Luxembourg est

présent au Vietnam, notamment au travers d'une école hôtelière à Hué. Le Grand-Duché soutient ainsi activement l'objectif du Vietnam d'accueillir 10 millions de touristes dans un avenir proche. Dans le domaine de la santé, le Luxembourg finance des projets importants pour assurer la chaîne du froid dans les domaines de la sécurité sanguine et des vaccins.

Concernant les dossiers régionaux, les ministres ont eu un échange de vues sur les derniers développements en Thaïlande et au Myanmar. Le processus d'intégration au sein de l'ASEAN a également été discuté, étant donné que la charte de cette dernière vient d'entrer en vigueur.

Au cours du déjeuner de travail, les deux homologues se sont enfin entretenus sur la crise financière et ses répercussions sur l'économie mondiale.



Jean Asselborn et son homologue vietnamien Pham Gia Khiem
(© Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration)

Le même jour, le ministre Asselborn a rencontré Nguyen Phu Trong, président de l'Assemblée nationale du Vietnam, ainsi que Duong Van Quang, directeur général de l'Académie diplomatique du Vietnam.

Autres visites et entrevues à l'étranger

Septembre-décembre 2008

23-28 septembre 2008

Le ministre des Communications, Jean-Louis Schiltz, en mission de prospection en République populaire de Chine

7 octobre 2008

Entrevue de Jean-Claude Juncker avec le ministre égyptien des Finances, Youssef Boutros-Ghali

17 octobre 2008

Entrevue de Jean-Louis Schiltz avec le secrétaire d'État à la Défense, Robert Gates, à Washington

22-23 octobre 2008

S.A.R. le Grand-Duc héritier et Jeannot Krecké à New York

2-3 décembre 2008

Jean Asselborn à la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN à Bruxelles

19 décembre 2008

Jean-Claude Juncker reçu à l'Élysée par le président Nicolas Sarkozy



Regard sur les activités gouvernementales

PREMIER MINISTRE

Le Premier ministre Jean-Claude Juncker à Bad Kreuznach à l'occasion du 50^e anniversaire de la rencontre Adenauer- de Gaulle

30 octobre 2008

«50 ans se sont écoulés entre 1958 et 2008. Ce furent des années heureuses pour l'Europe et nous le devons à Charles de Gaulle et à Konrad Adenauer», a déclaré le Premier ministre Jean-Claude Juncker le 30 octobre 2008 à Bad Kreuznach dans le cadre des célébrations du 50^e anniversaire de la rencontre Adenauer-de Gaulle.

C'était en effet à Bad Kreuznach, le 26 novembre 1958, que les deux hommes d'État, le général français Charles de Gaulle et le chancelier allemand Konrad Adenauer, s'étaient retrouvés pour une rencontre historique. De ce fait, «Bad Kreuznach constitue une étape importante du processus de la réconciliation franco-allemande depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale ainsi que de l'intégration européenne», a souligné Jean-Claude Juncker.

Le Premier ministre, principal orateur de la soirée, a mis en avant la valeur historique de la rencontre de l'automne 1958. «Cette rencontre ne fut pas évidente. Les deux hommes savaient très bien qu'Allemands et Français s'étaient violemment opposés tous les 15 ans au cours des 400 dernières

années. Mais Adenauer et de Gaulle voulaient y mettre un terme.» Le message «Plus jamais la guerre» a été établi comme programme politique et Adenauer et de Gaulle l'ont concrétisé au fur et à mesure, jour après jour, a-t-il rappelé.

Aujourd'hui, le Premier ministre regrette que les Européens n'apprécient pas assez ce qui a été accompli par la génération d'après-guerre, et plus particulièrement par Adenauer et de Gaulle. «Que nous ayons réussi à réconcilier les peuples en Europe et à pacifier le continent après la guerre est davantage admiré en Asie et en Afrique que chez nous», a-t-il dit.

Jean-Claude Juncker a déploré que, tout comme la réunification allemande – qui n'aurait jamais eu lieu sans la réunification de l'Europe – ne soulève plus guère d'admiration en Allemagne, le plus grand marché intérieur au monde, la suppression des frontières en Europe ou encore la monnaie unique soient également autant de réalisations dont les Européens ne se montrent pas assez fiers.

Dans le contexte de la crise financière internationale, c'est toutefois l'euro qui a permis d'éviter «la plus grande catastrophe monétaire de tous les temps», a signalé le Premier ministre. «La crise financière a apporté la preuve finale que la décision d'introduire l'euro était la bonne. Vu l'absence de différences monétaires entre nous, l'euro nous protège, car notre économie, orientée vers l'exportation, peut continuer à fonctionner», a-t-il ajouté.

Selon Jean-Claude Juncker, la crise financière fera sentir ses effets encore au moins jusqu'à la fin de l'année 2009. La croissance au sein de la zone euro variera entre 0 et 0,3%, ce qui est largement en dessous de son potentiel de croissance, et la crise atteindra lentement, mais sûrement, l'économie réelle, a-t-il précisé. Néanmoins, les pays de la zone euro et de l'UE ont adopté un plan d'action, réussissant ainsi à formuler une réponse concertée à la crise dans le but d'amortir les effets sur l'économie réelle, s'est réjoui Jean-Claude Juncker, président de l'Eurogroupe.

Concernant la situation politique actuelle, le Premier ministre luxembourgeois a plaidé pour une réforme des traités européens. «Nous parlons beaucoup de l'Europe des citoyens. Mais que demandent-ils? La sécurité! Construisons donc une Europe de la sécurité. Nous avons besoin du traité de Lisbonne pour avancer dans cette Europe des citoyens», a insisté Jean-Claude Juncker. Pour sortir de l'impasse institutionnelle suite au «non» irlandais, le credo du Premier ministre est le suivant: «Il faut de la patience! Il ne sert à rien d'exercer une pression quelconque sur les petits États en Europe.»

Pour le Premier ministre, de nouvelles règles sont également nécessaires en matière de protection du climat. Jean-Claude Juncker veut en outre éviter que la crise financière soit aujourd'hui mise à profit pour détourner l'attention de l'imminence d'une catastrophe climatique.

À la fin de son discours, Jean-Claude Juncker a demandé des efforts supplémentaires en matière de défense en Europe. Il a ainsi plaidé pour une doctrine européenne de la défense et une mise en commun des structures de défense nationales.

Jean-Claude Juncker prononce le discours commémoratif lors de la Journée de deuil national (Volkstrauertag)

16 novembre 2008

Le 16 novembre 2008, le Premier ministre Jean-Claude Juncker a participé à Berlin à la Journée de deuil national (Volkstrauertag), en présence du président fédéral allemand, Horst Köhler, et de nombreux responsables politiques allemands. C'était la première fois qu'un dignitaire étranger était invité à prendre la parole lors de la Journée de deuil national allemande.

Le Premier ministre a déposé une couronne au lieu commémoratif Zentrale Gedenkstätte Neue Wache, mémorial de la République fédérale d'Allemagne dédié aux victimes de la guerre.

Lors de la cérémonie commémorative, organisée par le Volksbund Deutsche Kriegsgräberfürsorge dans la salle plénière du Bundestag (parlement fédéral), le Premier ministre a prononcé le discours officiel de commémoration (page 208) à la mémoire des victimes des guerres et du totalitarisme.

Lors de son discours, le Premier ministre a tout d'abord tenu à rappeler «les nombreuses victimes luxembourgeoises des deux guerres mondiales, qui ont perdu la vie dans des camps de concentration, dans des prisons, dans les rangs des forces alliées, mais également en tant qu'enrôlés de force de la Wehrmacht. L'enrôlement de force de la jeunesse luxembourgeoise, que l'on obligea à endosser les uniformes d'une puissance étrangère afin de combattre contre les libérateurs de leur patrie, était un terrible crime de guerre qui a profondément affecté mon peuple, et que nous n'avons pu oublier jusqu'à aujourd'hui.»

Le Premier ministre a salué d'autant plus la capacité des peuples allemand et luxembourgeois, qui

ont su surmonter, après la fin de la Seconde Guerre mondiale, leurs différences. Ainsi, le premier accord concernant un cimetière militaire allemand sur un territoire étranger a été signé avec le Grand-Duché de Luxembourg en 1952, et le 5 juin 1955, le cimetière militaire allemand de Sandweiler au Luxembourg a été inauguré. Depuis cette époque, le Volksbund Deutsche Kriegsgräberfürsorge fait un remarquable travail de mémoire et de paix, dans des lieux de commémoration de par le monde.

Jean-Claude Juncker a rappelé l'importance symbolique des cimetières militaires, où «de très jeunes soldats ont trouvé leur dernier repos, des milliers de biographies interrompues, de rêves avortés, de vies qui n'ont jamais été vécues.



Jean-Claude Juncker lors de la cérémonie commémorative à l'occasion de la Journée de deuil national (Volkstrauertag) à Berlin (© DPA/Uwe Zucchi)

Celui qui doute et désespère de l'Europe devrait visiter des cimetières militaires!»

Le Premier ministre a poursuivi en saluant le courage de cette génération sacrifiée, qui a fait du vœu «plus jamais la guerre» un véritable programme politique pour tout un continent, en faisant de la réconciliation européenne le but principal de leur vie. «Aujourd'hui, l'Europe est le continent le plus heureux du monde, et nous le devons à nos parents et à nos grands-parents», a déclaré Jean-Claude Juncker.

PRIX ET DÉCORATIONS

Remise du Franz-Josef-Strauß-Preis à Jean-Claude Juncker

5 septembre 2008

En reconnaissance de ses mérites en faveur de l'intégration européenne, le Premier ministre Jean-Claude Juncker s'est vu attribuer le Franz-Josef-Strauß-Preis de la Hanns-Seidel-Stiftung en date du 5 septembre 2008 à Munich.

Devant les quelque 500 invités qui ont assisté à la remise du prix dans le somptueux Kaisersaal de la Münchener Residenz, Jean-Claude Juncker a d'abord rappelé le rôle de Franz Josef Strauß en matière de politique financière et budgétaire, avant de mettre en avant les mérites de l'ancien ministre allemand des Finances et ministre-président de Bavière au niveau

européen. Selon Juncker, Franz Josef Strauß avait compris très tôt que la réunification allemande et l'intégration européenne constituaient en fait les deux faces d'une même médaille. De plus, Franz Josef Strauß n'a jamais considéré l'intégration en Europe de l'Ouest comme un projet définitif, a précisé le lauréat dans son discours.

Face à l'attitude qu'il a qualifiée de larmoyante en Europe, le Premier ministre luxembourgeois a lancé un appel à plus de fierté à l'égard des acquis européens. «Nous avons réalisé pas mal de choses pour les citoyens en Europe», a-t-il insisté. «Il faut préserver aujourd'hui ces acquis, tout en visant ce qui n'a pas encore pu être atteint.» Pour Juncker, la paix sur le continent européen, la mise sur pied du marché intérieur et l'Union économique et monétaire ne sont que quelques exemples qui montrent ce dont les Européens sont capables.

Constatant que la part de la population européenne diminuait fortement par rapport à l'ensemble de la population mondiale, Jean-Claude Juncker a appelé à faire de l'Europe une région macro-économique influente. Selon ses propos, l'Europe devrait partager ses acquis avec les autres parties du monde, se poser en avocat de ses valeurs, tout en respectant les valeurs des autres. Et d'ajouter: «L'Europe doit s'investir dans le monde. Aussi longtemps que des enfants meurent de faim dans le monde, l'Europe n'a pas fait ses devoirs.»

L'ancien ministre-président de Bavière, Edmund Stoiber, qui a prononcé le discours en l'honneur



Jean-Claude Juncker lors de la remise du prix
(© SIP/Zineb Ruppert)

du lauréat, a qualifié Jean-Claude Juncker de personnalité politique qui, avec Helmut Kohl, a le plus marqué de son empreinte l'intégration européenne. «C'est moins la taille d'un pays ou d'une population qui importe en Europe, mais la qualité et la force de conviction des politiques», a déclaré Edmund Stoiber. En ce sens, Jean-Claude Juncker constitue un dirigeant politique respecté qui, à maintes occasions, a su contrebalancer les discussions entre les petits et les grands États d'Europe.

Rappelant que le Premier ministre luxembourgeois avait lié en 2005 son propre devenir politique au résultat du référendum sur le traité constitutionnel, Edmund Stoiber a souligné que l'intégration européenne constituait toujours pour Jean-Claude Juncker la réponse aux tragédies du XX^e siècle.

Finalement, l'ancien ministre-président a applaudi le rôle de Jean-Claude Juncker en matière économique et financière, le Luxembourg ayant été le premier pays à remplir les critères de Maastricht.

La cérémonie de remise du prix a été ouverte par Erwin Huber, président de la CSU et ministre des Finances bavarois, qui a entre autres mis en avant le rôle de Jean-Claude Juncker, avec Theo Waigel, dans le domaine de la monnaie unique. Européen passionné, pragmatique expérimenté et négociateur habile dans les coulisses, Jean-Claude Juncker, à l'instar de Franz Josef Strauß, s'engage depuis toujours pour une Europe pacifique et libre, a souligné Erwin Huber.

Le prix d'honneur Schärfste Klinge de la ville de Solingen décerné à Jean-Claude Juncker

29 septembre 2008

En date du 29 septembre 2008, le Premier ministre Jean-Claude Juncker a reçu le prix d'honneur de la ville de Solingen, Schärfste Klinge, des mains du maire de la ville, Franz Haug.

La ville de Solingen a choisi de décerner ce prix au Premier ministre Jean-Claude Juncker en reconnaissance de ses mérites pour une Europe unie et sociale. «Il combine une rhétorique pleine d'esprit et d'humour avec la rare faculté d'expliquer les situations les plus complexes de manière claire

et compréhensible», a déclaré le conseil de la ville de Solingen suite à sa décision d'attribuer le prix 2008 à Jean-Claude Juncker.

Parmi les invités d'honneur figuraient entre autres le Dr Jürgen Linden, maire de la ville d'Aix-la-Chapelle, Klaus Hänsch, ancien président du Parlement européen, et Alfred Grosser, politologue, sociologue et historien franco-allemand.

Le prix Schärfste Klinge est décerné depuis 1978 à des personnalités qui s'engagent en faveur de l'intérêt public et qui se distinguent par leur talent d'orateur. Parmi les lauréats figurent Gaston Thorn, ancien Premier ministre luxembourgeois, Ernst Albrecht, Bruno Kreisky, Leopold Sédar Senghor, Richard von Weizsäcker, Alfred Grosser et Gyula Horn.

À l'occasion de la remise du prix, le discours d'honneur a été prononcé

par Lothar Späth, ancien ministre-président de Bade-Wurtemberg et lauréat en 2005 du même prix.

À l'issue de la cérémonie, Jean-Claude Juncker a visité une exposition d'affiches sur l'Europe, créées par des élèves de lycées de la ville de Solingen. Jean-Claude Juncker a longuement discuté avec les jeunes sur leur perception de l'Europe et les a félicités pour leur travail.

La médaille d'or de la Fondation Jean Monnet décernée à Jean-Claude Juncker

14 novembre 2008

Le 14 novembre 2008, la médaille d'or de la Fondation Jean Monnet a été décernée à Lausanne au Premier ministre Jean-Claude Juncker.



Jean-Claude Juncker lors de la cérémonie de remise du prix Schärfste Klinge
(© SIP/Luc Delforenne)

La Fondation Jean Monnet pour l'Europe, qui fête ses 30 ans en 2008, a choisi de décerner sa médaille d'or au Premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker, «un des acteurs prépondérants de la construction européenne.»

Le président de la Confédération helvétique, Pascal Couchepin, a prononcé le discours d'honneur à l'occasion de la remise de la médaille d'or à Jean-Claude Juncker. Dans son discours, Pascal Couchepin a salué en Jean-Claude Juncker un des pères fondateurs du traité de Maastricht et un fervent partisan du processus de Lisbonne. Il a rapproché Jean-Claude Juncker de Jean Monnet, «qui a passé sa vie à réfléchir, à écrire, à convaincre, à agir».

Dans son discours de remerciement, le Premier ministre Jean-Claude Juncker a d'abord souligné les relations entre l'Union européenne et la Suisse, cette dernière n'étant «pas une puissance étrangère à l'Union européenne, mais lui étant étroitement associée». Ainsi, on ne saurait parler de l'Europe sans y inclure la Suisse.

Le Premier ministre a ensuite salué chaleureusement la mémoire de Bronislaw Geremek, ancien président de la Fondation Jean Monnet: «Ce grand homme, qui a su donner du volume à la liberté qu'il portait, alors qu'il était prisonnier politique dans les années 1980 en Pologne.»

Jean-Claude Juncker a poursuivi en évoquant Jean Monnet, «qui a réussi à avoir les bonnes formules



Jakob Kellenberger, président par intérim de la Fondation Jean Monnet, Jean-Claude Juncker et Pascal Couchepin, président de la Confédération helvétique, lors de la remise de la médaille d'or à Jean-Claude Juncker (© Félix Imhof – Fondation Jean Monnet pour l'Europe 2008)

pour expliquer l'Europe en train de naître». Et de poursuivre: «Afin de donner l'impulsion nécessaire à l'Union européenne, il faut trois choses: une idée, un calendrier, et des institutions au service de l'idée et du calendrier. Jean Monnet a toujours su ériger ces trois éléments en une méthode communautaire, au service de la construction européenne.»

Dans son discours, le Premier ministre a également insisté sur la valeur du Conseil de l'Europe, première instance internationale à intégrer les États d'Europe centrale et orientale après l'effondrement du bloc soviétique. C'est dans l'enceinte du Conseil de l'Europe que «se sont faites les retrouvailles entre l'Histoire et la géographie européennes après la chute du mur de Berlin», a-t-il déclaré. Jean-Claude Juncker a cité la célèbre déclaration de Winston Churchill, faite en 1948 à propos d'une

Europe unifiée: «un jour, nous achèverons à l'Est ce qu'aujourd'hui, nous commençons à l'Ouest». «Je suis aujourd'hui heureux de constater que l'Histoire a donné raison à Winston Churchill, et non pas à Staline qui voulait empêcher les États d'Europe centrale de participer à une Europe unie», a déclaré le Premier ministre.

Le Premier ministre a enchaîné en saluant le travail et le courage de la génération de ceux ayant connu la guerre et qui ont construit l'Europe. Il a déploré le manque de fierté des générations d'aujourd'hui, qui ne savent plus apprécier la valeur de l'Union européenne, garant de paix. Et de conclure: «Il n'y a pas d'autre option que l'Union européenne.»

Jean-Claude Juncker, Jan Peter Balkenende und Yves Leterme erhalten den Staatspreis des Landes Nordrhein-Westfalen

9 décembre 2008

Am 9. Dezember 2008 hat der Ministerpräsident von Nordrhein-Westfalen, Jürgen Rüttgers, in Bonn den Staatspreis 2008 an die Regierungschefs Luxemburgs, der Niederlande und Belgiens verliehen.



Jean-Claude Juncker, Jan Peter Balkenende et Yves Leterme lors de la remise du Staatspreis des Landes Nordrhein-Westfalen (© Ralph Sondermann/Staatskanzlei NRW)

Damit würdigt die Landesregierung die intensive Zusammenarbeit zwischen Nordrhein-Westfalen und seinen europäischen Nachbarn. Der luxemburgische Premierminister Jean-Claude Juncker, der niederländische Regierungschef Jan Peter Balkenende und der belgische Premierminister Yves Leterme nahmen den Staatspreis stellvertretend für ihre Völker entgegen.

Im Vorfeld der Preisverleihung haben die drei Regierungschefs der Benelux-Staaten sowie der Ministerpräsident von Nordrhein-Westfalen eine politische Erklärung unterzeichnet, mit der die Zusammenarbeit zwischen den drei Staaten und Nordrhein-Westfalen weiter vertieft werden soll. Hintergrund ist der am 17. Juni 2008 unterzeichnete neue Benelux-Vertrag, der neue Perspektiven der regionalen und europäischen Zusammenarbeit zwischen der Benelux-Union und ihren Nachbarn eröffnet.

In der Vereinbarung wird Nordrhein-Westfalen als der natürliche Partner angesehen, um diese Zusammenarbeit zu fördern. Der luxemburgische Premierminister Jean-Claude Juncker betonte, dass „die Benelux kein Hegemonialbetrieb ist, sondern ein Angebot an Nachbarn, mit uns gemeinsam gemeinsame Sache zu machen. Seit Jahren sind die drei Staaten – Belgien, die Niederlande und Luxemburg – dabei, intensive Kontakte zu Nordrhein-Westfalen zu pflegen, auf verschiedenartigen Gebieten, und heute formalisieren wir eigentlich etwas, das in der Praxis schon besteht, das aber jetzt auf eine andere Umlaufbahn

gebracht wird. Es geht hier nicht um politische Konstrukte, es geht um das Europa der Menschen“.

Mit dem Staatspreis würdigt die Landesregierung die Verdienste der drei Benelux-Staaten um die europäische Integration. „Nordrhein-Westfalen ist nicht mehr denkbar ohne die europäische Zusammenarbeit mit seinen Nachbarn“, betonte Ministerpräsident Rüttgers. „Seit Jahrzehnten sind die politischen, wirtschaftlichen und kulturellen Beziehungen und Kontakte über die Grenzen hinweg immer enger geworden. Das wollen wir in Zukunft noch weiter ausbauen. Unsere Zusammenarbeit und Partnerschaft mit den Benelux-Staaten kann gar nicht eng genug sein“, so Jürgen Rüttgers.

Die Laudatio auf die Preisträger hielt Lord Ralf Dahrendorf, deutsch-britischer Politiker und Publizist.

Im Anschluss an die Preisübergabe fand eine von Maybrit Illner moderierte Talkrunde zwischen den drei Preisträgern statt.

Zur Bedeutung der verstärkten Zusammenarbeit zwischen der Benelux und Nordrhein-Westfalen sagte Jean-Claude Juncker: „In 30-40 Jahren wird der Wettbewerb kein Wettbewerb mehr zwischen Nationen sein, sondern ein Wettbewerb zwischen Regionen. Wenn dieser interregionale Wettbewerb losgeht – das ist kein Kampf gegen andere Regionen, sondern ein edler Wettbewerb mit anderen Regionen –, hätten wir gerne, dass wir dann optimal aufgestellt

sind. Und optimal sind wir nur aufgestellt, wenn Menschen eines Schlages, mit einer gemeinsamen Vergangenheit, einer gemeinsamen Industrie, Geschichte und den dementsprechenden Kulturelementen sich so zusammenfinden, dass daraus eine europäische Gesamtverzahnung wird.“

Auf die Frage, was er sich für die Zusammenarbeit zwischen der Benelux und Nordrhein-Westfalen wünsche, antwortete Premierminister Juncker: „Eine intensivere Zusammenarbeit in Sachen Kultur. Ich finde schon, dass wir uns nicht genügend mit grenzüberschreitenden Kulturfragen beschäftigen.“

AFFAIRES EUROPÉENNES

Jean-Claude Juncker, Jean Asselborn et Nicolas Schmit au Conseil européen extraordinaire consacré à la situation en Géorgie

1^{er} septembre 2008

Le Premier ministre Jean-Claude Juncker, le Vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, Jean Asselborn, ainsi que le ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration, Nicolas Schmit, ont participé au Conseil européen extraordinaire qui s'est tenu le 1^{er} septembre 2008 à Bruxelles.

Les discussions des chefs d'État ou de gouvernement de l'Union européenne étaient exclusivement consacrées aux suites que compte donner l'Union européenne au conflit entre la Russie et la Géorgie. La réunion du Conseil européen a été précédée d'un exposé de Hans-Gert Pöttering, président du Parlement européen, à l'issue duquel un échange de vues a eu lieu.

D'après les conclusions de la Présidence, «le Conseil européen est gravement préoccupé par le conflit ouvert qui a éclaté en Géorgie, par les violences qu'il a entraînées et par la réaction disproportionnée de la Russie».

Condamnation de la part du Conseil européen de la décision de la Russie de reconnaître l'in- dépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud

Dès lors, «le Conseil européen condamne fermement la décision unilatérale de la Russie de reconnaître l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. Cette décision est inacceptable et le Conseil européen appelle les autres États à ne pas reconnaître ces indépendances proclamées et demande à la Commission d'examiner les conséquences concrètes à en tirer».

À ce sujet, le Premier ministre Jean-Claude Juncker a déclaré à l'issue de la réunion: «Il est illusoire de croire que la Russie reviendra sur sa décision de reconnaître unilatéralement l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud. La communauté internationale devra discuter de la sécurité et de la stabilité de ces deux régions, non pas en bran-



Jean Asselborn en compagnie de Matti Vanhanen, Bernard Kouchner et Nicolas Sarkozy au Conseil européen extraordinaire consacré à la situation en Géorgie (© Communautés européennes)

dissant la menace de sanctions contre la Russie, mais en aidant la Géorgie aussi bien sur le plan humanitaire qu'économique. Nous pensons d'ailleurs que des discussions sur une amélioration substantielle du fonctionnement de la démocratie en Géorgie s'imposent également.»

Le Conseil européen s'est félicité que l'accord en six points obtenu le 12 août 2008 sur la base des efforts de médiation de l'Union européenne «ait débouché sur un cessez-le-feu, sur un meilleur achèvement de l'aide humanitaire aux victimes et sur un retrait substantiel des forces militaires russes». Le Conseil européen a dès lors demandé que la mise en œuvre de ce plan soit complète et a appelé les parties à poursuivre la mise en œuvre intégrale et de bonne foi de l'accord auquel elles ont souscrit.

Aide à la Géorgie

Après avoir apporté une aide d'urgence, l'Union européenne est disposée à apporter une aide à la reconstruction en Géorgie, y compris dans les zones d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie. Concrètement, «l'Union est prête à soutenir des mesures de confiance et le développement de la coopération régionale. Elle décide également de renforcer sa relation avec la Géorgie, y compris à travers la facilitation des visas et la mise en place éventuelle d'une zone de libre-échange complète et approfondie dès que les conditions seront réunies. Elle prendra l'initiative de réunir dans un bref délai une conférence internationale en vue d'aider à la reconstruction de la Géorgie».

Relations entre l'UE et la Russie

Au sujet des relations entre l'UE et la Russie, le Conseil européen a souligné qu'il n'y avait «pas d'alternative souhaitable à une relation forte, fondée sur la coopération, la confiance et le dialogue, sur le respect de l'État de droit et des principes reconnus par la charte des Nations unies et par l'OSCE. C'est pourquoi nous avons lancé, en juillet dernier, la négociation d'un nouvel accord-cadre entre l'Union et la Russie».

Le Conseil européen a néanmoins demandé au Conseil, avec la Commission, d'examiner la situation et les différentes dimensions de la relation UE-Russie. Selon le Vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, Jean Asselborn, «il faut garder les canaux de dialogue avec la Russie ouverts de façon intelligente. Le plan en six points, qui est à ce jour le seul document reconnu par la Russie, la Géorgie, les États-Unis et l'Union européenne, n'a pu être élaboré que parce que le dialogue avec la Russie a été maintenu. Ce plan, en dépit des faiblesses qu'il contient, restera la ligne directrice de notre action dans la région pour les mois à venir».

Finalement, le Conseil européen a donné mandat à son président de poursuivre les discussions en vue d'une application intégrale de l'accord en six points. Dans ce but, le président du Conseil européen se rendra à Moscou le 8 septembre 2008, accompagné du président de la Commission et du haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune.

Les conclusions de la Présidence précisent à la fin que les réunions en vue de la négociation de l'accord de partenariat UE-Russie sont reportées tant que le retrait des troupes russes sur leurs positions antérieures au 7 août n'aura pas été réalisé. «Nous nous attendons à ce que les troupes russes se replient sur leurs positions d'avant-conflit avant le 8 septembre. Si cela ne se faisait pas, nous aurions à décider des conséquences de ce comportement», a conclu le Premier ministre Juncker.

Jean Asselborn à la réunion informelle Gymnich à Avignon

5-6 septembre 2008

Les 5 et 6 septembre 2008, le Vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, Jean Asselborn, a participé à la réunion informelle des ministres des Affaires étrangères Gymnich à Avignon.

Le 5 septembre, la Présidence française a lancé un débat sur les perspectives ouvertes par l'élection américaine de novembre et a invité les ministres à réfléchir aux grandes lignes du futur agenda transatlantique. Le ministre Asselborn a souligné que plus personne n'était en mesure de résoudre seul les problèmes auxquels le monde est confronté aujourd'hui. Européens, Américains, Russes et les puissances émergentes devront travailler ensemble pour trouver des solutions politiques stables et durables. Dans ce contexte, il a

exprimé l'espoir que la prochaine administration américaine s'engagerait résolument sur la voie du multilatéralisme et a souligné le rôle que l'Europe pourrait jouer à cet égard.

Le haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune, Javier Solana, a présenté ses idées concernant la mise à jour de la stratégie européenne de sécurité en vue du Conseil européen de décembre 2008. Pour le ministre Asselborn, il est important que les nouveaux défis, tels que la flambée des prix alimentaires, le changement climatique, les flux migratoires et la sécurité énergétique, soient inclus dans le nouveau document stratégique qui devrait englober tous les éléments de la politique extérieure de l'UE.

Le 6 septembre, les ministres se sont réunis pour discuter des actions que l'UE pourrait lancer dans le cadre de la récente crise en Géorgie. Le ministre Asselborn a souligné que l'UE n'avait pas une position antirusse et que l'UE et la Russie étaient interdépendantes sur de nombreuses questions. Néanmoins, la présence de troupes russes sur le territoire géorgien n'est pas compatible avec le plan en six points et elles devront donc être retirées. Le ministre a plaidé pour le déploiement rapide du mécanisme international de sécurité prévu par le plan en six points. Dans ce contexte, il a exprimé l'espoir que l'OSCE arrive rapidement à un accord concernant le déploiement de 80 observateurs militaires supplémentaires en Géorgie. L'UE doit examiner comment elle pourra appuyer

l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) dans cette tâche, y compris par le déploiement éventuel d'une mission civile de l'UE.

Le ministre des Affaires étrangères de la Turquie, Ali Babacan, présent le 6 septembre avec les deux autres pays candidats, la Croatie et l'ancienne République yougoslave de Macédoine, a informé ses homologues sur le rôle d'intermédiaire que la Turquie jouait actuellement pour faciliter les contacts entre la Syrie et l'État d'Israël, ainsi que sur d'autres sujets liés au Moyen-Orient, tel que l'état actuel des relations entre l'Iran et l'Iraq.

Jean-Claude Juncker devant la commission des Affaires économiques et monétaires du Parlement européen

10 septembre 2008

Dans le cadre des consultations régulières entre le Parlement européen et l'Eurogroupe, le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker, s'est présenté devant les membres de la commission des Affaires économiques et monétaires le 10 septembre 2008 à Bruxelles.

Dans son exposé, Jean-Claude Juncker a tout d'abord fait l'analyse de la situation économique dans la zone euro, qui a montré au cours des derniers mois des signes de ralentissement conjoncturel prononcé, ce qui laisse penser le Premier ministre que les taux de croissance de 1,4% prédit par la

Banque centrale européenne pour 2008 et de 1,2% pour 2009 sont «assez plausibles».

La croissance faible et une inflation prévue à 3,5% en 2008 «implique que le ralentissement conjoncturel sera plus prononcé et plus prolongé qu'initialement attendu et que le rétablissement du calme sur le front de l'inflation prendra également plus de temps que prévu».

Le président de l'Eurogroupe a toutefois relevé que le marché du travail «résiste bien dans un contexte général difficile». Cette capacité de résistance du marché du travail est, pour Jean-Claude Juncker, le résultat des «nombreuses réformes structurelles mises en œuvre dans les États membres ces dernières années».

Pour ce qui est de l'action de l'Eurogroupe au cours des derniers mois et sa réaction face aux chocs négatifs extérieurs, telles la crise hypothécaire américaine et les turbulences financières qui en résultent, ou encore face à l'augmentation des prix de certaines matières premières, le président de l'Eurogroupe a détaillé toute une série d'initiatives, notamment un cadre de référence commun pour lutter contre l'inflation, des orientations budgétaires horizontales pour la zone euro et spécifiques pour les États membres, des termes de référence sur la politique salariale dans le secteur public.

«Cette coordination des politiques au niveau de l'Eurogroupe a permis d'éviter de manière générale – il y a eu parfois de légers dérapages – des réactions nationales désor-



Jean-Claude Juncker devant le Parlement européen (© SIP/Zineb Ruppert)

données et a également permis d'éviter certaines des erreurs qui ont été commises dans les années 1970 et 1980.»

Dans le futur immédiat, l'Eurogroupe et la réunion informelle Ecofin de Nice devraient s'employer à «essayer de mettre en place une stratégie cohérente et des mesures concrètes afin de faire en sorte que les ajustements nécessaires puissent se faire efficacement pour que nous puissions renouer le plus rapidement possible avec une croissance plus solide. À court terme, cette stratégie devra être épaulée par des mesures visant à mitiger les effets du ralentissement conjoncturel pour les couches de la population les plus vulnérables».

Pour le président Juncker, cette stratégie devra s'articuler autour de trois grands piliers :

- maintenir le cap en matière de politiques macroéconomiques et de politiques structurelles ainsi qu'en matière de discipline budgétaire;
- poursuite des réformes structurelles, notamment en accordant une priorité aux mesures visant à renforcer la concurrence sur les marchés des biens et services;
- intensifier le dialogue avec les partenaires sociaux au niveau de l'Eurogroupe.

Finalement, sur le plan international, l'Eurogroupe contribuera à un environnement plus favorable,

notamment en continuant les efforts en vue de taux de change reflétant les données économiques fondamentales des différentes zones monétaires. Pour Jean-Claude Juncker, «l'euro reste sur-évalué en termes réels».

Jean-Claude Juncker et Jeannot Krecké aux réunions de l'Eurogroupe et de l'Ecofin informel à Nice

12 septembre 2008

Le Premier ministre, ministre des Finances et président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker, et le ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, Jeannot Krecké, ont participé aux réunions de l'Eurogroupe et de l'Ecofin informel qui ont eu lieu à Nice les 12 et 13 septembre 2008.

Eurogroupe

Les 15 ministres des Finances de la zone euro et leur collègue slovaque, qui assistait pour la première fois à une réunion de

l'Eurogroupe – la Slovaquie devenant le 16^e État membre de la zone euro au 1^{er} janvier 2009 –, ont tout d'abord accepté, par acclamation, la proposition de la ministre française de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi, vice-présidente en exercice de l'Eurogroupe, Christine Lagarde, de reconduire Jean-Claude Juncker à la présidence de l'Eurogroupe pour un troisième mandat de deux ans.

L'Eurogroupe s'est ensuite penché sur la situation économique dans la zone euro qui «est plus prononcée que ce que nous envisagions avant l'été», a dit le président Jean-Claude Juncker. Les raisons de cette dégradation se trouvent essentiellement dans la détérioration très importante de l'environnement économique international depuis plus d'un an.

Mais, a dit Jean-Claude Juncker, il existe des «éléments de satisfaction»: «La dépréciation de l'euro ces dernières semaines est la bienvenue, même si l'euro reste, à nos yeux, surévalué. Nous saurons mettre à profit les différents contacts que nous aurons sur le plan international pour en discuter avec nos partenaires respectifs. Deuxième élément de cette satisfaction: la baisse du prix du pétrole et des matières agricoles, baisse qui va dans le bon sens et qui devrait aider à freiner les prix.»

Les membres de l'Eurogroupe ont discuté de l'orientation que devraient prendre les politiques macroéconomiques de la zone euro et ont accepté un certain nombre de principes:

- face à un choc commun, il convient d'adopter une réponse commune et concertée plutôt que des réponses nationales désordonnées, comme ce fut le cas lors des années 1970 et 1980;
- face à un choc largement symétrique, les politiques budgétaires ne doivent pas dévier des règles collectives que constitue le pacte de stabilité et de croissance, qui, dans sa version réformée, permet aussi une certaine flexibilité;
- face au ralentissement, il convient de laisser jouer les stabilisateurs automatiques, qui sont puissants dans la zone euro. «Les pays qui disposent de marges de manœuvre budgétaires et qui font face à un ralentissement très prononcé peuvent soutenir – et ils le font – de manière ciblée, temporaire, efficace et solidaire l'activité économique, notamment



Jean-Claude Juncker en discussion avec Christine Lagarde lors de la réunion de l'Eurogroupe
(© Sircom – Dominique-Henri Simon)

pour que les personnes les plus exposées par le ralentissement soient moins touchées.»

Pour ce qui est de l'inflation, le président de l'Eurogroupe a insisté qu'il fallait lutter avec toute l'énergie possible «contre l'inflation qui fragilise ceux qui sont déjà fragilisés et qui ajouterait à l'instabilité et qui ruinerait les efforts de voir l'Europe reprendre rapidement le chemin de la reprise. Mais il n'est pas question de laisser filer les déficits budgétaires. Nous n'avons pas le droit de répéter en 2008 les mêmes erreurs faites lors des chocs précédents et, par conséquent, la consolidation financière et la nécessité de laisser entrer en vigueur et de déployer leurs effets ainsi que les réformes structurelles restent entières.»

Concernant l'évolution des salaires, l'Eurogroupe est toujours d'avis que leur progression doit se faire en phase avec les gains de productivité de façon à soutenir l'emploi et la compétitivité des économies européennes. À cet effet, l'Euro-

groupe invitera, dès le mois d'octobre 2008, les partenaires sociaux pour en discuter.

Ecofin informel

Dans le domaine des services financiers, les ministres des Finances et/ou de l'Économie des 27 États membres de l'Union européenne et les gouverneurs des banques centrales ont procédé à une évaluation de la situation des marchés financiers et fait le point sur l'avancement des initiatives prises pour répondre aux conséquences des turbulences financières («feuille de route» sur la stabilité financière).

Les ministres ont également travaillé sur les moyens de renforcer la solidité du système financier européen, en particulier en améliorant les mécanismes de supervision des acteurs financiers. Sur ce thème, des représentants de la sphère financière avaient été, préalablement à l'échange entre ministres et gouverneurs, invités à venir faire part de leurs vues.

En matière de fiscalité, les ministres ont eu une discussion sur le champ d'application des taux réduits de TVA.

Cette réunion informelle a également permis d'examiner la situation économique et notamment de faire le point sur l'état du marché pétrolier et sur les causes de la flambée des prix pétroliers.

Enfin, les ministres ont discuté de la question de la rémunération des dirigeants d'entreprise, en vue d'identifier les meilleures pratiques nationales.

Jean-Claude Juncker élu pour un nouveau mandat à la tête de l'Eurogroupe

Le 12 septembre 2008, le Premier ministre, ministre des Finances, Jean-Claude Juncker, a été réélu comme président de l'Eurogroupe.

La vice-présidente en exercice de l'Eurogroupe, la ministre française de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi, Christine Lagarde, a proposé la réélection de Jean-

Claude Juncker pour un mandat de deux ans après consultation des autres ministres des Finances des pays membres de la zone euro.

Selon Christine Lagarde, la désignation de Jean-Claude Juncker a été accueillie de «manière unanime, enthousiaste et chaleureuse» par les membres de l'Eurogroupe.

Jean-Claude Juncker entamera ainsi son troisième mandat de deux ans à la tête de l'Eurogroupe.

Jean Asselborn et Nicolas Schmit au Conseil «Affaires générales et relations extérieures» à Bruxelles

15 septembre 2008

Le Vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, Jean Asselborn, ainsi que Nicolas Schmit, ministre délégué aux Affaires étrangères et de l'Immigration, ont participé au Conseil «Affaires générales et relations extérieures» (CAGRE) le 15 septembre 2008.

Les discussions du Conseil étaient largement dominées par les sujets d'actualité, et notamment par la situation en Géorgie. Suite au Conseil européen extraordinaire du 1^{er} septembre 2008, à la réunion informelle des ministres des Affaires étrangères à Avignon et à l'accord intervenu à Moscou le 8 septembre, le Conseil «Affaires générales et relations extérieures» a réaffirmé la volonté de l'Union européenne (UE) d'assumer pleinement son rôle pour le règlement pacifique de la crise.

Le Conseil a ainsi une nouvelle fois exhorté toutes les parties à respecter intégralement l'accord du 8 septembre et a réclamé le retrait des troupes russes hors des zones adjacentes à l'Ossétie du Sud et à l'Abkhazie.

Le Conseil a également adopté la position commune nécessaire pour le déploiement des observateurs de l'Union européenne en Géorgie. La mission civile d'observation autonome, forte de 200 observateurs, sera déployée

d'ici le 1^{er} octobre 2008 en étroite collaboration avec l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et les Nations unies. Le Luxembourg participera à cette mission avec l'envoi de deux observateurs.

Lors d'une conférence de presse, le ministre Jean Asselborn s'est félicité que l'idée luxembourgeoise de la mise en place d'une enquête internationale indépendante sur le conflit en Géorgie ait été retenue par le CAGRE.

En ce qui concerne les Balkans occidentaux, les ministres ont abordé la question des relations entre l'UE et la Serbie après l'arrestation et le transfèrement de Radovan Karadzic à La Haye. Le procureur en chef du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), Serge Brammertz, a fait part de ses impressions suite à sa récente visite à Belgrade. Le ministre Asselborn s'est montré confiant que le dégel de l'accord intermédiaire pourrait intervenir prochainement.

Par ailleurs, le chef de la diplomatie luxembourgeoise a proposé que l'UE développe une position commune concernant la volonté affichée de la Serbie de saisir la Cour internationale de justice (CIJ) sur la question de la légalité de la déclaration d'indépendance du Kosovo.

Enfin, concernant la situation au Zimbabwe, le Conseil a salué l'annonce d'un accord sur la formation d'un gouvernement d'union, tout en se disant préoccupé par la situation humanitaire. Dans ce contexte, les ministres de l'UE ont demandé

la levée immédiate des restrictions imposées à l'acheminement humanitaire. L'UE s'est dit prête à adopter un ensemble de mesures pour soutenir économiquement un gouvernement de transition qui prendrait des mesures nécessaires pour rétablir la démocratie et l'État de droit au Zimbabwe.

En marge du Conseil, Nicolas Schmit a pris part au dîner des ministres du Commerce extérieur le 14 septembre 2008, au cours duquel les ministres ont fait le point sur les perspectives d'une continuation du cycle de Doha.

Fernand Boden et Octavie Modert à la réunion informelle des ministres de l'Agriculture et de la Pêche de l'UE à Annecy

21-23 septembre 2008

Fernand Boden et Octavie Modert ont participé à la réunion informelle des ministres de l'Agriculture qui s'est tenue à Annecy du 21 au 23 septembre 2008 sur invitation de Michel Barnier, ministre de l'Agriculture français.

Lors de la réunion de travail, les ministres et Mariann Fischer Boel, commissaire européenne responsable de l'Agriculture, ont eu un échange de vues basé sur un document de travail élaboré par la Présidence française et intitulé: «Comment préparer au mieux la PAC du futur». Lors de son intervention, Fernand Boden a partagé le constat de Michel Barnier: «il est important d'entamer dès maintenant les discussions

afin de préparer la PAC aux défis de demain et de fournir au secteur les instruments qui lui permettront de faire face à ces défis, mais également de saisir les opportunités qui se présentent dans le contexte notamment d'une population mondiale toujours en forte croissance».

Fernand Boden était d'avis que dans le contexte d'une plus grande instabilité des prix, des instruments capables d'agir en cas de déséquilibres conjoncturels et temporaires des marchés seraient nécessaires aussi à l'avenir.

Par ailleurs, Fernand Boden a souligné que «le défi alimentaire est particulièrement important, tant au niveau de l'Union qu'au niveau mondial et qu'il convient d'encourager le maintien et le développement d'exploitations agricoles performantes et capables de répondre aux exigences en matière de qualité, d'utilisation des ressources et de protection de l'environnement».

En ce qui concerne le défi environnemental, Fernand Boden a considéré que l'agriculture européenne avait fait d'importants efforts au cours de la dernière décennie par des programmes à participation volontaire de la part des agriculteurs et par l'établissement et la mise en œuvre de règles contraignantes de base dont le niveau est élevé. Il faudrait poursuivre cette double approche à l'avenir et y associer la recherche appliquée afin de maintenir un niveau de productivité élevé de l'agriculture européenne.

L'Union impose à ses agriculteurs des exigences élevées, notamment en matière sanitaire, environnementale et de bien-être des animaux. Étant donné que ces choix de société constituent et créent des coûts supplémentaires pour les producteurs de l'Union par rapport à d'autres acteurs sur les marchés, l'Union ne peut pas, selon Fernand Boden, «renoncer, dans les conditions actuelles, à compenser nos agriculteurs pour ces exigences plus élevées. Ceci d'autant plus que les conditions pour les traduire dans des règles commerciales équitables ne me semblent pas réunies».

Finalement, Fernand Boden a considéré que face à la volatilité des marchés et à l'accroissement des risques sanitaires, phytosanitaires et climatiques, des systèmes d'assurance pouvaient être utiles et méritaient d'être cofinancés au niveau de l'Union.

À noter finalement que Fernand Boden et Octavie Modert ont participé, avec les autres ministres, à une conférence concernant les maladies émergentes.

Jeannot Krecké au Conseil «Compétitivité» (partie «Industrie et marché intérieur») à Bruxelles

25 septembre 2008

Le ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, Jeannot Krecké, a participé à la partie «Industrie et marché intérieur» du

Conseil «Compétitivité» qui s'est tenu à Bruxelles le 25 septembre 2008.

Les ministres ont commencé cette réunion du Conseil par un échange de vues sur le Small Business Act pour l'Europe, dont l'objectif est de dynamiser le développement et la croissance des PME au sein de l'Union européenne.

Ils ont discuté ensuite du plan d'action pour une consommation, une production durable et une politique industrielle durable. Ce plan d'action vise à faciliter l'intégration des contraintes environnementales, énergétiques et de développement durable par les entreprises industrielles européennes, en leur fournissant des mesures incitatives pour la mise en place de nouvelles technologies. Les ministres ont également examiné la question de l'intégration de la composante environnementale dans les marchés publics.

Un autre sujet à l'ordre du jour du Conseil a été l'élaboration et le recours aux normes en tant qu'incitation à l'innovation en Europe.

Les ministres ont par ailleurs examiné les évolutions de l'initiative «Mieux légiférer», dont le but est d'améliorer la qualité et de simplifier la réglementation européenne, de généraliser les études d'impact lors de l'élaboration de nouvelles réglementations et de réduire les charges administratives.

Les ministres se sont en outre penchés sur une résolution établissant un plan européen global de lutte contre la contrefaçon, qui a comme objectif de renforcer

les instruments de lutte contre la contrefaçon et le piratage et de développer la protection des droits de propriété intellectuelle. Le plan suggère entre autres la création d'un observatoire européen de lutte contre la contrefaçon.

Fernand Boden et Octavie Modert au Conseil de l'UE des ministres de l'Agriculture et de la Pêche à Bruxelles

29-30 septembre 2008

Le Conseil de l'Union européenne des ministres de l'Agriculture et de la Pêche s'est réuni à Bruxelles les 29 et 30 septembre 2008. Le gouvernement y était représenté par le ministre de l'Agriculture, Fernand Boden, et par la secrétaire d'État, Octavie Modert.

Cette session du Conseil a d'abord traité les dossiers sous la compétence du commissaire en charge de la Pêche, Joe Borg. Le Conseil a notamment débattu du plan de reconstitution du cabillaud. La matinée du 29 septembre était consacrée à une réunion informelle des ministres européens de la Pêche, portant sur les orientations de la future réforme en matière de politique de conservation et de gestion de la flotte des navires de pêche en relation avec la sécurité et la dépendance énergétique.

Ensuite, le Conseil a pris note de la présentation de la proposition de révision du régime d'aides aux plus démunis par Mariann Fischer Boel, commissaire européenne responsable de l'Agriculture. Ce régime

facultatif pour les États membres, mis en œuvre au Luxembourg, a permis depuis 1987 la fourniture de denrées alimentaires des stocks d'intervention à des organisations caritatives. La récente hausse des prix alimentaires et la diminution des stocks ont rendu sa révision nécessaire.

En outre, le Conseil est parvenu à un accord politique voté à l'unanimité sur un projet de décision visant à déclarer compatible avec la législation communautaire l'aide que Chypre envisage d'accorder à ses agriculteurs, durement touchés par la sécheresse exceptionnelle qui a sévi sur l'île pendant les années 2007 et 2008.

C'est en réunion trilatérale que les ministres européens de l'Agriculture ont continué les travaux relatifs au bilan de santé de la politique agricole commune (PAC). Le président en exercice du Conseil «Agriculture», Michel Barnier, avait ainsi invité les délégations à présenter les points d'importance majeure. Pour le Luxembourg, la première très grande difficulté a consisté dans la proposition de la Commission d'augmenter la modulation des aides directes, c'est-à-dire le transfert de fonds du premier pilier de la PAC vers le développement rural, et dans l'utilisation de ces fonds. Le ministre Fernand Boden a souligné que le Luxembourg avait déjà opté pour le découplage total en 2003 et que cet abandon des aides couplées avait été en contrepartie lié à la promesse d'une stabilité de la politique agricole jusqu'en 2013.

D'ailleurs, le plan de développement rural luxembourgeois a

déjà prévu l'essentiel des mesures que la Commission classe dans les nouveaux défis de la politique agricole commune (PAC): le changement climatique, la réduction de la biodiversité, la protection des ressources en eaux et l'approvisionnement en énergie, de sorte qu'il serait difficilement justifiable que le plan en question soit modifié, et ceci seulement quelques mois après son entrée en vigueur, pour pouvoir utiliser les fonds provenant de cette modulation supplémentaire. Fernand Boden a ainsi émis de très grandes réserves quant à une augmentation substantielle de la modulation et a plaidé pour une exemption de modification du plan de développement rural pour ces pays qui ont déjà mis en œuvre l'essentiel des mesures en relation avec les «nouveaux défis». En outre, il a plaidé pour que les mesures d'accompagnement relatives à l'atterrissage en douceur du régime des quotas laitiers soient ajoutées comme autre nouveau défi dans la liste des instruments pouvant bénéficier des fonds issus de la modulation. Fernand Boden a réitéré que les mesures proposées par la Commission en ce qui concerne l'abolition des quotas laitiers seraient insuffisantes et a rappelé que le Luxembourg plaiderait pour une approche multifactorielle, incluant une réduction progressive du prélèvement sur les excédents, un mécanisme de compensation des excédents au niveau UE, aussi longtemps que la production reste en dessous du quota total, une modification du calcul de la correction en matière grasse et une augmentation différenciée des quotas, en fonction de la situation

de l'État membre, c'est-à-dire en fonction de sa situation de production par rapport à son quota.

Finalement, le ministre a fait part de sa déception pour ce qui était du manque d'ambition en matière de simplification, notamment dans le domaine de la conditionnalité, et a soutenu le maintien du système d'intervention actuel pour tous les produits. C'est au Conseil d'octobre prochain que la Présidence française souhaite parvenir à une approche générale sur ce dossier, avant d'arriver à un accord politique en novembre, dès que le Parlement européen aura rendu son avis.

Le Conseil a tenu un débat d'orientation sur une proposition visant à permettre le cofinancement de programmes de distribution gratuite de fruits et légumes à l'école. L'ensemble des délégations partage l'approche pédagogique et nutritionnelle de cette proposition. Par contre, la plus grande flexibilité est souhaitée quant au choix des populations cibles et des produits éligibles, qui, pour plusieurs délégations, dont le Luxembourg, devrait revenir à l'échelon régional et local.

Sous la rubrique «divers», le Conseil a pris note d'une demande de la délégation irlandaise concernant les actions à prendre dans le domaine du changement climatique du point de vue agricole et d'une demande de la délégation polonaise concernant les fonds non utilisés de la PAC, qui pourraient notamment financer une compensation de la différence des niveaux d'aides entre les 15 anciens et les 12 nouveaux États membres.

À ce sujet, Mariann Fischer Boel a rappelé que les marges non utilisées de la PAC ne pouvaient pas être considérées comme des économies, mais comme des fonds revenant aux États membres. Une réallocation doit en outre être décidée par les deux branches de l'autorité budgétaire, à savoir le Conseil et le Parlement européen.

Également sous la rubrique «divers», la délégation polonaise a exprimé le souhait de restaurer les droits de douane à l'importation des céréales. La Commission a confirmé qu'elle surveillait l'évolution de la situation sur le marché des céréales et ce, dans un contexte de marchés très instables, y compris sur le plan financier.

Finalement, les délégations belge, luxembourgeoise, espagnole et néerlandaise, soutenues par la grande majorité des États membres, ont attiré l'attention du Conseil sur le besoin d'une approche harmonisée européenne pour éradiquer la fièvre catarrhale du mouton, et en particulier sur la nécessité de programmes de vaccination à grande échelle, financés aux mêmes conditions qu'en 2008.

Jean-Claude Juncker et Jeannot Krecké aux réunions de l'Eurogroupe et du Conseil «Affaires économiques et financières»

6-7 octobre 2008

Le Premier ministre, ministre des Finances et président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker,

et le ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, Jeannot Krecké, ont participé aux réunions de l'Eurogroupe et du Conseil «Affaires économiques et financières» les 6 et 7 octobre 2008 à Luxembourg.

Eurogroupe

Les ministres des Finances des 15 États membres de la zone euro ont eu un échange de vues prolongé sur la crise financière en général et ses implications en Europe en particulier.

L'Eurogroupe a salué la déclaration des chefs d'État ou de gouvernement des 27 pays membres de l'Union européenne, publiée en cours de journée, et a fait siennes les éléments de cette déclaration.

Déclaration des chefs d'État ou de gouvernement des 27 pays membres de l'Union européenne sur la crise financière

«Tous les dirigeants de l'Union européenne déclarent que chacun d'entre eux prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer la stabilité du système financier – que ce soit par l'injection de liquidités en provenance des banques centrales, par des mesures ciblées sur certaines banques ou par des dispositifs renforcés de protection des dépôts. Aucun déposant dans les banques de nos pays n'a subi de pertes et nous continuerons à prendre les mesures requises afin de protéger le système ainsi que les déposants. En prenant ces mesures, les dirigeants européens constatent la nécessité d'une coordination et d'une coopération étroites.»



*Jeannot Krecké, ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, en compagnie de Wouter Bos, Vice-Premier ministre et ministre des Finances des Pays-Bas, à Luxembourg le 7 octobre
(© Communautés européennes)*

Les 16 États membres de l'Eurogroupe ont également adopté les différents éléments du communiqué de la réunion des membres européens du G8 le 4 octobre 2008 à Paris.

S'exprimant devant la presse, le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker, a annoncé que les ministres des Finances s'étaient mis d'accord sur un certain nombre de principes sur le plan opérationnel devant régir la réponse européenne à la crise financière.

«Nous prendrons toutes les mesures pour assurer la stabilité du système financier. Cela pourra se faire soit par l'injection de liquidités en provenance des banques centrales, soit par des mesures

ciblées sur certaines banques, soit par des dispositifs renforcés de protection des dépôts.»

Parmi ces principes, Jean-Claude Juncker a également cité la responsabilisation des cadres dirigeants des instituts financiers et des actionnaires, le caractère temporaire des interventions étatiques dans les instituts financiers ainsi que la compétence des États à intervenir dans la structure de rémunération des cadres dirigeants des instituts en question.

«Nous pensons que nous devons avoir à l'œil les intérêts des contribuables, c'est-à-dire que les contribuables devront pouvoir entrer dans leur droit le jour où la situation se sera redressée.»

Finalement, l'Eurogroupe a confirmé que toutes les mesures à prendre devaient éviter des distorsions de concurrence, notamment au niveau des activités transfrontalières des établissements. «Il s'agit là d'une approche qui, puisque les moyens seront nationaux, sera nécessairement une approche nationale, mais cette approche nationale doit se dérouler dans un cadre solidaire.»

Pour ce qui est de l'application du pacte de stabilité et de croissance, Jean-Claude Juncker tenait «à dire un mot au sujet d'une interprétation erronée qu'a pu trouver la phrase dans le communiqué de Paris sur la soi-disant flexibilité d'application du pacte. Il est évident à nos yeux que le pacte de stabilité et de croissance devra être respecté dans son intégralité. Fait partie de l'intégralité l'élément de flexibilité qui doit être appliqué dans des circonstances exceptionnelles. Ce n'est pas un élément nouveau, c'est un rappel.»

Conseil «Affaires économiques et financières»

Le Conseil des 27 ministres des Finances et/ou de l'Économie de l'Union européenne s'est mis d'accord sur un texte qui reprend les orientations de l'Eurogroupe et trace les grandes lignes de l'action européenne à court terme face à la crise financière.

Voici le texte intégral de la déclaration:

«Dans la situation difficile que connaît le secteur financier, et dans le prolongement de la déclaration de nos chefs d'État et de gouvernement du 6 octobre,

nous convenons que la priorité est de rétablir la confiance dans le secteur, ainsi que son bon fonctionnement.

Nous sommes convenus de soutenir les institutions financières systémiques. Nous sommes tous résolus à prendre toutes les mesures nécessaires pour renforcer la solidité et la stabilité de notre système bancaire et protéger les dépôts des épargnants privés. Les autorités et les États membres de l'Union européenne resteront en contact quotidien, par l'intermédiaire du Comité économique et financier, afin d'échanger des informations, d'apporter une réponse globale et coordonnée à la situation actuelle et de poursuivre sans relâche nos efforts sur la base de nos principes communs, en prévision de la réunion du Conseil européen.

Nous accueillons favorablement les mesures qui ont été prises par la Banque centrale européenne (BCE) et les banques centrales nationales depuis le début de la crise. La liquidité du système financier sera assurée par toutes les autorités afin de préserver la confiance et la stabilité.

Nous appelons une nouvelle fois les institutions financières européennes à assurer une transparence totale; nous suivrons de près les progrès réalisés à cet égard.

Nous convenons de coordonner étroitement nos actions et de tenir compte des effets transfrontières que pourraient avoir les décisions prises à l'échelle nationale. Nous sommes d'accord pour considérer

que les interventions publiques doivent être décidées au niveau national dans un cadre coordonné.

Afin de protéger les intérêts des déposants et la stabilité du système, nous soulignons le caractère approprié d'une approche consistant, entre autres moyens, à recapitaliser les institutions financières vulnérables présentant une importance systémique. Nous sommes prêts à agir en conséquence dans ce contexte.

Pour orienter notre action, nous convenons des principes communs à l'Union européenne suivants:

- les interventions doivent être réalisées en temps opportun et le soutien apporté doit, en principe, être temporaire;
- nous serons attentifs aux intérêts des contribuables;
- les actionnaires existants devraient supporter les conséquences normales des interventions;
- les gouvernements devraient être en mesure d'apporter un changement dans la gestion;
- les membres de la direction ne devraient pas conserver d'avantages excessifs – les gouvernements peuvent avoir notamment la possibilité d'intervenir en ce qui concerne les rémunérations;
- les intérêts légitimes des concurrents doivent être protégés, en particulier au moyen des règles régissant les aides d'État;
- les effets de propagation négatifs doivent être évités.

Nous veillerons à ce qu'une coopération ait lieu rapidement au sein de l'Union européenne, en ce qui concerne le mémorandum d'accord, notamment pour ce qui est des institutions financières transnationales.

Nous soulignons la nécessité d'éviter toute inégalité de traitement entre banques américaines et banques européennes due à des différences dans les règles comptables. Nous prenons note de la flexibilité dans l'application de l'évaluation au prix du marché selon les normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que le prévoient les recommandations établies récemment par le Conseil des normes comptables internationales (IASB). Le Conseil «Ecofin» recommande vivement que les autorités de surveillance et de contrôle appliquent immédiatement ces nouvelles orientations dans l'Union européenne. Nous estimons également que la question du reclassement des actifs doit être réglée rapidement. À cette fin, nous engageons l'IASB et le Comité des normes d'établissement des comptes (FASB) à travailler ensemble sur cette question et nous nous félicitons que la Commission soit disposée à présenter dès que possible des mesures appropriées. Cette question devrait être réglée d'ici la fin du mois, l'objectif étant que la mise en œuvre puisse intervenir à compter du troisième trimestre, conformément aux procédures pertinentes.

Nous nous réjouissons que la Commission demeure résolue à agir rapidement et à faire preuve

de flexibilité dans les décisions relatives aux aides d'État, dans le cadre du régime applicable en la matière et du marché unique. Le Conseil se félicite que la Commission se soit engagée à arrêter à bref délai des orientations fixant le cadre général permettant d'évaluer rapidement si les systèmes de recapitalisation et de garantie, ainsi que les cas dans lesquels ces systèmes sont appliqués, sont compatibles avec le régime des aides d'État.

L'application du pacte de stabilité et de croissance devrait également tenir compte des circonstances exceptionnelles que l'on connaît, conformément aux dispositions qu'il contient.

Plusieurs États membres ont accru dernièrement le niveau de couverture des systèmes nationaux de garantie des dépôts. Nous sommes convenus que tous les États membres fourniraient, pour une période initiale d'un an au moins, une garantie pour les dépôts des particuliers d'un montant minimal de 50 000 euros, en prenant acte de ce que de nombreux États membres ont décidé de porter ce minimum à 100 000 euros. Nous nous félicitons que la Commission ait l'intention de présenter d'urgence une proposition appropriée visant à promouvoir la convergence des systèmes de garantie des dépôts.

Cette stratégie à court terme s'inscrit dans le droit fil du cadre établi par le Conseil «Ecofin» depuis octobre 2007, qui vise à favoriser la transparence et la responsabilité dans le secteur financier, en coordination avec nos

partenaires, notamment au sein du forum pour la sécurité financière (FSF).»

Jean Asselborn et Nicolas Schmit au Conseil «Affaires générales et relations extérieures» à Luxembourg

13 octobre 2008

Le Vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, Jean Asselborn, et le ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration, Nicolas Schmit, ont participé au Conseil «Affaires générales et relations extérieures» le 13 octobre 2008 à Luxembourg.

La session «Affaires générales» était consacrée à la préparation du Conseil européen des 15 et 16 octobre 2008, qui se penchera entre autres sur la situation économique et financière, l'énergie et le changement climatique ainsi que sur la sécurité énergétique.

Dans ce contexte, le ministre Asselborn a plaidé pour que soient donnés des signaux de nature à calmer l'actuelle crise financière, ainsi que des signaux exprimant notre volonté de ne pas laisser l'économie européenne s'enfoncer dans la crise. Il a également fait part de son appui pour ce qui est de l'approche de la Présidence française de l'Union européenne pour faire aboutir le paquet climat-énergie encore en 2008.

Lors de la session «Relations extérieures», les discussions du Conseil ont essentiellement porté

sur les récents développements en Géorgie. Les ministres ont notamment analysé les développements concernant la mise en œuvre de l'accord du 8 septembre 2008. Dans ce contexte, les ministres ont noté le retrait des troupes russes des zones adjacentes d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie, conformément à l'accord Medvedev-Sarkozy du 8 septembre 2008.

Les ministres ont ensuite discuté du lancement, le 15 octobre 2008 à Genève, des discussions internationales sur la sécurité et la stabilité dans la région et sur la question du retour des personnes déplacées en Géorgie. Le ministre Asselborn s'est félicité que la Russie ait respecté les engagements pris le 8 septembre et a exprimé l'espoir que les négociations pour un nouvel accord de partenariat avec la Russie puissent reprendre rapidement.

Le Conseil a également discuté des relations entre l'Union européenne et la Biélorussie dans le contexte d'une certaine ouverture par le régime Loukachenko et à la lumière du déroulement des élections législatives, qui ne correspondaient pas aux critères démocratiques européens. En vue d'encourager des progrès dans le domaine de la démocratisation et des droits de l'Homme dans ce pays, les ministres ont décidé de rétablir des contacts avec Minsk et de suspendre les restrictions de voyage à l'encontre des dirigeants biélorusses, à l'exception de ceux impliqués dans les fraudes électorales et dans les disparitions de 1999-2000.

Les ministres ont également fait le point sur les derniers développements au Zimbabwe. Enfin, ils ont décidé l'abolition d'une partie des mesures restrictives frappant certains responsables en Ouzbékistan, en réaction au processus d'ouverture entamé par les autorités de Tachkent.

En marge du Conseil, le ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration, Nicolas Schmit, a eu une entrevue avec la ministre suédoise des Affaires européennes, Cecilia Malmström.

Signature d'un accord de coopération policière et douanière entre l'Allemagne, la Belgique, la France et le Luxembourg

24 octobre 2008

Le 24 octobre 2008, les ministres de l'Intérieur et de la Justice de l'Allemagne, de la Belgique, de la France et du Luxembourg, Wolfgang Schäuble, Patrick Dewael, Michèle Alliot-Marie et Luc Frieden, ont signé à Luxembourg un accord en vue du renforcement de la coopération transfrontalière entre leurs autorités policières et douanières respectives.

Depuis la signature de la convention de Schengen en 1990, la coopération policière et douanière s'est développée dans cette région de l'Europe, qui se caractérise par une intense circulation des personnes et des biens, ainsi que des échanges commerciaux importants.

Encouragés par les succès de la coopération policière et douanière dans la lutte contre la criminalité transfrontalière, lancée sur la base d'accords signés entre la France et le Luxembourg en 2001 et entre l'Allemagne, la Belgique et le Luxembourg en 2003, ces pays ont décidé de créer ensemble le premier centre de coopération en Europe, dans lequel les autorités compétentes de quatre pays différents sont réunies.

L'accord qui vient d'être signé marque ainsi une nouvelle étape dans la coopération transfrontalière entre ces quatre pays fondateurs de l'Union européenne pour mieux assurer la sécurité dans leurs zones frontalières et pour renforcer les moyens de lutte contre les formes les plus graves de la grande criminalité: traite des êtres humains, trafic de drogue, immigration illégale, atteintes importantes aux biens.

Situé au Luxembourg, ce centre commun est compétent notamment pour:

- recueillir, analyser et échanger les informations nécessaires à la coopération en matière policière et douanière, y compris l'évaluation périodique commune de la situation frontalière;
- faciliter la préparation et l'exécution des missions transfrontalières policières et douanières, en permettant autant que nécessaire la coordination des opérations.

La zone d'action du Centre de coopération policière et douanière couvre:

- pour l'Allemagne: a) en Rhénanie-Palatinat, les districts des présidences de police de Rheinpfalz, de Westpfalz et de Trèves, b) en Sarre, la totalité du territoire;



Luc Frieden avec les ministres de l'Intérieur belge Patrick Dewael; français, Michèle Alliot-Marie; et allemand, Wolfgang Schäuble (© SIP/Luc Deflorenne)

- pour la Belgique: les arrondissements judiciaires de Dinant, d'Arlon, de Neufchâteau, de Marche et d'Eupen;
- pour la France, les départements frontaliers suivants: la Moselle, la Meurthe-et-Moselle, les Ardennes et la Meuse;
- pour le Grand-Duché de Luxembourg: la totalité du territoire.

Concrètement, le centre commun est doté d'un effectif global de 31 personnes (14 pour la France, 5 pour l'Allemagne, 6 pour le Luxembourg et 6 pour la Belgique).

Jean-Claude Juncker et Jeannot Krecké aux réunions de l'Eurogroupe et du Conseil «Affaires économiques et financières»

3-4 novembre 2008

Le Premier ministre, ministre des Finances et président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker, et le ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, Jeannot Krecké, ont participé aux réunions de l'Eurogroupe et du Conseil «Affaires économiques et financières», qui ont eu lieu à Bruxelles les 3 et 4 novembre 2008.

Eurogroupe

Sous la présidence de Jean-Claude Juncker, les ministres des Finances des 15 États membres de la zone euro, le président de la Banque centrale européenne, Jean-Claude Trichet, et le commissaire européen Joaquín Almunia ont discuté essen-

tiellement des actions entreprises et à entreprendre pour endiguer les effets négatifs que l'actuelle crise financière et économique mondiale risque d'avoir dans les mois et années à venir.

Devant le constat exprimé par les prévisions conjoncturelles d'automne de la Commission européenne, à savoir que l'économie de la zone euro entrerait dans une phase de stagnation en 2009, les ministres ont examiné les conséquences financières et budgétaires qui en découlent. «Donc, nous partons de la quasi-certitude que la croissance dans la zone euro sera de 0,1% en 2009, contre une prévision antérieure de 1,5%», a expliqué Jean-Claude Juncker devant la presse à l'issue de l'Eurogroupe.

L'Eurogroupe a également estimé que l'emploi diminuerait en 2009 et que le taux de chômage augmenterait en conséquence pour atteindre un niveau de 8,4% en 2009, 1,1 point de pourcentage de plus qu'initialement prévu. L'inflation, par contre, devrait diminuer considérablement et atteindre un niveau de 2,2% au cours de l'année 2009.

La situation des déficits publics se dégradera en 2009, pour passer de 1,3% actuellement à 1,8% par rapport au PIB. Pour l'Eurogroupe, il est clair que cette situation, aussi préoccupante soit-elle, ne doit en rien remettre en cause les dispositions du pacte de stabilité et de croissance, tel qu'il a été réformé en mars 2005 et qui comporte des éléments de flexibilité permettant une lecture plus conjoncturelle des règles de discipline financière

et budgétaire. «Le pacte prévoit toute une série d'assouplissements objectifs qu'il convient d'appliquer à son interprétation dans une situation exceptionnellement négative comme celle que du point de vue de la croissance nous traversons à l'heure actuelle.»

Les ministres ont «constaté avec satisfaction que la situation sur les marchés interbancaires était en train de s'améliorer, tout en n'étant pas dans une situation qui nous permettait d'être entièrement satisfaits. Nous sommes d'avis qu'il conviendrait de réinviter les banques à alimenter par leurs crédits l'économie réelle et notamment les petites et moyennes entreprises. Nous n'avons pas mis à disposition du secteur bancaire toutes les garanties et nous n'avons pas imaginé tous les instruments de recapitalisation et autres pour voir les banques ne pas répondre d'une façon satisfaisante à l'offre qui leur est faite.»

Pour ce qui est des investissements publics dans l'économie des différents États membres de la zone euro, les ministres ont eu un échange de vues sur la coordination nécessaire pour que ces investissements soient utilisés de manière ordonnée.

L'Eurogroupe ne fait pas siennes les idées que l'Europe a besoin d'un plan de relance économique classique, comme ceux opérés dans les années 1970 et 1980, mais qu'il s'agit, sur base des règles qui ont été déterminées au niveau de l'Eurogroupe, de prendre dans les différents États membres

des mesures ciblées, temporaires et conséquentes portant surtout sur le court terme.

Le président Jean-Claude Juncker a en outre estimé que la volonté affichée par les États membres de la zone euro en 2007 de présenter des budgets en équilibre à l'horizon 2010 n'était plus tenable: «Les décisions que nous avons prises à Berlin en 2007, et qui s'expliquent par l'atmosphère conjoncturelle agréable qui était la nôtre alors, doivent être revues et les objectifs à moyen terme doivent être atteints au cas par cas par les États membres à des dates que nous devons repousser.»

Répondant à la question d'un journaliste sur l'idée d'organiser des réunions régulières des chefs d'État ou de gouvernement de pays membres de la zone euro, Jean-Claude Juncker a déclaré: «Pour ma part, je pense qu'il serait peu utile d'institutionnaliser un Eurogroupe au niveau des chefs d'État ou de gouvernement. Mais, comme le président français, je persiste à croire que de temps à autre, lorsque les circonstances s'y prêtent et nous y invitent, l'Eurogroupe doit pouvoir être réuni au niveau des chefs d'État ou de gouvernement. L'identité de celui qui présiderait une telle réunion m'importe très peu, puisque contrairement au président de la République, je suis à la fois à l'Eurogroupe des ministres des Finances et à l'Eurogroupe des chefs d'État et de gouvernement, et donc je disposerai toujours, ce qui n'est pas le cas de tous les chefs d'État ou de gouvernement,

de l'ensemble du savoir qu'il faut avoir pour assister utilement à de telles réunions.»

Conseil «Affaires économiques et financières»

Au regard des derniers développements sur les marchés financiers et des initiatives prises au niveau des chefs d'État ou de gouvernement, notamment lors du Conseil européen des 15 et 16 octobre, les débats du Conseil ont essentiellement porté sur la crise financière et la réforme de l'architecture financière internationale. Les ministres ont également procédé à une analyse de la situation économique et financière et se sont penchés sur l'impact de la crise financière sur l'économie réelle. Enfin, le Conseil a travaillé à l'élaboration de propositions européennes en vue d'une réforme du système financier mondial, qui sera à l'ordre du jour des prochaines rencontres internationales. Au-delà de la réponse à la crise financière, les ministres ont poursuivi leurs travaux en matière fiscale, notamment sur les taux réduits de TVA appliqués aux services à forte intensité de main-d'œuvre.

Le Conseil «Ecofin» s'est réuni avec les pays de l'Association européenne de libre-échange (AELE), comprenant la Norvège, le Liechtenstein, la Suisse et l'Islande). Dans un contexte économique et financier tendu, les ministres de l'UE et de l'AELE ont partagé leurs analyses sur la crise financière et auront des échanges de vue sur les progrès accomplis et les étapes restant à franchir en matière de coopération financière internationale.

En marge de ces réunions, le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker, a également participé au dialogue macroéconomique, enceinte d'échanges entre les partenaires sociaux européens.

Jean-Claude Juncker a en outre eu un entretien avec le Premier ministre grec Kostas Karamanlis et s'est présenté devant la commission des Affaires économiques et monétaires du Parlement européen afin de répondre aux questions des députés sur la réponse européenne à la crise financière internationale.

Le Premier ministre Jean-Claude Juncker à la réunion informelle des chefs d'État ou de gouvernement de l'UE

7 novembre 2008

Le Premier ministre Jean-Claude Juncker a participé le 7 novembre 2008 à la réunion informelle des chefs d'État ou de gouvernement de l'Union européenne.

Cette rencontre avait pour but de dégager une position commune des États membres de l'Union européenne sur la future architecture financière internationale en amont des discussions des chefs d'État ou de gouvernement de pays membres du G20, sommet qui se tiendra le 15 novembre 2008 à Washington.

La réunion de Bruxelles a ainsi permis aux États membres de se mettre d'accord sur toute une série de principes qui, selon eux, devront régir les activités finan-

cières à l'avenir, tant au niveau des opérations et transactions financières qu'au niveau de la surveillance prudentielle, ou encore au niveau du fonctionnement et de la surveillance des agences de notation.

Les chefs d'État ou de gouvernement ont également convenu de réserver l'essentiel des travaux du Conseil européen des 11 et 12 décembre 2008 «à l'évaluation des bonnes réponses économiques qu'il conviendra d'apporter au ralentissement conjoncturel qui prend toutes les formes d'une récession caractérisée», a expliqué Jean-Claude Juncker.

Concernant la crise financière et économique, Jean-Claude Juncker a reconnu que l'ampleur de la crise avait été sous-estimée par les dirigeants politiques: «Nous sommes tous surpris – certains l'avouent, d'autres ne l'avoueront jamais – par l'ampleur de la crise. Nous avions pensé que la crise des *subprimes* aux États-Unis n'affecterait pas outre mesure l'économie réelle aux États-Unis, nous avions pensé qu'il y avait un degré de déconnexion plus important de l'économie européenne par rapport à l'économie américaine. Nous constatons aujourd'hui que l'économie réelle européenne est atteinte par la crise américaine. Il faut partir de l'idée que l'Europe, très probablement, sera en récession en 2009.»

D'où l'importance du Conseil européen de décembre 2008: «En décembre, et au vu des évolutions qui auront été les nôtres dans les différents États membres de l'Union européenne, nous verrons quelle réponse de poli-

tique économique nous pourrons apporter à la crise économique qui sera longue, qui sera profonde, qui sera substantielle, tout en étant d'accord que les règles du pacte de stabilité et de croissance devront être respectées, des règles qui ont été amendées en mars 2005. Le pacte, dans toutes ses articulations, permet de répondre aux circonstances exceptionnelles que nous sommes en train de traverser. La bonne réponse, sans doute, ne serait pas de laisser filer les déficits, d'augmenter les montagnes accumulées de dettes, puisque ce seraient les générations à venir qui en feraient les frais.»

Pour ce qui est de la composition du sommet du G20 à Washington, Jean-Claude Juncker a rappelé que ni le G7 ni le G20 n'étaient aptes à résoudre les problèmes à l'échelle planétaire, mais qu'il faudrait une enceinte beaucoup plus large et disposant d'une légitimité exemplaire pour prétendre agir au niveau mondial: «Depuis quatre années – on ne le dit jamais, je ne sais pas pourquoi –, nous disons à nos amis américains que la crise des *subprimes* va éclater. Nous disons depuis quatre années aux Américains qu'il y a un réel problème de bulle immobilière aux États-Unis. Nous disons depuis quatre années aux États-Unis que leur problème de double déficit est un problème qui, à terme, n'est plus gérable. Depuis quatre années, nous disons aux Japonais que le Carry Trade japonais renferme des dangers d'explosion imminents. Tous les problèmes qui sont à l'origine de la crise financière ont été mentionnés, identifiés, discutés, et ceux avec qui nous avons discuté de cela, les

Américains et les Japonais, je ne dirais pas se moquaient de nous, mais nous faisaient savoir que finalement nous étions nerveux, hyperactifs, que nous ne comprenions pas la nouvelle planète qu'ils avaient imaginé pouvoir imposer aux autres. Tout ce que nous avons prédit est arrivé. Probablement, nous l'avons insuffisamment expliqué vers l'extérieur. Nous devons aujourd'hui toujours donner l'impression d'avoir été surpris par la crise. Je n'ai pas été surpris par la crise, j'ai été surpris par l'ampleur de la crise. Comment voulez-vous que l'on découvre à ce cénacle du G20 des vertus que le G7 ou le G8 n'ont pas eues? Nous sommes toujours à la recherche d'une instance internationale pleinement légitimée pour pouvoir discuter de ces problèmes.»

Pour Jean-Claude Juncker, il est «aberrant» que l'Union africaine ne soit pas invitée au sommet de Washington.

Jean Asselborn, Jean-Louis Schiltz et Nicolas Schmit au Conseil «Affaires générales et relations extérieures»

10 novembre 2008

Le Vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, Jean Asselborn, ainsi que Jean-Louis Schiltz, ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, ministre de la Défense, et Nicolas Schmit, ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration, ont participé le 10 novembre 2008 au Conseil «Affaires générales et relations

extérieures» (CAGRE) à Bruxelles. Les ministres des Affaires étrangères ont préparé le Conseil européen des 11 et 12 décembre à Bruxelles.

La session «Relations extérieures» était consacrée aux capacités civiles de gestion des crises de l'Union européenne au sein de la politique européenne de sécurité et de défense (PESD). En outre, les ministres ont fait le point sur la situation en République démocratique du Congo (RDC) et en Iraq. Au sujet de la situation en RDC, le ministre Asselborn a informé ses homologues des discussions qu'il venait d'avoir au cours de son récent voyage en Afrique et il s'est engagé pour un renforcement des conclusions du CAGRE sur la RDC.

Jean-Louis Schiltz, ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, ministre de la Défense, a participé aux travaux du Conseil consacrés aux questions de défense et de coopération au développement. Les ministres de la Défense se sont penchés en particulier sur les activités de l'Agence européenne de défense ainsi que sur la PESD.

Une réunion conjointe des ministres des Affaires étrangères et des ministres de la Défense a également eu lieu. Elle a porté, outre sur la PESD, sur les Balkans occidentaux et l'Afghanistan.

En marge du Conseil, le ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration, Nicolas Schmit, a assisté à un dîner des ministres des Affaires européennes portant sur

les relations de l'Union européenne avec la Russie ainsi que sur le paquet énergie-climat.

Fernand Boden et Octavie Modert au Conseil «Agriculture et pêche» à Bruxelles

18-20 novembre 2008

Le Conseil de l'Union européenne des ministres de l'Agriculture et de la Pêche s'est réuni à Bruxelles du 18 au 20 novembre 2008. Le gouvernement y était représenté par le ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement durable, Fernand Boden, et par la secrétaire d'État Octavie Modert.

Cette session du Conseil a d'abord entamé les dossiers sous la compétence du commissaire en charge de la Pêche, Joe Borg. Le Conseil a ainsi pu dégager un accord politique unanime sur un projet de règlement concernant la révision du plan de reconstitution des stocks de cabillaud, plan visant à atteindre l'exploitation durable de ces stocks sur la base d'une production maximale équilibrée.

En outre, les ministres ont pris note d'un rapport de la Commission sur la simplification de la politique commune de la pêche et ont procédé à un échange de vues sur la stratégie pour le développement durable de l'aquaculture en Europe.

Par la suite, les ministres de l'Agriculture ont pris note des préoccupations exprimées par la délégation néerlandaise en ce qui concerne le paquet législatif

des pesticides et la nécessité de s'en tenir, lors des négociations en deuxième lecture, à la position commune transmise par le Conseil au Parlement européen le 22 septembre 2008. Cette délégation appréhende les conséquences négatives que l'adoption de critères trop stricts pour l'approbation des substances actives pourrait avoir sur l'agriculture européenne. Le Conseil a également pris note du soutien apporté par un nombre important de délégations, dont le Luxembourg, à la demande néerlandaise. Ces délégations ont d'ailleurs encouragé la Présidence à rechercher un accord équilibré en deuxième lecture. Le commissaire Vassiliou, tout en remerciant les ministres pour les efforts ayant permis d'adopter la position commune, a rappelé que l'étude d'impact qui accompagnait sa proposition initiale, dont la protection de la santé des consommateurs, ne mettait pas en évidence un effet aussi négatif sur l'agriculture européenne.

Après ce débat, le Conseil a dégagé un accord politique sur une proposition visant à permettre le cofinancement de programmes de distribution gratuite de fruits et légumes à l'école. Cette proposition a trouvé un très large consensus des États membres quant à son objectif, qui est de promouvoir la consommation des fruits et légumes dès le plus jeune âge. Ce programme, dont la dotation budgétaire communautaire pour le Luxembourg est de 175 000 euros/an et qui doit être cofinancé à hauteur de 50%, cherche à accroître durablement la part des fruits et légumes dans le régime des enfants, à l'âge où ils adaptent

leurs habitudes alimentaires et contribuent ainsi à la lutte contre l'obésité.

Après que le Parlement européen eut voté son avis sur le bilan de santé de la PAC, ce fut aux ministres européens de l'Agriculture de finaliser ce dossier important.

Le Conseil a ainsi continué les travaux en réunions trilatérales l'après-midi du 19 novembre. Ce n'est qu'après une longue nuit de négociation et de mise au point que le compromis final sur le bilan de santé a pu être adopté par le Conseil «Agriculture». Par rapport à la proposition initiale de la Commission, l'augmentation de la modulation, actuellement fixée à 5%, c'est-à-dire du transfert de fonds du premier pilier de la PAC vers le développement rural, a pu être limitée. Les taux totaux seront maintenant de 7% pour l'année 2009, de 8% pour l'année 2010, de 9% pour 2011 et de 10% pour 2012.

Par ailleurs, une modulation progressive de 4% pour les paiements dépassant les 300 000 euros par exploitation a été introduite. Le Luxembourg n'est pas concerné par ce mécanisme. Une autre amélioration majeure du compromis par rapport à la proposition initiale de la Commission consiste dans la possibilité d'utiliser les fonds issus de la modulation supplémentaire non seulement pour des mesures relatives aux nouveaux défis (changement climatique, biodiversité, bioénergie et gestion de l'eau), mais également pour accompagner le secteur laitier.

En outre, les investissements dans les exploitations laitières ne seront plus liés au quota disponible. L'atterrissage en douceur du système des quotas laitiers a été pour le Luxembourg, avec la question de la modulation, le point central tout au long de ces négociations. L'augmentation des quotas laitiers de 1% par an en 5 étapes est maintenue. Mais, conformément à la demande de plusieurs États membres, dont le Luxembourg, une modification du calcul de la correction de la matière grasse a été introduite. Ce coefficient sera réduit de moitié, soit de 0,18% à 0,09%, ce qui, au niveau national, est comparable à une augmentation de la possibilité de livraison sans prélèvement d'approximativement 7 500 000 kg/an. Les règles actuelles concernant l'intervention pour le secteur laitier sont maintenues. Le stockage privé pour le beurre restera donc une mesure obligatoire et l'intervention est maintenue tel qu'il a été décidé lors de la réforme de 2003.

La Commission fera un rapport avant le 31 décembre 2010 et avant le 31 décembre 2012 sur la situation du marché du lait. Les règles d'intervention pour le secteur des céréales sont modifiées de façon à les rendre analogues à celles du secteur laitier. En ce qui concerne le développement rural, à part des modifications visant à accompagner le secteur laitier, le compromis final prévoit d'augmenter considérablement le plafond d'aides spécifiques pour les jeunes agriculteurs de 55 000 à 70 000 euros. Les modalités du paiement unique ont pu également être simplifiées,

avec notamment la confirmation de la suppression de la jachère obligatoire, le découplage de certaines primes encore restées liées à la production ainsi qu'un certain nombre de clarifications concernant la conditionnalité.

Finalement, l'engagement a été pris par le Conseil et la Commission de poursuivre l'exercice de simplification tant pour les administrations nationales que pour les agriculteurs. C'est maintenant aux différentes instances techniques et juridiques du Conseil de mettre au point le texte, afin qu'il puisse être adopté lors d'une prochaine session du Conseil.

Octavie Modert participe au Conseil des ministres de la Culture à Bruxelles

20 novembre 2008

La secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, Octavie Modert, a participé le 20 novembre 2008 au Conseil de l'Union européenne des ministres de la Culture, qui s'est tenu à Bruxelles sous la présidence de la ministre française de la Culture et des Communications, Christine Albanel.

Les responsables politiques ont eu un échange de vues au sujet d'un projet de résolution relative à une stratégie européenne en faveur du multilinguisme en Europe et ont adopté quatre projets de conclusions portant sur les thèmes suivants:

Création par l'Union européenne d'un label du patrimoine européen

Le label du patrimoine européen permet la mise en valeur, de façon concrète, de l'histoire commune de l'Europe par la promotion de la dimension européenne de son patrimoine.

Comme l'a souligné la secrétaire d'État à maintes reprises, le label est intéressant en ce qu'il comporte aussi une forte dimension d'identification des citoyens européens à leur patrimoine commun et, au-delà, au projet européen.

Le label existant depuis environ trois ans en tant qu'initiative intergouvernementale, Octavie Modert avait préconisé dès le début d'en faire une action communautaire afin d'en élargir le champ d'application. Elle a donc accueilli avec satisfaction l'adoption par le Conseil des conclusions qui prévoient en outre un travail en synergie avec, entre autres, le programme des itinéraires culturels du Conseil de l'Europe, point particulièrement mis en évidence par la secrétaire d'État.

Architecture: contribution de la culture au développement durable

Le thème de l'architecture était un des sujets de travail de la Présidence luxembourgeoise en 2005. C'est notamment sur base des résultats y accomplis que les débats ont été repris au niveau institutionnel, les ministres consacrant une attention particulière à la contribution que l'architecture peut apporter au développement

urbain durable et à la qualité de vie urbaine par son impact sur la dimension culturelle des villes et l'interdépendance entre architecture et développement durable.

Promotion de la diversité culturelle et du dialogue interculturel dans les relations extérieures de l'Union et de ses États membres

En adoptant ce document, les ministres ont souhaité renforcer la place de la culture dans les politiques et programmes menés au titre des relations extérieures et favoriser la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales dans le domaine de la culture.

Bibliothèque numérique européenne Europeana

Dans son intervention au sujet de la bibliothèque numérique Europeana, la secrétaire d'État Octavie Modert a tenu à souligner l'engagement fort du Luxembourg en la matière, par la collaboration notamment de la Bibliothèque nationale ainsi que du Centre virtuel des connaissances sur l'Europe, dont des contenus sont présents dans Europeana dès sa première version.

La secrétaire d'État a fait remarquer que la conservation numérique devait être considérée à long terme, puisque «l'enjeu va au-delà du domaine culturel à proprement parler, et concerne à terme toute la production intellectuelle européenne». Elle a rappelé l'inauguration de la bibliothèque numérique francophone lors du Sommet de la francophonie à Québec en octobre

2008 et a suggéré qu'un travail en synthèse devrait être recherché pour la suite des travaux.

Le prototype d'Europeana, quant à lui, sera présenté le 24 novembre 2008 à la Bibliothèque nationale du Luxembourg par la commissaire européenne Viviane Reding ainsi que par la secrétaire d'État Octavie Modert.

Mady Delvaux-Stehres au Conseil «Éducation, jeunesse, culture» à Bruxelles

21 novembre 2008

Mady Delvaux-Stehres, ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, a assisté le 21 novembre 2008 à la 2905^e session du Conseil «Éducation, jeunesse, culture» de l'Union européenne à Bruxelles.

Les ministres de l'Éducation ont adopté une stratégie européenne en faveur du multilinguisme, qui invite les États membres et la Commission à promouvoir le multilinguisme dans le but de renforcer la cohésion sociale, le dialogue interculturel et la construction européenne, à renforcer l'apprentissage des langues tout au long de la vie et à mieux valoriser le multilinguisme comme atout pour la compétitivité de l'économie européenne ainsi que pour la mobilité et l'employabilité des personnes.

Lors d'un échange de vues précédant l'adoption d'une résolution relative à une meilleure inclusion de l'orientation tout au long de la vie

dans les stratégies d'éducation et de formation tout au long de la vie, Mady Delvaux-Stehres a souligné que la présence de services de psychologie et d'orientation scolaire dans les établissements scolaires était importante, mais qu'il fallait également que l'école accompagne les jeunes et les aide à développer des compétences d'auto-évaluation afin qu'ils puissent s'orienter eux-mêmes en fonction de leurs compétences et de leurs propres motivations. L'implication de tous les enseignants dans cette démarche est indiquée.

Le Conseil a également adopté des conclusions sur les priorités futures de la coopération européenne renforcée en matière d'enseignement et de formation professionnelle. Ces conclusions serviront de base au communiqué de «Bordeaux», qui confirmera les orientations établies dans le cadre du processus de Copenhague depuis 2002.

Enfin, le Conseil a adopté des conclusions intitulées: «Préparer les jeunes au XXI^e siècle: un programme de coopération européenne en matière scolaire». Ces conclusions fixent des priorités pour la coopération européenne en matière scolaire, à savoir garantir et améliorer l'acquisition des compétences clés comme la maîtrise de la langue et du calcul, promouvoir un enseignement ouvert à tous les élèves et améliorer la formation initiale et la formation continue du personnel enseignant et des chefs d'établissement.

François Biltgen participe à la réunion «L'emploi des seniors au sein de l'UE: pour que l'avenir des Européens se construise à tout âge»

23-24 novembre 2008

Du 23 au 24 novembre 2008, le ministre du Travail et de l'Emploi, François Biltgen, a participé à la réunion «L'emploi des seniors au sein de l'Union européenne: pour que l'avenir des Européens se construise à tout âge», une manifestation organisée dans le cadre de la Présidence française du Conseil de l'Union européenne.

Cette conférence a été avant tout l'occasion de procéder à un état des lieux de l'emploi des seniors au sein de l'Union européenne. Ainsi, François Biltgen a pu participer à un échange de vues qui lui a permis d'avoir une meilleure compréhension des différences existant d'un pays à l'autre et de déterminer les raisons pour lesquelles certains des pays de l'UE sont parvenus à augmenter significativement le taux d'emploi de leurs travailleurs de plus de 50 ans depuis le début des années 1990, alors que le taux d'emploi a stagné dans les autres pays membres.

Dans ce contexte, le ministre a présenté à ses homologues la situation du marché de l'emploi des personnes âgées de plus de 50 ans au Luxembourg, tout comme l'évolution de cette situation au cours des 15 dernières années, en revenant notamment aux raisons interconnectées pour

lesquelles le Luxembourg est aujourd'hui (avec Malte) le pays de l'Union européenne où le taux d'emploi des 55-64 ans (32% en 2007) est le plus faible.

D'après le ministre, il s'agit d'analyser la situation actuelle sur arrière-fond de crise sidérurgique des années 1970, qui rendait nécessaire, à l'époque, des restructurations importantes qui avaient non seulement pour but d'augmenter la capacité de production dans les sites restants, mais surtout de réduire sensiblement les effectifs de l'ensemble des usines sur le territoire luxembourgeois. Les solutions trouvées à l'époque visaient d'abord la réduction des effectifs âgés par l'introduction notamment de la préretraite. Ces mesures étaient ressenties par les concernés comme extrêmement traumatisantes, alors que l'attente des ouvriers était de vouloir travailler jusqu'à l'âge effectif de la retraite. Toutefois, au fil du temps, la main-d'œuvre luxembourgeoise s'est faite à ces mesures par un changement des mentalités en direction d'un arrêt de la vie active le plus tôt possible.

Cependant, à l'heure actuelle, la nécessité de convergence vers le taux d'emploi des travailleurs âgés, tout comme par ailleurs l'évolution démographique en Europe en général, rendent nécessaire une réorientation de la politique de l'emploi pour les travailleurs âgés au Luxembourg, qui, à long terme, devra viser un changement radical des mentalités, notamment en accompagnant des actions positives par des dispositifs législatifs incitant les travailleurs à rester plus

longtemps dans la vie active au lieu de bénéficier trop tôt des régimes passifs.

François Biltgen a par ailleurs souligné que la question des travailleurs frontaliers était un autre facteur primordial qui devait être pris en considération dans le contexte d'une approche intégrée pour l'emploi des travailleurs âgés au Luxembourg. En effet, les entreprises luxembourgeoises peuvent avoir recours à une main-d'œuvre abondante dans les pays avoisinants, main-d'œuvre très souvent plus jeune, avec une meilleure qualification et plus mobile que la main-d'œuvre autochtone. S'y ajoute le fait que le chômage dans la Grande Région est trois fois plus élevé qu'au Luxembourg.

De la manière, l'économie luxembourgeoise semble avoir peu d'intérêt à vouloir garder les travailleurs âgés en activité. Bien que ceux-ci soient très souvent plus compétents et riches en expérience, on leur reproche non seulement une moindre productivité, mais aussi, du fait de la hiérarchisation des salaires, d'être plus chers que la main-d'œuvre en provenance de la Grande Région.

En outre, François Biltgen a énoncé les réformes mises en œuvre récemment afin de développer l'emploi des plus de 50 ans, ainsi que la manière dont le processus de réforme et la finalisation d'une véritable stratégie en matière de vieillissement actif ont été construits avec les partenaires sociaux, les entreprises et les syndicats de salariés.

Tout d'abord, les autorités luxembourgeoises avaient lancé un vaste programme de recherche national sur le sujet et participé à l'examen thématique de l'OCDE sur l'emploi des seniors. Issues notamment de ces résultats et recommandations, bon nombre de réformes ont été entreprises au Luxembourg pour respectivement réintégrer et maintenir les travailleurs âgés sur le marché du travail. Parmi celles-ci figurent notamment des incitations au niveau de la Sécurité sociale de prolongement de la carrière active, des réformes dans la fonction publique, des aides en faveur de l'embauche des travailleurs âgés, la réduction de l'accès au régime d'invalidité par la législation sur l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle, la réduction de l'attractivité financière, pour l'employeur, du recours à la préretraite-ajustement, l'insertion du concept de formation tout au long de la vie dans la législation, la législation sur le maintien de l'emploi, etc.

À l'heure actuelle, le gouvernement continue les discussions avec les partenaires sociaux, notamment sur une réforme des régimes de préretraite et sur la révision des dispositions anticumul entre salaire et pension. Par ailleurs, il s'agira de promouvoir l'instrumentaire existant aussi bien auprès des employeurs qu'auprès des seniors et de l'adapter, le cas échéant, aux besoins spécifiques des uns et des autres.

Les participants ont également pu faire le point sur les «meilleures pratiques» mises en œuvre au sein de l'Union européenne en matière

d'emploi des seniors, tant au niveau des politiques de l'emploi et des caractéristiques du système de protection sociale/vieillesse qu'au niveau des politiques sectorielles et d'entreprises. La possibilité de reproduire ces bonnes pratiques dans des environnements nationaux différents a également été discutée.

En compagnie de Joëlle Milquet, ministre belge de l'Emploi et de l'Égalité des chances, de Sven-Otto Littorin, ministre suédois de l'Emploi, de Xavier Prats-Monne, directeur de la DG emploi, affaires sociales et égalité des chances de la Commission européenne, de Józef Niemiec, secrétaire confédéral de la Confédération européenne des syndicats, et de Renate Hornung-Draus, directrice des affaires européennes et internationales à la Fédération des syndicats patronaux allemands, le ministre a participé à une table ronde, dont l'objectif était de tirer les enseignements du bilan en demi-teinte de la stratégie de Lisbonne en matière d'emploi des seniors, tout en réfléchissant à l'agenda européen dans le cadre de la définition de l'après-stratégie de Lisbonne.

Parallèlement à la conférence, François Biltgen a encore eu l'occasion de participer à une visite de l'usine Michelin du Puy-en-Velay, une entreprise notamment innovante en matière d'aménagement des conditions de travail des seniors.

Réunion des ministres des Sports de l'Union européenne à Biarritz

27-28 novembre 2008

Sur invitation de la Présidence française du Conseil de l'Union européenne, le ministre des Sports, Jeannot Krecké, a participé à une réunion informelle des ministres des Sports de l'Union européenne à Biarritz les 27 et 28 novembre 2008.

Ce rendez-vous s'inscrit dans la continuité de la réunion organisée sous Présidence slovène les 16 et 17 mars 2008 à Brdo, en Slovénie. Instaurée en 1988, la réunion des ministres des Sports de l'UE est devenue semestrielle à partir de 1999.

Les travaux de la réunion à Biarritz se sont concentrés sur la préparation de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, inscrite dans l'agenda permanent des ministres des Sports européens, sous l'angle des préconisations du livre blanc sur le sport et du plan d'action Pierre de Coubertin, adoptés en 2007.

La Présidence française du Conseil de l'UE a développé trois priorités, qui seront plus particulièrement discutées à Biarritz:

- le développement des valeurs sociétales du sport;
- l'évaluation de son impact économique;
- l'élaboration d'une bonne gouvernance sportive en Europe.

Ces trois priorités ont été déclinées en plusieurs thématiques:

- le sport et la santé;
- la lutte contre le dopage;
- le double projet de formation des sportifs;
- les règles permettant de renforcer l'ancrage régional et national des clubs;
- l'établissement d'un compte satellite du sport;
- l'étude du financement public et privé du sport en Europe;
- l'encadrement de la fonction d'agents de sportifs;
- le lancement d'une réflexion sur un système d'autorégulation du mouvement sportif par le contrôle de gestion des clubs professionnels.

En prélude à la réunion ministérielle, le ministre Jeannot Krecké a participé au Forum européen du sport, dont il a été l'un des orateurs. Il a notamment abordé les aspects de l'autonomie et des spécificités du sport.

Fernand Boden au Conseil «Agriculture et pêche» à Bruxelles

28 novembre 2008

Le Conseil de l'Union européenne des ministres de l'Agriculture et de la Pêche s'est réuni à Bruxelles le 28 novembre 2008. Le gouver-

nement y était représenté par le ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, Fernand Boden.

Les ministres européens de l'Agriculture ont entamé cette session du Conseil avec un débat d'orientation public sur une proposition de règlement visant à optimiser le régime existant de distribution alimentaire aux personnes les plus démunies.

Les éléments-clés de cette proposition sont les sources d'approvisionnement prioritaire via les stocks d'intervention, avec la possibilité de recourir au marché, une gamme élargie de denrées afin de mieux répondre à l'exigence d'un équilibre nutritionnel, une programmation sur trois ans et l'introduction d'un cofinancement. La collaboration au programme est optionnelle; en 2008, 19 États membres, dont le Luxembourg, ont participé à cette mesure. C'est ainsi que le ministre Fernand Boden a indiqué dans son intervention que ce système fonctionnait depuis plusieurs années au Luxembourg et qu'il avait effectivement permis de subvenir aux besoins urgents en nourriture des personnes les plus pauvres dans notre pays. Le Luxembourg a donc l'intention de poursuivre cette initiative. Le ministre Fernand Boden a également soutenu la Commission, qui propose comme base juridique de ce règlement l'article 37 du traité CE, à l'instar du programme fruits à l'école, sur lequel le Conseil a trouvé un accord le 19 novembre 2008. Également par analogie, le ministre a proposé d'introduire une dotation budgétaire minimale par État membre, afin de garantir une relation coût/

bénéfice acceptable. Le Conseil a donné mandat au comité spécial «Agriculture» de poursuivre les travaux sur ce dossier. L'avis du Parlement européen est attendu pour mars 2009.

Par la suite, les ministres de l'Agriculture ont pris note des conclusions de la Présidence, soutenues par 23 États membres, dont le Luxembourg, sur l'avenir de la PAC après 2013. Ces conclusions font suite à la discussion lors de la réunion informelle des ministres de l'Agriculture à Annecy, le 23 septembre 2008. Elles soulignent la nécessité de maintenir une PAC suffisamment ambitieuse après 2013. Elles font également référence à la protection de l'environnement, à l'innovation et aux services publics fournis par l'agriculture.

Le Conseil a également pris note, dans la rubrique «divers», de la demande de la délégation polonaise et soutenue par la Lituanie de réintroduire les restitutions à l'exportation dans le secteur laitier. La commissaire Mariann Fischer Boel, tout en montrant de la compréhension pour la demande de la délégation polonaise, a indiqué qu'il ne serait pas adéquat de déployer cet instrument au stade actuel, notamment au vu de la faible demande sur les marchés mondiaux. Finalement, la commissaire a souligné qu'elle allait observer le marché de près et qu'elle répondrait par conséquent, si nécessaire, par des mesures appropriées. Elle a également considéré qu'il conviendrait d'évaluer les effets de la mise en œuvre du stockage privé du beurre avant de prévoir d'autres mesures.

Finalement, les ministres ont dressé l'état des lieux des négociations agricoles à l'OMC dans le cadre du cycle de Doha. Le Conseil a confirmé son soutien à la Commission pour ce qui était des négociations en cours, la Commission devant respecter le mandat attribué. Il a également rappelé que l'accord devrait être équilibré. Bon nombre de délégations, dont le Luxembourg, ont signalé que les textes proposés en juillet 2008 étaient à la limite des lignes rouges sur l'agriculture et que les partenaires à l'OMC devraient maintenant faire des offres pour arriver à un compromis final.

Après ces débats, les ministres de l'Agriculture ont discuté, lors d'un déjeuner avec le commissaire en charge du Développement, Louis Michel, comment l'UE pourrait aider et promouvoir l'agriculture dans les pays les plus pauvres.

François Biltgen et Jeannot Krecké au Conseil «Compétitivité» à Bruxelles

1^{er} décembre 2008

Le ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, François Biltgen, et le ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, Jeannot Krecké, ont participé à la réunion du Conseil «Compétitivité» qui a eu lieu le 1^{er} décembre 2008 à Bruxelles.

Jeannot Krecké a notamment participé à la partie «marché intérieur et industrie» de la réunion du Conseil.

La réponse à la crise économique a été au cœur des débats des ministres. Ils ont d'abord procédé à un échange de vues sur la situation économique actuelle, sur les moyens de réponse mis en place dans chaque État membre ainsi que sur le plan de relance proposé par la Commission européenne le 26 novembre 2008. À ce titre, une place prépondérante a été accordée au Small Business Act (SBA) qui énumère 92 mesures visant à stimuler le potentiel d'emploi et de croissance des PME.

Une des mesures contenues également dans le SBA est la future société privée européenne qui simplifiera aux entreprises ayant adopté ce statut l'établissement dans un autre État membre de l'Union européenne. Les ministres ont procédé entre autres à un échange de vues concernant le montant du capital minimum pour la création d'une telle société et les droits des travailleurs occupés par une entité ayant ce nouveau statut.

Plusieurs projets législatifs du domaine de la propriété intellectuelle figuraient également à l'ordre du jour: il s'agit notamment d'une proposition de directive relative à la durée de protection du droit d'auteur ainsi que d'une proposition de règlement visant à améliorer le système des brevets en Europe. Dans ce cadre, rapport a été fait aux ministres sur l'état des lieux concernant la création d'un tribunal des brevets de l'Union européenne.

Un échange de vues entre les ministres a eu lieu sur les cadres juridiques et les politiques des jeux

de hasard et paris dans les différents États membres de l'Union européenne dans une optique de protection du consommateur et de prévention de la criminalité. Les ministres ont aussi réfléchi à des solutions aux défis communs à relever, comme l'essor des jeux et les paris en ligne.

Enfin, les ministres ont abordé le sujet d'une stratégie d'innovation élargie dans l'Union européenne par le biais du développement de *clusters* de classe mondiale.

L'évolution de l'Espace européen de la recherche (EER) figurait au programme des débats des ministres, débats auxquels a participé le ministre François Biltgen.

Suite au processus de Ljubljana lancé par la Présidence slovène, les ministres de la Recherche ont procédé à un échange de vues sur l'évolution de cet espace à l'horizon 2020. Dans son intervention, le ministre Biltgen a insisté sur le fait que «vu la situation économique actuelle, l'EER devrait encourager les entreprises à innover et à investir en Europe, en particulier dans la R & D, et renforcer les interactions au sein du "triangle de la connaissance" constitué par l'enseignement, la recherche et l'innovation».

Les ministres de la Recherche ont adopté des conclusions visant une meilleure coordination des politiques de recherche des différents États membres par le biais de programmes de recherche développés conjointement, ceci afin de répondre de façon efficace à des questions de portée globale,

notamment liées au changement climatique, au vieillissement de la population, aux approvisionnements énergétiques et à la finance bancaire. Ces questions sont désormais d'une ampleur telle, que l'Europe doit élaborer une réponse plus forte, mieux coordonnée, plus cohérente et plus globale à ces défis.

Les ministres Biltgen (Luxembourg) et Gago (Portugal) ont présenté les conclusions de leur travail de réflexion entrepris sur demande de la Présidence française en vue d'identifier les actions prioritaires pour une mise en œuvre rapide et concrète des objectifs communs du partenariat européen pour favoriser les carrières et la mobilité des chercheurs.

Dans son intervention, le ministre Biltgen a d'abord rappelé «le besoin d'un recrutement renforcé de jeunes chercheurs et la nécessité de leur assurer une réelle reconnaissance sociale ainsi que de faciliter leur début de carrière». Ensuite, il a insisté sur le fait que «les États membres, les organismes de financement et les employeurs introduisent progressivement un contrat de travail à rémunération adéquate pour tout type de chercheur respectivement de compléter le soutien financier aux jeunes chercheurs en formation par une couverture sociale appropriée au cas où leur statut ne le prévoit pas, notamment pour les boursiers», surtout en ce qui concerne le congé de maternité et le congé parental. Il a cité à cet égard la nouvelle loi au Luxembourg relative aux aides à la formation recherche.

Les propositions ont été très favorablement accueillies par les délégations, et les ministres Biltgen et Gago ont été félicités de leurs conclusions par la Présidence française et la Commission européenne.

Jean-Claude Juncker et Jeannot Krecké aux réunions de l'Eurogroupe et du Conseil «Affaires économiques et financières»

1^{er}-2 décembre 2008

Le Premier ministre, ministre des Finances et président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker, et le ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, Jeannot Krecké, ont participé aux réunions de l'Eurogroupe et du Conseil «Affaires économiques et financières» qui ont eu lieu à Bruxelles les 1^{er} et 2 décembre 2008.

Eurogroupe

Les ministres des Finances des États membres de la zone euro, le président de la Banque centrale européenne, Jean-Claude Trichet, et le commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires, Joaquín Almunia, ont discuté, sous la présidence de Jean-Claude Juncker, du rapport du Fonds monétaire international sur la situation économique et conjoncturelle de la zone euro. Les conclusions du FMI ont été présentées par le directeur du Fonds monétaire international, Marek Belka, ancien Premier



Jeannot Krecké en discussion avec Didier Reynders au Conseil «Ecofin» (© SIP/Jock Fistick)

ministre polonais, pour ce qui est de l'évaluation économique de la zone euro.

L'Eurogroupe s'est ensuite penché sur l'analyse et les actions politiques à mener face à la situation économique en Europe et aux développements sur les marchés financiers. La discussion était basée sur la communication de la Commission européenne du 26 novembre 2008 concernant le plan de relance européen.

S'exprimant devant la presse à l'issue de la réunion, le président Juncker a souligné que tous les membres de l'Eurogroupe «estiment que les propositions de la Commission européenne vont, d'une façon générale, dans la bonne direction. Les pistes tracées par la Commission sont judicieuses et tous les plans nationaux qui ont été présentés jusqu'à présent respectent les éléments qualitatifs suggérés par la Commission et

nous avons obtenu l'assurance que tous les plans nationaux qui seront présentés par la suite respecteront les indications qualitatives fournies par la Commission».

Devant le constat que la seule politique monétaire ne pourra donner toutes les réponses à la crise actuelle, les membres de l'Eurogroupe sont d'accord «qu'il faut une réaction forte de politique économique», quoique cette réaction devra être limitée dans le temps et sortir ses effets de manière ciblée.

Les États membres de la zone euro ont également décidé de laisser pleinement jouer les stabilisateurs automatiques en 2008 et 2009. Jean-Claude Juncker a d'ailleurs souligné que la décision de laisser jouer les stabilisateurs n'était «pas une réponse neutre, puisque les effets des stabilisateurs automatiques en Europe sont exactement

le double de ce que peuvent être leurs effets aux États-Unis d'Amérique».

Finalement, les 16 États membres de la zone euro «ont déclaré ne pas vouloir agir sur le taux normal de TVA. Les membres de l'Eurogroupe estiment que l'effet d'une baisse générale du taux de TVA sur les prix dépend de facteurs d'élasticité tels que vous ne pouvez pas être sûr et certain qu'un effet sur les prix et donc la consommation se produira. Nous avons estimé que, comme les mesures que nous devons prendre devront être temporaires, le fait d'annoncer une baisse de TVA tout en annonçant en même temps que les taux de TVA seront relevés après une très courte période, ne produira pas, sur le long et le moyen terme, les effets souhaités».

D'autres points à l'ordre du jour concernaient la surveillance de l'évolution de la compétitivité dans la zone euro et le programme de travail de l'Eurogroupe pour le 1^{er} semestre 2009.

Conseil «Affaires économiques et financières»

Les ministres des Finances et/ou de l'Économie des États membres de l'Union européenne se sont réunis avec la Commission européenne et la Banque centrale européenne le 2 décembre 2008.

Le Conseil européen d'octobre avait mandaté la Commission et le Conseil «Affaires économiques et financières» pour lui présenter, en vue du Conseil européen des 11 et 12 décembre, une stratégie européenne, fondée sur la stratégie

de Lisbonne et le pacte de stabilité et de croissance, pour faire face au ralentissement économique. Sur la base de la communication de la Commission du 26 novembre 2008 sur un plan de relance européen, les ministres ont adopté une stratégie européenne sous la forme d'une «boîte à outils» commune mobilisant les instruments communautaires (ressources de la Banque européenne d'investissement et du budget communautaire) et permettant à chaque État membre de prendre les mesures nécessaires en fonction de sa situation macroéconomique et financière spécifique.

Les chefs d'État ou de gouvernement du G20 ont demandé aux ministres des Finances de leur proposer des mesures de mise en œuvre des principes et des décisions adoptées au sommet de Washington le 15 novembre 2008. Dès le 2 décembre, le Conseil «Affaires économiques et financières» a commencé à élaborer, au niveau européen, des propositions en ce sens.

Les ministres ont fait le point sur les progrès dans la mise en œuvre des feuilles de route sur la stabilité financière. Ils ont adopté une orientation générale sur trois projets de directive directement liés à la réponse à la crise financière:

- La directive sur les exigences en capital des banques. Cette directive permettra de progresser dans cinq domaines: le renforcement de la supervision des groupes transfrontaliers; l'encadrement de la titrisation, l'encadrement des expositions sur une seule contrepartie; l'encadrement

du risque de liquidité et l'harmonisation des fonds propres des banques et des capitaux hybrides.

- La directive sur les mécanismes de garantie des dépôts, qui s'inscrit dans la continuité des conclusions du Conseil «Affaires économiques et financières» d'octobre 2008. Les principales avancées devraient porter sur le niveau de couverture des dépôts harmonisé à 100 000 euros à compter du 31 décembre 2011 et sur le délai de remboursement des déposants réduit à 20 jours ouvrables (avec possibilité d'extension à 30 jours), contre 3 mois auparavant.
- La directive Solvabilité II, qui a pour objectif de moderniser les règles prudentielles applicables aux entreprises d'assurances, en tenant compte notamment de leur réalité économique.

Un suivi des mesures d'urgence prises ces dernières semaines pour préserver la solidité du système bancaire devrait également être réalisé.

En matière de services financiers, les ministres ont adopté une orientation générale sur la révision de la directive des Organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), qui vise à moderniser leur cadre réglementaire. L'introduction d'un «passeport européen» pour les sociétés de gestion permettra de poursuivre l'intégration du marché intérieur de la gestion d'actifs.

Enfin, le Conseil «Affaires économiques et financières» a traité de

questions fiscales, notamment des taux réduits de TVA, de la fiscalité des revenus de l'épargne et du code de conduite sur la fiscalité des entreprises.

Inauguration du nouveau palais de la Cour de justice des Communautés européennes

4 décembre 2008

Le 4 décembre 2008, le nouveau palais de la Cour de justice des Communautés européennes (CJCE) au Kirchberg a été officiellement inauguré à l'occasion d'une séance solennelle qui s'est déroulée en présence de LL.AA.RR. le Grand-Duc et la Grande-Duchesse.

La séance a été ouverte par le président de la Cour de justice, Vassilios Skouris. Y ont également pris la parole le Premier ministre Jean-Claude Juncker (📄 page 229), le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, la vice-présidente du Parlement européen, Diana Wallis, ainsi que la garde des Sceaux, ministre de la Justice de la République française, Rachida Dati.

À propos de la CJCE

La CJCE est l'institution juridictionnelle des Communautés européennes. Créée en 1952, elle a pour mission d'assurer, conformément aux traités, une interprétation et une application uniformes du droit communautaire et le contrôle de la légalité des actes pris par les institutions européennes.



*Discours de Jean-Claude Juncker lors de l'inauguration du nouveau palais de la Cour de justice des Communautés européennes
(© Cour de justice des Communautés européennes)*

Située à Luxembourg, elle est composée de trois juridictions:

- la Cour de justice;
- le Tribunal de première instance;
- le Tribunal de la fonction publique.

Initialement installée dans les locaux de la villa Vauban, puis côte d'Eich, avant d'emménager en 1973 au plateau de Kirchberg, la CJCE a dû régulièrement faire face à l'extension de ses locaux suite aux élargissements successifs des Communautés et de l'Union.

Alors qu'il avait été décidé que toutes les institutions seraient installées au plateau de Kirchberg, le premier palais de la Cour a été inauguré le 9 janvier 1973. Dans le contexte évolutif de la construction européenne, trois extensions successives du palais ont été réalisées: tout d'abord le bâtiment Erasmus, inauguré le 5 octobre 1988 afin d'accueillir le Tribunal de première instance qui venait d'être créé, puis le bâtiment Thomas More, inauguré le 19 février 1993, et, enfin, le bâtiment C, inauguré le 15 septembre 1994.

Au début des années 1990, la nécessité de désamianter le

palais et de faire face aux besoins résultant des élargissements qui s'annonçaient (en 1995, puis en 2004) a amené la Cour à envisager la construction d'un nouveau palais qui préserverait la structure architecturale de l'ancien palais.

Ce projet a été confié à l'architecte français Dominique Perrault en partenariat avec les architectes luxembourgeois Fritsch et Paczowski ainsi que M3 architectes.

Réalisé dans le respect et la continuité de la structure du palais d'origine, le nouveau palais, inauguré aujourd'hui, comprend:

- l'ancien palais rénové, espace ouvert au public avec ses salles d'audience;
- l'«anneau», sur deux étages, destiné aux cabinets des juges et des avocats généraux;
- les deux tours de 24 étages chacune, qui hébergent les services de traduction;
- la galerie qui assure l'unité architecturale et fonctionnelle du nouveau complexe entre les nouveaux et anciens bâtiments.

Visite du nouveau palais

En présence du juge J. Makarczyk, président de la Commission des bâtiments, R. Grass, greffier de la Cour, F. Schaff, directeur général des infrastructures de la Cour, et de Dominique Perrault, architecte, le ministre des Travaux publics, Claude Wiseler, a effectué le 5 décembre 2008 une visite du nouveau palais de la Cour de justice des Communautés européennes.

Il a notamment visité la salle des pas perdus, la grande salle d'audience, les salles d'audience au niveau 6, la grande salle des délibérés et la galerie.

Désignation	Surfaces (m ²)
Anneau	16 851
Palais	20 168
Tours 1 et 2	20 168
Bâtiments au pied des tours	5 079
Galerie	24 132
Parvis et parking	23 589
Total	124 027

Lucien Lux commente les résultats de la conférence de Poznan sur les changements climatiques et l'accord trouvé au Conseil européen sur le paquet climat-énergie

15 décembre 2008

En date du 15 décembre 2008, le ministre de l'Environnement, Lucien Lux, a commenté les résultats de la 14^e Conférence des parties à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (Poznan, 1^{er}-12 décembre) ainsi que l'accord trouvé au Conseil européen (11-12 décembre) sur le paquet climat-énergie.

«Face aux nombreuses difficultés des dernières semaines, dont la crise économique et financière, ainsi que son impact sur les différents secteurs industriels, j'estime que nous venons de passer une semaine heureuse en matière de protection du climat. À Bruxelles et à Poznan, nous avons en effet conclu le meilleur accord possible au niveau de l'UE et de l'ONU», a dit le ministre dans son introduction.

À son avis, les deux réunions ont confirmé le consensus que les émissions de CO₂ devaient être réduites pour maintenir l'augmentation du réchauffement climatique inférieure à 2 °C par rapport à l'ère préindustrielle. À Poznan, il a en outre été réaffirmé que tous les accords internationaux devraient être trouvés dans le cadre de l'ONU, dans la suite du protocole de Kyoto, et que l'échange de quotas d'émission resterait un

instrument important dans le cadre des efforts de réduction des émissions. Par ailleurs, l'accord trouvé au Conseil européen fait de l'UE la première structure à se doter d'un véritable cadre contraignant pour la période après 2012, a signalé Lucien Lux.

Le ministre Lux s'est en outre réjoui du fait que tous les pays, malgré la crise économique, restaient attachés à la protection du climat et n'avaient pas remis en question la nécessité de réduire les émissions au niveau mondial.

Implications du paquet climat-énergie pour le Luxembourg

Pour ce qui est de l'objectif de réduction nationale de 20% en 2020 par rapport à 2005 (année de référence), Lucien Lux a expliqué que les émissions s'étaient élevées à 13,3 millions de tonnes en 2005 (2,6 millions pour les secteurs ETS – *emission trading scheme* – concernant les entreprises industrielles et la production d'électricité et 10,7 millions pour les secteurs non-ETS). L'objectif national à atteindre en 2020 sera donc de 8,55 millions de tonnes (secteurs non-ETS) et l'effort de réduction à accomplir est de 2,15 millions de tonnes.

«L'accord sur le paquet climat-énergie représente une grande chance pour le Luxembourg, que ce soit au niveau des politiques d'efficacité énergétique, de promotion des transports publics ou au niveau de l'assainissement des bâtiments. Lors de sa mise en œuvre (2013-2020), et dans la suite du protocole de Kyoto, nous devons tenter de réaliser au

Paquet climat-énergie: éléments de base de l'accord

- Concrétisation des objectifs politiques ambitieux des chefs d'État ou de gouvernement de l'UE retenus au printemps 2007
 - engagement indépendant de l'UE de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 20% d'ici à 2020 par rapport à 1990 (30% en cas d'accord international à Copenhague fin 2009);
 - atteindre une proportion de 20% de sources d'énergie renouvelables dans la consommation énergétique finale en 2020;
 - améliorer l'efficacité énergétique de 20% d'ici à 2020.
- Réexamen de la directive «système d'échange de quotas d'émission» (EU ETS)
 - secteurs industriels et production d'électricité;
 - réduction au niveau communautaire de 21% par rapport à 2005.
- Décision-partage des efforts entre États membres
 - objectifs nationaux pour les secteurs autres qu'EU ETS;
 - réduction au niveau UE de 10% par rapport à 2005 (objectifs nationaux variant entre -20% et 20%).

moins la moitié de notre objectif de réduction par des mesures nationales», a souligné le ministre de l'Environnement. Pour y arriver, Lucien Lux compte sur les économies d'énergie, une amélioration de la performance énergétique des bâtiments, le transport en commun et la mobilité douce, une réduction des émissions provenant du parc automobile national et l'exportation de carburants.

Non-ETS

Le ministre Lux est ensuite revenu sur les mécanismes flexibles qui permettent aux États membres de compléter leurs efforts en matière

de réduction. Alors que les États peuvent actuellement réaliser jusqu'à 100% de leur réduction via ces mécanismes (CDM – Clean Development Mechanism), ce taux ne s'élèvera plus qu'à 3% de leurs émissions de l'année de référence 2005 à partir de 2013, a expliqué le ministre. Sous certaines conditions, les États peuvent utiliser les crédits des projets CDM à hauteur de 4%. Pour le Luxembourg, 3% des émissions de 2005 correspondent à 320 000 tonnes/an.

Dans ce contexte, Lucien Lux a rejeté l'hypothèse que le Luxembourg, dans le cadre de la première phase du protocole de

Kyoto, se basait uniquement sur les mécanismes flexibles, et a énuméré toute une série de mesures déjà mises en œuvre. Parmi celles-ci, il y a lieu de citer entre autres les campagnes au sujet des économies d'énergie et l'initiative oekotopten.lu (guide d'achat online des produits les plus écologiques), le renforcement de la structure de conseil en énergie, la priorité absolue pour les transports en commun, les aides financières pour voitures économes en carburant, la promotion de l'électricité verte ou encore la nouvelle législation en matière de performance énergétique des maisons d'habitation. Au total, le Luxembourg a investi 135 millions d'euros pour la protection du climat depuis 2004, alors que les dépenses pour le compte des mécanismes flexibles ne se sont élevées qu'à 81,5 millions d'euros, a noté le ministre.

Pour ce qui est des émissions de CO₂, Lucien Lux a annoncé avec satisfaction qu'elles ont légèrement diminué au Luxembourg au cours des dernières années, passant de 13,4 millions de tonnes en 2004 à 13,1 en 2007. À ce sujet, le ministre de l'Environnement a salué la tendance généralisée à acheter des voitures à plus faible émission de CO₂. En effet, le nombre de voitures nouvellement immatriculées en 2008 et émettant moins de 140 g/km est en hausse par rapport à 2006, alors que celui des voitures émettant plus de 200 g/km est en baisse.

ETS

Pour ce qui est du secteur des entreprises, l'accord trouvé au

Conseil européen prévoit surtout le remplacement des plans nationaux d'allocation par une approche communautaire. Dans ce contexte, l'effort de réduction visé est de 21% en 2020 par rapport à 2005. À partir de 2013, les entreprises sont tenues de réduire annuellement et linéairement leurs émissions de 1,74%.

Résultats de la conférence de Poznan

Outre un accord sur l'application de la feuille de route de Bali, la conférence de Poznan a permis de constater que les États membres de l'Union européenne (responsables de 15% des émissions de CO₂) ainsi que les autres pays industrialisés ont une responsabilité en matière de protection du climat vis-à-vis du reste du monde, a noté le ministre. «Nous disposons des moyens financiers, technologiques et humains pour réduire les émissions de CO₂ et pour aider les autres pays», a-t-il conclu.

François Biltgen au Conseil «EPSCO»: aménagement du temps de travail

17 décembre 2008

Le ministre du Travail et de l'Emploi, François Biltgen, a assisté en date du 17 décembre 2008 aux travaux du Conseil «Emploi, politique sociale, santé et consommateurs» des ministres de l'Union européenne.

Le Conseil a d'abord débattu longuement de l'impact social de la crise, de la situation de l'emploi

et du suivi de la mise en œuvre de l'Agenda social européen. Les délégations ont largement salué les initiatives de l'Union européenne.

François Biltgen a relevé le danger que certaines entreprises profitaient de la crise pour «dégraissier» leur personnel, risquant ainsi d'augmenter massivement le chômage. Il a appelé, d'une part, à la responsabilité sociale des entreprises et il a souligné, d'autre part, qu'il fallait que les États soutiennent, comme veut le faire le Luxembourg avec sa réforme projetée du chômage partiel, les entreprises s'engageant à maintenir le nombre des salariés dans l'entreprise ou en leur procurant de nouvelles attentes d'emploi.

François Biltgen a souligné à cet égard que l'Europe communautaire était basée sur la solidarité

et que ce principe devait guider l'interaction des politiques anti-crise de l'Union européenne et des États membres. Il a approuvé les réformes projetées du Fonds d'ajustement à la mondialisation, tout en regrettant que les seuils d'emplois concernés (500) restent trop élevés pour un petit État membre, et du Fonds social européen, tout en exhortant la Commission à alléger sensiblement la bureaucratie actuelle en matière de certification, qui fait que les fonds ne sont pas versés en temps utile.

Par la suite, le Conseil des ministres a adopté trois textes législatifs importants pour l'Europe sociale:

- La réforme de la directive concernant le comité d'entreprise européen: comme par le passé, la nouvelle directive maintient la règle que le groupe spécial de



François Biltgen, ministre du Travail et de l'Emploi, en conversation avec son homologue slovène Ivan Svetlik (© Communautés européennes)

négociation comprend au moins un représentant par État membre, dans lequel se trouve une filiale de l'entreprise européenne, quel que soit le nombre de salariés (facteur important pour le Luxembourg). Le champ d'application de la directive sera élargi aux fermetures d'entreprises ne concernant qu'un État membre, mais ayant des conséquences transnationales substantielles (Affaire Nokia Bochum). Enfin, les définitions de l'information et de la consultation des travailleurs seront plus claires.

- La directive mettant en œuvre l'accord des partenaires sociaux européens concernant la convention du travail maritime.
- Le règlement fixant les modalités d'application de règlement 883/2004 sur la coordination des systèmes de Sécurité sociale. Ce règlement pourra ainsi prendre la relève dès 2010 du règlement 574 et permettre une meilleure couverture sociale des travailleurs migrants.

Directive «aménagement du temps de travail»: le Luxembourg aurait pu approuver la position du Parlement européen

Le Conseil a également eu un échange de vues soutenu à l'égard de l'avis adopté le matin même en 2^e lecture par le Parlement européen relatif à la directive «aménagement du temps de travail».

Le Parlement européen, qui agit en cette matière en codécision avec le Conseil des ministres, s'est clairement positionné, d'une part, en faveur d'une élimination à terme de

la possibilité dite d'*opt-out* (dérogation au principe de la semaine de 48 heures) et, d'autre part, en faveur d'une computation en tant que temps de travail du temps de garde inactif. Sur ces deux points, le Parlement européen a ainsi repoussé la position commune du Conseil des ministres du 9 juin 2008.

Le ministre du Travail et de l'Emploi a tout d'abord rappelé que son pays avait approuvé ce compromis pour trois raisons.

Ce compromis a permis d'adopter la directive «travail intérimaire», qui constitue une avancée importante en matière d'Europe sociale.

En matière d'*opt-out*, le compromis était nettement plus restrictif que le droit à l'*opt-out* consacré par la directive de 1993, qui est inconditionnel et permet de travailler jusqu'à 78 heures, et il est désormais illimité dans le temps.

Le compromis a permis de relancer la procédure législative avec le Parlement européen et aurait pu permettre de trouver un compromis politique avant la 2^e lecture du Parlement européen.

François Biltgen a plaidé pour une adoption telle quelle de la position du Parlement européen par le Conseil des ministres, qui aurait permis l'adoption d'une nouvelle directive propice à l'Europe sociale. Il a rappelé à cet égard que la position de base du Luxembourg avait toujours été similaire à celle du Parlement européen, comme il l'a encore souligné le 16 décembre lors du débat y afférent à la Chambre des députés.

Malheureusement, le Conseil des ministres n'a pas pu se mettre d'accord sur cette proposition. Dès lors, la procédure de conciliation entre le Conseil des ministres et le Parlement européen sera lancée de suite. François Biltgen a souhaité que cette procédure aboutisse, pour éviter que la directive et la formule actuelles de l'*opt-out* (semaine de travail de 78 heures) ne restent en vigueur de façon définitive.

Octavie Modert au Conseil de l'UE des ministres de l'Agriculture et de la Pêche

18-19 décembre 2008

Le Conseil des ministres de l'Agriculture et de la Pêche de l'Union européenne s'est réuni à Bruxelles les 18 et 19 décembre 2008. Le gouvernement y était représenté par Octavie Modert, secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural.

Cette session du Conseil, présidée par le ministre français de l'Agriculture et de la Pêche, Michel Barnier, a été, comme toujours à la fin de l'année, consacrée à la fixation des quotas de pêche pour l'année suivante. Le Conseil a su trouver, le 19 décembre, après des négociations intenses, un accord sur les possibilités de pêche pour l'année 2009.

En ce qui concerne les points relatifs à l'agriculture, les ministres européens de l'Agriculture ont en premier lieu pris note de l'état du dossier concernant le livre vert sur la qualité des produits agricoles.

Le Conseil a ainsi souligné l'importance de la politique de qualité pour l'agriculture européenne, politique qui est considérée comme un moyen efficace pour soutenir la compétitivité de l'agriculture européenne. La consultation ouverte au public sur ce sujet d'importance majeure a été lancée par la Commission en octobre 2008 et s'achèvera le 31 décembre 2008. La Présidence tchèque va organiser à Prague les 12 et 13 mars 2009 une conférence sur la politique de qualité. Par la suite, la Commission envisage de publier en mai 2009 une communication avec des propositions politiques sur base de ces travaux préparatifs.

Le Conseil a rejeté à l'unanimité une proposition de décision concernant la possibilité de recourir à des substances antimicrobiennes pour éliminer la contamination de la surface des carcasses de volaille, un sujet qui avait été en discussion depuis les Conseils des ministres de l'Agriculture d'avril et de mai 2008, suite notamment aux demandes itératives des États-Unis de vouloir importer dans l'Union européenne des carcasses ainsi traitées. Une très large majorité d'États membres, dont le Luxembourg, avait insisté sur le fait que l'autorisation des méthodes de décontamination ne pourrait que nuire gravement à la politique globale de valorisation de la qualité, et s'était dès lors exprimée fermement contre cette pratique à utiliser des produits chlorés pour traiter la viande de volaille (d'où le nom de «poulet chloré»). Ce procédé est surtout mis en œuvre aux États-Unis, mais il reste interdit en Europe pour tous les produits mis sur le marché, importés ou

produits dans l'Union européenne à la suite de la présente décision des ministres de l'Agriculture.

Le Conseil a pris note de la gestion de la crise «dioxine» dans le secteur porcin en Irlande, évoquée par la délégation irlandaise et par les services concernés de la Commission. En effet, des contrôles de routine avaient révélé début décembre 2008 des concentrations anormalement élevées de dioxine dans la viande de porc en provenance d'Irlande. L'agence européenne pour la sécurité alimentaire a conclu qu'il n'y avait pas de risque pour la santé humaine. Néanmoins, le comité permanent de la chaîne alimentaire et de la santé animale de l'UE a décidé, par mesure de précaution, que la viande de porc produite en Irlande du 1^{er} septembre au 6 décembre 2008 devrait être retirée du marché. La source de la contamination a entre-temps été identifiée.

Finalement, la présidence a informé le Conseil des progrès réalisés sous son égide dans le cadre du projet d'Union pour la Méditerranée.

Lors de cette dernière séance du Conseil «Agriculture et pêche» pour 2008, le Conseil a également adopté un certain nombre de points, dont notamment un règlement concernant la mise en place d'un programme en faveur de la consommation de fruits à l'école ainsi que des conclusions du Conseil relatives à la sécurité des produits agricoles importés et à la conformité aux règles communautaires.

Jean Asselborn à la réunion informelle des ministres des Affaires étrangères consacrée à la situation dans la bande de Gaza

30 décembre 2008

Le Vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, Jean Asselborn, a participé le 30 décembre 2008 à la réunion informelle des ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne consacrée à la situation dans la bande de Gaza.

Au vu de l'évolution de la situation au Proche-Orient, la Présidence française de l'Union européenne avait décidé d'organiser à Paris cette réunion de concertation à 27 sous la présidence du ministre français des Affaires étrangères, Bernard Kouchner. Les ministres des Affaires étrangères ont adopté une déclaration qui propose une sortie de crise en trois points: un cessez-le-feu immédiat et permanent, la mise en œuvre d'une action humanitaire immédiate et une intensification du processus de paix.

Jean Asselborn a souligné l'importance d'une trêve humanitaire immédiate pour venir en aide aux populations dans la bande de Gaza. Le ministre a rappelé qu'une paix durable ne pouvait être que le fruit d'un processus politique et qu'il ne saurait y avoir de solution militaire au conflit israélo-palestinien.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET RELATIONS INTERNATIONALES

Jean Asselborn à la réunion ministérielle Benelux-Pays baltes

1^{er}-2 octobre 2008

Le Vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, Jean Asselborn, a participé à la deuxième réunion ministérielle Benelux-Pays baltes à Sagadi, en Estonie, les 1^{er} et 2 octobre 2008.

Le soir du 1^{er} octobre, les ministres se sont entretenus dans un cadre informel lors d'un dîner offert par l'hôte de la réunion, Urmas Paet, le ministre des Affaires étrangères d'Estonie.

Lors de la réunion plénière du lendemain matin, les ministres ont discuté de manière intense dans le centre de conférence du Sagadi Manoir. Ils ont échangé leurs points de vues sur la situation en Géorgie, les relations entre l'UE et la Russie, la «dimension orientale» de la politique européenne de voisinage (PEV) et la stratégie énergétique de l'Union européenne. Dans la perspective du Conseil européen d'octobre, les ministres ont également dressé l'état des lieux de la ratification du traité de Lisbonne et de la situation économique européenne, sur arrière-fond de la crise financière internationale.

Le ministre Asselborn a indiqué qu'il importait que l'Irlande présente au Conseil européen d'octobre une analyse de la situation suite au rejet du traité de Lisbonne en juin 2008, afin que le Conseil européen puisse adopter, au plus tard lors de sa réunion de décembre, une feuille de route permettant de sortir de l'impasse actuelle.

Concernant la Géorgie et les relations UE-Russie, le ministre Asselborn a rappelé que, grâce à sa cohésion, l'Union européenne avait réussi à faire taire les armes et à assurer une aide humanitaire à la population civile. Suite au déploiement de la mission d'observation de l'UE en Géorgie, le prochain défi à relever seront les discussions internationales à Genève qui débiteront prévisiblement le 15 octobre 2008.

Dans ce contexte, il a rappelé l'importance d'une politique de coopération, et non de confrontation, avec la Russie. Afin d'atteindre ses objectifs visant la mise en œuvre du plan en six points sur la Géorgie et le respect de l'intégrité territoriale de la Géorgie, l'Union européenne doit s'engager avec Moscou afin de défendre ses propres intérêts. L'Union européenne n'y parviendra que si ses États membres convergent vers une position unifiée.

Suite au débat sur la Géorgie, les ministres ont assisté à une présentation de Vladimir Jushkin, directeur du Centre académique d'études baltes et russes, sur les développements politiques récents en Russie et leurs conséquences pour l'Europe et l'OTAN.

En conclusion de la réunion ministérielle Benelux-Pays baltes, le ministre Asselborn a remercié le ministre Paet pour son hospitalité généreuse et a invité ses homologues à venir le rejoindre au Luxembourg au courant du premier semestre 2009 pour la troisième réunion ministérielle Benelux-Pays baltes.

Jean-Claude Juncker et Jean Asselborn saluent la victoire de Barack Obama aux élections prési- dentielles américaines

5 novembre 2008

Le 5 novembre 2008, le Premier ministre Jean-Claude Juncker et le ministre des Affaires étrangères, Jean Asselborn, ont salué la victoire du candidat démocrate Barack Obama aux élections présidentielles américaines.

«Les Américains ont pris une bonne décision», a commenté Jean-Claude Juncker sur RTL Radio Lëtzebuerg. Le Premier ministre espère qu'on pourra désormais mettre un terme à l'unilatéralisme américain, un processus déjà amorcé au cours des deux dernières années, et revenir à une organisation multilatérale du monde.

Concernant les relations transatlantiques, Jean-Claude Juncker a souligné que le nouveau président américain réclamerait de son côté des engagements et des efforts supplémentaires de la part des

Européens, notamment en Afghanistan et en matière de défense européenne.

Le Premier ministre a également envoyé un message de félicitations au sénateur Obama: «Luxembourg and the United States are bound by a longstanding, deep friendship that is based on shared values and historical experience as well as immigration and trade links. Like many people all over the world at this critical time in the history of humankind, the people of Luxembourg are looking towards the United States for leadership and cooperation when it comes to facing challenges such as climate change, sustainable development, the fight against poverty and disease, the reform of the global financial system, the establishment of a socially and environmentally conscious worldwide trading regime, or the promotion of peace in those areas of our world that are afflicted by the scourges of war and terrorism.

All of these challenges can only be effectively addressed if the European Union and the United States work closely together. I am convinced that your historical election will give a substantial boost to the transatlantic relationship and I am looking forward to working with you and meeting you soon.»

«Ce vote exprime un profond désir de changement», a dit de son côté Jean Asselborn sur les ondes de Radio 100,7. «Ce qui s'est passé aux États-Unis est non seulement important pour l'Amérique, mais aussi pour l'Union européenne. Mais cela ne signifie pas que les

choses seront désormais plus faciles. On nous demandera de nous engager plus activement en Afghanistan et au Proche-Orient, j'en suis persuadé», a-t-il ajouté.

CLASSES MOYENNES

Présentation d'un bilan intermédiaire de la politique de simplification administrative en faveur des entreprises

6 novembre 2008

En date du 6 novembre 2008, le ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, Fernand Boden, a présenté un bilan intermédiaire de la politique de simplification administrative en faveur des entreprises.

À la même occasion, il a présenté la nouvelle présidente du Comité national pour la simplification administrative en faveur des entreprises (CNSAE), Christiane Mangen, qui a pris la relève de Marc Hostert.

«Le but du CNSAE est de systématiser et de structurer les procédures administratives entre les entreprises et les administrations et d'en éliminer les obstacles», a expliqué Fernand Boden.

Le ministre est ensuite revenu sur le rapport *Entfesselungsplang fir Betriber* publié en 2007. Parmi les 76 actions décrites dans ce rapport, Fernand Boden a signalé que 50 actions étaient déjà accomplies et 17 étaient encore en voie de réalisation. Il a rappelé ensuite

que trois conditions devaient être remplies pour pouvoir réussir le processus de la simplification administrative:

- l'identifiant unique, qui permet une identification de chaque entreprise et de chaque individu, tout en respectant la protection des données;
- la simplification et la réorganisation de l'échange des données entre les administrations et les entreprises;
- la signature et la certification électronique.

Fernand Boden a répété les cinq principes généraux de la simplification administrative en faveur des entreprises, retenus par le Conseil de gouvernement du 31 octobre 2007:

1. Le principe «Think small first», permettant de vérifier pour chaque nouvelle proposition législative ou réglementaire s'il s'avère nécessaire de prévoir des exemptions suivant la taille de l'entreprise et/ou son secteur d'activité au lieu de faire appliquer horizontalement une nouvelle norme législative sans pour autant cibler spécifiquement cette norme.
2. Retenir la définition du terme de «charge administrative» dans le contexte luxembourgeois, conformément à la recommandation de la Commission européenne. Ainsi, la charge administrative serait définie comme le coût imposé à une entreprise (perte de temps, taxes, cotisations, etc.), lorsque

celle-ci satisfait aux obligations d'informations émanant de nouvelles mesures législatives, c.-à-d. le devoir d'élaborer une information et de la mettre à la disposition d'une autorité publique.

3. Soutenir la codification et la refonte du droit: ces procédures sont censées améliorer la lisibilité des textes légaux et les rendre plus compréhensibles pour les administrés.
4. Transposer les directives selon le principe «la directive, rien que la directive» et justifier toute dérogation à ce principe dans l'exposé des motifs des projets de transposition.
5. Analyser l'opportunité de supprimer ou de simplifier des régimes d'autorisation et de déclaration existants.

Pour ce qui est du Comité de coordination simplification (CCS), Fernand Boden a expliqué que cet organe analysait régulièrement les fiches d'impact et émettait des avis pour le compte du gouvernement au sujet des projets de loi et règlements grand-ducaux ayant trait aux entreprises. Depuis sa mise en place en 2006, le CCS a émis 41 avis formels.

Depuis 2007, les ministères et administrations possèdent des correspondants à la simplification administrative en faveur des entreprises, qui ont pour mission de coordonner les travaux du CNSAE et des commissions ad hoc au sein de leurs ministères ou administrations respectifs.

La présidente du CNSAE, Christiane Mangen, a présenté de son côté plusieurs exemples de mesures de simplification administrative, dont l'utilisation de l'eTVA et de l'e-vignette.

COMMUNICATIONS

Lancement du guichet unique virtuel du gouvernement, www.guichet.lu

17 novembre 2008

Dans le cadre du développement généralisé des transactions électroniques et pour mieux répondre aux attentes des usagers, le gouvernement luxembourgeois – représenté par le ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Claude Wiseler, et le ministre de l'Économie et du Commerce

extérieur, Jeannot Krecké – a lancé le 17 novembre 2008 le nouveau portail Internet www.guichet.lu, qui vient enrichir l'offre de services via Internet.

Le guichet virtuel n'a pas pour vocation de se substituer aux traditionnels guichets physiques, mais il est destiné à diversifier l'accès aux services publics dans un esprit de modernisation et de réforme de l'administration, l'enjeu étant d'améliorer la valeur et la qualité des prestations et de faciliter les démarches aux citoyens.

La création du guichet virtuel découle d'un concept global et cohérent, qui vise une intégration évolutive des différentes formalités administratives dans un portail Internet centralisant l'ensemble des procédures, formulaires et informations mis à disposition par l'État au sens large.



Claude Wiseler et Jeannot Krecké lors du lancement du Guichet unique virtuel du gouvernement (© SIP)

Lors du lancement, le ministre Wiseler a souligné que «le Guichet unique constitue un service complémentaire aux bureaux d'assistance au citoyen visant à faciliter les contacts du citoyen avec l'administration». Le Guichet unique étant «disponible 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, offre la possibilité au citoyen d'effectuer une grande partie des démarches administratives de façon aisée et transparente». Si, aujourd'hui, 195 démarches peuvent être réalisées à travers www.guichet.lu, il s'agit d'un site évolutif constamment mis à jour afin de répondre au mieux aux besoins du citoyen.

Le ministre Krecké s'est félicité, de son côté, de la coopération exemplaire entre les secteurs public et privé dans le cadre de la mise en place de la signature électronique, qui constitue «une étape décisive en ce qui concerne la simplification administrative tant pour les citoyens que pour les entreprises et aide ainsi à rendre notre pays plus compétitif».

Le Guichet unique comprend un guide administratif sur un grand nombre de situations identifiées, regroupées par grands thèmes tels que l'emploi, la famille, l'enseignement, le logement, la citoyenneté ou encore le transport.

Chaque thématique fait l'objet de fiches d'information qui décrivent le contexte et expliquent l'ensemble des démarches administratives y rattachées.

Au-delà du volet informationnel, www.guichet.lu est une plate-forme interactive qui permet aux citoyens

d'accomplir leurs formalités administratives en ligne, en toute simplicité et transparence.

Le portail a également vocation d'accompagner l'utilisateur tout au long de ses démarches grâce à des assistants de service qui font office de conseillers en ligne. Les assistants de service sont accessibles aux usagers munis d'un certificat d'authentification (Smartcard, Signing Stick, Token ou via SMS) de la société LuxTrust (www.luxtrust.lu).

Les certificats LuxTrust garantissent, en effet, des échanges d'information hautement sécurisés, non répudiables, ainsi que le respect de la confidentialité des données personnelles grâce à un système d'authentification et à la signature électronique.

Le lancement du portail vient consacrer le travail sur la dématérialisation des échanges de l'État avec les citoyens, accompli sous la responsabilité du ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative, en étroite collaboration avec les différents ministères. Grâce à l'implication de tous les acteurs concernés, l'administration a franchi un pas important vers la mise en œuvre de relations plus rapides, plus simples et plus économiques avec les usagers.

Conçu pour être évolutif, www.guichet.lu s'enrichira régulièrement de nouvelles démarches, telle que la déclaration d'impôts qui sera prochainement mise en ligne. À terme, le contenu du portail entreprises y sera également intégré.

Migration commune des plateformes e-Banking de quatre banques vers les solutions d'authentification et de signature de LuxTrust

Parallèlement au Guichet, quatre banques (BCEE, Dexia, EPT et Fortis) ont adopté le système d'authentification de LuxTrust pour renforcer la sécurité de leurs solutions respectives d'Internet Banking. Les clients de ces banques seront progressivement contactés via leur solution d'Internet Banking et invités à se procurer un certificat numérique pour leur permettre à terme de gérer leurs comptes en ligne.

Grâce à une étroite collaboration entre partenaires publics et certains établissements financiers, un seul et même certificat LuxTrust permettra d'accéder à une multitude de services en ligne et fera office de signature électronique.

Pose du 200^e kilomètre de fibre optique

18 novembre 2008

Le ministre des Communications, Jean-Louis Schiltz, et le ministre des Transports, Lucien Lux, ont assisté dans la nuit du 18 au 19 novembre 2008 à la pose du 200^e kilomètre de câble à fibre optique dans le cadre du déploiement par LuxConnect de son réseau national et international de communication à très haut débit.

Cette visite nocturne sur le chantier s'est effectuée en présence du



Pose du 200^e kilomètre de fibre optique par Jean-Louis Schiltz et Lucien Lux
(© SIP/Charles Caratini)

directeur général de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois (CFL), Alex Kremer, et du directeur de LuxConnect, Édouard Mangen. L'heure inhabituelle de la visite est due à l'emplacement du chantier le long du réseau ferré national: afin de déranger le moins possible la circulation des trains, la pose des câbles à fibre optique a lieu la nuit.

À propos de LuxConnect

LuxConnect a été créée par l'État en réponse aux demandes d'acteurs nationaux et internationaux du secteur des communications électroniques qui, pour leur déploiement, sont dépendants de capacités ultra-performantes et hautement sécurisées au niveau des infrastructures d'hébergement et de connectivité nationale et internationale. En répondant à ces

sollicitations par le déploiement d'un réseau national et international de fibres optiques et la mise en valeur d'un centre de données, LuxConnect se situe dans la ligne droite des mesures de politique économique générale du gouvernement, poursuivant en cela le double objectif de l'intérêt des consommateurs finaux et de la diversification économique du Luxembourg dans des secteurs innovants et à haute valeur ajoutée.

Dans ce contexte, LuxConnect a pu, grâce à l'attitude proactive des CFL, déployer en moins de six mois quelque 200 kilomètres de câble de fibre optique – véritable TGV des communications – le long des axes de voies ferrées principales et a engagé la construction d'un centre innovateur de données du pays.

COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT/ ACTION HUMANITAIRE

Édition 2008 des Assises de la coopération luxembourgeoise

10 septembre 2008

En date du 10 septembre 2008, le ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, Jean-Louis Schiltz, a donné une conférence de presse pour faire le point, d'une part, sur les travaux des assises 2008 de la coopération luxembourgeoise et, d'autre part, sur les enseignements que l'on peut tirer de la revue des pairs de la coopération luxembourgeoise par le Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OCDE).

Dans ce contexte, le ministre Schiltz avait invité le président du CAD de l'OCDE, Eckhard Deutscher, à assister à la conférence de presse.

Les assises 2008

Comme l'a rappelé le ministre Schiltz, les Assises de la coopération luxembourgeoise réunissent chaque année des députés, les membres de la commission des Affaires étrangères, les responsables de la Direction de la coopération, ceux des bureaux de la coopération luxembourgeoise dans les pays en développement, de même que les responsables de l'agence d'exécution Lux-Development, avec les représen-

tants des pays partenaires et les quelque 80 ONG de développement luxembourgeoises.

Pour l'édition 2008, les responsables des communes luxembourgeoises étaient aussi invités à assister aux assises, ce qui a constitué une occasion privilégiée de discussion et d'échange entre les multiples acteurs de la coopération luxembourgeoise.

Pour cette édition, les réunions de travail ont permis aux différents intervenants de partager leurs vues sur des sujets tels que le changement climatique et son impact sur le développement ou encore la sécurité et la souveraineté alimentaires, tout comme d'aborder des questions institutionnelles concernant en particulier la loi du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement, l'implication des acteurs locaux et le rôle des ONG.

Revue des pairs

Invité d'honneur des assises 2008, Eckhard Deutscher a présenté les principales conclusions de la revue des pairs de la coopération luxembourgeoise. Il a tenu à féliciter le Luxembourg pour la générosité de son programme d'aide et pour les progrès en matière d'efficacité accomplis depuis le précédent examen du CAD. Il n'a pas manqué de rappeler par la même occasion qu'un certain nombre de défis seraient à relever dans les mois et années à venir.

Le ministre Schiltz et le président du CAD ont également commenté les résultats du récent forum d'Accra sur l'efficacité de l'aide, auquel ils ont tous deux participé

début septembre. Pour Jean-Louis Schiltz, grâce à l'intervention coordonnée de l'Union européenne, qui a démenti sa réputation de géant timide, le texte adopté à Accra – même s'il aurait pu être plus ambitieux encore – consolide les acquis de la déclaration de Paris et contient des engagements supplémentaires pour accélérer sa mise en œuvre.

Eckhard Deutscher a, quant à lui, souligné l'engagement exceptionnel des organisations de la société civile, tant pendant les préparatifs qu'au sein même du forum d'Accra.

Signature d'une convention révisée entre Lux-Development et l'État

20 octobre 2008

Le 20 octobre 2008, le ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, Jean-Louis Schiltz, et le directeur général de Lux-Development SA, agence luxembourgeoise pour la coopération au développement, Gaston Schwartz, ont signé la convention révisée entre Lux-Development et l'État.

Lux-Development est l'agence d'exécution de la coopération luxembourgeoise, avec siège à Luxembourg et des représentations régionales dans les pays partenaires de la coopération luxembourgeoise. Elle travaille sous mandat du ministère des Affaires étrangères, notamment dans les

phases de formulation et d'exécution des projets et programmes bilatéraux de coopération.

La convention régit les relations entre l'État et l'agence, qui fête son 30^e anniversaire en 2008.

Comme l'a expliqué le ministre Schiltz, la version révisée vise à mieux tenir compte du nouveau cadre international de la coopération au développement, de la déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au Programme d'action d'Accra. En adaptant la convention entre l'État et Lux-Development, la coopération luxembourgeoise donne également suite à l'examen par les pairs du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, qui a recommandé d'«actualiser la convention [...] afin de préciser les missions, rôles et responsabilités dévolus de façon à gérer l'aide plus efficacement».

Jean-Louis Schiltz n'a pas manqué de souligner les excellentes relations entretenues avec Lux-Development, qu'il a qualifiée d'agence efficace et sérieuse, sachant combiner continuité et adaptation au contexte international.

Le ministre a clôturé son intervention par un appel à rester vigilant et à ne pas diminuer d'efforts dans la lutte contre la pauvreté en cette période de crise financière.

Le directeur général de Lux-Development, Gaston Schwartz, a quant à lui présenté la conférence-débat organisée le 20 octobre par Lux-Development à l'occasion de son 30^e anniversaire et intitulée

«Lux-Development au rendez-vous de l'efficacité dans la lutte contre la pauvreté».

Entrevue de Jean-Louis Schiltz avec les directeurs exécutifs d'Onusida, Peter Piot, et du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, Michel Kazatchkine

17 novembre 2008

Le 17 novembre 2008, à quelques jours de la Journée mondiale de lutte contre le VIH/sida, le ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, Jean-Louis Schiltz, a reçu à Luxembourg le directeur exécutif d'Onusida, le professeur Peter Piot, ainsi que le directeur exécutif du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, le professeur Michel Kazatchkine.

Les deux éminents spécialistes du VIH/sida ont exprimé leur satisfaction quant aux excellentes relations de partenariat entre le Luxembourg et leurs organisations respectives.

Michel Kazatchkine a rappelé lors d'une conférence de presse que cet organisme a été créé en 2002 pour financer la lutte contre ces trois maladies qui causent la mort de plus de 6 millions de personnes chaque année. Depuis sa création, le fonds a engagé quelque 14 milliards de dollars dans près de 140 pays, 60% des ressources étant dédiées à la lutte contre le sida. Grâce à des

investissements sans précédent, des progrès considérables ont dès lors pu être réalisés dans ce domaine. Néanmoins, selon Michel Kazatchkine, l'épidémie continue sa progression et la crise financière ne doit pas servir de prétexte pour remettre en cause les engagements de la communauté internationale.

Peter Piot s'est félicité du soutien continu du Luxembourg, qui date des débuts d'Onusida en 1997. Il a dressé l'état des lieux de l'épidémie du VIH/sida. Cette maladie toujours incurable, qui n'a encore pu être éradiquée dans aucune région du monde et qui, au contraire, progresse

dans certaines parties du globe, demeure l'un des problèmes majeurs de notre temps: première cause de mortalité en Afrique, elle constitue un frein au développement. Cependant, des résultats positifs sont aujourd'hui documentés: recul du nombre de décès, augmentation du nombre de malades ayant accès au traitement, forte baisse du coût des médicaments. Le directeur exécutif a insisté sur l'importance de la prévention, une nécessité absolue en l'absence d'un vaccin.

À l'instar de ses deux invités, le ministre Schiltz a souligné que la lutte contre le VIH/sida devait rester l'une des priorités



Jean-Louis Schiltz avec Peter Piot et Michel Kazatchkine lors du point de presse (© Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration – Direction de la coopération au développement)

de la communauté internationale. En plus des deux contributions annuelles de 2,5 millions d'euros à Onusida et au Fonds mondial de lutte contre le sida, le Luxembourg soutient également les initiatives Three Ones (1 cadre référentiel, 1 agence de coordination par pays, 1 set de critères de suivi et d'évaluation), Global Coalition on Women and Aids et Aids 2031 d'Onusida.

Le Dr Robert Hemmer, membre du comité directeur du projet Aids2031, a rappelé qu'il s'agissait d'un projet pluridisciplinaire visant à développer une stratégie globale de lutte contre le VIH/sida à l'horizon 2031, année qui marquera les 50 ans de la découverte du virus du sida.

À cet effet, l'initiative Aids2031 regroupe des spécialistes de tous les secteurs et de tous les horizons (médical, technologique, pharmaceutique, social, politique, communications, etc.) qui, dans le cadre de neuf groupes de travail, vont examiner les réactions à la pandémie par le passé et à l'heure actuelle, recueillir des vues, analyser et finalement proposer des objectifs et une stratégie pour les atteindre (p.ex. prévoir l'évolution de la pandémie, identifier les populations à risques, développer des stratégies pour intervenir, définir les rôles des différents acteurs) dans un rapport final intitulé *Aids 2031: an agenda for the future* attendu en 2009.

Jean-Louis Schiltz à la conférence de Doha sur le financement du développement

1^{er} décembre 2008

Jean-Louis Schiltz, ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, a participé à la conférence internationale de suivi au consensus de Monterrey (2002) sur le financement du développement, réunion qui s'est tenue du 29 novembre au 2 décembre 2008 à Doha (Qatar).

Sur arrière-fond de crise financière et économique internationale, les États membres de l'ONU ont confirmé, voire renforcé, à Doha les importants engagements que les États industrialisés avaient pris pour le financement du développement et que les pays en développement avaient pris en termes de bonne gouvernance, de transparence et de démocratisation, à Monterrey en mars 2002.

Le document final de la conférence de Doha reprend la structure du consensus de Monterrey:

- mobilisation des ressources nationales, y compris les questions relatives à la base fiscale et à la coopération internationale en matière fiscale;
- investissement privé direct;
- commerce international;
- aide au développement;
- questions systémiques, notamment sur l'architecture internationale de l'aide.

L'Union européenne, le Groupe des 77 (pays en développement) plus la Chine, les États-Unis et le Japon ont été les acteurs les plus actifs dans les négociations qui ont mené au document final de la conférence de Doha.

La délégation luxembourgeoise, dirigée par le ministre Schiltz, a activement participé au travail de coordination des positions européennes que la Présidence française de l'UE a fait valoir et défendues dans les négociations générales. À cet égard, la confirmation des engagements pris par l'UE et ses États membres en 2005 sur l'aide publique au développement (une APD de 0,56% du PNB en 2010 et de 0,70% en 2015), sous Présidence luxembourgeoise, a été un signal fort en direction des pays en développement.

Le résultat positif de la conférence de Doha est d'autant plus important qu'il devrait dissiper les craintes des pays en développement de voir baisser les efforts de la communauté internationale pour le développement en raison des lourdes contraintes que la crise économique et financière impose à tous les États et à toutes les économies. Ce signal donné par la conférence de Doha est essentiel pour pouvoir continuer à travailler à la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement en 2015.

Le document final de Doha prévoit un processus de suivi inclusif, sous forme d'une conférence au plus haut niveau, dont les modalités seront arrêtées au cours du premier trimestre 2009.

En marge des négociations, le Groupe des conseillers des Nations unies sur les secteurs financiers inclusifs, présidé par le Luxembourg depuis novembre 2007 et œuvrant pour un accès plus large des plus pauvres aux services financiers dont ils ont besoin, a remis le 29 novembre 2008 ses recommandations à l'attention des gouvernements, des régulateurs, des partenaires du développement et du secteur privé, au secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon.

CULTURE ET LANGUES

Inauguration du pavillon luxembourgeois à la 11^e édition de la Biennale d'architecture de Venise par Octavie Modert

13 septembre 2008

À l'occasion de la 11^e édition de la Biennale d'architecture de Venise, la secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, Octavie Modert, a inauguré le pavillon luxembourgeois en présence de représentants du monde de l'architecture et des arts présents à la Biennale ou venus spécialement du Luxembourg. C'est la troisième fois que le Luxembourg participe avec un pavillon à cet important rendez-vous de la Biennale d'architecture de Venise.

Lors de son discours inaugural, la secrétaire d'État s'est félicitée de la présence dorénavant régulière

du Grand-Duché à la Biennale, en mettant en exergue la visibilité internationale que celle-ci offrait aux architectes luxembourgeois. À ce propos, Octavie Modert a souligné que le ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a signé une nouvelle convention garantissant la présence du pavillon luxembourgeois à la Ca' del Duca pour les dix prochaines années. Elle a tenu à rendre hommage aux propriétaires de la Ca' del Duca, la famille Le Gallais, qui continue à entretenir des liens forts avec le Luxembourg.

Pour mettre en œuvre la participation du Grand-Duché à la Biennale d'architecture 2008, la secrétaire d'État avait nommé en octobre 2007 l'architecte Christian Bauer comme commissaire du pavillon. Le président de la Fondation de l'architecture et de l'ingénierie a choisi les

architectes Tatiana Fabeck et Bohdan Paczowski pour le seconder dans sa tâche.

Comme au cours des participations antérieures, les curateurs ont décidé de ne pas mettre en avant un architecte ou un bâtiment en particulier, mais ils se sont intéressés au rôle de l'architecture dans notre société. Ils ont posé un regard critique sur l'architecture, les architectes et l'environnement bâti en général.

Tout d'abord, quatre questions pertinentes ont été identifiées:

- Architecture: objet, logo et spectacle?
- Vers un copier-coller global?
- Qui va corriger l'environnement bâti?
- LU – LX – XL?



Octavie Modert lors de l'inauguration du pavillon luxembourgeois à la 11^e édition de la Biennale d'architecture de Venise (© Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche)

Onze personnalités européennes du monde de l'art et de l'architecture ont été invitées à donner leurs points de vue sur ces questions. D'où l'intitulé de l'exposition luxembourgeoise: «Points of view, 4 questions, 44 answers».

La secrétaire d'État a salué cette exposition qui ose être critique, l'analyse et le questionnement de l'architecture étant primordiaux pour améliorer constamment la qualité de l'environnement bâti. L'architecture doit être consciente du rôle essentiel qu'elle a à jouer et qu'elle ne doit pas négliger, au-delà de ses rôles technique, fonctionnel et esthétique, pour prendre en compte les facteurs sociétal et sociologique: elle peut en effet largement contribuer à influencer non seulement les modes de vie, mais surtout les conditions de vie des concitoyens, et ce, particulièrement dans un environnement urbain. La remise en question continue est donc nécessaire et c'est par son ambition anticipatrice que le pavillon luxembourgeois constitue un geste audacieux et réussi.

La secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, accompagnée de représentants de la Fondation de l'architecture et de l'ingénierie, s'est ensuite rendue aux Giardini pour y visiter les pavillons nationaux, dont entre autres ceux de la France, de l'Angleterre, du Japon, de la Pologne et du Danemark qui constituent des contributions particulièrement intéressantes au thème choisi par la 11^e édition de la Biennale d'architecture de Venise.

Octavie Modert présente les mesures du gouvernement en faveur de la langue luxembourgeoise

7 octobre 2008

En date du 7 octobre 2008, la secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, Octavie Modert, a présenté les mesures mises en œuvre par le gouvernement en faveur de la langue luxembourgeoise.

«L'usage de l'écrit de la langue luxembourgeoise est relativement récent», a noté tout d'abord Octavie Modert. «Le premier ouvrage a été publié vers 1820, mais en un siècle et demi, la langue luxembourgeoise s'est développée en une langue nationale à part entière. Nous espérons que les projets d'inscription de la langue luxembourgeoise dans la Constitution aboutiront sous peu», a-t-elle ajouté.

Afin de soutenir le développement et la consolidation de la langue luxembourgeoise, le gouvernement s'est doté d'un certain nombre d'instruments que la secrétaire d'État a présentés par la suite.

Le Centre national de littérature (CNL)

Le CNL est un centre de recherche documentaire pour la littérature luxembourgeoise, qui est devenu, avec ses nombreuses possibilités de rencontre, un véritable centre d'animation socioculturelle autour du livre et de la lecture, a expliqué la secrétaire d'État.

Le centre recherche et recueille des témoignages (manuscrits, imprimés, documents iconographiques) de la littérature luxembourgeoise depuis 1815 ainsi que des documents se rapportant à l'histoire et à l'influence de cette littérature, les conserve et les met en valeur pour les scientifiques et le grand public. La mission du CNL est donc d'éviter la dispersion et la perte de la «*Luxemburgensia*» et d'en permettre l'exploitation scientifique.

Octavie Modert est également revenue sur l'agrandissement du CNL, dont la nouvelle annexe sera inaugurée début 2009.

Le Conseil permanent de la langue luxembourgeoise (CPLL)

Le CPLL a été fondé en 1998 et a reçu une base légale en 2004. Il se compose de 11 experts linguistiques et de représentants d'institutions ayant un rapport avec la langue luxembourgeoise, comme le ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, l'Université du Luxembourg ou le Centre de langues.

Parmi ses attributions figurent l'étude, la description et la promotion de la langue luxembourgeoise. En outre, il émet des avis sur tous les sujets en rapport avec la langue luxembourgeoise.

Le CPLL possède deux groupes de travail. Il y a le groupe de l'orthographe, qui s'occupe de la mise à jour et de la rédaction de textes coordonnés sur les règles orthographiques de la langue luxembourgeoise. Ce groupe est également en train d'élaborer une transcription

phonétique de la langue luxembourgeoise et a dressé une liste de tous les problèmes orthographiques rencontrés au fil des années. Le nouveau groupe de grammaire, qui sera mis en place dès l'année 2009, aura des attributions semblables dans le domaine de la grammaire de la langue luxembourgeoise.

Le Lëtzebuenger Online Dictionnaire

Le site www.lod.lu (Lëtzebuenger Online Dictionnaire), en ligne depuis février 2007, est un dictionnaire plurilingue qui répertorie les mots de la langue luxembourgeoise avec leur traduction en allemand, anglais, français et portugais. Chaque terme est accompagné d'exemples en luxembourgeois qui en illustrent l'usage. Des informations grammaticales pertinentes ainsi que des synonymes complètent les informations sémantiques et lexicales. Il est en outre possible de consulter un tableau de conjugaison pour chaque verbe et un tableau de déclinaison pour chaque adjectif.

En fonction des compétences linguistiques et des besoins de l'utilisateur, le dictionnaire peut être employé pour saisir le sens d'un mot luxembourgeois ou comme outil de traduction. Actuellement, le moteur de recherche permet de consulter les mots qui commencent par les lettres de A à F.

Dans ce contexte, Octavie Modert a souligné que la Bibliothèque nationale possédait une collection de 150 000 titres en langue luxembourgeoise dans la rubrique «*Luxemburgensia*» et que le

ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche avait investi en 2008 la somme de 1 282 582 euros pour le CNL, le CPLL et le Lëtzebuenger Online Dictionnaire.

Université du Luxembourg

L'Université du Luxembourg a retenu les études luxembourgeoises parmi ses priorités de recherche dans son plan quadriennal. Ces études englobent des réflexions non seulement sur la langue et la littérature luxembourgeoise, mais aussi sur l'identité, l'histoire, la migration, l'aménagement du territoire, la géographie et les sciences politiques au Luxembourg.

La secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche a annoncé que l'Université du Luxembourg créerait dès janvier 2009 une chaire professorale de linguistique et de littérature luxembourgeoises. Cette chaire sera occupée par Germaine Goetzinger. «Il est important d'élever la langue luxembourgeoise au niveau universitaire et de lui donner un fond académique pour la mettre sur un pied d'égalité avec d'autres langues», a souligné Octavie Modert.

Ainsi, des *masters* en langue et littérature luxembourgeoises seront créés. Dans le cadre d'une formation continue, l'Université du Luxembourg offre aussi une formation en langue et culture luxembourgeoises, qui vise à former des enseignants pour les cours de luxembourgeois destinés aux adultes.

Octavie Modert participe au 12^e Sommet de la francophonie

17-19 octobre 2008

La secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, Octavie Modert, responsable de la francophonie, a participé au 12^e sommet des chefs d'État ou de gouvernement ayant le français en partage, sommet qui s'est tenu du 17 au 19 octobre 2008 à Québec.

Le sommet, qui a coïncidé avec le 400^e anniversaire de la ville de Québec, a été présidé conjointement par le Canada et le Québec, et la secrétaire d'État a félicité les deux gouvernements d'avoir proposé un «sommet d'un type nouveau». En effet, la rencontre des chefs d'État, de gouvernement et de délégation était centrée autour de quatre enjeux abordés dans le cadre de séances thématiques et reprises dans la déclaration de Québec adoptée par les 55 États membres:

- démocratie et État de droit;
- gouvernance économique;
- environnement;
- enjeu de la langue française.

Les débats étaient dominés par le sujet de la crise économique mondiale et le problème de la crise alimentaire. «Face à la crise financière et aux menaces d'une récession économique planétaire, nous devons encore resserrer la solidarité économique, la coopération et le partenariat entre nos

pays. La crise actuelle ne doit pas obnubiler l'obligation de solidarité entre nos pays. [...] La coopération n'aura d'effet durable que si elle aboutit au décollage économique», a souligné la secrétaire d'État Octavie Modert, estimant que la francophonie constituait un des meilleurs forums Nord-Sud.

La secrétaire d'État a constaté que la crise économique avait failli faire oublier à l'opinion publique la crise alimentaire qui frappe les pays et les individus les plus démunis et compromet leur avenir ainsi que celui des générations futures. Elle a renvoyé à l'importance de l'agriculture et de la production de vivres en observant qu'il ne faut plus continuer à marginaliser le rôle social de l'agriculture et sa fonction vivrière si essentielle. «C'est cette fonction vivrière qui doit être au centre de nos préoccupations, afin que chaque pays puisse avoir les moyens de la subsistance de sa population.»

Parmi les résolutions adoptées au Sommet de la francophonie, celle sur l'enjeu de la langue française relève certainement d'une importance toute particulière car, comme l'a dit la secrétaire d'État, «elle reste le fondement de l'édifice francophone en même temps que le lien qui unit tous les pays membres». Rappelons que le Luxembourg est particulièrement impliqué dans le programme de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), qui vise à renforcer les capacités de travail et de négociation en français des diplomates, fonctionnaires et journalistes des États membres de l'Union européenne – au total, 25 000 personnes ont été formées sous ce programme pendant les deux dernières années.

La délégation du Luxembourg au Sommet de la francophonie comprenait un délégué membre de la Conférence générale de la jeunesse du Luxembourg (CGJL).

Les jeunes francophones, réunis en amont dans le cadre du Forum sur la participation citoyenne des jeunes en francophonie sous le titre «Pour la pérennité de nos idéaux», ont lancé un appel aux participants du sommet en faveur d'une réelle implication des jeunes dans les processus de décision et d'un appui des échanges entre jeunes francophones. La secrétaire d'État a, pour sa part, proposé une intégration plus systématique de représentants des jeunes francophones aux réunions du Sommet de la francophonie et a rappelé que le Luxembourg avait largement soutenu, lors du sommet de Moncton en 1999, la création du Parlement francophone des jeunes, interface idoine qui mériterait d'être davantage prise en compte dans une optique participative.

Le 12^e Sommet de la francophonie a donc réellement fait preuve d'une dynamique nouvelle, aussi bien au niveau de la forme que du fond, soulignant le rôle croissant que joue l'OIF, rôle salué également de plus en plus par d'autres enceintes internationales, comme par exemple les Nations unies. Le secrétaire général Ban Ki-moon a assisté pour la première fois au Sommet de la francophonie, tout comme à nouveau le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso.



Octavie Modert lors du Sommet de la francophonie (© OIF)

Citoyenneté d'honneur de la ville de Sibiu décernée à la secrétaire d'État Octavie Modert

7-8 décembre 2008

Octavie Modert, secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, s'est rendue les 7 et 8 décembre 2008 à Sibiu, qui a été, avec Luxembourg et Grande Région, capitale européenne de la culture en 2007.

Cette visite s'est effectuée dans le cadre de la remise du diplôme de citoyenneté d'honneur de la ville de Sibiu/Hermannstadt par le maire Klaus Werner Johannis à Octavie Modert et à Guy Dockendorf. Dans ses remerciements (📄 page 231), la secrétaire d'État a rappelé



Le maire de Sibiu, Klaus Werner Johannis, et la secrétaire d'État Octavie Modert (© Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche)

que pendant l'année culturelle, Sibiu et Luxembourg ont réalisé ensemble 48 projets qui ont mené à 90 manifestations culturelles au Luxembourg et en Roumanie.

«Au-delà des statistiques qui finalement ne sont que des chiffres, il faut relever qu'au-delà de ces projets, nous avons pu rencontrer des jeunes et des moins jeunes, de chez vous et de chez nous, qui se sont engagés, corps et âme, dans cette aventure. Au-delà des projets eux-mêmes, nous avons pu découvrir des personnes humaines, avec leurs joies et avec leurs tristesses, avec leurs espoirs et avec leurs craintes. [Nous avons] pu apprécier chez vos jeunes, mais aussi chez les acteurs culturels et toutes les personnes rencontrées ici, cette curiosité de l'Europe, ce désir d'Europe que nous, dans nos habitudes de "vieux" Européens, avons peut-être un peu perdue.»

«Nie hat es eine europäische Kulturhauptstadt gegeben, wo der europäische Gedanke so sehr im Vordergrund gestanden hat!»

En présence de nombreux invités, et notamment du directeur du Théâtre municipal de la Ville d'Esch-sur-Alzette, Charles Muller, qui prépare actuellement à Sibiu la mise en scène avec des acteurs roumains de *Fin de partie*, de Samuel Beckett, au Théâtre national Radu Stanca avec le directeur Constantin Chiriac, Octavie Modert a dit sa volonté de continuer «à développer des projets culturels et touristiques communs, à la Casa Luxembourg et à d'autres endroits ici à Sibiu et alentours, voire à Luxembourg»,

pour pérenniser et faire durer les expériences acquises et les collaborations réalisées en 2007 sous le signe de la double capitale européenne de la culture.

Elle a terminé en remerciant les autorités de la ville en ces termes: «Danke für die außergewöhnliche Ehre, die uns Luxemburgern heute zuteil wird – denn ich nehme die Ehrenbürgerschaft an, nicht für mich, sondern im Namen der vielen Köpfe und Hände, die unser gemeinsames Kulturhauptstadtjahr gestaltet und gelebt haben, auch im Namen des Teams Luxemburg 2007.»

ÉCONOMIE

Le ministre de l'Économie, Jeannot Krecké, présente le Bilan compétitivité 2008

8 octobre 2008

Le ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, Jeannot Krecké, a présenté en date du 8 octobre 2008 le Bilan compétitivité 2008: *Plus de compétitivité pour plus de pouvoir d'achat.*

Selon le ministre, ce bilan plaide en faveur de certaines réformes qui permettront de donner des bases solides à l'économie luxembourgeoise. «Le Bilan compétitivité joue un rôle important pour la détermination des politiques économiques à long terme», a-t-il dit.

Le Bilan compétitivité 2008 établit que la position globale du Luxembourg s'est détériorée. Parmi les

27 États membres, le Luxembourg se positionne à la 9^e place en 2007 et perd ainsi trois positions par rapport à 2006. Le tableau de bord compétitivité se base sur 86 indicateurs, retenus par le professeur Fontagné avec les partenaires sociaux. Pour expliquer cette perte de compétitivité, il est nécessaire de faire des analyses au niveau des catégories ainsi qu'au niveau des indicateurs de base du tableau de bord compétitivité. On observe que cette perte de compétitivité globale s'explique notamment par les mauvaises performances du Luxembourg en matière d'emploi (17^e), de fonctionnement des marchés (18^e), d'entrepreneuriat (18^e) et d'environnement (20^e).

Le choc des prix pétroliers et alimentaires relance le débat sur la compétitivité coût et le différentiel d'inflation entre le Grand-Duché et les pays voisins. Dans son avis spécial, le professeur Lionel Fontagné constate que la compétitivité-coût et la compétitivité-prix se sont détériorées au Luxembourg. Il soutient les dispositions temporaires adoptées par le Comité de coordination tripartite (avril 2006) en matière d'indexation automatique des salaires, qui ont permis d'éviter les effets de second tour au Luxembourg.

Le bilan 2008 est intitulé *Plus de compétitivité pour plus de pouvoir d'achat*. Il s'avère en effet primordial de rappeler l'origine structurelle et durable de la croissance et de l'emploi, et donc des revenus. La focalisation sur l'inflation – «l'indexomania» – ne rend pas justice au problème de pouvoir d'achat ressenti par la population. Selon les dernières prévisions

disponibles du Statec, le pouvoir d'achat par tête au Luxembourg devrait continuer à progresser à l'avenir grâce aux mesures fiscales et sociales et au plan «anti-inflation excessive» du gouvernement.

Le pouvoir d'achat ne peut être assuré à long terme que si la productivité structurelle progresse fortement et durablement. La stratégie de Lisbonne, à travers la recherche-développement (R & D), l'innovation et la construction d'une économie de la connaissance, a un effet positif sur la productivité. Selon une étude réalisée par la cellule de recherche CRP-HT/Statec/Observatoire de la compétitivité, il apparaît clairement que les efforts d'innovation, qui ont un impact positif sur la production d'innovation, contribuent à l'amélioration de la productivité de l'entreprise. Cependant, cet impact semble se diluer lorsque les plus gros investisseurs ou les entreprises du secteur financier sont exclus de l'échantillon considéré. Ceci justifie pleinement la politique d'encouragement de la R & D mise en œuvre par les autorités luxembourgeoises dans le cadre de la stratégie de Lisbonne.

Une deuxième étude analyse la tendance de la productivité globale des facteurs qui est en augmentation sur l'ensemble de la période 1995-2006. Ceci est synonyme d'avancées technologiques. En observant l'évolution de la productivité totale des facteurs au niveau de six branches, nous constatons des dynamiques sectorielles divergentes. En effet, les branches «activités financières et services aux entreprises», «industrie y compris énergie» et «construction»

voient leur productivité totale des facteurs augmenter. À l'inverse, les branches «commerce, transports et communication», «autres activités de services» et «agriculture, chasse et pêche» voient leur productivité totale des facteurs plutôt diminuer.

Finalement, les professeurs Fontagné et Marcellino ont élaboré, pour le compte de l'Observatoire de la compétitivité, un modèle économétrique spécial (DGSE), qui permet de simuler les effets des réformes entreprises dans le cadre de la stratégie de Lisbonne. Une hausse de l'efficacité de l'utilisation des ressources productives au sein de l'économie, modélisée à travers l'indicateur de productivité globale des facteurs, implique une augmentation de même importance du produit intérieur brut (PIB) du Luxembourg. Le rendement du capital augmente initialement dans les mêmes proportions, suscitant un investissement supplémentaire. Les salaires des résidents, tout comme ceux des travailleurs frontaliers, augmentent au même rythme que le PIB, et ceci à court terme comme à moyen ou à long terme. Cette distribution intégrale des gains d'efficacité en rémunération laisse le coût du travail inchangé et neutralise tout effet néfaste sur l'emploi. Les profits augmentent aussi au rythme du PIB à court terme, et très légèrement à long terme. Au final, les profits étant distribués, le revenu disponible augmente au rythme du PIB. Ces résultats attestent de l'importance des politiques structurelles qu'il importe de poursuivre, malgré les turbulences financières et l'affaiblissement de la conjoncture.

ÉDUCATION NATIONALE

Wëssen – kënnen – wëllen: Mady Delvaux-Stehres présente les priorités de l'année scolaire 2008/2009

11 septembre 2008

Wëssen – kënnen – wëllen: c'est sous le signe de ces trois piliers clés de la réussite scolaire que sera placée l'année scolaire 2008/2009.

Lors de la traditionnelle conférence de la rentrée, qui a eu lieu le 11 septembre 2008 au Lycée Josy Barthel à Mamer, Mady Delvaux-Stehres, ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, a fait le point sur les travaux en cours et a présenté les priorités pour l'année scolaire à venir.

Les connaissances (*wëssen*), l'application des connaissances (*kënnen*) et la motivation (*wëllen*) forment le bagage indissociable dont tous les jeunes ont besoin pour leur réussite scolaire, sociale et professionnelle. Amener chaque élève à les développer au maximum est l'idée-force commune sur laquelle reposent les projets de réforme et actions engagés depuis 2004.

L'année 2008/2009 verra la consolidation et l'approfondissement des projets en cours. Il s'agit notamment de ceux liés aux champs d'action prioritaires que sont l'approche par compétences et l'évaluation.

«Le système éducatif luxembourgeois est très performant dans la transmission des connaissances», a affirmé Mady Delvaux-Stehres. «Avec l'introduction de l'approche par compétences, notre école se tourne vers des méthodes d'enseignement qui, au-delà de l'acquisition des connaissances, accordent une plus grande importance à la capacité des élèves d'appliquer concrètement ce qu'ils ont appris, à l'école comme dans la vie.» Par ailleurs, s'il est vrai que pour réussir, l'élève doit faire preuve de volonté et faire des efforts, l'école doit également stimuler le plaisir d'apprendre.

Les travaux de définition des socles de compétences ont bien avancé

dans tous les ordres d'enseignement. À partir de cette rentrée 2008/2009, les premières écoles primaires et classes de l'enseignement postprimaire commencent à travailler concrètement sur la base des socles définis et de programmes adaptés.

La mise en place d'un enseignement fondé sur les compétences amène également l'école luxembourgeoise à repenser ses modes d'évaluation. En effet, le système traditionnel des notes et des moyennes permet de mesurer les acquis scolaires à un moment précis, mais il ne documente pas suffisamment les progrès de l'élève réalisés au cours de l'année. Par exemple, un élève qui a une note



Mady Delvaux-Stehres et Jean Wagner lors de la présentation de la rentrée scolaire 2008/2009 (© SIP)

de 50 points au 1^{er} trimestre, 30 points au 2^e et 10 points au 3^e trimestre aura exactement la même moyenne annuelle qu'un élève qui n'a que 10 points au 1^{er} trimestre, mais qui porte sa note à 30 points au 2^e et à 50 points au 3^e trimestre.

«C'est pourquoi il m'importe que la notation traditionnelle ne soit plus la seule à être utilisée dans nos écoles», a insisté Mady Delvaux-Stehres. «D'autres modes d'évaluation qui montrent la progression de l'élève et qui valorisent ses réussites doivent être promus.»

La ministre est cependant loin de vouloir chambarder le système d'évaluation actuel. «Les notes présentent l'avantage d'être un repère pour tous, les élèves, les parents et les enseignants. Plutôt que de les abandonner du jour au lendemain, il s'agit d'introduire progressivement les innovations qui sont validées par l'expérience.»

Introduction de l'approche par compétences, réformes de l'enseignement fondamental et de la formation professionnelle, mise en œuvre du Plan d'action langues: l'avancement des travaux dans tous ces projets est le résultat des efforts communs déployés par l'ensemble des partenaires scolaires. La diminution du taux de décrochage, de l'ordre de 45% par rapport à 2003/2004, confirme par ailleurs que les efforts de l'Éducation nationale contre l'échec scolaire portent leurs fruits. Mady Delvaux-Stehres a tenu à remercier tous les enseignants de leur engagement pour faire de l'école luxembourgeoise une école de la réussite.

Approche par compétences, évaluation et Plan d'action langues

Un document d'orientation (*Bildungsstandards Sprachen*) pour l'enseignement et l'apprentissage des langues dans tous les ordres d'enseignement de l'école luxembourgeoise a été élaboré et servira de référence aux enseignants pour la mise en œuvre de l'approche par compétences en classe de langue.

Enseignement fondamental

- Les socles de compétences que tous les enfants doivent maîtriser en allemand, en français et en mathématiques à la fin de chacun des 4 cycles d'apprentissage (de l'éducation préscolaire à la fin de l'enseignement primaire) ont été finalisés en juin 2008. Les socles pour l'allemand et le français sont calqués sur les *Bildungsstandards Sprachen*.
- La nouvelle édition de *Mila*, matériel de base pour l'apprentissage de la lecture et de l'écriture, a été adaptée aux besoins de l'approche par compétences.
- En 2008/2009, cinq écoles pilotes, appelées écoles en mouvement (Schiffange, Bourglinster, Beaufort, Grosbous, Roodt-Syre), commencent à travailler sur base de ces socles. Elles utilisent trois nouveaux outils d'évaluation qui remplacent le bulletin traditionnel et qui rendent compte de la progression de l'élève: le portfolio, la grille des compétences et le bilan de fin de cycle.
- D'autres écoles primaires sont également engagées dans

des projets qui portent sur des méthodes d'évaluation innovantes.

- Pour le cycle 1 (éducation préscolaire), un nouvel outil d'observation qui permet de documenter le développement et les progrès de l'enfant a été élaboré et est mis à la disposition des enseignants: le Lëtzebuerger Beobachtungskonzept fir den 1. Cycle (LBK1).

Enseignement postprimaire

- En 2008/2009, toutes les classes de 7^e ES et EST, y compris les classes du régime préparatoire et les classes d'accueil, travaillent selon l'approche par compétences dans l'enseignement de l'allemand, du français, des mathématiques, des sciences naturelles et de l'éducation artistique. Les programmes ont été adaptés en conséquence et proposent des matériels didactiques adéquats.
- Pour l'allemand, le français et les mathématiques, un complément au bulletin est introduit dans toutes les classes de 7^e. Il apporte une appréciation plus nuancée des compétences de l'élève dans les domaines de compétences visés.
- Treize lycées pilotes étendent l'approche par compétences en langues et en mathématiques aux classes de 6^e/8^e.
- Pour l'allemand et le français, les socles de compétences que les élèves doivent atteindre à la fin respectivement de la classe de 6^e de l'enseignement secondaire

et de la classe de 8^e de l'enseignement secondaire technique seront réajustés au cours de l'année scolaire 2008/2009. L'élaboration de socles de compétence pour les classes de 4^e/9^e est entamée en 2008/2009.

- En mathématiques, les socles de compétences pour les classes de 6^e/8^e, publiés en 2007, ont été revus et adaptés. Y ont été ajoutées des propositions de socles pour la fin des classes de 4^e ES et 9^e EST, y compris les objectifs d'un niveau d'exigence plus élevé définis pour l'accès aux sections scientifiques (sections B et C à l'ES, 10^e TG à l'EST).
- Un nouveau cours de sciences naturelles est introduit en 2008/2009 dans toutes les classes de 7^e de l'enseignement secondaire et secondaire technique. Fondé sur les socles de compétences définis en 2007, ce cours met l'accent sur l'apprentissage par des activités d'observation, d'expérimentation et d'investigation. Il sera étendu aux classes de 6^e/8^e en 2009/2010.
- En éducation artistique, les classes de 7^e ES et EST travaillent sur la base des socles de compétences définis pour la fin des classes de 6^e et 8^e.
- En éducation physique et sportive, les socles définis sont mis à l'essai dans 8 lycées et lycées techniques au cours de l'année scolaire 2008/2009.
- En formation professionnelle, la réforme des programmes-cadres des 112 formations professionnelles est prise en charge par

environ 60 équipes curriculaires composées chacune de 2 à 6 experts enseignants et de 2 à 6 experts du monde professionnel.

Épreuves standardisées à la 3^e année d'études primaires et en classes de 5^e/9^e

À partir de l'année scolaire 2008/2009, le ministère organise des épreuves standardisées dans toutes les classes de la 3^e année de l'enseignement primaire (allemand et mathématiques) et des classes de 5^e et 9^e de l'ES/EST (allemand, français et mathématiques). L'objectif de ces épreuves est double. D'une part, elles devront permettre au ministère d'obtenir une vue d'ensemble des acquis scolaires au niveau national et de suivre l'impact des réformes entreprises. D'autre part, les résultats fourniront des instruments de pilotage aux établissements scolaires afin que ces derniers puissent s'engager dans une logique de développement de la qualité scolaire.

Extension de l'offre scolaire

- Eis Schoul, école préscolaire et primaire de recherche fondée sur la pédagogie inclusive, ouvre ses portes à Luxembourg-Ville et accueille pour sa première année de fonctionnement 96 élèves.
- L'Atert-Lycée ouvre ses portes à Redange et accueille 430 élèves répartis sur 18 classes.
- Le nouveau bâtiment du Lycée technique Mathias Adam à Pétange ouvre ses portes en septembre 2008.

- Au Neie Lycée et au Lycée Josy Barthel de Mamer, un projet de loi prévoit l'extension au cycle supérieur de l'ES.
- L'eBac propose désormais des cours de préparation et un test d'admission en ligne à l'intention des candidats qui ne remplissent pas les conditions d'admission.

Autres nouveautés

Scolaria

- Depuis 2002, l'application Scolaria permet aux communes d'établir leur organisation scolaire et de l'intégrer dans une base de données mise en place au ministère. En septembre 2008, deux autres modules, à savoir la gestion des élèves et la gestion du personnel enseignant, viennent s'ajouter à cette première application.

Projet d'organisation de la division supérieure de l'enseignement secondaire en modules

- Un projet qui consiste à transposer les programmes des différentes sections de la division supérieure de l'enseignement secondaire en modules a été préparé en 2007/2008 et sera mis en œuvre en 2008/2009. L'évaluation du projet montrera dans quelle mesure tous les éléments, ou une partie, pourront être généralisés pour l'ensemble du système de l'enseignement postprimaire.

La promotion d'une alimentation saine

- Dans chaque lycée est mise en place une cellule de contrôle qualité, appelée Foodbusters,

qui se compose de deux élèves et d'un enseignant et qui a pour mission de contrôler la qualité des prestations du restaurant scolaire.

- Une diététicienne se rend régulièrement dans les restaurants scolaires pour contrôler la qualité des repas offerts.
- Un nouveau système de gestion électronique des réservations et paiements, appelé eRestauration, sera opérationnel dans la plupart des lycées à partir de la rentrée scolaire 2008/2009. Un des grands avantages du système eRestauration consiste notamment dans le fait que les élèves n'ont plus besoin d'apporter des sommes importantes à l'école.

Inauguration de l'Atert-Lycée à Redange/Attert

16 septembre 2008

En date du 16 septembre 2008, Mady Delvaux-Stehres, ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, et Claude Wiseler, ministre des Travaux publics, ont assisté à l'inauguration du nouveau Atert-Lycée à Redange/Attert.

L'implantation et la construction d'un lycée technique à Redange se fondent sur le plan directeur sectoriel «lycées» qui répond à plusieurs objectifs:

- création de capacités scolaires suffisantes sur le moyen et le long terme;

- décentralisation de l'offre scolaire;
- réduction des distances pour les élèves, en particulier pour ceux du cycle inférieur;
- régionalisation de l'armature scolaire;
- équilibrage de l'attractivité des lycées;
- optimisation des tailles des établissements scolaires;
- renforcement des centres de développement et d'attraction;
- développement du tissu urbain des régions;
- réduction des besoins de déplacement et promotion de l'utilisation des transports en commun.

Ce plan directeur a permis de définir une nouvelle organisation spatiale de l'armature scolaire. La recherche de cette nouvelle organisation s'est faite à travers l'analyse de l'armature existante et, surtout, la mise en évidence de «vides scolaires», c'est-à-dire de zones caractérisées par un déficit sensible d'offre scolaire par rapport à l'évolution de la population.

Le but prioritaire à atteindre est de réduire le temps d'accessibilité scolaire entre la commune de résidence de l'élève et le lycée de proximité, le rendant ainsi plus court comparé à n'importe quel autre lycée.

La région de Redange ayant été identifiée comme zone à vide scolaire, le gouvernement a décidé

d'y implanter un nouvel établissement d'enseignement postprimaire.

L'offre scolaire du lycée

En concordance avec le plan directeur sectoriel «lycées», l'offre scolaire du nouveau lycée à Redange comportera le cycle inférieur complet de l'enseignement secondaire et de l'enseignement secondaire technique ainsi que toutes les formations commerciales de l'enseignement secondaire technique aux cycles moyen et supérieur.

L'orientation commerciale du nouveau lycée sera à même de répondre aux besoins du monde économique, non seulement parce que la plupart des nouvelles entreprises créées sont des entreprises de services, mais surtout parce que le développement régional envisagé par les pouvoirs politiques du canton de Redange prévoit l'implantation de petites et moyennes entreprises, notamment de services ayant un besoin important en personnel administratif et commercial.

Capacité d'accueil du lycée

Suivant la modélisation du Lycée de Redange, sa capacité se situe entre 1 000 et 1 300 élèves, répartis en 52 classes, ce qui constitue au vu des lycées existants et des expériences du terrain une taille idéale pour le bon fonctionnement d'un lycée mixte offrant uniquement les formations administratives et commerciales dans les cycles moyen et supérieur.

Assise régionale du lycée

Le nouveau lycée est conçu de façon à ce qu'il puisse

- devenir un lieu d'échange intensif avec les entreprises;
- devenir une plate-forme pour organiser des activités culturelles;
- mettre en place un programme de formation pour adultes;
- promouvoir l'échange régulier entre l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire.

Le concept d'ensemble du nouveau complexe scolaire permettra aux collectivités locales et régionales d'utiliser les infrastructures en dehors des heures de cours en tant que plate-forme d'échange et de développement régional.

Home pour élèves

Afin d'augmenter l'attrait de ce nouveau lycée situé dans une région rurale, il sera pourvu d'un internat pour 100 élèves, sachant que la demande pour ce type d'infrastructure augmente dans la société actuelle.

La conception, l'utilisation de l'espace, la gestion du temps et les conditions de vie au home doivent favoriser le travail et l'épanouissement personnel, et contribuer ainsi à mettre la réussite scolaire à la portée de tous.

Présentation du projet de création d'une École de la 2^e chance

15 décembre 2008

Le 15 décembre 2008, Mady Delvaux-Stehres, ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, a présenté le projet de création d'une École de la 2^e chance, projet adopté le 28 novembre par le Conseil de gouvernement.

Le contexte: la nécessité d'une offre pédagogique spécifique pour les apprenants décrocheurs

Le taux de décrochage dans les écoles luxembourgeoises a baissé de façon continue depuis 2003. Alors qu'en 2003/2004, 17,2% des élèves décrochaient, ce taux s'est élevé à 9,4% en 2006/2007. Cette évolution positive s'explique notamment par la mise en place de mesures spécifiques, dont le suivi individuel des apprenants décrocheurs assuré par l'Action locale pour jeunes (ALJ) et la création de classes spécifiques pour apprenants en difficulté: les classes relais, les classes pour redoublants et les cours d'orientation et d'initiation professionnelles (COIP).

Toujours est-il que, pour environ un dixième de population scolaire au Luxembourg, les efforts entrepris et les mesures mises en place s'avèrent insuffisants. Ainsi, entre le 1^{er} mai 2006 et le 30 avril 2007, 538 apprenants ont décroché des classes traditionnelles.

Le projet de création d'une École de la 2^e chance répond à la nécessité d'une approche pédagogique

plus différenciée qui prend en charge ces apprenants à besoins spécifiques.

L'objectif: donner aux jeunes en échec une nouvelle chance de réussite au sein du système scolaire formel

L'École de la 2^e chance fait partie intégrante du système de la formation initiale. Elle s'adresse à tous les jeunes de 16 à 24 ans qui, pour des raisons d'échec scolaire ou de mauvais choix d'orientation, ont décroché de l'école ou qui ne trouvent pas de place d'apprentissage. Fondée sur un concept pédagogique innovateur, la formation offerte visera à

- amener le jeune à retrouver la motivation à s'engager dans un parcours scolaire et l'ambition d'accéder à une qualification;
- développer les compétences générales, pratiques et sociales nécessaires qui lui permettront de (ré)intégrer les classes traditionnelles de l'enseignement secondaire et secondaire technique, l'apprentissage ou le marché de l'emploi.

Le parcours de formation porte sur les domaines offerts dans le cadre de l'enseignement secondaire, de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle. Concrètement, il est axé sur le développement de compétences générales dans les domaines suivants: la communication orale et écrite dans les langues française, allemande, luxembourgeoise et anglaise, les mathématiques et le calcul, l'éducation à la culture, l'éducation à la citoyenneté, les

technologies de l'information, l'éducation sportive et l'éducation à la santé.

L'École de la 2^e chance a ainsi pour mission de développer les connaissances et les compétences clés indispensables qui permettront à chaque jeune de répondre aux exigences suivantes de la vie:

- l'épanouissement personnel et l'apprentissage tout au long de la vie: poursuivre ses objectifs individuels et être capable de continuer à apprendre durant toute sa vie;
- citoyenneté active et intégration: devenir un citoyen actif participant à la société démocratique;
- capacité d'insertion professionnelle: obtenir un travail décent sur le marché du travail.

Le fonctionnement: un concept pédagogique innovateur fondé sur une différenciation poussée

Le concept pédagogique de l'École de la 2^e chance repose sur plusieurs piliers:

Un contrat pédagogique individuel

La volonté personnelle de l'apprenant est une condition essentielle à sa réussite. L'apprenant qui s'inscrit à l'École de la 2^e chance doit faire preuve de motivation en acceptant de respecter les règles de l'école. C'est pourquoi l'apprenant/les parents et la direction de l'École signent un contrat qui fixe les droits et obligations de chacun des partenaires.

Un parcours de formation individualisé

La durée du parcours et le rythme de l'apprentissage varient selon les besoins de l'apprenant, sans dépasser toutefois deux ans. L'enseignement est organisé sur la base de modules qui permettent à chaque jeune de progresser selon son rythme personnel, ses capacités et son ambition (qualification ou intégration dans un lycée).

Pour chaque apprenant est établi un plan de formation à partir d'un projet personnel et professionnel. Ce plan de formation est évalué de façon continue, parallèlement à l'observation du comportement social.

Un apprentissage en alternance: la collaboration avec les entreprises

La formation offerte comprend des modules d'enseignement général et pratique à l'école, des stages en entreprise et des activités complémentaires. Le volet de l'enseignement est organisé en groupes-classes, alors que l'encadrement des apprenants est organisé sous forme de tutorat.

Au sein de l'École, un département «stages» assure l'organisation, le suivi et l'évaluation du volet de formation pratique en entreprise. Chaque stage est préparé en amont dans des ateliers pratiques et fait l'objet d'une analyse approfondie en aval.

Les activités complémentaires comprennent des activités culturelles, sportives et artistiques, qui font partie intégrante du concept pédagogique.

Un accompagnement personnalisé et continu

L'accompagnement et l'encadrement tout au long du parcours sont au cœur du concept pédagogique de l'École de la 2^e chance. L'École prend en charge le suivi de la formation sur les plans scolaire, éducatif, professionnel et social. L'objectif est de permettre aux jeunes de retrouver du sens à leur trajectoire et de construire leur réponse personnelle face aux difficultés auxquelles ils sont confrontés.

L'accompagnement est individualisé et continu. Chaque apprenant a recours à une personne ressource de l'équipe pédagogique qui se charge de son tutorat. Le tuteur assure le suivi pédagogique à l'École comme à l'entreprise; il aide l'apprenant à identifier ses réussites et à se donner de nouveaux objectifs de progrès.

Évaluation, promotion et certification

L'École s'appuie sur une pédagogie de la réussite afin de renforcer la confiance en soi du jeune en situation d'échec scolaire. Les acquis, si modestes soient-ils, sont systématiquement encouragés et valorisés. À l'instar du Neie Lycée et d'Eis Schoul, l'École de la 2^e chance utilise elle aussi le portfolio d'apprentissage comme instrument d'évaluation. Il s'agit d'un dossier dans lequel l'apprenant recueille des productions personnelles qui documentent l'évolution de ses compétences sur les plans de l'enseignement général, de l'apprentissage pratique et du comportement social.

À la fin de la formation, l'apprenant reçoit un certificat qui atteste, sur la base du portfolio:

- les connaissances et compétences générales acquises à l'École;
- les compétences professionnelles et techniques développées en entreprise;
- les compétences socioprofessionnelles (attitude au travail, communication et intégration dans l'équipe, etc.);
- les recommandations de l'équipe pédagogique.

À la fin du parcours de formation, le conseil de classe décide de l'orientation ultérieure de l'apprenant. Cette orientation peut consister en:

- l'admission à une classe déterminée de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement secondaire technique;
- l'inscription à une formation de transition à la vie active;
- l'insertion dans la vie active, avec l'aide de l'ALJ.

Les apprenants majeurs peuvent s'inscrire à toute voie de formation offerte dans le cadre de la formation des adultes.

L'implication des parents

Au niveau de l'encadrement et de la réussite du projet personnel et professionnel du jeune, l'implication des parents joue un rôle essentiel. C'est pourquoi l'École accorde une

importance particulière à l'information et à l'accueil personnalisé des parents. Des actions favorisant le partenariat avec les parents incluent notamment la remise du certificat ou du bulletin scolaire en mains propres, l'organisation de fêtes et de manifestations culturelles, la participation des parents d'apprenants aux cours de formation continue. Les parents sont également représentés au conseil d'éducation de l'École.

Mise en place de l'École et admission des apprenants

L'École de la 2^e chance sera implantée au centre du pays. Elle accueillera entre 290 et 350 apprenants. Il est prévu que les premières classes fonctionneront au plus tôt à partir de la rentrée 2010/2011.

Les apprenants susceptibles de rejoindre l'École de la 2^e chance sont sélectionnés par la direction de l'établissement en concertation avec l'ALJ, le directeur du lycée d'origine ou, le cas échéant, le Centre national de la formation professionnelle continue.

ÉGALITÉ DES CHANCES

Présentation du Centre pour l'égalité de traitement

10 septembre 2008

En présence du président de la Chambre des députés, Lucien Weiler, la ministre de la Famille et de l'Intégration, Marie-Josée

Jacobs, a présenté le Centre pour l'égalité de traitement ainsi qu'un dépliant sur l'égalité de traitement en date du 10 septembre 2008.

Élaboré par le ministère de la Famille, en collaboration avec le ministère du Travail et de l'Emploi, le Commissariat du gouvernement aux étrangers et le Réseau européen contre le racisme (ENAR), le dépliant développe en détail la loi du 28 novembre 2006 portant sur l'égalité de traitement. Il fournit notamment des réponses à de nombreuses questions relatives aux discriminations. Le dépliant est disponible en français, allemand, portugais et anglais et sera distribué à tous les ménages, a annoncé la ministre.

«Une personne est discriminée lorsqu'elle est traitée de manière moins favorable qu'une autre personne qui se trouve dans une situation identique ou comparable», a expliqué Marie-Josée Jacobs.

Le Centre pour l'égalité de traitement

«Pour le ministère de la Famille et de l'Intégration, le Centre pour l'égalité de traitement est un partenaire primaire et complémentaire pour lutter contre toute sorte de discriminations, afin de renforcer les droits des personnes concernées par les discriminations», a informé la ministre Jacobs.

Le président du Centre pour l'égalité de traitement, Patrick de Rond, est revenu de son côté sur le rôle du Centre qui, créé par la loi du 28 novembre 2006, exerce ses missions en toute indépen-

dance. Le Centre a ainsi pour objet de promouvoir, d'analyser et de surveiller l'égalité de traitement entre toutes personnes, sans discrimination fondée sur la race, l'origine ethnique, le sexe, l'orientation sexuelle, la religion ou les convictions, l'handicap et l'âge.

Dans l'exercice de sa mission, le Centre peut:

- publier des rapports, émettre des avis ainsi que des recommandations et conduire des études sur toutes les questions liées aux discriminations;
- produire et fournir toute information et toute documentation dans le cadre de sa mission;
- apporter une aide aux personnes qui s'estiment victimes d'une

discrimination, en mettant à leur disposition un service de conseil et d'orientation visant à informer les victimes sur leurs droits individuels, la législation, la jurisprudence et les moyens de faire valoir leurs droits.

Le Centre pour l'égalité de traitement est doté d'un collège de cinq membres: Patrick de Rond, Netty Klein, Paul Kremer, Anik Raskin et Raymond Remakel.

Parmi les premières activités du Centre figureront l'organisation d'un débat d'experts, la réalisation d'une enquête représentative sur les discriminations au Luxembourg ainsi qu'une campagne de sensibilisation et d'information sur le Centre.



De g. à dr.: Franco Barillozzi du Comité de liaison des associations d'étrangers, Marie-Josée Jacobs, ministre de l'Égalité des chances, Lucien Weiler, président de la Chambre des députés, et Patrick De Rond, président du Centre pour l'égalité de traitement, lors de la conférence de presse (© SIP)

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Rentrée académique 2008/2009

25 septembre 2008

À l'occasion de la rentrée académique 2008/2009, François Biltgen, ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et Octavie Modert, secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, ont fait le point, le 25 septembre 2008, sur l'enseignement supérieur au Luxembourg.

Octavie Modert a d'abord informé sur les aides financières de l'État. Au cours des dernières années, le nombre d'aides financières accordées a constamment augmenté, passant de 5 017 en 2000/2001 à 7 800 en 2007/2008, a-t-elle expliqué.

Pour la dernière année académique, l'État a accordé des aides sous forme de bourses pour 12,3 millions d'euros et des aides sous forme de prêts pour 48 millions d'euros. Le nombre d'étudiants bénéficiant d'une prise en charge des frais d'inscription a été de 6 861. Le montant total des intérêts payés par l'État s'est élevé à 6,5 millions d'euros.

Par ailleurs, 1 764 primes d'encouragement ont été attribuées pour des diplômes obtenus à l'issue de l'année académique 2006/2007. Le montant total ainsi accordé s'est élevé à 3,8 millions d'euros.



François Biltgen et Octavie Modert lors de la conférence de presse (© SIP)

«Le nombre d'étudiants augmente constamment depuis plusieurs années. Mais cette année, il a augmenté de façon considérable. Cette hausse s'explique principalement par le fait que l'Université du Luxembourg attire de nombreux étudiants luxembourgeois qui, avant, auraient renoncé à faire des études supérieures», a expliqué la secrétaire d'État Octavie Modert.

Pays d'études des étudiants luxembourgeois

L'Allemagne (1 645) et la Belgique (1 605) restent les pays d'études favoris des étudiants du Grand-Duché, suivis du Luxembourg (1 393) et de la France (1 392).

Pays	Nombre d'étudiants
Allemagne	1 645
Belgique	1 605
Luxembourg	1 393
France	1 392
Royaume-Uni	700
Autriche	385
Suisse	218
Portugal	138
Pays-Bas	74
Italie	65
Espagne	60
États-Unis	54
Canada	25
Irlande	15
Danemark	12
Suède	5
Autres	14

Parmi les villes universitaires, Luxembourg-Ville arrive en tête du classement, suivie de Bruxelles, Strasbourg, Trèves et Louvain.

Luxembourg	1 393
Bruxelles	746
Strasbourg	499
Trèves	356
Louvain	271
Paris	248

Aides financières 2008/2009

En ce qui concerne l'année académique 2008/2009, 1 746 demandes ont été effectuées depuis le 1^{er} août 2008, dont 59% par le biais de la signature électronique. «La signature électronique pour les demandes d'aides financières a connu un succès foudroyant, dépassant nos attentes», s'est réjouie Octavie Modert.

Résidences pour étudiants

Concernant l'offre de résidences pour les étudiants, Octavie Modert a expliqué que, en vue d'une implantation de l'université à Esch/Alzette, 21 unités supplémentaires y avaient été aménagées et 12 unités supplémentaires étaient en cours de finition.

Chantiers législatifs pour l'année 2008/2009

Le ministre François Biltgen a ensuite fait le point sur les chantiers législatifs pour l'année académique 2008/2009.

Il a ainsi présenté le projet de loi 5921 sur la reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles ainsi que sur la prestation temporaire de service.

Ce projet de loi, approuvé par le Conseil de gouvernement du 25 juillet 2008 et déposé à la Chambre des députés le 19 septembre 2008, a pour objet de transposer en droit national la directive 2005/36/CE sur la reconnaissance des qualifications professionnelles. La réforme a été engagée par la Commission européenne pour contribuer à la flexibilité des marchés du travail par la voie d'une plus grande automatisation dans la reconnaissance des qualifications et d'une simplification des procédures administratives.

De façon générale, la directive confère aux personnes ayant acquis leurs qualifications professionnelles dans un État membre la garantie d'accès à la même profession et d'exercice de cette profession dans un autre État membre avec les mêmes droits que les nationaux.

Le projet de loi 5876 portant organisation de l'enseignement supérieur a été déposé à la Chambre des députés en date du 28 avril 2008. Son objet est double: d'une part, le texte complète la réforme de l'enseignement supérieur luxembourgeois, en définissant le cycle d'études qui aboutit à la délivrance du brevet de technicien supérieur. D'autre part, le projet de loi définit le périmètre de l'enseignement supérieur et prévoit le cadre législatif pour l'organisation de formations qui ne relèvent pas de l'Université du Luxembourg et pour l'implantation, au Luxembourg, d'établissements d'enseignement supérieur.

En ce qui concerne l'homologation, François Biltgen a expliqué qu'en

date du 25 juillet 2008, le Conseil de gouvernement avait approuvé un règlement grand-ducal fixant les critères d'homologation des titres et grades étrangers en droit, médecine, médecine dentaire, médecine vétérinaire et pharmacie ainsi qu'en sciences humaines, philosophie, lettres, sciences naturelles, sciences physiques et mathématiques.

22^e Foire de l'étudiant

13-14 novembre 2008

La 22^e Foire de l'étudiant s'est déroulée les 13 et 14 novembre 2008 à la Luxexpo à Luxembourg-Kirchberg.

L'édition 2008 a rassemblé plus de 200 exposants, dont 101 institutions d'enseignement supérieur, 34 entreprises et associations professionnelles, 34 associations et cercles d'étudiants, 24 ministères, administrations et ambassades ainsi que 8 organismes d'information et d'orientation. Vingt-trois conférences ont été organisées au cours des deux journées.

L'accent de l'édition 2008 a été mis sur les métiers dans les domaines des sciences. Face au déclin – au Luxembourg et en Europe – de l'intérêt des jeunes pour les études scientifiques et mathématiques, la Foire de l'étudiant a réservé un espace thématique aux sciences. Sur ce stand d'information intitulé «*Virwëtzeg? Da gëff Fuerscher*» (stand 3B33), les acteurs de la recherche publique luxembourgeoise – regroupés sous l'enseigne

commune ProScience – ont mis l'accent sur les métiers dans les domaines des sciences.

Ce stand a accueilli les lycéens souhaitant s'informer sur la profession de chercheur au Luxembourg. À l'intérieur du camion scientifique Galileo Science Mobil du Musée national d'histoire naturelle, les jeunes ont par ailleurs pu participer à des ateliers pratiques interactifs proposés par des chercheurs.

La Foire de l'étudiant a également été l'occasion pour présenter la 2^e édition de la brochure *Firwat net Fuerscher? Sous un nouveau titre, Virwëtzeg? Da gëff Fuerscher*, la brochure propose des informations pratiques et permet de faire connaissance avec une quarantaine de chercheurs, femmes et hommes, qui partagent avec humour et sensibilité leur passion pour la recherche scientifique. Dans le contexte de désaffectation sensible des filières scientifiques, ce sont des témoignages personnels en faveur de ce qu'est la science: une formidable aventure humaine et intellectuelle.

L'Université du Luxembourg, également membre du groupement ProScience, a mis l'accent sur les études en sciences naturelles sur son stand. Tout élève qui souhaite en savoir plus sur les études en ingénierie, sur les débouchés dans ce domaine, mais aussi sur la carrière d'enseignant de mathématiques ou sur tout autre emploi lié aux sciences naturelles, peut en apprendre davantage en assistant aux présentations que les professeurs feront sur le stand de l'université.

Un certain nombre de conférences organisées dans le cadre de la foire étaient également consacrées aux sciences:

- Firwat soll ech Bio studéieren?
- Firwat soll ech Mathé studéieren?
- Firwat soll ech Physik studéieren?
- Firwat soll ech Geophysik studéieren?
- Firwat soll ech Informatik studéieren?
- Firwat soll ech Ingénieur ginn?
- Girls go sciences
- L'ingénieur dans les secteurs scientifique, technique et industriel
- La profession d'ingénieur conseil
- Bioinformatik an der Fachhochschule Bingen

D'autres conférences ont porté sur la vie estudiantine et les formations de *bachelor* à l'Université du Luxembourg.

Pour la 7^e année consécutive, le ministère de l'Égalité des chances a participé à la foire. Une série d'entretiens et de témoignages a été organisée en collaboration avec le Cid-femmes dans l'espace de conférence du Cedies. L'objectif des entretiens est de promouvoir les métiers et carrières scientifiques auprès des étudiantes. D'une manière générale, le ministère de l'Égalité des chances a souhaité informer sur la présence de stéréotypes dans des métiers

considérés comme étant typiquement masculins ou féminins et la nécessité de promouvoir l'égalité entre femmes et hommes.

Autres nouveautés de la Foire de l'étudiant

Stand commun aux formations de BTS offertes par le lycée technique École de commerce et de gestion, le Lycée technique des arts et métiers et le Lycée technique pour professions de santé (hall 2, stand B42).

Maison de l'économie: Chambre de commerce, Association des banques et banquiers, Luxembourg (ABBL), Institut de formation bancaire Luxembourg (IFBL), Association of the Luxembourg Fund Industry (ALFI), Business Federation Luxembourg – FEDIL, Fédération des jeunes dirigeants d'entreprises au Luxembourg (FJD), Confédération luxembourgeoise du commerce (CLC), Fédération nationale des hôteliers restaurateurs et cafetiers du Grand-Duché de Luxembourg (Horesca) (hall 3, stand A32).

Action «Speed cooking» du Service national de la jeunesse: cette action, qui se déroule dans le cadre de la campagne «Bougez plus, mangez mieux» coordonnée par le SNJ, veut motiver les jeunes et surtout les étudiants à favoriser une alimentation régionale, fraîche et équilibrée. Un livre de 35 recettes faciles à l'usage des étudiants a été élaboré et distribué: des chefs cuisiniers d'EuroToques invitent à la préparation et à la dégustation de plats sur leur stand dans le hall 3.

FAMILLE ET INTÉGRATION

Marie-Josée Jacobs présente le système du chèque-service

2 octobre 2008

Le 2 octobre 2008, Marie-Josée Jacobs, ministre de la Famille et de l'Intégration, et Jean-Pierre Klein, président du Syndicat des villes et communes luxembourgeoises (Syvicol), ont présenté le système du chèque-service, qui donne droit à une série de services dans le domaine de l'accueil éducatif extrascolaire.

Introduction à partir du 1^{er} mars 2009

Marie-Josée Jacobs a expliqué que le système du chèque-service serait introduit progressivement à partir du 1^{er} mars 2009. Annoncée par le Premier ministre lors de la déclaration du gouvernement sur la situation économique, sociale et financière du pays le 22 mai 2008, cette mesure vise à introduire une nouvelle réglementation de la participation financière de l'État, des communes et des parents aux frais de fonctionnement dans les services d'accueil éducatif, à savoir les foyers de jour, les crèches, les maisons relais, les garderies, les internats.

Objectifs

Cette mesure se donne les objectifs suivants:

- première étape vers une gratuité du moins partielle de l'accueil éducatif extrascolaire;
- promotion de l'intégration et de l'égalité des chances;
- combat de la pauvreté et de l'exclusion des enfants.

Pour tous les enfants de 0 à 12 ans résidant au Luxembourg

Les bénéficiaires des chèques-service sont tous les enfants de 0 à moins de 12 ans ou n'ayant pas quitté l'enseignement primaire et résidant dans une commune luxembourgeoise. Les bénéficiaires privilégiés sont respectivement les enfants exposés dont les parents sont bénéficiaires du revenu minimum garanti (RMG) et les enfants exposés au risque de pauvreté.

Chèques-service

Les cartes d'inscription au chèque-service sont délivrées par les administrations communales.

Chaque enfant, quel que soit le revenu de ses parents, a droit à au moins trois heures gratuites par semaine dans une structure d'accueil. À ces trois heures gratuites s'ajoutent des heures à tarif réduit de maximum 3 euros par heure jusqu'à 25 heures par semaine. Le tarif effectif varie en fonction du revenu du ménage et du rang de l'enfant.

Les enfants dont les parents sont bénéficiaires du RMG ont droit à la gratuité de 25 heures par semaine et les enfants identifiés par les

communes ou le ministère de la Famille comme étant exposés au risque de pauvreté bénéficient de 15 heures gratuites. Le coût total de cette mesure est estimé à 20 millions d'euros pour l'année 2009.

FINANCES, FISCALITÉ, TRÉSOR ET BUDGET

Dépôt du projet de budget de l'État pour 2009

1^{er} octobre 2008

Le 1^{er} octobre 2008, le ministre du Trésor et du Budget, Luc Frieden, a déposé à la Chambre des députés le projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2009.

Après le dépôt, le Premier ministre et ministre des Finances, Jean-Claude Juncker (pages 169 et 179), et le ministre du Trésor et du Budget, Luc Frieden (page 171), ont commenté le projet de budget.

«Le budget 2009 se veut un budget de confiance malgré les temps difficiles», a noté Luc Frieden. Jean-Claude Juncker, pour sa part a souligné que ce n'était «pas seulement le budget de l'État, mais surtout celui du pays», avant de préciser que c'est un «outil volontariste», qui n'est toutefois pas sans risques: «Les hypothèses sur lesquelles il se base doivent encore se confirmer.»

«Nous avons fait preuve d'une grande discipline budgétaire et d'une grande responsabilité», a précisé le ministre du Trésor et du



Jean-Claude Juncker et Luc Frieden lors du dépôt du projet de budget de l'État pour 2009
(© SIP/Zineb Ruppert)

Budget, tout en soulignant que «ce budget compte renforcer le pouvoir d'achat des gens et préparer l'avenir économique du pays».

«Et ass e Budget – doduerch ass en e bësschen anescht wéi aner Budgeten an der Europäescher Union –, dee ganz daitlech de Retour vun der Politik an d'wirtschaftlech an an d'sozial Gesamtzesammenhäng vum Land markéiert, an dofir ass et e Budget, deen d'Politik responsabiliséiert fir dat Gantz an net nëmme fir hirt eegent Uleies.» (Jean-Claude Juncker)

Dans le cadre de la présentation du budget pour 2009, le gouvernement confirme que le barème de l'impôt sera adapté au 1^{er} janvier 2009. Cette mesure avait déjà été annoncée le 22 mai 2008 à la Chambre des députés lors de la déclaration du Premier ministre sur la situation économique, sociale et financière du pays. Contrairement à l'annonce d'alors, l'adaptation ne sera pourtant pas de 6%, mais de 9% au 1^{er} janvier 2009. Parallèlement, l'abattement compensatoire pour salariés et l'abattement de retraite seront abolis et remplacés par un crédit d'impôt de 300 euros, également à partir du 1^{er} janvier 2009. L'abattement monoparental sera également aboli pour être remplacé par un crédit d'impôt de 750 euros.

Au niveau de la fiscalité des entreprises, le gouvernement a confirmé son intention de baisser l'impôt sur les collectivités de 1% au 1^{er} janvier 2009. Le droit d'apport sera aboli.

GRANDE RÉGION

Jean-Marie Halsdorf participe au séminaire sur la mobilité résidentielle transfrontalière et ses répercussions sur les communes

22 octobre 2008

Le 22 octobre 2008, Jean-Marie Halsdorf a participé, en tant que président du 11^e sommet de la Grande Région, à un séminaire organisé par l'EuRegio Saar-Lor-Lux+ asbl et le Forum Europa portant sur la mobilité résidentielle transfrontalière et ses répercussions sur les communes.

Sous le patronage de la présidence luxembourgeoise du 11^e sommet de la Grande Région, le séminaire s'est tenu, d'une part, dans le cadre de la 2^e Journée des communes frontalières de la Grande Région et, d'autre part, dans le cadre des travaux de la présidence luxembourgeoise du 11^e sommet de la Grande Région ayant retenu dans son programme de travail au volet I Espace portant sur le développement territorial et la planification territoriale ainsi que la thématique du logement.

Enquête: la mobilité résidentielle transfrontalière du Luxembourg vers les pays voisins

L'établissement de recherche public CEPS/Instead (Centre d'études de populations, de pauvreté et de politiques socio-économiques) a présenté les premiers résultats d'une enquête

par courrier auprès d'anciens résidents luxembourgeois ayant choisi de déménager, entre 2001 et 2007, dans les régions limitrophes de la Grande Région tout en restant actifs au Grand-Duché de Luxembourg.

Ainsi, 9 419 actifs du Luxembourg ont déménagé pendant la période retenue en Allemagne du côté rhénan-palatin et sarrois (26%), en Belgique (34%), notamment dans la province du Luxembourg, et en France en région lorraine (40%).

L'étude a également détaillé que les résidents luxembourgeois ayant déménagé sont pour la plupart des Luxembourgeois et des Portugais ainsi que, minoritairement, des Allemands, des Belges et des Français qui sont retournés dans leur pays d'origine.

Les Luxembourgeois se sont ainsi majoritairement installés en Allemagne (56%), 24% en France et 20% en Belgique. Par contre, les résidents de nationalité portugaise ont privilégié les entités limitrophes francophones (59% en France et 32% en Belgique) par rapport à l'Allemagne (9%).

Cinq raisons ont été avancées ayant motivé le déménagement:

- le prix du logement au Luxembourg, notamment auprès des plus jeunes (tranche d'âge: 20-40 ans);
- la volonté de devenir propriétaire (56% de locataires au Luxembourg deviennent propriétaires suite à leur déménagement);

- des raisons familiales, telles que le mariage et le concubinage;
- des raisons de séparation ou de divorce;
- le coût de vie plus élevé au Luxembourg par rapport aux régions limitrophes.

En ce qui concerne le logement, il est à noter que le déménagement a permis à 76% de résidents de rester propriétaires d'un logement et que le gain en superficie aussi bien auprès des locataires que des propriétaires est de deux pièces supplémentaires ou de 50 mètres carrés.

En outre, la satisfaction globale des personnes ayant déménagé se situe autour de 85%, en ce sens que 78% sont satisfaits de leur nouveau logement, 67% estiment avoir une qualité de vie supérieure et 58% sont d'avis que leur pouvoir d'achat a augmenté.

La grande insatisfaction annoncée, exprimée à 88% par les anciens résidents, se réfère aux problèmes vécus quotidiennement dans leurs déplacements de leur nouveau lieu de résidence vers leur lieu de travail au Luxembourg.

À noter également que 98% des actifs ayant répondu à l'enquête sont d'avis que leur nouveau logement aurait été plus cher au Grand-Duché et considèrent donc que le déménagement est une bonne affaire financière.

Finalement, il est à noter que 79% des Luxembourgeois, 86% des Portugais, 79% des Français, 72% des Allemands et 69% des

Belges auraient préféré rester au Luxembourg. Cependant, seulement 17% seraient prêts à revenir vivre au Luxembourg. Ainsi, 83% des anciens résidents affirment que même si au début du déménagement, il y a eu des contraintes, ils sont désormais satisfaits de leur choix et ne souhaitent plus retourner au Luxembourg.

L'étude complète du CEPS/Instead, en cours d'évaluation, sera présentée dans le courant de l'année 2009.

Jean-Marie Halsdorf parle d'une mobilité résidentielle subie et non choisie

Jean-Marie Halsdorf a rappelé dans son allocution que le logement était un domaine important retenu dans le programme de travail de la présidence luxembourgeoise du 11^e sommet de la Grande Région.

Le phénomène de migration résidentielle des actifs luxembourgeois ne s'invertira pas à l'avenir et engendrera des problèmes d'ordre territorial, sociétal, structurel et environnemental.

Sachant qu'il existe deux besoins fondamentaux pour l'être humain – avoir un toit et un emploi –, la présidence luxembourgeoise a lancé depuis le début de son mandat le 1^{er} février 2008 une série de discussions avec l'ensemble des partenaires afin de garantir un développement durable tant urbain que rural dans la Grande Région, qui s'articule entre le lieu de résidence et le lieu de travail et la façon de se déplacer entre ces deux lieux.

Il s'agit donc clairement d'une approche intégrative impliquant ainsi les domaines de l'aménagement du territoire, du logement, des transports et de l'économie.

Le président du sommet a considéré cette première manifestation comme étant le point de départ de réflexions conjointes avec les communes de la Grande Région concernant la problématique transfrontalière du logement.

En effet, les communes ont un rôle primordial à jouer et la présidence a encouragé les responsables communaux à travailler davantage ensemble dans des coopérations transfrontalières afin de répondre aux besoins des citoyens. Il a ainsi été rappelé que l'instrument du GECT, le Groupement européen de coopération territoriale, pourrait et devrait jouer un rôle important dans ce contexte.

La question de l'habitat sur l'espace Sarre-Moselle, la scolarisation des enfants dans la région de Trèves-Saarburg et des témoignages d'autres régions frontalières européennes connaissant la même problématique ont également été présentés lors de la manifestation qui s'est clôturée par une table ronde.

JUSTICE

Inauguration de la Cité judiciaire

6 octobre 2008

En date du 6 octobre 2008, la Cité judiciaire a été inaugurée par le ministre de la Justice, Luc Frieden, et le ministre des Travaux publics, Claude Wiseler. La cérémonie a eu lieu en présence de LL.AA.RR. le Grand-Duc et la Grande-Duchesse.

Dans son discours (📄 page 191), le ministre Claude Wiseler a dressé un historique de la construction de la Cité judiciaire, soulignant d'emblée: «On aurait pu imaginer le Kirchberg, la Rocade de Bonnevoie

ou encore la place de l'Étoile. Chaque site ayant ses avantages et ses désavantages. On a choisi le plateau du Saint-Esprit. Pour de nombreuses raisons, mais également parce qu'on souhaitait que la justice garde sa place au sein du cœur historique de la ville. La place du Saint-Esprit avait fait l'objet de nombreux projets. Ne citons que la Chambre des députés ou encore le Musée d'art moderne. Ce fut finalement la Cité judiciaire. Ce qui nous concentre le législatif, l'exécutif et le judiciaire dans un rayon de 500 mètres. C'est également ça, le Luxembourg.»

La Cité judiciaire possède un volume de 135 000 m³ et une surface de 43 000 m², subdivisée en 300 bureaux et 16 salles d'audience.



Luc Frieden et Claude Wiseler à la cérémonie d'ouverture solennelle de la Cité judiciaire (© SIP/Zineb Ruppert)

MIGRATIONS ET ASILE

Échange de vues de Nicolas Schmit avec des ONG au sujet du Pacte européen sur l'immigration et l'asile

17 septembre 2008

Le 17 septembre 2008, le ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration, Nicolas Schmit, a rencontré des représentants d'organisations et d'associations (notamment ASTI, Caritas, Sesopi – Centre intercommunautaire et Amitiés Portugal-Luxembourg) pour un échange de vues sur le Pacte européen sur l'immigration et l'asile.

Lors de cette entrevue, les ONG ont fait part au ministre de leurs observations quant au contenu de ce pacte. Ainsi, elles ont rappelé l'importance d'avoir un texte équilibré. De même, elles ont estimé que le rôle positif de l'immigration devait être souligné et l'approche utilitariste affaiblie.

Nicolas Schmit a rappelé que les ministres des 27 États membres s'étaient mis d'accord sur le contenu du texte, qui a été rééquilibré suite à des demandes d'amendement émanant de certains États membres, dont le Luxembourg. Nicolas Schmit et les ONG se sont accordés pour dire que des partenariats avec les pays d'origine devraient être développés davantage. De même, l'Union européenne, tout en ayant besoin d'une immigration hautement qualifiée, aurait également besoin d'une

immigration peu qualifiée. Un équilibre entre ces différents éléments serait dès lors souhaitable.

Le ministre délégué a également souligné que le pacte rappelait que les dispositions et mesures prises en la matière devaient être conformes aux normes de droit international. Elles doivent respecter les droits de l'Homme, notamment le droit au respect de la dignité de la personne. Ainsi, le pacte garantit des normes de protection élevées en la matière. En outre, même si l'intégration relève des compétences nationales, le texte insiste sur l'importance de cette dimension ainsi que sur la nécessité d'un échange des *best practices*.

Nicolas Schmit participe à un symposium international consacré aux modèles multiculturels et polyphoniques des cultures urbaines

18 septembre 2008

Le ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration, Nicolas Schmit, a participé le 18 septembre 2008 à Mannheim à un symposium international organisé par le Goethe-Institut et consacré aux «modèles multiculturels et polyphoniques des cultures urbaines».

Le sujet central de cette rencontre, qui réunissait des acteurs politiques, économiques et culturels de plusieurs continents, était d'évoquer les défis que les villes du XXI^e siècle doivent affronter dans

des sociétés qui agissent dans un contexte de plus en plus globalisé, qui les transforme en points nodaux d'un marché du travail transnational, de la mobilité et de l'immigration.

L'intervention de Nicolas Schmit a eu lieu lors d'une table ronde consacrée aux bonnes pratiques «dans la gestion de la diversité culturelle [...] dans des villes qui peuvent jeter un regard en arrière sur une longue tradition de la coexistence de nombreuses cultures et nationalités», des «villes cosmopolites» aussi situées «dans des pays d'immigration traditionnels». New York, San Diego, Sydney, Toronto et Luxembourg étaient dans le cas présent à l'affiche.

Intégration, identité culturelle, école et démocratie au Luxembourg

Nicolas Schmit a présenté à son auditoire la situation particulière et unique en Europe d'un pays qui compte 43% de non-nationaux parmi sa population et presque 70% de non-nationaux, résidents et frontaliers, parmi sa population active.

«Mais peut-on parler d'immigrés dans le cas des citoyens de l'Union européenne?», s'est-t-il demandé, «puisque ces personnes ne font rien d'autre que de bénéficier de leur droit à la libre circulation que leur confèrent les traités européens.» Il n'en reste pas moins que cette situation suscite des défis pour la société d'accueil luxembourgeoise. «Des personnes qui jouissent d'emblée des mêmes droits économiques et sociaux que les Luxembourgeois, et en partie

de droits politiques, pour ce qui est des élections communales et européennes, sont paradoxalement peu motivées pour apprendre notre langue, et leur identification avec le pays reste faible.»

Cela pose problème pour le ministre délégué, «puisque nous faisons fonctionner notre État sur une base démocratique qui n'implique plus une part substantielle de notre population, et notamment celle qui travaille et contribue à la richesse du pays». Lors des élections nationales, ce ne sont que les nationaux qui vont voter, mais, d'un autre côté, sur le marché du travail, les non-nationaux représentent plus de deux tiers de la population active. La question de la coexistence entre Luxembourgeois et non-nationaux résidents, tout comme entre résidents et frontaliers est donc posée sous l'angle de l'intégration.

«Le Luxembourg se situe à la frontière linguistique entre les langues romane et germanique», a expliqué le ministre à un public nombreux venu de continents et d'horizons très divers. «Mais la situation d'un pays où le luxembourgeois était la langue parlée, l'allemand la langue d'alphabétisation et le français la langue administrative a changé.» Il a donné pour exemple le fait que dans le système de santé, la langue française était si présente que cela posait des problèmes à des patients ne maniant pas bien cette langue.

D'où la question de savoir comment réorganiser l'agencement de ce large éventail de langues, mais aussi comment aborder la question de l'identité et de la diffusion de la

langue luxembourgeoise, alors que l'économie du pays se globalise et que sa société se diversifie de façon vertigineuse. «La langue luxembourgeoise a pris une place plus importante. Avec la nouvelle loi sur la double nationalité, il y aura d'un côté une ouverture, puisque celui qui veut devenir Luxembourgeois n'aura plus besoin de renoncer à sa nationalité, mais, de l'autre côté, il devra connaître la langue du pays dont il veut prendre la nationalité.»

Nicolas Schmit a ensuite évoqué la valorisation de l'école publique comme facteur d'intégration, un rôle qui a été négligé pendant des décennies, «car on a joué sur le temps, et tout bâti sur l'espoir que l'intégration scolaire de la deuxième génération d'immigrés se ferait toute seule. Cette hypothèse s'est avérée fautive, et c'est afin de renforcer la cohésion sociale que l'on a introduit le système de l'éducation précoce qui permet aux enfants d'apprendre le luxembourgeois dès l'âge de trois ans, afin que tous les enfants du pays se retrouvent, quand ils entrent dans le primaire, sur un même niveau hypothétique quand commence l'alphabetisation par l'allemand».

«Il n'en reste pas moins», a conclu le ministre délégué, «qu'aucun système ne peut continuer à fonctionner si une minorité décide pour une majorité, et d'ici quelques années, entre 2015 et 2020, si l'évolution actuelle continue, les Luxembourgeois seront minoritaires dans leur pays. Le modèle koweïtien n'est pas une solution. Il faut se rapprocher entre résidents du pays et organiser le vivre ensemble, y compris sur le plan

des droits politiques. L'ouverture de la nationalité doit à cet égard devenir un succès en vue de l'intégration, mais aussi afin de maintenir une dynamique sociale dans le pays.»

La double nationalité, une manière de garder la diversité du nouveau citoyen tout en intégrant pleinement dans la société luxembourgeoise

Le débat a donné au ministre Schmit l'opportunité d'approfondir sa pensée à ce sujet. «Une personne possède plusieurs identités. C'est pour respecter cela que nous introduisons d'ici peu la double nationalité au Luxembourg qui permettra à ceux qui veulent devenir Luxembourgeois de jouir de tous leurs droits citoyens tout en préservant leur différence, leur diversité. Pour être intégré en tant que non-national dans le système politique d'un pays, le dernier pas est celui d'en acquérir la citoyenneté. Mais intégrer les personnes venues d'ailleurs dans un système politique est un processus très compliqué. Il faut déjà développer un grand travail d'explication pour que les non-nationaux participent aux élections communales, alors qu'ils en ont le droit.»

Gérer ensemble l'immigration et la diversité en Europe

D'un point de vue européen, Nicolas Schmit a insisté sur l'importance que l'Europe aborde ensemble la question de l'immigration, pas seulement entre Européens, mais aussi avec les pays concernés. Une telle coopération est notamment nécessaire

avec les pays qui risquent d'être affectés par la «fuite des cerveaux», ces personnes hautement qualifiées dont l'Europe a besoin, mais qui manquent ensuite cruellement dans leurs pays d'origine.

D'autre part, pour Nicolas Schmit, la diversification culturelle induit dans les sociétés européennes le sentiment d'un changement profond de l'atmosphère culturelle, qui se traduit par l'idée de chocs et clivages culturels qui suscitent des angoisses. «Ces angoisses se dirigent souvent contre l'islam, qui est perçu comme l'ennemi. Il faut se garder cependant de laisser croître parmi nous l'image, toujours dangereuse, de l'ennemi. Il ne faut pas accepter que le monde soit divisé entre, par exemple, le monde islamique et le monde occidental. Le monde est un dans sa diversité. La façon dont nous parlons des conflits dans le monde, par exemple la façon dont nous parlons de l'Irak, de l'Iran, de l'Afghanistan, a une incidence directe sur la façon dont nous coexistons avec ceux qui sont venus d'ailleurs. Il faut éviter les divisions dans nos sociétés. L'Europe doit remplir chez soi et à l'extérieur son rôle de faiseur de paix.»

À un journaliste, le ministre a expliqué que la diversité n'était pas un problème en soi, surtout quand elle peut être vécue dans une société qui est prospère et où prévaut le plein emploi. La pauvreté, le chômage et l'exclusion sociale sont des facteurs d'antagonismes. Si les différences sociales s'accroissent, la diversité peut devenir un vecteur de division dans nos sociétés. «Il faut donner du travail aux gens, leur donner

la possibilité de pousser leur formation, leur ouvrir les portes de l'ascension sociale. [...] Il faut être à la fois pragmatique et développer, pays par pays, des modèles d'intégration adaptés, car l'intégration n'est pas un état qui se décrète, mais un processus compliqué. La diversité est une richesse, mais l'intégration va dans deux directions. Celui qui veut s'intégrer doit aussi assumer les valeurs de base de la société ouverte dans laquelle il vit, c'est absolument indispensable.»

Vote de la loi concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Luxembourg

11 novembre 2008

Le 11 novembre 2008, la Chambre des députés a adopté à l'unanimité le projet de loi concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg.

Ce projet, étroitement lié à la loi sur la libre circulation des personnes et l'immigration, a été adopté par le Conseil de gouvernement le 5 décembre 2007. Il a un éventail plus large que l'ancienne législation en la matière – la loi modifiée du 27 juillet 1993 concernant l'intégration des étrangers au Luxembourg –, qui sera abrogée.

Concernant la réforme de l'intégration au Luxembourg, le Premier ministre avait noté dans la déclaration gouvernementale d'août 2004: «Intégration et cohésion: cette double exigence est surtout évidente dans notre vie partagée

avec ceux qui ne sont pas des Luxembourgeois. Il ne doit pas y avoir de fossé entre eux et nous. L'intégration des non-Luxembourgeois est une offre que les Luxembourgeois doivent faire. Les non-Luxembourgeois doivent accepter cette offre: il n'y a pas de devoir à l'assimilation totale, mais il existe un devoir d'intégration. Sans cette offre et sans l'acceptation de cette offre, sans notre respect pour la spécificité des autres et sans leur respect pour nos valeurs sociales fondamentales, il n'y aura ni intégration ni cohésion.»

Les éléments essentiels de la nouvelle loi, qui souligne que l'intégration est une tâche que l'État, les communes et la société civile accomplissent en commun, sont les suivants:

1. Création d'un Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI)

L'OLAI, qui remplacera l'actuel Commissariat du gouvernement aux étrangers, a pour mission d'organiser l'accueil des étrangers nouveaux arrivants, de faciliter le processus d'intégration des étrangers par la mise en œuvre et la coordination de la politique d'accueil et d'intégration, dont la lutte contre les discriminations constitue un élément essentiel, conjointement avec les communes et des acteurs de la société civile, ainsi que d'organiser l'aide sociale pour les étrangers qui n'ont pas droit aux aides et allocations existantes et pour les demandeurs de protection internationale.

2. Mise en place d'un contrat d'accueil et d'intégration

Un contrat d'accueil et d'intégration est proposé aux étrangers séjournant légalement sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg et souhaitant y rester de manière durable.

Le contrat contient des engagements réciproques pour l'État et l'étranger en vue d'organiser et de faciliter son intégration. Il comprend, de la part de l'État, l'engagement d'assurer une formation linguistique et d'instruction civique ainsi que des mesures visant son intégration sociale et économique. L'étranger s'engage à assurer, selon ses aptitudes et ses possibilités, sa subsistance par ses propres moyens et à participer à la vie sociétale. Le contrat est conclu pour une durée ne pouvant dépasser deux ans.

3. Aides financières

Étant donné que les communes sont appelées à soutenir l'État dans ses efforts d'intégration des étrangers, l'État peut accorder un soutien financier aux communes et à des organismes pour la réalisation des missions d'intégration et d'accueil.

4. Structures institutionnelles

La loi prévoit la mise en place d'un Conseil national pour étrangers, organe consultatif chargé d'étudier soit de sa propre initiative, soit à la demande du gouvernement les problèmes concernant les étrangers et leur intégration. Sur tous les projets que le gouvernement juge utile de lui soumettre,

il donne son avis dans les délais fixés par le gouvernement. Il a le droit de présenter au gouvernement toute proposition qu'il juge utile à l'amélioration de la situation des étrangers et de leur famille. Il remettra au gouvernement un rapport annuel sur l'intégration des étrangers au Luxembourg.

Dans toutes les communes, le conseil communal constituera une commission consultative d'intégration chargée globalement du vivre ensemble de tous les résidents de la commune et plus particulièrement des intérêts des résidents de nationalité étrangère. Des résidents luxembourgeois et étrangers en font partie.

RECHERCHE

Signature d'une convention pluriannuelle entre Luxinnovation, l'État et les organisations professionnelles

16 octobre 2008

En date du 16 octobre 2008, Luxinnovation a présenté la convention pluriannuelle qu'elle a récemment signée avec l'État, la Chambre de commerce, la Chambre des métiers et la FEDIL Business Federation Luxembourg.

Cette convention, qui couvre les années 2008 à 2010, s'inscrit dans le contexte des «contrats de performance» préconisés par l'OCDE et signés désormais par tous les acteurs du système national d'innovation.

Par ce contrat, Luxinnovation s'engage à atteindre un certain nombre de résultats en contrepartie d'une dotation financière pluriannuelle de la part de ses partenaires, qui s'élève à 9 650 000 euros pour les trois ans.

Jeannot Krecké, ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, François Biltgen, ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et Fernand Boden, ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, ainsi que les représentants des organisations professionnelles se sont félicités du fait que Luxinnovation est désormais engagée dans une stratégie pluriannuelle lui permettant d'offrir un portefeuille cohérent et intégré de services à des groupes-cibles clairement identifiés.

Luxinnovation, agence de promotion de l'innovation et de la recherche, poursuit plusieurs grands objectifs:

- intensifier les activités de recherche-développement et d'innovation (RDI);
- maximiser les résultats socio-économiques des activités RDI;
- favoriser la coopération internationale et interrégionale en matière de RDI;
- contribuer à un environnement national favorable à la RDI et promouvoir une image RDI dynamique du Luxembourg.

Les services de Luxinnovation s'articulent autour de quatre grands axes:

- stimulation de l'innovation et diffusion des technologies;
- financement des projets RDI;
- valorisation des résultats de R&D de nouvelles activités;
- services de promotion et de communication.

Ces services ont été développés afin de répondre aux besoins de différents groupes-cibles:

- les entreprises ayant des activités RDI régulières;
- les créateurs d'entreprises innovantes;
- les petites et moyennes entreprises avec un potentiel d'innovation peu exploité;
- les grandes entreprises avec peu ou pas d'activités RDI;
- les organisations publiques de recherche;
- les «talents» (étudiants, chercheurs, experts en RDI...).

En tant qu'agence de promotion de l'innovation et de la recherche, Luxinnovation renforcera également ses actions en faveur du grand public et de la presse.

Afin de mesurer les performances de l'agence, la convention pluriannuelle fixe des indicateurs de résultats, dont:

- le nombre d'entreprises et d'organisations publiques de recherche ayant bénéficié des services de Luxinnovation;

- le nombre de projets RDI menés par les acteurs luxembourgeois;
- le retour financier national des programmes RDI internationaux;
- le nombre de nouvelles entreprises innovantes créées, y compris les *spin-off* issues de la recherche publique.

Luxinnovation s'est également engagée à produire un certain nombre de publications et d'études, à organiser des manifestations ciblées et à mettre sur pied de nouveaux réseaux.

Des conventions de collaboration seront conclues entre Luxinnovation et les autres acteurs ayant signé un contrat de performance, à savoir le CEPS/Instead, le Centre de recherche public Gabriel Lippmann, le Centre de recherche public Henri Tudor, le Centre de recherche public Santé et le Fonds national de la recherche. Une telle convention de partenariat a été signée entre Luxinnovation et l'Université du Luxembourg en 2007.

Octavie Modert assiste au conseil de l'Agence spatiale européenne au niveau ministériel: le rôle de l'Espace dans la réalisation des objectifs de l'Europe au niveau mondial

25-26 novembre 2008

Les ministres chargés des Affaires spatiales au sein des 18 États membres que compte désormais l'Agence spatiale européenne (ESA), suite à l'adhésion récente de la République tchèque, se sont réunis à La Haye (Pays-Bas) les 25 et 26 novembre 2008 pour définir la contribution de l'ESA à la mise en œuvre de la politique spatiale européenne.

Cette session du conseil de l'ESA au niveau ministériel s'est déroulée dans un contexte exceptionnellement favorable au secteur spatial européen. Non seulement l'ESA s'est affirmée comme un acteur mondial de premier plan en même temps qu'un partenaire fiable de la coopération internationale en matière spatiale, avec le lancement réussi du laboratoire Columbus à destination de la Station spatiale internationale (ISS), mais elle est devenue également partenaire à part entière de l'ISS. De plus, elle a élargi le champ d'action de la science spatiale et rétabli la suprématie d'Ariane sur le marché mondial des lancements commerciaux.

De leur côté, les programmes spatiaux nationaux, souvent conçus pour compléter les activités de l'ESA, servent les intérêts de l'Europe dans son ensemble,

notamment en ce qui concerne la science et l'observation de la Terre. En outre, l'UE contribue désormais de façon déterminante, aux côtés de l'ESA et des États membres, à conforter l'Europe dans son statut d'acteur important en matière spatiale, en créant et en cofinçant des services publics basés sur le spatial, comme le système mondial de localisation par satellite Galileo, et en pilotant le programme GMES de surveillance globale pour l'environnement et la sécurité, en réponse aux besoins des citoyens européens.

En se fondant sur ces acquis, le conseil de l'ESA réuni au niveau ministériel à La Haye a établi des priorités pour un ensemble de programmes, d'une valeur totale de 10,4 milliards d'euros, permettant au secteur spatial de contribuer au rôle croissant de l'Europe sur le plan mondial. Ces activités sont notamment censées renforcer les bénéfices de l'Espace pour la société et l'économie de la connaissance par la stimulation de l'innovation, de la créativité et de la croissance ainsi que promouvoir le développement de nouveaux produits et services utiles au quotidien, donnant lieu à des activités visant à la fois des applications spatiales au service des politiques publiques, des entreprises et des citoyens européens.

Dans son intervention, la secrétaire d'État à la Recherche, Octavie Modert, a salué l'orientation des activités de l'ESA axées sur les applications spatiales visant à faciliter la vie quotidienne. Considérant le manque notoire de ressources humaines, elle a également appelé de ses vœux un effort en vue de

motiver les jeunes à s'orienter davantage vers des carrières scientifiques et techniques.

Lors de ce conseil ministériel, le Luxembourg a confirmé sa participation aux programmes de l'ESA ayant trait aux télécommunications et au développement technologique; cette participation constitue une part importante du Plan d'action national en matière de sciences et technologies spatiales, dont la mise en œuvre a récemment été décidée par le Conseil de gouvernement.

SANTÉ

Mars Di Bartolomeo présente le nouveau service des maisons médicales

26 novembre 2008

Le 26 novembre 2008, le ministre de la Santé, Mars Di Bartolomeo, a présenté le service des maisons médicales, le nouveau service de remplacement de nuit, des fins de semaine et des jours fériés des médecins généralistes.

Dans les trois maisons médicales situées à Ettelbruck (110, avenue Lucien Salentiny), à Luxembourg-Ville (57, rue Michel Welter) et à Esch-sur-Alzette (54, Émile Mayrisch), des médecins généralistes assurent un service de remplacement en dehors des heures de consultations normales, c'est-à-dire du lundi au vendredi de 20 à 7 heures du matin, et les week-ends et jours fériés de 8 à 7 heures le lendemain matin.

Les maisons médicales fonctionnent comme un cabinet de médecine générale. Tous les patients qui souffrent d'un problème de santé ne constituant pas une urgence médicale à proprement parler, bénéficieront ainsi d'une prise en charge médicale. Mars Di Bartolomeo a souligné que les maisons médicales permettaient ainsi de désengorger les policliniques des hôpitaux de garde.

Dans les maisons médicales, la présence d'un médecin généraliste est garantie:

- en semaine entre 20 et 24 heures;
- les samedis, dimanches et jours fériés entre 8 et 20 heures.

Pendant ces plages horaires, une consultation est garantie. Le patient n'a donc pas besoin d'appeler au préalable s'il veut venir en consultation à la maison médicale. La prise d'un rendez-vous n'est pas possible pendant ces créneaux horaires.

En dehors de ces plages horaires, c'est-à-dire à partir de minuit en semaine et à partir de 20 heures les week-ends et jours fériés, le médecin de garde ne se trouve pas forcément dans la maison médicale. Toute personne qui a une demande médicale devra ainsi appeler le 112, qui régulera les appels et les transmettra au médecin de garde de la maison médicale la plus proche du patient, pour, le cas échéant, fixer un rendez-vous. À souligner que les patients ne pourront pas contacter

directement la maison médicale, la régulation se fait uniquement via le 112.

Toute demande transmise par le 112 à la maison médicale sera traitée par le médecin de garde dans les meilleurs délais, soit dans la maison médicale, soit au domicile du patient. À cet effet, chaque maison médicale dispose d'une voiture d'intervention avec chauffeur pour les visites à domicile.

SÉCURITÉ SOCIALE

François Biltgen et Mars Di Bartolomeo font le point sur l'avancement des réformes nécessaires à l'entrée en vigueur du statut unique

12 décembre 2008

Le 12 décembre 2008, François Biltgen, ministre du Travail et de l'Emploi, et Mars Di Bartolomeo, ministre de la Sécurité sociale, ont donné une conférence de presse pour faire le point sur l'avancement des réformes nécessaires à l'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2009 de la loi du 13 mai 2008 portant introduction d'un statut unique pour les salariés du secteur privé.

En présence de représentants du Centre commun de la Sécurité sociale, de la Caisse nationale d'assurance pension, de la Caisse nationale de santé, de la Mutualité des employeurs, de l'Inspection générale de la Sécurité sociale et du ministère du Travail et de

l'Emploi, ainsi que de représentants des salariés et des employeurs, les deux ministres ont d'abord rappelé la finalité de la loi avant d'informer sur sa mise en œuvre.

«Le statut unique fait figure d'une véritable réforme sociale, dont le but est d'augmenter la cohésion sociale et d'éliminer le clivage entre cols blancs et cols bleus», a souligné le ministre de la Sécurité sociale, et d'ajouter: «Grâce à cette réforme, notre système de la Sécurité sociale gagne en efficacité.»

François Biltgen s'est félicité de l'élaboration du Code du travail unique pour tous les salariés: «Le statut unique garantit l'égalité devant la loi de tous les salariés du secteur privé et supprime la différenciation entre employés privés et ouvriers en matière de droit du travail.»

Les différents intervenants sont aussi revenus sur les changements

majeurs pour les assurés et pour les employeurs. Ont également été présentées lors de la conférence de presse les diverses institutions compétentes.

Le 1^{er} janvier 2009 aura lieu l'introduction du statut unique pour les salariés du secteur privé. Cette réforme sociale majeure, proposée dans le cadre de la réunion tripartite du 19 avril 2006 et votée par la Chambre des députés en date du 29 avril 2008, est le fruit d'une volonté commune du gouvernement et des partenaires sociaux de faire bénéficier les employés et ouvriers actuels des mêmes dispositions en matière de droit du travail et de Sécurité sociale. Elle apporte une égalité devant la loi de tous les salariés du secteur privé, en supprimant la différenciation entre employés privés et ouvriers dans le droit du travail.

L'introduction du statut unique, pilotée par le ministre de la Sécurité sociale et le ministre du Travail et

de l'Emploi, démontre le dynamisme du modèle social luxembourgeois, prêt à se moderniser et à s'adapter aux nouveaux besoins.

Pour les salariés, la généralisation de la continuation de la rémunération (*Lohnfortzahlung*) en cas de maladie et la création d'agences multifonctionnelles au service des assurés constituent un progrès indéniable. Pour les employeurs, différentes mesures de compensation financières ainsi que des mesures concrètes de lutte contre les abus et l'absentéisme relèvent d'une importance primordiale.

Le statut unique apporte un avantage compétitif à l'économie du pays, en abaissant le niveau général des cotisations sociales. Il conduit également à la création d'une seule chambre professionnelle des salariés du secteur privé et vers une composition unique des assesseurs salariés auprès du tribunal du travail. En outre, l'application de cette nouvelle législation va engendrer une simplification administrative aussi bien pour les employeurs que pour les différentes institutions de la Sécurité sociale.

La fusion des caisses de maladie et celle des caisses de pension permettra d'abolir les nombreux doubles emplois et les lourdeurs administratives et mènera, après une phase de transition, à une modernisation et une efficacité accrue de la gestion administrative. Les structures de gouvernance et de gestion des différentes institutions de Sécurité sociale vont être adaptées en harmonisant et en clarifiant le fonctionnement des organes décisionnels, en renforçant



François Biltgen et Mars Di Bartolomeo lors de la conférence de presse (© SIP)

le rôle des partenaires sociaux et en introduisant une méthodologie commune de gestion des risques et d'assurance qualité.

Actuellement, les travaux pratiques de mise en œuvre des différentes mesures sont en phase de réalisation concrète, voire en grande partie déjà terminés.

La Mutualité des employeurs s'est constituée et a pris en main les travaux préparatifs pour assurer dès le 1^{er} janvier 2009 sa mission dans le cadre de la continuation de la rémunération, et ceci en étroite collaboration avec le Centre commun de la Sécurité sociale. Les taux de cotisation des employeurs affiliés ont été fixés suivant les différents niveaux d'absentéisme constatés dans les entreprises.

La Caisse nationale de santé est en train de reprendre les activités des différentes institutions fusionnées et de mettre en place des procédures révisées en relation avec ces diverses missions. En dehors de la mise en place d'une nouvelle structure organisationnelle, qui sera complétée dès la constitution du nouveau comité directeur suite aux élections sociales récentes, une priorité particulière a été donnée à l'accueil et à l'information des assurés, qui pourront désormais se rendre dans les 18 agences locales de la nouvelle Gesondheetskeess.

La Caisse nationale d'assurance pension regroupe les activités des anciennes caisses de pension sectorielles à son siège à Luxembourg-Ville.

Les élections pour la nouvelle Chambre des salariés ont eu lieu

le 12 novembre 2008 et la réunion constituante pourra se tenir dès le début du mois de janvier 2009.

Les élections pour les délégations uniques du personnel ont également eu lieu le 12 novembre et ainsi, les délégations ont déjà pu être constituées de façon à tenir compte du statut unique.

Abstraction faite d'effets de transition et de rodage, somme toute normaux pour une réforme d'une telle envergure, tout semble être en place pour assurer les changements prévus pour le 1^{er} janvier 2009.

Présentation de la nouvelle Caisse nationale de santé

22 décembre 2008

En date du 22 décembre 2008, Mars Di Bartolomeo, ministre de la Sécurité sociale, a donné une conférence de presse au sujet de la Caisse nationale de santé (CNS).

À cette occasion, le ministre de la Sécurité sociale a présenté la nouvelle institution, qui existera officiellement à partir du 1^{er} janvier 2009, faisant suite à la loi du 13 mai 2008 portant introduction d'un statut unique pour les salariés du secteur privé.

Le ministre a fourni des informations pratiques en relation avec la nouvelle institution. «La loi du 13 mai 2008 portant introduction d'un statut unique ne permet pas de maintenir la structure des organismes de la Sécurité sociale actuellement fondée sur les distinc-

tions socioprofessionnelles», a expliqué Mars Di Bartolomeo. «Dès lors, pour satisfaire à sa mise en œuvre, l'UCM et les six caisses de maladie du secteur privé unissent leurs forces vives au travers d'une fusion qui donne naissance à partir du 1^{er} janvier 2009 à la CNS. Le choix du mot "santé" dans la dénomination de ce nouvel organisme reflète la volonté politique de l'inscrire dès sa création dans la perspective élargie du domaine de la santé», a ajouté le ministre de la Sécurité sociale.

Ainsi, la CNS devient l'interlocuteur commun en matière de prestations d'assurance maladie et d'assurance dépendance pour tous les assurés auparavant affiliés auprès d'une des six caisses de maladie du secteur privé: CMEP, CMO, CMEA, CMOA, CMA ou CMPI.

Dans l'immédiat, les autres changements majeurs de cette réforme sont les suivants: en harmonisant le statut de tous les salariés, le statut unique introduit des obligations similaires pour tous les employeurs vis-à-vis de l'ensemble de leurs salariés, qui bénéficieront de la continuation de la rémunération pour une durée minimale de 11 semaines et en moyenne de 13 semaines avant que la CNS entame le versement des indemnités pécuniaires de maladie calculées sur base de la rémunération touchée lors des mois précédant l'incapacité de travail.

Pour gagner en efficacité, un service central de gestion des incapacités de travail a été créé pour en assumer la gestion complète. Par conséquent, les certificats médicaux sont à adresser direc-

tement au siège de la CNS. Ces certificats médicaux doivent être transmis pour tout arrêt de travail, y compris pour ceux survenant pendant la période de continuation de la rémunération couverte par les employeurs. La production d'un tel certificat n'est pas requise pour les incapacités de travail ne s'étendant que sur un ou deux jours ouvrés. En pareil cas, il n'est pas nécessaire d'informer par téléphone la CNS, mais l'arrêt de travail doit obligatoirement être signalé à l'employeur selon les modalités actuellement en vigueur.

La CNS maintient et adapte le réseau actuel des 17 agences locales de la CMO, en y intégrant l'agence locale CMOA/CMEA d'Esch-sur-Alzette/Schlassgoart. Dorénavant, chacune de ces agences sera accessible à tous les assurés de la CNS à leur convenance et dans une plage horaire d'ouverture élargie de 8 h 30 à 11 h 30 et de 13 à 16 heures. Ces agences seront habilitées à émettre des chèques en vue du remboursement des prestations en nature, pour autant que les factures aient été acquittées au jour de leur présentation depuis moins de 15 jours et que leur montant atteigne au moins 100 euros. Les chèques ainsi émis pourront être encaissés sans frais ni aucune retenue auprès de toute agence de la Banque et caisse d'épargne de l'État.

L'ensemble des nouvelles modalités de contact offertes par la CNS et son réseau d'agences locales seront disponibles (adresse, téléphone, fax, e-mail) sur www.cns.lu. Ce site donne également accès à toutes les précisions concernant

les changements entrant en vigueur au 1^{er} janvier 2009, reprenant en détail leurs diverses modalités d'application, en fonction notamment des situations particulières fixées par la loi.

TRANSPORT

Présentation du Plan d'action national pour la mobilité douce

15 septembre 2008

En date du 15 septembre 2008, le ministre des Transports, Lucien Lux, le ministre des Travaux publics, Claude Wiseler, et le ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire, Jean-Marie Halsdorf, ont présenté le Plan d'action national pour la mobilité douce.

Ce plan s'inscrit dans la politique de mobilité du gouvernement, qui par l'interaction de différentes stratégies de mobilité, telles que le concept mobil2020 et le plan directeur sectoriel «transports» en cours d'élaboration, vise à répondre aux défis de la mobilité au Grand-Duché de Luxembourg.

Une contribution de la mobilité douce à une optimisation du trafic quotidien est évidente, d'où la définition d'un objectif politique d'une augmentation de la part modale de la mobilité douce de 18% actuellement à 25% à l'horizon 2020.

«Le but de la Semaine européenne de la mobilité est de recenser de nouvelles alternatives de mobilité afin d'atteindre le split modal 25-75 à l'horizon 2020. Une augmentation de la mobilité douce ne permettrait pas seulement d'améliorer notre qualité de vie, de réduire la pollution atmosphérique et



Les ministres Lux, Halsdorf et Wiseler lors de la conférence de presse (© SIP)

de combattre les changements climatiques, mais aussi de désencombrer les routes, de diminuer considérablement le nombre d'embouteillages et d'augmenter la sécurité routière. De plus, la mobilité douce est moins chère, moins stressante et plus saine pour l'utilisateur», a souligné le ministre des Transports, Lucien Lux.

Dans ce contexte, le Plan d'action pour la mobilité douce, élaboré par un groupe de travail interdisciplinaire et interministériel, constitue le document de base et de travail afin de contribuer à atteindre le but ambitieux fixé par le gouvernement, d'intégrer la mobilité douce dans la vie quotidienne.

La structure du plan d'action s'articule autour des différents domaines en relation avec la mobilité douce. C'est pourquoi le plan est composé de deux volets interdépendants, que sont d'une part un descriptif et une définition des différents domaines d'application, tels que l'information, la communication, l'aménagement du territoire, la législation et les infrastructures de transport entre autres, et, d'autre part, un programme d'action définissant, suivant le domaine d'application concerné, les mesures à concrétiser en vue de contribuer à une amélioration de la mobilité douce.

Actuellement, la majorité des déplacements font moins de 3 km et pourraient se faire à pied ou à vélo. Le déplacement à pied est plus rapide que la voiture pour les distances situées en dessous de 500 m, tandis que le vélo est à préférer pour les distances inférieures à 4,5 km.

«La loi de 1999 portant création d'un réseau national de pistes cyclables prévoyait la réalisation de 990 kilomètres de pistes cyclables», a rappelé Claude Wiseler. «Actuellement, nous avons déjà réalisé 600 kilomètres, dont la majorité sont indépendantes du réseau routier. Afin de rendre le vélo plus compétitif par rapport aux autres moyens de transports, il faut proposer un réseau complet à l'utilisateur. C'est la raison pour laquelle nous sommes en train de dresser un relevé des tronçons manquants afin de réaliser un réseau continu et interconnecté de pistes cyclables. Ces réalisations sont malheureusement souvent retardées à cause de problèmes d'acquisition», a expliqué le ministre des Travaux publics.

Le Plan d'action national pour la mobilité douce a été adopté par le Conseil de gouvernement du 12 septembre 2008. Il énumère toute une série de mesures qui pourraient être mises en œuvre afin de promouvoir la mobilité douce, à savoir la marche à pied et la pratique du vélo, qui présente un potentiel important non utilisé à l'heure actuelle en vue de l'amélioration de la mobilité des personnes en général.

Lancement du nouveau système de perception tarifaire électronique e-go

19 septembre 2008

En date du 19 septembre 2008, le ministre des Transports, Lucien Lux, a lancé le nouveau système

de perception tarifaire électronique e-go, qui sera opérationnel dès le 20 septembre 2008.

e-go est un nouveau mode de distribution qui permet de charger sous forme électronique sur un support au format d'une carte de crédit des titres de transport émis dans le cadre des transports publics luxembourgeois.

Ce mode de distribution doit remplacer, à terme, la vente sur support papier pour les clients réguliers. Les utilisateurs occasionnels pourront continuer à acheter leur billet sur support papier dans les bus ou aux guichets dans les gares.

«Ce nouveau système tarifaire constitue un élément important pour améliorer l'attractivité, le confort et la rapidité des transports publics», a déclaré Lucien Lux lors du lancement de la carte. «e-go présente des avantages non seulement pour les usagers, mais aussi pour les chauffeurs et les opérateurs d'autobus», a-t-il ajouté. En effet, ce système ne changera pas seulement la vente des billets, mais permettra également de recueillir des statistiques précises quant aux habitudes des voyageurs et aux fréquentations des différentes lignes de bus et de train.

Achat et chargement de la carte

Pendant une phase transitoire (jusqu'au 31 décembre 2008), les usagers des transports publics peuvent se procurer et charger leur carte à puce e-go aux guichets de la Centrale de mobilité, des gares CFL à Luxembourg-Gare, Esch/Alzette et Ettelbruck, des AVL (P&R

Bouillon et Centre Hamilius) et du TICE à Esch/Alzette. Après cette phase, le réseau de vente sera élargi et des machines de vente automatiques seront installées aux points de vente habituels et dans les commerces.

Plusieurs titres de transport d'une même catégorie (p. ex. plusieurs billets courte durée ou plusieurs carnets de billets longue durée ou plusieurs abonnements réseau) peuvent être chargés sur la carte à puce, qui est rechargeable. En revanche, il n'est pas possible de charger sur une même carte plusieurs billets ou abonnements de catégories différentes.

Il est également possible d'automatiser l'opération de rechargement. Cette formule *auto-load* est disponible pour tous les abonnements

mensuels et, dans une 2^e phase, pour les carnets de billets courte durée et longue durée.

Validation de la carte

Les titres de transport chargés sur la carte à puce ne sont valables qu'une fois validés auprès des bornes de validation e-go, installées dans les gares et les autobus. Pour valider le titre de transport, il suffit de se présenter devant une borne: l'affichage «bon voyage» ainsi qu'un signal sonore indiquent la fin de la validation.

À noter que la structure et les produits tarifaires resteront inchangés après la mise en service d'e-go. Les billets conventionnels resteront parallèlement en vigueur jusqu'à la fin de la période transitoire (31 décembre 2008).

TRAVAIL ET EMPLOI

Jeannot Krecké et François Biltgen commentent les chiffres du marché de l'emploi

26 novembre 2008

À l'issue de la séance du Comité de conjoncture du 26 novembre 2008, le ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, Jeannot Krecké, et le ministre du Travail et de l'Emploi, François Biltgen, ont commenté les derniers chiffres du marché de l'emploi national ainsi que la situation économique actuelle.

Le nombre de personnes sans emploi résidentes au Luxembourg, enregistrées auprès de l'Administration de l'emploi (ADEM) et non affectées à une mesure pour l'emploi était de 10 441 en octobre 2008, ce qui correspond à une augmentation de 549 unités (+5,5%) par rapport à septembre 2008 et de 790 unités (+8,2%) par rapport à octobre 2007. Le taux de chômage est passé de 4,3% à 4,5%.

Malgré cette augmentation du chômage, ces chiffres correspondent à une évolution conjoncturelle normale pour cette période de l'année, a estimé le ministre du Travail, pour qui le vrai impact de la crise financière internationale ne se fait toutefois pas encore sentir.

D'autres points saillants des chiffres du chômage sont la régression au niveau des offres d'emploi et la forte augmentation



Lucien Lux lors du lancement du nouveau système de perception tarifaire électronique e-go (© SIP)

du nombre de chômeurs indemnisés, a indiqué le ministre Biltgen. De plus, les inscriptions à l'ADEM sont en augmentation pour toutes les catégories d'âge.

Rappelant les derniers chiffres en matière de prévisions économiques pour le Luxembourg et la zone euro, Jeannot Krecké a pour sa part appelé à une certaine vigilance face à ces estimations. «Il est actuellement très difficile d'évaluer correctement la situation et les prévisions économiques.»

Chômage partiel

Aux dires du ministre de l'Économie, le Comité de conjoncture a analysé 56 demandes pour bénéficier des dispositions en matière de chômage partiel. 44 demandes ont reçu un avis favorable. Dans les entreprises concernées, sur un effectif total de 7 455 personnes, 4 785 salariés travailleront prévisiblement à horaire réduit.

D'après François Biltgen et Jeannot Krecké, le Comité de conjoncture a ainsi constaté en novembre 2008 une augmentation substantielle des demandes pour bénéficier des dispositions en matière de chômage partiel. Cette augmentation confirme tout d'abord la situation conjoncturelle du secteur de l'industrie automobile. De nombreuses usines d'assemblage ont diminué la production de véhicules automobiles, voire planifié des arrêts de production. Une quinzaine d'entreprises luxembourgeoises, fournisseurs de l'industrie automobile, sont directement concernées par ces arrêts tempo-

raires et sont contraintes en conséquence de réduire leurs activités de production.

Par ailleurs, un nombre croissant d'entreprises qui travaillent en tant que sous-traitants de l'industrie sidérurgique ont demandé à pouvoir bénéficier des dispositions en matière de chômage partiel.

Finalement, le bénéfice des dispositions du chômage partiel a été octroyé à quelques sociétés de transport sur base d'un lien de dépendance économique par rapport à des entreprises qui bénéficient du régime de chômage partiel.

Réactions à la crise

Jeannot Krecké a admis que le nombre d'entreprises touchées par la crise était important, mais que les instruments pour y faire face – politique du maintien dans l'emploi, chômage partiel – étaient en place. «Il est maintenant essentiel pour les entreprises de se concerter avec nous et de collaborer avec les organisations syndicales», a-t-il demandé.

François Biltgen a ajouté dans ce contexte que son ministère venait de signer une convention avec la FEDIL Luxembourg Business Federation sur la mise à disposition d'un consultant auprès du secrétariat du Comité de conjoncture, qui aura comme mission de prendre contact avec les entreprises et de les informer sur la politique du maintien dans l'emploi.

Le gouvernement maintiendra de son côté le volume des investissements publics à un niveau élevé

et avancera un certain nombre de projets, surtout dans le domaine des travaux publics pouvant bénéficier directement aux entreprises locales, a rappelé le ministre de l'Économie. Et d'ajouter: «Il n'est pas possible de dire comment la situation évoluera, mais nous devons prendre toutes les mesures pour réagir efficacement.»

En conclusion, Jeannot Krecké a dit: «Tous les pays industrialisés sont concernés par la crise. Dans les pays axés sur l'exportation, comme le Luxembourg, l'impact est évidemment considérable. Il faut maintenant voir si la bonne santé de nos entreprises leur permettra d'en sortir rapidement. La situation est donc grave, mais nous ne sommes pas encore entrés dans une phase de récession.»

Interrogé sur des licenciements éventuels, le ministre de l'Économie a indiqué que le nombre de licenciements n'était pas encore en augmentation. «Si de telles situations devaient se présenter, les instruments existants devraient permettre d'y faire face.»



Discours et déclarations

Seul le texte prononcé fait foi.

Discours de Jeannot Krecké à l'occasion du séminaire «Grand Duchy of Luxembourg – Your prime business location» à Istanbul

9 septembre 2008

Ladies and Gentlemen,
Dear friends,

Thank you very much for attending today's seminar. Your very presence testifies to the interest of Turkey's business community in strengthening the links between your country and Luxembourg.

Turkey has for a long time, too long of a time, been absent from Luxembourg's commercial radar. Our combined trade of 170 million euros is far below the potential of our two economies and does not do justice to the opportunities at hand. I am glad that 57 business people, representing 40 companies, have joined me on this visit. They are the living proof that businesses of all sizes have recognised Turkey's potential as a dynamic economy, hosting modern companies that are more than able to compete in the international marketplace.

Turkey is nevertheless more than just a market of 73 million consumers with increasing spending power. Turkey is, and has historically been, the hub linking Europe and the Middle East and Central Asia. Straddling European and oriental cultures, just like the city of Istanbul, its business representatives look both East and West. The opportunities at hand in this larger region, with fast-growing economies fuelled by their richness in natural resources, are very often exploited with the help of Turkish involvement. From Astana to Baku, from Ashgabat to Baghdad and from Sofia to hopefully soon again Tehran, Turkey's entrepreneurs are busy investing and creating commercial networks throughout what used to be the Ottoman Empire. European companies have recognized this role of the Turkish business community as a bridge towards the countries of the old Silk Road.

Europe needs this bridge. It needs Turkey, it needs their people, it needs their inherent talent to be facilitators with the Muslim world. Unfortunately, Turkey's relationship with the European Union has been marked by ups and downs, by hesitations and misunderstandings. Some claim that the European Union's population is not ready yet to accept Turkey as a member. I am

convinced that the problem does not lie with Turkey, issues like Cyprus notwithstanding. It is a hesitation about the EU as such, about the direction it shall take, what it represents and where it will evolve. Europe has become so complex that its people have difficulty understanding it. The result of Ireland's referendum on the Lisbon treaty is a mark in point. Confusion reigns and confusion leads to conservative attitudes, to prudence about taking steps ahead. I hope that Turkey's population understands this.

Nevertheless, I have to say that conditions for taking Turkey closer to the European Union have never been as good. Maybe I am a born optimist but I dare to say that soon we will see progress and the stalled negotiations will move on.

Europe has to understand that Turkey is of a key strategic importance to Europe, by itself and through its economic dynamic, as well as through its role in the quest to secure Europe's supply of energy. If we do not want to put all our eggs in the Russian basket, the only way to bring Caspian and Central Asian oil and gas to the European markets leads through Turkish territory.

The rising prices for energy and especially the spectacular ups and downs at the markets, have shown us how important it is for us all to diversify our sources of supply in order to make the market as efficient as possible through increased competition. Oil can be shipped with tankers and changing supplier is relatively easy. For gas, the cleaner and somewhat cheaper alternative, the possibilities are more limited. Unless there is massive investment in LPG technology, the only way to transport natural gas remains the pipeline. These umbilical cords link buyer and supplier.

The resulting interdependence, if recognised, should lead to cooperation. Nobody gains if this very special relationship is troubled. I do not belong to those who are afraid of Russia. I don't believe that there will be a politically motivated fiddling with the oil and gas valves in the foreseeable future. I believe in the forces of the market and in healthy competition on a level playing field. Luxembourg actively cooperates with Gazprom in a joint-venture. But Luxembourg is also a shrewd customer that wants the best possible conditions for its energy contracts.

During my discussions yesterday with Minister Tüzmen, I learned a lot about your government's reform policies.

Hard work has been done to improve the basic macro-economic indicators, bringing public spending and inflation under control and diversify the economic tissue of the country. Turkey has moved upwards on the quality scale of its products. Cheap labour is no longer the selling point to investors. Focus has been put on innovation, using the most valuable natural resource Turkey has to offer: well-educated young people. I visited Bilkent University's Cyberpark and incubator for start-up companies and have to underline that the support offered and the projects pursued are at par, and sometimes of better quality, than everything I have seen of the like in Western Europe.

I have seen complementarities between our economies, sectors that we both develop, where we head in similar directions. Turkey is aiming to become a logistics hub between Europe, Asia and the Middle East. Luxembourg is already a first-class distribution centre for goods in the very heart of the European Union. The government is putting great effort into fine-tuning our regulatory framework as well as the infrastructure needed to remain at the cutting edge of the industry. Luxembourg is specialised in goods that arrive by air – Cargolux is one of the world's leading freight-only airlines and operates to over 90 destinations, among which Istanbul. We will need to look at this link, which for the time being looks to weak to me with only one flight per week.

Logistics "made in Luxembourg" is nevertheless not only airborne. The CEO of CFL Cargo, a specialist player in the railway freight business, is in the room today and wishes to study the Turkish market in order to investigate opportunities for the creation of better railway services between Luxembourg and Turkey, linking factories to distributors, producers to markets. Nowadays, in times of high energy costs, railways become an increasingly interesting alternative, in financial as well as environmental terms, to road transport.

A second vector of future growth that both our countries have discovered is health technology and medical devices. I think Turkey has a head start in this field, compared to Luxembourg. The reason, I suppose, lies with the excellent network of research facilities at your universities and the government's policy to encourage researchers and students to take their discoveries and

market them through their own companies. We are only at the beginning of this development and I think that we may be able to learn from your experience.

Ladies and Gentlemen,
Dear friends,

Turkey and Luxembourg have for too long ignored each other. A huge potential for cooperation has been missed. Partly, this has been my fault since it took me too long to bring a delegation to your wonderful country.

Europe and Turkey need each other. Today more than ever. If we make abstraction of some shrill populist statements, I am convinced that no European political leader can deny this fact. The Turkish bride received its engagement ring some 40 years ago. We should not let her wait any longer, unless we risk that she goes looking for another potential husband. I congratulate the Turkish government on the reforms that it has undertaken in the recent years and I remain positive that if it continues down this path, then we will be able to welcome Turkey into the European family very soon.

Thank you very much.

Discours de Nicolas Schmit à l'occasion du 18^e forum économique à Krynica

12 septembre 2008

Mr Geremek,
President Walesa,

With Bronislaw Geremek we all have lost a friend talking to whom was an immensely enriching and fascinating experience.

He was a man of strong convictions but he also had this quite rare gift of listening to his interlocutors, were they experienced politicians or young students eager to debate with him.

At the same time as we have lost a friend, Europe has lost an outstanding personality, an historian who had lived through European history, from his exceptional knowledge of the Middle Ages to the tragedies of the 20th century and finally to the liberation and unification of Europe.

He believed in Europe because he was more than anybody acquainted with our common European roots.

Therefore it was quite natural for him to consider the division of our continent as a very provisional one, a blink in a long common history.

This vision, based on an extraordinary knowledge of European culture, made out of him this decided actor at a critical moment of European history: this unique occasion to reconquer for Poland her freedom and her dignity and by that to put an end to a totalitarian system which had precisely divided Europe.

With Bronislaw Geremek, Europe has also lost one of its best advocates, a man strongly attached to a European idea that also comes to us from the Middle Ages. Co-author of a recently published book called *Visions of Europe*, he saw the project of the European unification above all as a project of a civilisation based on values.

I vividly remember the speech he gave last December in Schengen, at the time of the accession of the new Member States, and among them Poland, to this area of free movement. He mentioned this feeling of belonging to a territory, a culture, an area to which free movement has given a whole new sense. He described this feeling of freedom which the Polish, Czech, Hungarian... citizens discovered when they became beneficiaries of one of the most beautiful rights that Europe has created. He also reminded us that this right had to be extended to all European nations and specifically to the young people. He, the recipient of the Charlemagne Prize in 1998, when he was the Foreign Minister of Poland, knew how to talk about the European dream. Geremek had the power to make us dream again about Europe, a Europe founded on freedom and solidarity, like the name of the trade union which has contributed so much to the reunification of our continent. In this sense, we may regret today that he couldn't become the first president of the European Parliament of this new Europe.

Commemorating this outstanding European today, also means to reflect on his legacy. His political thoughts, his actions in the different functions he has exercised, do not only allow us to better understand the past, they should also enlighten us to better perceive what is happening today and might happen tomorrow: History is going fast nowadays and certainly the advice, the guidance, the clairvoyance of Bronislaw Geremek would be much needed at this very juncture. Geremek was an optimist, but he never believed that we were

heading after the collapse of communism to the end of history, meaning that peace, freedom and the respect of the rights of all nations would be, by themselves, guaranteed forever.

We have been reminded very recently that power politics is not a category of thinking or acting which has disappeared from our continent. However this should not prevent us from building a relation of interdependency and partnership with all our neighbours and partners.

A partnership in the 21st century cannot go together with a return to powerpolitics of the 19th or 20th century. We cannot accept a policy inspired either by the Congress of Vienna nor Yalta. A Europe of free, independent and sovereign nations – a major achievement of the 20th century cannot be organised, at the beginning of this century, on the basis of zones of influence. The concept of “limited sovereignty”, even if it is slightly adapted belongs to the past.

Europe has now experienced that its political weight is not fatally negligible, if and only if the Union is capable of becoming a credible international actor which means that it is able to speak and act out of a strong internal solidarity. In his last articles Geremek pleaded for a strong unified and Europe united in solidarity. Therefore he was advocating very much in favour of the entry into force of the Lisbon Treaty.

Because our world is much more dangerous and the political equilibrium much more fragile than many of us had assumed, we have to convince our peoples that the European integration has to be pushed forward. We need the dialogue with our partners including Russia. But this dialogue should be conducted by a European Union speaking with one voice, defending the values we are committed to.

This is certainly part of the legacy of Bronislaw Geremek.

Discours de Jean Asselborn à l'occasion de la 63^e Assemblée générale de l'ONU, New York

26 septembre 2008

Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire général,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

«Il n'y a pas de sécurité sans développement, il n'y a pas de développement sans sécurité et il ne peut y avoir ni sécurité, ni développement si les droits de l'Homme ne sont pas respectés.»

En cette année de célébration du 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, ce constat fondamental reste plus que jamais d'actualité.

Et il doit continuer à guider notre action, celle de notre organisation tout comme celle de nos gouvernements.

Monsieur le Président,

Qu'il me soit permis de revenir brièvement sur les deux événements de haut niveau auxquels nous avons assisté ces derniers jours, celui sur les besoins de l'Afrique en matière de développement, et celui sur les Objectifs du millénaire pour le développement.

Si ces réunions ont montré les progrès accomplis, car il y a eu des progrès incontestables, et il importe de les relever – ainsi on a vu par exemple une baisse de 400 millions du nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté, une baisse de 27% du taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans, des investissements accrus dans l'éducation et la santé, des progrès en ce qui concerne l'égalité entre hommes et femmes –, elles ont aussi souligné la nécessité absolue de renforcer nos efforts si nous voulons atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés d'un commun accord en 2000. D'autant plus que la hausse des prix alimentaires et des carburants et le ralentissement économique mondial auxquels nous avons assisté ces derniers mois, menacent les progrès réalisés.

Le Luxembourg a placé sa politique de coopération résolument au service de l'éradication de la pauvreté, notamment dans les pays les moins avancés. Ses actions se conçoivent dans l'esprit du développement

durable compris dans ses aspects sociaux, économiques et environnementaux – avec l'homme, la femme et l'enfant en son centre.

Mon pays consacre aujourd'hui, 0,92% de son revenu national brut à l'aide publique au développement, et nous comptons poursuivre dans cette voie afin d'atteindre l'objectif de 1% dans les années à venir.

Avec d'autres, nous allons nous investir pour que les engagements pris en 2005 au niveau européen soient pleinement respectés lors de la conférence de Doha sur le financement pour le développement.

En effet, si la mise en place d'un véritable partenariat pour le développement repose sur des responsabilités partagées à charge aussi bien des pays donateurs que des pays récipiendaires, et que nous comptons sur une action renforcée des pays en développement en matière de bonne gouvernance et d'État de droit, de capacity building et de prise en main de leur propre développement; le respect par les pays développés de leurs engagements en matière de qualité et de quantité de l'aide, constitue une base importante d'un tel partenariat, notamment en ce qui concerne l'Afrique. Je tiens toutefois à rappeler aussi que l'Union européenne et ses États membres signent pour 55 à 60% de l'aide publique au développement au niveau mondial.

Monsieur le Président,

Le montant de 700 milliards de dollars a été au centre des préoccupations de la politique financière cette semaine. Il semble que ce montant faramineux soit à déployer pour réparer les dégâts provenant d'un «capitalisme de casino bancaire» qui table sur l'endettement et la spéculation pour faire afficher une croissance précaire. Imaginons un instant ce montant mis au service des Objectifs du millénaire retenus par cette haute Assemblée: que de milliers d'enfants pourraient survivre; que de milliers de femmes ne mourraient pas pendant ou après l'accouchement; que de progrès possible en matière de lutte contre le sida et le paludisme; que de programmes d'aide possible pour des millions de pauvres vivant avec moins d'un voire deux dollars par jour. Réfléchissons-y.

Monsieur le Président,

Je ne voudrais omettre d'aborder un sujet qui a figuré au centre des nos discussions l'année dernière, et qui

a un impact majeur sur le potentiel de développement des pays, à savoir le changement climatique.

Il est essentiel de poursuivre sur la voie engagée à Bali, et de conclure à Copenhague un régime post-Kyoto qui ne freine pas, mais qui appuie le développement économique durable auquel aspirent les pays en voie de développement. Des mécanismes permettant d'assurer un transfert de technologie efficace et la mise à disposition de moyens financiers appropriés sont, de notre avis, des outils indispensables du régime post-2012 tant pour le volet atténuation que pour l'adaptation, et ceci dans le cadre d'un régime multilatéral efficace à participation globale, avec des objectifs de réduction des émissions juridiquement contraignants pour les pays industrialisés et des contributions conformes aux possibilités de chacun.

La coopération luxembourgeoise a, pour sa part, décidé en début de l'année d'intégrer de façon systématique dans ses programmes de développement les questions d'adaptation au changement climatique.

Le changement climatique n'a toutefois pas seulement un impact potentiel sur le développement, mais aussi sur la sécurité des pays. L'initiative des petits pays insulaires en voie de développement du Pacifique de saisir notre Assemblée de cette problématique me semble de ce fait des plus opportunes. Elle complémente utilement celle prise par les Maldives lors de la 7^e session du Conseil des droits de l'homme de se pencher sur la relation entre le changement climatique et la pleine jouissance des droits de l'homme.

Comme j'ai déjà pu le dire à cette tribune: pour traiter avec succès de la problématique du changement climatique, il nous faut l'aborder dans toute sa complexité, et il nous faut l'aborder de manière concertée. Et quel meilleur cadre pour ce faire que les Nations unies?

Monsieur le Président,

Les besoins en développement, et notamment en Afrique, ayant été au centre de notre attention cette semaine, permettez-moi de dire quelques mots sur un certain nombre de conflits en Afrique qui entravent le développement des pays qu'ils secouent et dans la résolution desquels les Nations unies s'investissent lourdement, malheureusement pas toujours avec les résultats espérés.

Le conflit au Darfour est entré dans sa sixième année, et les images d'une population meurtrie par les attaques, les déplacements, la vie précaire dans les camps et la peur quotidienne de nouvelles violences continuent de hanter les nouvelles et nos esprits. Les efforts internationaux et onusiens pour résoudre cette crise, à travers, en particulier, le déploiement, conjointement avec l'Union africaine, de la plus importante mission de maintien de la paix jamais décidée, et un rôle central dans la médiation pour la recherche d'une solution politique à la crise, risquent toutefois de rester vains si les parties au conflit, aveuglées par leurs intérêts à court terme, continuent de manquer de la volonté politique nécessaire pour s'engager en faveur d'une solution durable.

Pour qu'une solution au Darfour soit durable, elle doit comporter plusieurs volets: sécuritaire, par une cessation des hostilités et un retour au calme sur le terrain; politique, par la conclusion d'un accord de partage du pouvoir et des ressources; humanitaire, par des mesures efficaces pour répondre aux besoins humanitaires immédiats et de développement des populations et judiciaire, par la fin de l'impunité généralisée pour les crimes commis au Darfour et la traduction en justice des principaux protagonistes des atrocités commises au Darfour pour permettre une réconciliation véritable. La paix et la justice devront aller de pair au Darfour comme, d'ailleurs, partout dans le monde: c'est là l'un des principes fondamentaux qui guide la politique étrangère luxembourgeoise. Nous ne pouvons et ne devons pas fermer les yeux sur les graves crimes commis au Darfour, et toute solution politique qui remettrait à un avenir incertain la justice au Darfour bafouerait encore les droits d'une population qui souffre depuis trop longtemps.

Monsieur le Président,

L'Union européenne et mon propre pays cherchent à apporter leur contribution avec le déploiement au Tchad et en République centrafricaine de l'EUFOR, une force chargée de protéger les réfugiés du Darfour ainsi que les déplacés internes, et permettre l'accès de la communauté humanitaire à ces populations vulnérables dans un environnement sécuritaire volatile. L'EUFOR doit paver la voie pour une force de l'ONU à partir du printemps de l'année prochaine. Il importe que cette transition se fasse en de bonnes conditions,

dans les délais, et que la force puisse se déployer pleinement, dans l'intérêt d'une stabilisation durable de la sous-région.

Un autre conflit en Afrique qui nous préoccupe très fortement est celui en Somalie, ce pays en proie à la guerre civile depuis plus d'une génération, et dont les conséquences se font sentir dans toute la région de la Corne de l'Afrique. La signature de l'accord de Djibouti, il y a quelques semaines, entre le gouvernement transitoire et une partie de l'opposition ouvrira peut-être enfin la voie à une stabilisation durable de la Somalie. Seules une consolidation de la situation politique et une amélioration de la situation sécuritaire permettront à la communauté internationale de s'investir pleinement dans des efforts de maintien de la paix dans ce pays, dans le sillage de l'Union africaine qui y a déployée une force de maintien de la paix sous des conditions extrêmement difficiles. Je me félicite des efforts en cours au Conseil de sécurité pour concrétiser, lorsque les conditions le permettront, l'engagement ferme de la communauté internationale et des Nations unies pour venir en aide à la Somalie.

Monsieur le Président,

Alors que beaucoup pourrait bien sûr encore être dit sur la situation en Afrique, sur nos préoccupations en ce qui concerne la République démocratique du Congo où on a assisté ces derniers temps à une reprise des combats, sur la situation au Zimbabwe où il faut espérer qu'un terme sera désormais mis à toute forme d'intimidation et de violence afin de permettre à ce pays meurtri de se relever, mais aussi sur les développements positifs au Libéria et en Sierra Leone où il a été possible de mettre en place une stratégie intégrée de consolidation de la paix et de dessiner la voie à une sortie de crise durable, je voudrais évoquer encore un dossier qui nous préoccupe énormément, et où notre Organisation doit, en coopération avec l'OSCE et l'Union européenne, jouer un rôle central, à savoir, les conflits en Géorgie.

Comme le président de la République française en tant que représentant de l'Union européenne a pu le dire à cette tribune, voici quelques jours, l'Union européenne veut agir pour la paix. Elle est disposée à apporter sa part, notamment par le déploiement d'une mission d'observation sur le terrain, et dans les futures discussions internationales qui doivent débiter à la mi-octobre à Genève, en vue d'une solution pacifique et

durable. Une telle solution doit être fondée sur le plein respect des principes d'indépendance, de souveraineté et d'intégrité territoriale, et nous regrettons toute action allant à l'encontre de ces principes.

Il nous semble par ailleurs important de voir une enquête indépendante sur le conflit en Géorgie. La guerre tue la vérité d'abord, dit-on. L'Union européenne, qui s'est engagée à arrêter les violences et à faire sortir les troupes de Géorgie, qui aide le peuple géorgien sur le plan humanitaire et sécuritaire, ne peut laisser aux historiens les raisons véritables du déclenchement de ce conflit. La lumière doit être faite aussi et surtout pour éviter des cas similaires. La raison d'être des Nations unies est d'empêcher le déclenchement de conflits armés. S'ils éclatent, il est de notre devoir à tous d'en connaître les raisons et les circonstances afin d'en empêcher d'autres.

Je voudrais enfin partager les propos du président du Conseil européen concernant un autre sujet, surtout après avoir entendu les déclarations, mardi dernier, du président de la République islamique d'Iran devant cette Assemblée générale. On ne peut pas tolérer que l'Iran appelle à la destruction de l'État d'Israël, on ne peut pas tolérer des propos antisémites tels que ceux tenus ici, surtout pas ici, à la tribune de notre Organisation.

Monsieur le Président,

Comme si souvent, zones d'ombre et lueurs d'espoir se mêlent lorsque nous analysons la situation internationale. Mais une constante demeure: l'importance d'un système multilatéral effectif.

Or l'ONU pourrait être encore plus efficace si elle poursuivait ses efforts de réforme interne. Malheureusement, une certaine fatigue en matière de réforme de l'Organisation est perceptible. Ceci est d'autant plus regrettable que les défis posés au niveau mondial n'attendent pas. Une Organisation plus cohérente et plus efficace nous profite à tous. N'hésitons pas à redoubler d'efforts pour faire honneur à nos engagements de 2005 en matière de réforme.

J'ai noté avec satisfaction qu'en matière de réforme du Conseil de sécurité, nous allons enfin débiter des négociations intergouvernementales début 2009 et j'espère que ces négociations aboutiront rapidement et que le Conseil réformé sera plus représentatif, plus

performant et plus transparent, ce qui garantira plus d'efficacité, de légitimité de ses décisions ainsi qu'une meilleure qualité de mise en œuvre de celles-ci.

D'autres chantiers de la réforme décidée en 2005 restent encore ouverts comme la réforme de la gestion de l'Organisation. Je ne puis qu'encourager le secrétaire général dans son effort de réforme des ressources humaines reposant sur les trois piliers qui sont la transparence, l'efficacité et la responsabilisation.

En matière de cohérence du système, nous devons poursuivre nos efforts pour ce qui est des activités opérationnelles, des pratiques commerciales et des activités en matière d'environnement. Il faut en effet dépasser une fragmentation du système qui s'est développée au cours des soixante dernières années de l'histoire onusienne.

Il nous faut également poursuivre nos efforts en matière de lutte contre le terrorisme. Même s'il faut saluer la stratégie mondiale de lutte contre le terrorisme, adoptée par notre Assemblée et la revue à laquelle nous venons de procéder, il nous faut compléter notre dispositif législatif en relançant les travaux sur la Convention générale des Nations unies contre le terrorisme.

Enfin, il me tient à cœur d'attirer, une nouvelle fois, l'attention sur notre décision collective relative au devoir de protéger les populations contre le génocide, les crimes de guerre, le nettoyage ethnique et les crimes contre l'humanité. Nous devons continuer à travailler sur le concept de responsabilité de protéger qui devra trouver application dans le cadre des critères et conditions définies par le document conclusif du Sommet de 2005 pour devenir progressivement une norme incontestée qui puisse guider l'action de la communauté internationale lorsque la situation l'exigera.

Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire général,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Membre fondateur de notre Organisation, mon pays s'efforce à apporter sa contribution aux objectifs et principes de la Charte, par une solidarité affirmée et confirmée; par un engagement concret pour le développement, la paix et la sécurité, le respect des droits de l'Homme; par la poursuite résolue d'une approche multilatérale dont les Nations unies sont au centre.

C'est également dans cet esprit que le Luxembourg conçoit sa candidature pour un siège non permanent au Conseil de sécurité en 2013-2014, posée en 2001 déjà, et qu'il entend continuer à assumer sa part des responsabilités.

Je vous remercie.

Transcription de l'intervention de Jean-Claude Juncker à l'occasion du dépôt du projet de budget 2009 à la Chambre des députés (partie I)

1^{er} octobre 2008

Här Präsident,
Léif Kollegen,
Dir Dammen an Dir Hären,

Mir liewen an engem séier onsécheren Ëmfeld. Nach ni war d'Ëmfeld an Europa a weltwäit esou onsécher an esou fragile, wéi dat de Moment de Fall ass. De Wuesstëm an der Eurozon, de Wuesstëm weltwäit, de Wuesstëm zu Lëtzebuerg loossen eng däitlech Tendenz a Richtung Zréckentwécklung erkennen. D'Inflatioun ass am Laf vum Joer geklommen an d'Uelegpräisser bleiwen no wéi vir op engem héijen Niveau – och wann et elo zu enger gewësser Berouegung komm ass.

Eng Regierung, déi mat esou enger Situatioun konfrontéiert ass, eng Regierung vun engem Land deem seng Recettë sech duerch extrem Volatilitéit auszeechen, eng Volatilitéit, déi et an där Form a kengem anere Land gëtt, huet zwou Verhalensweisen. A wann Dir duerch d'europäesch Regierungslandschaft kuckt, gesitt Dir, datt déi zwou Verhalensweisen adoptéiert ginn: entweder waart d'Regierung of a kuckt wat kënt oder eng Regierung agéiert voluntaristesch, andeems se sech un ale Gedanken inspiréiert, déi nach virgëschter als archaesch Gedanke gegollt hunn. An d'Lëtzebuurger Regierung huet en face vun der Finanzkris, déi mir hunn, an déi lues a lues och d'Realeconomie an Europa erreecht, decidéiert net ofzewaarden. D'Regierung waart net of wat geschitt, mä d'Regierung reagéiert fir datt eppes geschitt.

Aus deem Zréckhuelen an d'Wierklechkeet vum Primat vun der Politik ergëtt sech, bei aller Relativitéit vum Begrëff, eng nei Kombinatioun vu Budgetspolitik, vu Steierpolitik, vu Sozialpolitik a vum Asetze vun

ongewéinleche Finanzéierungsinstrumenter, wann et ëm staatlech Interventiounen an der Wirtschaft geet. Déi Kombinatioun, déi muss esou fonnt ginn, datt den öffentleche Finance keen nohaltege Schued erwiisst, wat hiren Equiliber ubelängt.

Et ass dofir, wou mir déi Rettungsaktiounen – anescht kann een dat net beschreiwen, och wann eng aner Terminologie am Bankesecteur heiansdo gewënscht gëtt – notamment fir zwou grouss lëtzebuergesch Banken, hu missen haushalts-, dat heescht budgets-neutral gestalten. Déi Interventiounen, déi mir am Beräich vum Finanzsecteur zu Lëtzebuerg maachen, kaschten, wann alles riicht geet, de Steierzueler kee Sou a bréngen dem Lëtzebuurger Staat supplementar Recetten an e puer Joer vun haut aus gekuckt. Wann alles riicht geet.

Dofir mussen d'Leit, déi mat der Finanzplaz ze dinn hunn, eis Clienten, op déi massiv öffentlech Interventioun am Bankesecteur no Méiglechkeet adequat reagieren. Et gëtt keng Ursach, fir datt Leit, déi hir Konte bei der Dexia oder bei der Fortis hunn, déi Konten opléisen. Géife se dat maachen, géif de Rettungsplang vun der Regierung schifgoen. Maachen se dat net, da geet de Rettungsplang vun der Regierung riicht, an als national Kollektivitéit komme mir spéiderhin an de Genoss vun de Rendemente vun deenen Investissementer, déi mir an deem Sektour do tätegen.

Déi Interventiounen, déi de Staat vun e Sonndeg op e Méindeg a vun e Méindeg op en Dënschdeg a Saache Fortis an Dexia gemaach huet, kënnen mir nëmme maachen, well de Verschëldungsstand vum Lëtzebuurger Staat ganz niddreg ass. Déi hunn och – woufir ech dankbar sinn – d'Approbatoun vun alle politesche Kräften hei am Haus fonnt, ech ënnersträichen dat, well ech wierklech dofir dankbar sinn, well kee probéiert huet hei e politeschen Extratours op Käschte vun engem aneren ze dréinen, mä jiddweree sech senger Verantwortung als Parlamentarier, respektiv als Minister bewusst war.

Mir belaschten de Budget net, mä mir erhéijen an engem vertriebare Mooss d'öffentlech Schold zu Lëtzebuerg. Wier d'öffentlech Schold zu Lëtzebuerg ganz héich, hätte mir dat net kënnen maachen. Oder awer mir hätten eng schonn ze héich öffentlech Schold, dat ass de Fall fir eis belsch a franséisch Kollegen, nach weider missten erhéijen, an domat d'Appreciatioun, déi eisem Land an der internationaler Communautéit

zoukënnt, verschlechtert. Mir kënnen dat maachen, well mir an deene leschte Jore beim Scholdenopbau vursichteg waren. Besonnesch de Minister vum Budget a vum Tresor huet e grouss Verdéngscht dodrun, an déi Politik war jo a ville Quartiere vun der Lëtzebuurger öffentlecher Meenung ëmmer ëmstridden.

Dee Budget, deen d'Regierung virleet ass e séier voluntaristesche Budget, deen net risikofräi ass. E geet nämlech vu Wuesstëms-, Inflatious- an aneren Hypothesen aus, déi esou just d'Strooss halen. An e geet dovun aus, datt d'Land, déi wirtschaftlech Akteuren an déi sozial Responsabel conformément zu deene Linne reagieren, déi de Budget hei fir d'Joer 2009 virgëtt. Et ass e Budget vum Vertrauen. Et ass, obschonn ech dat Wuert net ganz gären hunn, en Antikrisebudget vum Vertrauen. Et ass jiddwerfalls e Budget dee weist, datt d'Regierung net mat den Hänn am Schouss do sëtzt. Et ass kee Budget dee weist, datt d'Regierung händeringend no Loft géif schnapen, mä et ass e Budget vum rouegen Otem.

Well, ee Land wat Wiesentleches vu sengem Weiderkommen der Vertrauensbasis verdanke muss op där all Politik sech opsetzt, dat brauch eng Politik vun der roueger Hand. An eng roueg Hand ass net eng Hand, déi net dësen oder deen Hiewel relativ drastesch kann an eng aner Richtung leeën.

Et ass ee Budget – doduerch ass en e bëssen anescht wéi aner Budgeten an der Europäescher Unioun – dee ganz däitlech de Retour vun der Politik an d'wirtschaftlech an an d'sozial Gesamtzesummenhäng vum Land markéiert, an dofir ass et ee Budget, deen d'Politik responsabiliséiert fir dat Ganzt an net nëmme fir hirt eegent Uleies.

De Budget vun der Regierung dee mir virleeën dréit e falschen Numm. Et ass net, obschonn d'Regierungsënerschrëften drënner stinn, de Budget vun der Regierung. Et soll de Budget vum ganze Land sinn an dee Budget hei, deen zielt méi wéi iergendee Budget deen ech zanter 1984 hei am Parlament mat ze veräntwerthen hat. Dee Budget hei, an all déi Ambitiounen an Intentiounen, déi sech mat deem Budget verbannen, ginn nëmme op, wann d'Leit am Land och matmaachen. Dat zielt fir d'Privatpersounen, dat zielt fir déi Beschäftegt hei am Land, dat zielt fir d'Betribler aus alle Secteure vun der Ekonomie hei am Land.

Et ass e Budget mat deem ech d'Hoffnung verban-
nen, datt hien eis an enger onsécherer Zäit, à moins
datt ee géif maachen, wéi wann een net alles géif
gesinn, d'Méiglechkeet gëtt et zesummen ze packen.
D'Regierung alleng, d'Chamber alleng, d'Parteien
alleng, d'Gewerkschaften alleng, d'Patronen alleng
bréngen an dëser Situatioun guer a glat näischt fäer-
deg wat Bestand huet. Nëmmen zesumme packe mir
dat. An dat Zesummewuessen, dat zesumme Maa-
chen, dat d'Saachen zesummen upaken an zesumme
gestalten, dat reflektéiert sech an der fundamentaler
Ausrichtung vun dësem Budget an dat fënnt sech, a
méi wéi Spurenelementer, och an deem erëm, wat mir
als Steierpolitik fir d'nächst Joer entwerfen a wat mir als
Steierlandschaft fir déi nächste Jore programméieren.

Ech géif et sënnvoll fannen, wann de Budgets- an
Tresorsminister, deen an deene leschten Deeg – ech
och, mais enfin c'est la rançon de la gloire – extrem
belaascht war, kéint duerstellen, wéi déi grouss Artiku-
latioun vum Budget fir d'Joer 2009 ass, ëmmer andeem
een am Geescht behält, datt nom Joer 2009 och nach
e Joer 2010, 2011 an 2012 kënnt.

Transcription de l'intervention de Luc Frieden à l'occasion du dépôt du projet de budget 2009 à la Chambre des députés

1^{er} octobre 2008

Här President,
Här Staatsminister,
Dir Dammen an Dir Hären,

Ech géing dat, wat de Staatsminister gesot huet,
iwwer dee Budget vum Vertrauen dee mir hei an enger
schwéierer Zäit presentéieren, gäre mat enger Rei vu
grousse Linnen a Beispiller ënnermolen. Et ass e Budget
vum Vertrauen, deen och e Budget vum der finanzieller
Responsabilitéit ass, e Budget deen op eng impres-
sionnant Aart a Weis d'Kafkraaft zu Lëtzebuerg stäerkt.
An et ass e Budget, deen d'wirtschaftlech Zukunft vum
Land duerch esou munch Akzenter ënnerstëtzt.

Et ass dat d'Zesummeleeën, d'Responsabilitéit, d'res-
ponsabel Attitüd zu de grouss Parametere vun de
Staatsfinanzen, d'Stäerkung vun der Kafkraaft an
d'Preparatioun vun der wirtschaftlecher Zukunft, déi

déi vertrauensbildend Moosname sinn, déi mir grad
an dëse schwéieren Zäite brauchen. Et ass e schwie-
regt Ëmfeld, den Här Staatsminister huet et gesot, an
dat reflektéiert sech an de Chiffren, déi mir zur Grondlag
vun dësem Budget geholl hunn.

Mir ginn dovun aus, op Grond vun deenen econome-
sche Parametere, déi mir vum STATEC a vun den
internationalen Organisatioune kréien, datt d'Wirt-
schaftshypothes, déi mir dësem Budget zu Grond
leeën, d'nächst Joer vun engem Wirtschaftswuesstëm
vun 3% ausgeet. Ech wëll lech rappeléieren, datt
d'Grondlag vum Budget vum Joer 2008 4,5% war, an
déi vum Joer 2007, déi louch nach méi héich.

Mir ginn also dovun aus, datt d'nächst Joer d'Economie
manner schnell wisst, wéi dat d'lescht an dëst Joer de
Fall war, mä et ass nach ëmmer am europäesche Ver-
glach eng méi héich Croissance, wéi mir dat an den
Nopeschlänner gesinn.

Zweetens – an dat ass direkt domat zesummenhän-
gend, an och mat deene Situatioune, déi mir op den
internationale Finanzmäert kennen, an dofir och op
der Finanzplaz – menge mir net, datt d'nächst Joer de
Wuesstëm vun den Aarbechtsplazen, wéi et an deene
leschte Joren zu Lëtzebuerg virun allem am Beräich vun
de Finanzdéngschtleeschunge war, datt dat nach eng
Kéier esou staark gëtt, wéi et d'lescht an d'virescht
Joer war.

Wa mir d'lescht Joer, als Hypothes, fir de Wuesstëm
vun den Aarbechtsplazen am Budget 3,9% virgesinn
haten, da gesi mir am Budget fir d'Joer 2009, als Hypo-
thes fir de Wuesstëm vun den Aarbechtsplazen, 2,7%
vir. Och dat ass vill, mä et ass manner wéi et an der
Vergaangenheet war. Dat heescht net, datt mir mat
engem totale Pessimismus an d'Zukunft kucken, mä
mir wëlle mat enger vu Realismus geprägter Analys
iwwer dat, wat sech fir de Moment dobaussen deet,
an d'Zukunft kucken, an och dofir responsabel an der
Aschätzung vun deene Chiffre sinn.

Mir hu mat enger staarker Inflatoun ze kämpfen. Mir
ginn dovun aus, op Grond vun deem, wat mir haut
wëssen, op Grond vun deem, wat mir vum STATEC
matgedeelt kréien, datt d'Präisentwécklung zu Lëtze-
buerg d'nächst Joer bei 2,4% läit. Dat ass dee Chiffer,
deen d'Basis vun deene Budgetschiffren ass, déi ech
lech haut de Moie kuerz wëll resuméieren.

Wat war eis Zilsetzung, wéi mir dee Budget gemaach hunn? Eis Zilsetzung war, wéi de Staatsminister virdrun am Numm vun der Regierung gesot huet, fir Vertrauen an enger schwéierer Zäit ze schafen. Vertraue schafft een net, an eisen Aen, andeem ee seet, mir kënnen elo alles maachen, an da kucke mir, datt dat schonn an der Zukunft an d'Rei geet. Vertraue schafft een, andeem een dofir suergt, datt een de Budget am Equiliber hält, datt ee sech e mëttelfristegt Zil setzt, wouvun een emol ee Moment kann e bëssen ofweichen, well ee wëll antizyklesch virgoen – an ech kommen herno dorop zrëck – mä an de groussen Zilsetzunge mussen d'Staatsfinanze vu Continuitéit gepréigt sinn.

Mir hunn 2006 an 2005, wéi mir déi schwierig Situatioun vun de Staatsfinanzen haten, eis e mëttelfristegt Zil gesat. A mir hunn deemools an der Chamber, an der Tripartite gesot, mir hätte gären, datt mir den Niveau vun den öffentleche Finanzen – also esouwuel Zentralstaat, wéi Gemengen, wéi Sécurité sociale – 2009 am Equiliber hätten. An op deenen Tableauen hu mir deemools den Equiliber ausgedréckt mat -0,2%.

Dat Zil wollte mir och am Kader vun der Opstellung vum Budget 2009, wat jo d'Enn vun där Period ass déi mir deemools diskutéiert hunn, errechen. Dat Zil hu mir erreecht, an dat Zil hu mir méi wéi erreecht, well d'Administration publique, also d'öffentlech Finanzen generell, 2009 am Equiliber sinn. Si presentéiere sech mat engem Iwwerschoss vun 1,1% vum Bruttoinlandprodukt. An dat gesitt Dir och op Ären Tableauen, déi an der Tëschenzäit ausgedréckt gi sinn. Déi 1,1%, dat ass a Chiffren ausgedréckt 429 Milliounen Euro.

Et ass awer kloer datt, wat d'Administration centrale ubelaangt, mir an enger Situatioun sinn, déi och 2009 déficitaire ass. Déi beleeft sech op -1,8% vum Bruttoinlandprodukt. -1,8%, dat si ronn 700 Milliounen Euro. Dat ass genee konform mat deem, wat mir an Diskussiounen bei der Tripartite, an no der Tripartite hei an der Chamber gesot hunn, well do hate mir genee deen dote Chiffer stoen, ouni awer deemools ze berücksichtegen, wat mir grad an dësem Budget maachen.

Dee Chiffer wier nämlech wiesentlech besser, dee wier bei eppes -0,5%, wa mir net grad an dëser Zäit déi substantiell Steieradaptatiounen a -reduktiounen als kafkraaftstärkend a wirtschaftsstärkend Moosnam géingen maachen, déi de Staats- a Finanzminister herno an de groussen Zich virstellt.

Ech soen op dëser Plaz also just, datt déi -1,8% sech aus zwee wichtegen Elementer zesummesetzen an erkläert: d'Reduktioun bei de Steieren, an de Wëlle vun der Regierung d'wirtschaftlech Zukunft vum Land ze preparéieren, an dofir bei den Investitiionsausgaben, déi an der Administration centrale hiren Nidderschlag fannen, op engem ganz héijen Niveau ze bleiwen.

An der Administration centrale si jo och d'Ausgabe vun öffentlechen Institutiounen dran, déi een net am klassesche Budget erëmfënnt, wéi zum Beispill d'Realisatioun vun enger Rei öffentlechen Infrastrukturen zu Esch-Belval a ronderëm. Déi sinn net am klassesche Budget dran, déi fënnt een an der Administration centrale erëm. Do sinn eng Rei grouss Stroosseprojeten, do sinn eng Rei grouss Investitiounen an den öffentlechen Transport, déi d'nächst Joer enorm staark zu Buch schloen. Ech kommen herno op de Fonds du rail, respektiv op d'Projeté wéi d'Nordstrooss, déi an hirer Realisatioun sinn, zrëck. An déi hunn zum Effet, datt mir domat d'Wirtschaft stäerken.

Déi Sue ginn an déi Betriber, déi do bauen, déi Suen hëllefen eis, datt mir herno uerdentlech Kommunikatiounsweeër hunn, fir wirtschaftlech Entwécklung ze maachen. Déi hu mir net gestoppt. Déi hätte mir kënnen stoppen a wieren dann do am Equiliber erauskomm. Mir hu fonnt, datt wann een d'Zukunft vum Land wëll preparéieren, da muss een déi Investitiionsausgaben, grad och an dëser Zäit, maachen. Dofir erkläert sech dee -1,8%.

Mä wéi gesot, am europäesche Verglach gëtt d'Administration publique gekuckt. Wa mir also vun deem Defizit vun 3% vum PIB schwätzen, deen een an Europa kann hunn, wann Dir kuckt wat an den Nopeschlänner geschitt, dann hu mir et an enger schwéierer Zäit fäerdeg bruecht, dat Zil z'erreechen, wat mir wollten hunn. Mir hunn ausgeglachen öffentlech Finanzen, a si schléisse mat engem lichten Iwwerschoss of. Um Niveau vun der Administration centrale, bleift et en Defizit duerch Steierreduktiounen an héich Investitiounen.

Déi Situatioun, déi ech lech elo grad beschriwwen hunn, muss een dann an de klassesche Staatsbudget iwwersetzen, deen deen d'Chamber ze stëmmen huet. Dat ass de Staat am enke Sënn vum Wuert, de Staat ouni déi Ausgabe vun enger Rei vun öffentlechen Etablissementen, de Staat, do wou en och investéiert, mä do wou e seng normal Déngschtleeschunge, seng Sozialpolitik exekutéiert.

De klassesche Budget, wéi d'Chamber en zur Ofstëmmung am Dezember virleien huet, deen hu mir op eng extrem streng Aart a Weis opgestallt. Well mir grad gesot hunn, datt mir net vun eiser Zilsetzung, vun engem zolitte Staatsbudget, vun zolitte Staatsfinanzen dierfen ofweechen.

An dofir presentéiere mir lech e Budget, deen op der Einnamesäit 9,56 Milliarden Euro betrëfft, an op der Ausgabesäit 9,43 Milliarden Ausgaben. Dat heescht, de klassesche Budget – deen awer an der europäescher Betruechtung absolut keng Opmierksamkeet méi dierf fannen, och an der europäescher Analys – schléisst fir d'éischte Kéier an dëser Legislaturperiod am Equiliber of, mat 13 Milliounen Euro. D'Depensen an deem Budget, wéi Dir gesitt, wuessen ëm 6,9%, an d'Recetten ëm 7,3%.

Zu deenen Depensë géif ech gäre folgendes soen.

Wa mir déi Depensen, déi mir am Staatsbudget hunn, vergläiche mat dem héchstwahrscheinleche realiséierte Budget vum Joer 2008, da wiißt de Budget vum nächste Joer nëmme ëm 0,9%. Dat ass e wichtege Punkt, notament wa mir de Budget mam Ausland vergläichen, well a ville Länner am Ausland de Budget net verglach gëtt mat deem, deen dat Joer virdru gestëmmt ginn ass, mä mam exekutierten, oder méiglech exekutierten Budget.

Ech stellen och fest, bei der Kommentéierung vun den Depensen, datt d'Depensë manner wuesse wéi d'Recetten. Dat war eng vun den Zilsetzungen, déi ech bei der Opstellung hat. An ech soen och nach zu den Depensen, datt, wa mir kucke wéi déi normal Fonctionnementskäschte vum Staat wuessen, déi wuessen nëmme ëm 3,8%. Déi wuessen also manner wéi d'Inflatioun. An Dir wësst, dat mir eng ganz Rei Ausgaben hunn, déi mat der Inflatioun wuessen. D'Depensë vun der Administration centrale generell wuessen ëm 6,4%.

Am Resumé also: de Budget wisst ganz wéineg, wann ech e mam exekutierten Budget, no de Previsiounen wéi mir se fir de Moment vun 2008 hunn, vergläichen. D'Fonctionnementskäschte vum Staat wuesse manner schnell wéi d'Inflatioun, an d'Depensë wuesse manner wéi d'Recetten.

Dat ass an eisen Aen och Zukunftsplanung, déi mir an dësem Budget wëllen hunn. Et wier fir de Budget 2009 méi einfach gewiescht, mir hätten d'Depensë

méi wuesse gelooss, mir hätten eis mat enger anerer Situatioun zefridde ginn, a mir hätte gesot, hoffentlech bréngt d'Zukunft eis et, datt mir dat erëm kréien. Mir hätten dat irresponsabel fonnt. De Budget 2009 ass d'Grundlag fir gesond Staatsfinanzen a fir e gesunde Budget an engem schwéieren Ëmfeld, och fir 2010 an 2011. Dat war eis Zilsetzung, an ech mengen, déi hu mir och domat erreecht.

Responsabele Budget a responsabel öffentlech Finanzen, och wat d'öffentlech Schold ubelaangt. De Staatsminister huet et gesot, déi öffentlech Schold, déi ass zu Lëtzebuerg niddreg, déi bleift och duerch dëse Budget niddreg. Mir hu fir de Moment eng Staatsschold vu 7% vum Bruttoinlandsprodukt. Dir wësst, datt een no europäesche Critèrë ka 60% vum PIB als Schold hunn. Dat ass net eist Zil, ech rappeléieren dat just fir ze wëssen, wat een an Europa vergläicht.

Déi Staatsschold, déi wäert duerch déi Opnam vun der Schold, déi mir am Kader vun de Operatiounen Fortis an Dexia maachen, erop goen. Ganz genee wéivill kann ech an dësem Moment net soen, well ech jo erkläert hunn, datt mir een Deel aus der Trésorerie huelen, an een Deel Sue léine ginn, déi mir da weider bei deenen zwou genannten internationale Privatbanke placéieren, déi am Detailsgeschäft zu Lëtzebuerg sinn.

Ech sinn awer der Meenung, datt déi Staatsschold doduerch op ronn 10% vum Bruttoinlandsprodukt wäert klammen. Dat kann och lichter driwwer sinn, dat hänkt dovun of, wéivill Sue mir do léine ginn. Dat hänkt och e bëssen dovun of, wéi d'Bréisseler Kommissioun, respektiv déi europäesch Autoritéiten, wäert verlaangen, wéi mir dat comptabiliséieren. Do si Gespréicher de Moment amgaangen, ob dat alles Maastricht relevant fir eis Detten ass. Et huet keen Impakt, dat confirméieren ech nach eng Kéier, op eise Staatsdefizit, et huet keen Impakt op de Staatsbudget, well et keng Budgetsdepense am klassesche Sënn ass. Et ass en Investissement, et ass e Placement dee mir mat Sue vum Staat maachen, esou wéi wa mir aner Obligatiounen oder Aktie kafe ginn.

D'genee Comptabilisatioun ass d'Resultat vun de Gespréicher, déi tëscht der Lëtzebuurger Regierung an der Kommissioun stattfannen. Déi Fro stellt sech an der Belsch genee d'selwecht, dat hu mir gëschter mam belsche Premierminister a mam belsche Finanzminister diskutéiert, dofir kann ech lech nach net de ganz genee Chiffer ginn. Mä eis Staatsschold ass a

bleift déi niddregst an Europa, an esou soll dat och sinn. Och domat gi mir eis dee Sput, dee mir brauchen an der Zukunft, wa mir an enger nach méi schwiereger Situatioun sinn.

Am Budget 2009 gëtt, wéi och déi Jore virdrun, een Emprunt vun 200 Milliounen gemaach, eemol 100 Milliounen fir de Fonds des routes, an eemol 100 Milliounen fir de Fonds du rail. Wann Dir lech rappeléiert wat mir am Plan pluriannuel virgesinn haten, do hate mir méi fir de Fonds du rail virgesinn. Ech hätt awer gären, datt mir d'Mehreinnahmen, déi mir d'lescht Joer erakritt haten, géinge gebrauche fir de Fonds du rail ze speisen, esou datt et dann och fir d'nächst Joer bei 100 Milliounen Fonds des routes, an 100 Milliounen Speisung vun dem Zuchfong bleift.

Et ass e Budget, deen also an engem schwieregen Ëmfeld responsabel mat de Staatsfinanzen ëmgeet, deen also keng Depensen erlaabt huet, déi eis aus dem Equiliber gerappt hätten, an déi och d'Staatsfinanzen 2010, 2011, schwiereg, voir onméiglech gemaach hätten.

Zugläch awer ass et e Budget, hunn ech gesot, deen d'Kafkraaft op eng substantiell Aart a Weis ënnerstëtzt. En ënnerstëtzt d'Kafkraaft, andeems en d'Steiere senkt – de Staatsminister kënnt do drop zrëck – et ass e Budget deen d'Sozialleeschungen op engem ganz héijen Niveau hält. An et ass e Budget, deen d'wirtschaftlech Zukunft preparéiert, andeems en d'Investitiounen op engem extrem héijen Niveau hält.

Domat erklären ech jo wat ech virdrun gesot hunn, fir wat mir bei der Administration centrale en Defizit hunn, deen d'wirtschaftlech Zukunft preparéiert, andeem en a Beräicher wéi zum Beispill Fuerschung zousätzlech Akzenter setzt, déi net direkt hiren Nidderschlag fanen. Do hunn d'Leit also haut näischt dovun, mä andeems mir sécherstellen, datt déi, déi an e puer Joer – a mir hoffen, datt mir dozou gehéiere mä och déi, déi elo nach méi jonk sinn – an dësem Land liewen a schaffen, datt déi sech vun deene Fuerschungsprojeten nei wirtschaftlech Entwécklungen kënnen erwaarden.

Dofir hu mir massiv Gelder an déi Fuerschung gesat, grad esou wéi an d'Mobilitéits- an an d'Kommunikationsweeër, déi an engem nach ëmmer wuessende Land wiesentlech sinn, fir datt mir och an Zukunft hei Liewensqualitéit hunn, an datt mir kënnen nei Betriber op Lëtzebuerg bréngen.

Dat huet natierlech alles op der Recettësäit sai Präis, an dat huet sai Präis op der Ausgabesäit. Mä dat do sinn déi Prioritéiten, déi mir an de Budget gesat hunn: Reduktioun vun de Steieren, staarke Sozialstaat, héich Investissementer, Investissementer an d'Zukunft, zum Beispill Fuerschung a Kommunikationsweeër.

Bei de Steiere géing ech lech just e puer Punkte soen, net wat den Impakt vun de Steierreduktiounen ass, mä wéi mir d'Steieren an dësem Ëmfeld agesat hunn, virun allem och tenant compte vun där extrem schwiereger wirtschaftlecher Situatioun.

D'Kierperschaftssteier am Budget vum nächste Joer, déi zu 70%, 80% vum Finanzsecteur bezuelt gëtt, setze mir d'nächst Joer manner héich an, wéi mir dat am Budget vun 2008 der Chamber presentéiert haten. Dat ass fir d'éischte Kéier zënter enger Rei Joren, well mir normalerweise de Montant vun deem enge Joer huelen, plus esouvill Prozent en Fonction vun der wirtschaftlecher Entwécklung. Mir setze se d'nächst Joer liicht manner héich an, wéi am Budget vun 2008, nämlech op d'Héicht vun 1,420 Milliarden Euro.

Bei der Gehältersteuer gëtt de Gesamtmontant och manner héich am Budget vum nächste Joer, als Resultat vun der Steierreduktioun. Déi setze mir mat 1,7 Milliarden an. Ech ginn lech ronn Chiffren, ech mengen, jiddweree kann déi duerno am Staatsbudget noliesen, mä hei fir d'Diskussioun wollt ech lech awer déi grouss Parametere ginn.

Och manner héich agesat am Budget vum nächste Joer ass déi sougenannten Taxe d'abonnement, déi Steuer, déi de Beräich vun den Investmentfongen zu Lëtzebuerg bezilt. Dat ass eng Steuer, déi mat der Bourse zesummenhängt. Ech mengen, datt d'Boursë sech an Zukunft och erëm eng Kéier wäerten erkréien, et gëtt kaum eng méi irrationell an hin a hier springend Aktivitéit wéi déi vun de Boursen. Oft irrational, meeschtens net novollzéibar. Et ass also schwiereng eng Previsioun fir d'Joer 2009 ze maachen. Mir hunn déi Steuer am Budget ëm 7% manner héich agesat, wéi mir dat am Budget vum Joer 2008 virgesinn haten, nämlech mat 650 Milliounen Euro.

D'TVA ass op Grond vun der aktueller Estimatioun méi héich am Budget agesat, well si fir de Moment zu Lëtzebuerg gutt leeft, well zu Lëtzebuerg vill consomméiert gëtt, well déi Betriber am Beräich vum elektronischen Handel vill indirekt Steiere bezuelen. Op Grond also

vun der Aschätzung an de Previsiounen vun der TVA vun dësem Joer, setze mir d'TVA dofir och d'nächst Joer op e Montant an, dee wiesentlech méi héich ass, wéi deen deen am Budget vum leschte Joer virgesi war, nämlech mat 2,7 Milliarden Euro. Wéi gesot, dat baséiert op der gudder Einnam vun der TVA am lafende Budgetsjoer, wou also de Konsum zu Lëtzebuerg extrem staark geklommen ass.

Am klassesche Budget wuessen d'Steiere generell, dat hat ech virdu gesot, ech rappeléieren dat an dësem Kontext, em eppes méi wéi 7%. Ech hunn lech hei déi Steierkategorien gesot, déi engersäits beaflosst ginn duerch déi méi lues wuessend Economie, a virun allem déi Situatioun vun der Finanzplaz, an anerersäits d'Steierreform a -reduktiounen, op déi de Staatsminister herno am Detail ageet.

Mir preparéieren d'wirtschaftlech Zukunft vum Land doduerch, datt mir d'Investitiounen op engem héijen Niveau halen. D'Investitiounen klammen d'nächst Joer nach eng Kéier par rapport zu dësem Joer. D'ëffentlech Hand, den Zentralstaat gëtt d'nächst Joer 1,77 Milliarden Euro aus fir Investitiounen ze tätegen. Investitiounen am Héichbau, Investitiounen am Stroossen- a Schinnebau, Investitiounen a Schoulen, Investitiounen an Altersheemer, Investitiounen a Kläranlagen. Alles wat een an deem Beräich huet, wat alles ganz vill Sue kascht, wat vill domat ze dinn huet fir d'Zukunft vum Land, d'Liewensqualitéit, an d'wirtschaftlech Attraktivitéit vun dësem Land z'erhalen an ze verbesseren.

1,77 Milliarden, dat si 4,5% vum Bruttoinlandprodukt. Dat ass also och am europäesche Verglach e ganz zolitte Montant, an dat ass méi wéi dat, wat mir an deene leschten dräi Joer gemaach hunn. 4,5% vum Bruttoinlandprodukt ginn Investitiionsausgaben. An ech hunn lech virdu gesot, d'Investitiionsausgabe klamme méi wéi déi normal Fonctionnementskäschte vum Staat, well déi klammen nëmmen em 3,8%. Déi Investitiionsausgaben – an dat ass wichteg wann Dir den Defizit vun 1,8% PIB kuckt – bezuele mir natierlech mat Dotatiounen, déi mir un déi Fongë maachen. Maastricht kuckt déi Finanzementsfroen net. Dat gëtt schonn an Europa gekuckt, wa méi eng detailléiert Analys vun eise Staatsfinanze gemaach gëtt, mä net an deene Chiffren.

Mir hunn zu Lëtzebuerg, och a schwéieren Zäiten hëllef dat eis, dofir gesuergt, datt mir Mehreinnahmen op d'Säit gesat hu fir d'Investitiionsfongen ze speisen.

Dat war eng kontinuéierlech Politik, déi mir an deene leschte Joere gemaach hunn. Dat war eng Politik, déi ëmmer schwierig z'erkläre war an och bleift, mä déi eis et erlaabt, déi Investitiounstätigkeit z'erhalen.

Déi Fongen, mat deene mir Investitiounen tätegen, déi hu fir de Moment eng Mouk vun 1,7 Milliarden Euro. 1,7 Milliarden Euro dat ass vill, dat beweist, datt déi Mouk gehale ginn ass. Dat ass keng fräi disponibel Mouk, dat muss ech rappeléieren. Dat ass ebe fir e groussen Deel vun deene Projeten ze finanzéieren, déi d'Chamber entweder gestëmmt huet, oder déi an der Planung sinn. Dir gesitt och den Tableau vun der Evolution vun der Reserve vun den eenzelne Fonds spéciaux op deene Photocopien, déi lech ausgedeelt gi sinn.

D'Zukunft plangt een, hunn ech och gesot, andeem een heiansdo Projete mécht, wou een elo net weess wéini a wéivill se bréngen. An dat ass besonnesch am Beräich vun der Fuerschung de Fall. Et muss ee fuersche fir datt een nei Saachen entdeckt, déi de Mënschen an der Zukunft hëllef, an déi an der Zukunft wirtschaftlech Entwécklung bréngen. Et ass dofir, wou mir kontinuéierlech iwwer déi leschte Joren de Fuerschungsbudget eropgesat hunn, ech mengen, mat allgemenger Zoustëmmung vum Parlament, an och op Grond vun engem europäesche Plang, fir datt Europa kompetitiv an innovativ bleift.

D'nächst Joer beleeft sech déi ëffentlech Fuerschung, fir déi mir zoustänneg sinn, mä déi een ëmmer a Kombinatioun mat der Fuerschung vum Privatsecteur muss gesinn, op ronn 200 Milliounen Euro, ganz genee op 203 Milliounen Euro. Dat klëmmt am nächste Budget em 18,6%. An den Deel vun der ëffentlecher Fuerschung am Bruttoinlandprodukt kënn domat op 0,51%.

Mir hunn, rappeléieren ech, an dëser Legislaturperiod mat enger ëffentlecher Fuerschung vun 0,27% vum Bruttoinlandprodukt ugefaangen. An anere Wieder, mir hunn iwwer dës Legislaturperiod den Deel vun der ëffentlecher Fuerschung am PIB verduebelt, vun 0,27% op 0,51%.

Dat ass ganz konkret, wat mir do maachen. Fir lech nëmmen zwee Beispiller ze ginn. D'Regierung huet decidéiert un engem groussen Fuerschungsprojet am Beräich vun de Biotechnologien ze participéieren, deen, iwwer fënnf Joer gekuckt, 140 Milliounen wäert kaschten, deen am nächste Joer mat 20 Milliounen

Euro hei zu Lëtzebuerg zu Buch schléit. D'Regierung ass amgaangen Accordë mat engem renomméierten Universitätsinstitut an Däitschland, nämlech dem Max-Planck-Institut, ze negociéieren, fir am Beräich vun der Finanzrechtsprozedur an de Prozedure vum europäesche Recht Fuerschung ze maachen, wat kompletär Aktivitéiten zu bestehenden Aktivitéite bréngt, well Lëtzebuerg de Sëtz vum Europäesche Geriichtshaff ass, well Lëtzebuerg eng grouss Finanzplaz beherrbergt. Och dat schléit am Budget zu Buch mat ronn 400 000 Euro.

Ech ginn lech nëmmen déi zwee Beispiller, fir lech ze weisen, datt dat net Fuerschung an iergendeng abstrakt Projetë sinn, mä datt mir do d'Zilsetzung hunn, fir d'Zukunft vum Land ze preparéieren.

D'Kreditter fir d'Universitéit Lëtzebuerg klammen och nach eng Kéier substantiell d'nächst Joer. Si klammen nämlech ëm 24% op 72 Milliounen Euro, well déi Uni elo hire richtege Laf kritt. Déi Kreditter hu sech also och iwwer dës Legislaturperiod méi wéi verduebelt.

Mobilitéit a Kommunikatioun, och domat preparéiert een d'Zukunft, datt d'Mënsche kënnen nach matenee liewen, op hir Schaff kënnen fueren, wann der méi am Land sinn. Dofir klammen och d'Kreditter am Beräich vum Stroossen- a Schinnebau. Dofir klammen d'Kreditter am Beräich vum ëffentlechen Transport. D'nächst Joer gi mir fir den ëffentlechen Transport 703 Milliounen Euro – Fonctionnement an Investissement – aus, dat si ronn 6,5% méi wéi dat Joer virdrun.

Mä ech hu gesot, datt et e Budget fir d'wirtschaftlech Zukunft ass, dofir maache mir och bei de Betriber eng Rei vu Steierreduktiounen, déi selbstverständlech hiren negativen Impakt op d'Einnamen am Budget hunn. De Staatsminister kënn drop zréck.

Mä, mir maachen och e Budget fir d'Kafkraaft ze stäerken. D'Kafkraaft stäerkt een engersäits duerch Steiermoosnamen, d'Kafkraaft stäerkt een awer och duerch e Sozialleeschungsnetz, wat zu Lëtzebuerg op engem Niveau ass, wat een a kengem vun den Nopeschlänner fënnt. An dofir bleift de Budget vum nächste Joer och e staarke Sozialbudget.

E Budget deen et deene Leit, déi manner Mëttelen hunn, erlaabt, fir iwwer d'Ronnen ze kommen, an deen awer och sécher stellt, datt d'Sozialleeschungen deenen aneren, déi Mëttelverdenger sinn, datt déi alle Familljen hei am Land zegutt kommen. Déi Sozial-

leeschunge sinn a ville Beräicher, ech denken un déi massiv Programmer, déi mir am Beräich vum Logement hunn, déi massiv Programmer, déi mir am Beräich vun de Kannerbetrieungsstrukturen hunn, déi am Budget zu Buch schloen.

De Sozialbudget vum nächste Joer beleeft sech op ronn 45% vum Total vum Staatsbudget. Doranner si selbstverständlech déi substantiell Contributiounen, déi de Staat un d'Pensiounskeesen an un d'Krankekeese mécht, enthalen. D'nächst Joer gëtt de Staat an d'Pensiounskeese ronn 1,13 Milliarden Euro, dat kënn jo alle Leit hei am Land zegutt. De Staat contribuëiert un d'Krankekeesen 814 Milliounen Euro.

Déi Contributiounen erklären, wann Dir d'Maastricht-Chiffre vun den ëffentleche Finanze kuckt, natierlech firwat d'Sécurité sociale do esou e substantiellen Iwwerschoss huet. Dofir gëtt jo och d'Administration publique gekuckt. Der Administration centrale hirt Resultat verschlechtert sech duerch dës Depensen, déi ech hei genannt hunn. Déi aner Säit, bei der Sécurité sociale, fannt Dir déi erëm an deem Iwwerschoss, deen d'Sécurité sociale huet.

An deem Sozialbudget si selbstverständlech och all déi Depensen, déi am Beräich vum Familljeministère hiren Nidderschlag fannen enthalen, besonnesch am Beräich vun der Ënnerstëtzung vun de Familljen. Dofir sinn am Budget 1,38 Milliarden Euro virgesinn, déi alle Familljen hei am Land duerch eng Rei vun Infrastrukturen zegutt kommen, déi mir maachen. Ech huelen nëmmen d'Beispill vun de Kannerbetrieungsstrukturen, sief dat d'Crèchen, sief dat d'Maisons relais, sief dat aner Saachen.

Mir ginn d'nächst Joer fir Infrastrukturen a Fonctionnement vum der Kannerbetrieung 110 Milliounen Euro aus, dat si 44% méi wéi mir dat Joer virdu gemaach hunn. An déi 44% méi, déi sinn iwwer ee Joer gekuckt. Dir dierft net vergiessen, datt mir schon an de Joren 2006, 2007 an 2008 grad an deem do Beräich ganz vill nei Infrastrukturen gehollef hunn ze finanzéieren, wat zum Deel Gemengen oder Privathaiser sinn, wou de Staat eng substantiell Contributioun leescht.

Nei kënn awer och an dësem Budget dobäi, datt, esou wéi de Staatsminister dat bei der Lag vun der Natioun annoncëiert hat, datt mir wëlle sécherstellen, datt d'Kannerbetrieung zu Lëtzebuerg méi bëlleg gëtt, an datt mir dofir, an enger Form, déi d'Familljeministerin an

deenen nächsten Deeg am Detail erkläert, sougenannte Chèques-service aféieren, déi d’Kannerbetreierung vill méi bëlleg mécht, voir zum Deel fir näischt mécht, an dat schléit am Budget vum nächste Joer mat ronn 20 Milliounen Euro zu Buch. An déi do Infrastrukturen, an déi do Moosname sinn esou organiséiert, datt se alle Familljen hei am Land méi Kafkraaft bréngen, well fir jiddweree domat d’Kannerbetreierung an deenen do Strukture méi bëlleg gëtt.

Déi sougenannten Heizkostenzoulag, déi mir an der Lag vun der Natioun ugekënnegt haten, an dat ass an dësen Zäite besonnesch fir déi Leit wichtig, déi manner Akommes hunn, gëtt am Fong eng Deierechtzoulag a gëtt verduebelt. Dofir schléit déi am Budget mat 16,9 Milliounen Euro zu Buch, d’lescht Joer stoungen 8 Milliounen Euro dofir am Staatsbudget. Dovunner profitéiere ganz vill Leit am Land, déi domat besser iwver d’Ronne kommen.

Am Beräich vum Logement, wat och ganz wichtig ass, besonnesch am Beräich vun de Mëttelverdénger hei am Land, fanne mir, datt d’direkt Ënnerstëtzung vum Staat, duerch Subsidë bei Zënsen an ähnlech gelagert Mechanismen, déi Dir kennt, d’nächst Joer mat 121 Milliounen Euro zu Buch schléit. Dat ass also d’Direktënnerstëtzung, wou de Staat dofir suergt, datt d’Leit hir Laaschte bei der Acquisitioun an dem Financement vu Wunnenge besser kënnen tätegen.

Bei der Ënnerstëtzung vun de Famillje wëll ech och nach eng Kéier drop hiweisen, wéivill de Staat gëtt fir d’Kannergeld ze finanzéieren. Dat ënnerstëtzt jo bekanntermoossen och alle Familljen hir Kafkraaft substantiell, well déi vill méi héich läit wéi an den Nopeschlänner, well se, contrairement zu den Nopeschlänner scho beim éischte Kand ufänkt. Am Frankräich an op anere Plaze fänkt se eréischt beim zweete Kand un. D’nächst Joer gëtt de Staat fir d’Kannergeld, an déi ähnlech Allocatioune wéi Allocation de rentrée, Allocation d’éducation, 810 Milliounen Euro aus. Dat ass also eng substantiell Ënnerstëtzung vun der Kafkraaft vun de Leit, déi an eisem Land schaffen a wunnen.

Mä Sozialpolitik kann een net nëmmen heiheem maachen. Och a schwéieren Zäite muss een un déi denken, déi vill méi schwéier Zäiten hunn, an dat si selbstverständlech déi, déi op anere Kontinenter wunnen. Dofir wäert och am Budget vum nächste Joer de Solidaritéitsgedanken no bausse bleiwen, andeem mir

d’Entwécklungshëllef op engem héijen Niveau halen. D’Entwécklungshëllef beleeft sech d’nächst Joer op 0,92% vum Revenu national brut, esou gëtt dat international jo gekuckt. Mir bleiwen also wäit iwver deenen 0,7% déi international als Zil gesat ginn, a mir sinn och all Joer e bëssen erop gaangen. Dat ass en Total vun der Entwécklungshëllef vu ronn 300 Milliounen Euro, déi déi 0,92% vum Revenu national brut betreffen.

Elo steet, Dir léif Kolleginnen a Kollegen, an deem Budget jo nach villes aneschtes. Et kann een net an engem Dag, an enger Stonn, dee ganze Budget hei virlesen. Et ass en déckt Buch, an do wier nach villes ze soen.

Erlaabt mir vläicht nach deen een oder aneren erausgepicktene Kredit virzustellen, wëssend, datt esou e Choix ëmmer geféierlech ass, well natierlech och jiddweree vu menge Kollege seet, a vu mir, a vun deem do Kredit hues du näischt gesot. Ech hunn also e Choix getraff an e puer Kreditter erausgepickt, fir lech awer ze weisen, datt, och wann ee spuert, och wann ee kloer Zilsetzungen huet – d’Kafkraaft stäerken, Investitioune ënnerstëtzen, d’wirtschaftlech Zukunft plangen – dann ass an engem Budget awer nach villes méiglech, wat vill Secteuren a vill Mënschen hei am Land wäert positiv ënnerstëtzen.

Zum Beispill d’Kultur. De Kulturbudget beleeft sech d’nächst Joer op 115 Milliounen Euro. Dat ass substantiell vill, wann ech zum Beispill kucken, datt mir, wéi dës Legislaturperiod ugefaangen huet, eréischt 78 Milliounen Euro an de Beräich vun der Kultur gestach haten. Och dat ass wichtig fir d’Zukunft vum Land, fir d’Liewensqualitéit, an d’wirtschaftlech Attraktivitéit.

Mir ginn an deem Budget vum nächste Joer zolitt Ënnerstëtzen u vill Wirtschaftsberäicher: de Mëttelstand, den Tourismus, d’Agrikultur. Am Budget vum nächste Joer sinn 140 Milliounen, dat sinn 8,8% méi, Contributioune vum Staat an d’Entwécklung vun de Betriber zu Lëtzebuerg.

Jean-Claude Juncker: Dat ass fir den Här Gramegna. Well dee sicht jo 4 Milliarden Euro, déi mir zevill ausginn. Dat sinn déi do.

Luc Frieden: Mir hunn am Budget vum nächste Joer éischt Kreditter virgesinn, virun allem am Familljeministère an am Sportsministère, fir de Benevolat z’ënnerstëtzen. Déi Leit, déi an hirer Fräizäit eng wichtig Aarbecht maachen, déi een ni ka ganz remuneréieren, soss ass et jo kee Benevolat, mä fir deenen

e bëssen entgéint ze komme sinn awer 350 000 Euro fir éischt Projeten am Familljen- an am Sportsberäich virgesinn.

Mir hunn am Budget eng substantiell Augmentatioun vun de Kreditter am Beräich vun der medezinescher Betreuung vun de Leit duerch d'Organisatioun vum Service de garde vun de Generalistë virgesinn, esou datt elo d'Leit och owes an de Weekend Hëllef kréien, déi si brauchen. Dat sinn 3,2 Milliounen Euro, dat ware bis elo 1,9 Milliounen Euro.

Och am Spidolsinvestitiounsberäich klammen d'Ausgabe vun Investitiounen vum leschte Joer a vun dësem Joer, vun 48 Milliounen Euro op d'nächst Joer 69 Milliounen Euro, esou datt et eis gutt geet, a Momenter wou et eis manner gutt geet, dat heescht, also och Liewensqualitéit hunn.

Am Beräich vun der banneschter Sécherheet – Justiz, Police – gëtt de Lëtzebuurger Staat an dëser, enger vu senger Grondaufgaben, 276 Milliounen Euro aus, fir datt och domat d'Zesummeliewe vun de Mënschen zu Lëtzebuerg kann a geregelte Bunnen assuréiert bliwen. Dat ass, am Verglach zum Beispill mat dem Joer 2000, eng Verduebelung vun deene Kreditter, déi mir fir de Beräich Justiz a Police ausginn haten. Deemools hate mir 140 Milliounen, haut hu mir der 270 Milliounen. Iwwer eng Zäitspan vun enger Decennie hu mir déi Kreditter verduebelt.

Mir hu selbstverständlech och Obligatiounen fir d'Zukunft am Beräich vun der Ëmwelt. Déi Ausgabe vu Kyoto ginn net méi kleng. Déi gesäit een net haut, déi gesäit een an Zukunft an der Liewensqualitéit. An dofir schloen d'Ausgabe vum Kyoto-Fong, déi dëst Joer mat 100 Milliounen zu Buch geschloen hunn, d'nächst Joer mat 120 Milliounen zu Buch, esouwuel duerch eng Rei national Moosnamen, wéi international Moosnamen, fir domat zu enger Reduktioun vun den CO₂-Wärter ze kommen, an domat eis Zukunft op eng, mengen ech, essentiell Aart a Weis ze verbesseren. Dat geet net duer mat Kreditter, mä de Budget hëlleft do, wou e seng Responsabilitéit ze huelen huet.

Mir ënnerstëtzen och an deem Budget d'Entwécklung vun der Lëtzebuurger Sprooch, wat mir mengen, wat an der Integratioun wiesentlech wier. Dofir sinn zousätzlech Kreditter vu ronn 100 000 Euro virgesinn, fir Lëtzebuurger Sproochecoursen z'ënnerstëtzen an z'or-

ganiséieren. Dat ass wiesentlech an engem Land wou mir ënnerschiddlech Nationalitéiten hunn, a wou een eng Kommunikatiounssprooch brauch.

Mir hu Moosname virgesinn, déi kleng Betriber, och kleng landwirtschaftleche Betriber, zegutt kommen, andeem mir grad am Beräich vun der Bio-Landwirtschaft an der Vermaartung vun de Lëtzebuurger Produkter entgéint kommen. Dat si Kreditter vu ronn 500 000 Euro, déi nei an de Budget kommen, fir sécherzestellen, datt mir net nëmmen e Secteur vun Déngschtleeschungen hunn, mä datt mir och déi Aktivitéiten ënnerstëtzen, déi hei zu Lëtzebuerg gemaach ginn. Déi brauchen d'Ënnerstëtzung vum Staat, fir datt se kënnen wuessen.

Dofir hu mir och decidéiert, obschonns datt mir gesot haten, mir géingen mat enger finanzieller Ënnerstëtzung fir datt Lëtzebuerg en europäeschen Zentrum vun der Wirtschaft a vum Handel wier ophalen, een, zwee Joer ze kucken, datt den Handel kéint Moosnamen, Reklammen, Promotiounsmoosnamen an der Groussregioun maachen. Mir hunn e Kredit vun anner halwer Millioun Euro an de Budget ageschriwwen, och am nächste Joer, fir datt den Handel an d'Handwierk zu Lëtzebuerg hir Attraktivitéit an der Groussregioun kënnen verbesseren, an och esou no bausse kënnen duerstellen.

An ech kéint an där laanger Lëscht mat ville Kreditter viru fueren, mä ech wollt am Fong haut méi kuerz schwätzen. Ech wollt méi kuerz schwätzen, well ech d'Preparatioun, déi ech e Sonndeg wollt maachen, an déi duerch déi Evenementer an d'Waasser gefall ass, eréischt gëschter Owend spéit gemaach hunn, dunn hunn ech geduecht, da gëtt et méi kuerz haut.

Et ass nach viles zu deem Budget ze soen. Ech kéint lech zum Beispill soen, neen, ech soen dat elo net méi alles. Ech mengen, datt et gutt wier, datt Dir déi Gesamtchiffre géingt haut virun allem am Liicht vun deene Steiermoosnamen, déi elo beschriwwen goufen, kucken. Mä grondsätzlech gesitt Dir, datt mir all déi Ziler erreecht hunn, déi mir eis ginn hunn. Mir hunn also e responsabele Budget a schwéieren Zäite gemaach fir Vertrauen ze schafen, andeem mir d'Zilsetzung vun equilibréierten, öffentleche Finanzen, am europäesche Verglach, erreecht hunn.

D'Administration publique ass am Excedent, d'Administration centrale huet en Defizit dee sech duerch Steier-

reduktiounen, an héich Investissementer erkläert, deen awer net méi grouss ass wéi deen, dee mir 2006 annonciéiert haten. Mir hunn eist Zil erreicht.

De kllassesche Staatsbudget ass am Equiliber. An engem schwéieren Ëmfeld hu mir dofir bei den Depensé gekuckt, datt déi manner wuessen. D'Fonctionnementsdepensé wuesse manner wéi d'Recetten, déi Fonctionnementsdepensé vum Staat wuesse manner wéi d'Inflatioun.

Dat war schwierig, dat beweist awer, datt all d'Kollegen an der Regierung sech der Zilsetzung an dem schwierigen Ëmfeld bewosst waren. All d'Kollegen an der Regierung hunn op d'Depensen, déi se proposéiert haten, an déi se wierklech gäere gehat hätten, renoncéiert, fir datt mir dat Zil hei géingen errechen. Well, mir waren och der Meenung, datt d'Economie, d'Mënschen am Land eng staark Ënnerstëtzung vum Staat op der Einnamesäit bräichten. Dofir déi Steuerreformen, déi Steuerreduktiounen, déi elo da géingen virgestallt ginn.

Et ass also e Budget, mengen ech, dee mir an deenen Deeg am Detail an der Chamber wäerte kucken. Muer de Mëtteg sinn ech an d'Finanzkommissioun invitéiert, fir do déi Chiffre scho méi am Detail ze kucken, an den öffentliche Debat ronderëm dëse Budget geet jo haut éreischt un. Mir huelen da selbstverständlech do nach an deenen nächste Wochen a Méint mat méi Detailer Stellung.

Merci, Här President.

Transcription de l'intervention de Jean-Claude Juncker à l'occasion du dépôt du projet de budget 2009 (partie II)

1^{er} octobre 2008

Jean-Claude Juncker: Här Präsident, aus dem Exposé vum Frënd Luc Frieden gëtt däitlech, datt previsiblerweis um Enn vun dëser Legislaturperiod, an am Géigesaz zu den Erwaardungen, déi mir an engem bestëmmte Moment haten, déi budgetär Gesamtstaatszilsetzungen erreicht ginn.

Mir hunn déi lescht Legislaturperiod mat engem gesamtstaatlechen Defizit vun 1,2% a mat engem zentralstaatlechen Defizit vun 2,6% opgehalen. Mir halen dës Legislaturperiod previsiblerweis mat engem gesamtstaatlechen Iwwerschoss vun 1,1% op, wat also eng Verbesserung vun 2,3% par rapport zum PIB ass, a mir hunn och manner Defizit am Budget vum Zentralstaat, deen, deen d'Chamber méi genau ënner d'Lupp ze huelen huet, dee manner héich ass wéi am Joer 2004.

Wann ee seet, datt de Gesamtstaat en Iwwerschoss vun 1,1% huet, dann entsprécht dat deem wat mir an eise Stabilitéitsprogrammer zu Bréissel ëmmer hannerluecht, virgeschloen an approuvéiert kritt hunn. Wann ee seet, datt de Budget vum Zentralstaat, fir dee mir kee richtegt lëtzebuergesch Wuert afält – mä soe mir emol de Regierungsbudget an och dat ass net richteg – nach am Minus ass, da weist een, datt de Staat net am Geld schwëmmt. Well mir hätten deen och gären op der positiver Säit sech definitiv verankere gesinn. De Staat schwëmmt net an de Suen.

Dee gesamtstaatlechen Iwwerschoss wier net ouni déi Moosname méiglech, déi d'Tripartite diskutéiert an déi d'Chamber votéiert huet. Da wieren déi Zuelen total verschidden. Déi gutt Zuele vun de Gesamtstaatsfinanzen wieren och net duerch eng relativ notabel Reprise vun der Economie an zwee, dräi Joer während dëser Legislaturperiod méiglech gewiescht.

De Staat schwëmmt net am Geld, mä e schwëmmt an de Resultater vun der Regierungspolitik. Dat erméiglecht et e gesamtstaatlechen Iwwerschoss ze weisen, deen en fait net duergeet, wann en op där Héicht an den nächsten 10 Joer géif bleiwen, fir de Käschten, déi duerch d'Alterssicherungssystemer op d'Lëtzebuurger Kollektivitéit zoukommen, gerecht ze ginn. Doduerch muss kloer sinn, datt een dee Gesamtstaatsiwwer-

schooss an den nächste Jore wesentlech no uewe muss entwéckelen, wann een den demographeschen a Sécurité-sociale-Entwécklungen an eise Land wëll ouni Opreegung kënnen begéinen.

Dat, wat mir am Beräich vun der Steierpolitik virschloen ass net lass ze trenne vun deem Gesamten, wéi dat de Budgets- an Tresorsminister elo zoustännegkeetshalber hei an engem kuerze Bäitrag, wéi en treffenderweis gesot huet, erkläert huet. Déi Programmatik, dee Cortège vu Steiermoosname sinn och am Gesamtzesammenhang mat de graffen Ausgabebléck, déi en duergestallt, huet ze gesinn.

D'Gesamtwirtschaft, d'Sozial- a Fiskalpolitik an d'Budgetspolitik vun der Regierung begräift een nëmme richtig, wann ee sech, ier een iwwer Steiere schwätzt, an Erënnerung rífft, datt mir 4,5% vun eise Bruttoinlandprodukt huele fir Investitiounen ze maachen. Mir steigern d'Investitiounen am Beräich vun der Fuerschung ganz wesentlech, an de Sozialbudget setzt säin ongebrachten Trend, trotz Aspuerungsmoosnamen, déi getraff gi sinn, no uewe fort. E moderne Staat, e Staat dee méi investéiert, e Staat dee méi an d'Recherche investéiert, e Staat dee méi Kannerbetreuung ubitt, e Staat dee méi bëlleg Kannerbetreuung, där et méi wäert ginn, ubitt, e Staat dee méi Soziales a méi Gesondheet wëll produzéieren, dee muss Verlängerungselementer vun deenen Akzenter och an der Steierpolitik sichen an d'Steierpolitik an e Gesamtzesammenhang mat der Akommespolitik bréngen.

Wat ass d'Situatioun, mat där mir heiheem ze dinn hunn? D'Situatioun mat där mir heiheem ze dinn hunn ass, datt de Wuesstém méi lues gött, datt am Joer 2009, wéi an de Jore virdrun, manner Beschäftegung wäert entsto. An d'Situatioun ass, datt d'Inflatioun am Laf vun de Joren 2007 an 2008 ganz staark ugeklimmen ass, no wéi vir op engem héijen Niveau bleift, an datt een, trotz enger Berouegung op der Front vun den Uelechpräisser a vun de Liewensmëttel, muss dovun ausgoen, datt d'Uelechpräisser, surtout déi an d'Liewensmëttelpräisser, wahrscheinlech och déi, an de Joren 2009 an 2010 op engem, fir historesch Verhältnisser, relativ héijen Niveau wäerte bleiwen.

Wann d'Inflatioun héich ass gött et zu Lëtzebuerg e Reflex, dee soss doruechter an där Totalitéit net ze begéinen ass. Da gött gesot, da musst Dir d'Indexéierung vun de Léin op eng automatesch Fassong erëm integral hierstellen. An der Tripartite hate mir decidéiert,

datt dat net géif geschéien. Mir hate gesot, wann d'Uelechpräisser méi héich wéi 63 Dollar sinn a wann d'ëst an dat net klappt, da musse mir zu enger Indexmodulatioun kommen. D'Regierung ass fest determinéiert un deenen Ofmaachungen aus der Tripartite net ze wackelen, an déi inflatiounsupassend Politik iwwer d'Léin esou duerchzuführen, wéi se an der Tripartite ofgemaach gi waren.

Mä d'Regierung wëll net alles total duerchféieren, esou wéi et an der Tripartite ofgemaach war. Well an der Tripartite war beispillsweis och ofgemaach ginn – mä d'Chamber huet dat ni gestëmmt well d'Regierung et ni proposéiert hat – d'Solidaritätssteuer ëm 2,5% z'erréieren. An der Tripartite war ofgemaach ginn, datt an d'ëser Legislaturperiod prinzipiell keng Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun géif gemaach ginn. Dofir sinn ech heiansdo bis zu den Tréine geréiert iwwer déi zäertlech Appeller, déi d'Partner, déi dat an der Tripartite ënnerschriwwen hunn, u meng Adress riichten, fir esouwuel d'Indexéierung wéi d'Inflatiounstabilliséierung erëm integral anzeführen. Et soll een dee Modell net duerch falsch Nogesprécher ënnerhielegen, wann ee gären hätt, datt een an Zukunft och nach seng Roll géif spillen.

Déi Fro mat deenen ech mech, a meng Kollegen an der Regierung och, méi oder manner, heftig beschäftigt hu war, wéi kënnen mir op déi duerch d'Inflatioun erbäigeführt Kafkraaftschwächung, déi besonnesch déi Kategorië vun eiser Bevëlkerung, déi méi fragile, méi vulnerabel sinn, trifft, wéi kënnen mir adequat dorop reagieren? Eng Méiglechkeet war, datt een d'Indexéierung erëm ganz géif aführen. Mä dat hätt der Inflatioun nach ee kleng Schub ginn, ech wëll dat awer hei net verdéiwen.

Wann ech d'Zeitunge liesen, wann ech d'Partei lauschten, déi sech ënnerschiddlech dozou ausdrécken, wann ech d'Gewerkschaftsszen richtig beobachten an d'Lëtzebuerg Ökosozialpublizistik richtig interpretéieren, da wier de Moment komm fir alles dat, wat mir an deene leschte Jore gemaach hunn, a wat eis et erlaabt huet eis an enger propperer Situatioun kënnen ze presentéieren, réckgängig ze maachen. Insofern schéngt dat mir den nationale Konsens ze sinn. Mä eenzel Stëmme, net nëmme aus dem Regierungslager, och aus dem Oppositionslager, probéieren een, der Zäit méi ugepasstene, adequaten, vernünftege Kurs an där Fro ze steieren.

Fir d'Wahlen ze gewanne fänkt een u vill Indextranchen auszebezuelen. Ech behaupten haut an hei, datt déi, déi sech op dee Wee beginn, de Leit müssen d'Konsequenze vun där Politik erklären. An d'Konsequenze sinn, datt mir doduerch ee Stéckelchen Inflatoun méi kréien – ech wëll dat net iwwerdreiwien. D'Konsequenzen dovun sinn, datt déi Deeler vun eiser Industrie, déi surtout exportorientéiert sinn a sech ergo am Competitivitéitsfeld musse behaupten, an déi duerch d'Kris an der Realeconomie affektéiert sinn wesentlech un der Maximiséierung vun hire Betriebsresultater gehënnert ginn, déi jo och de Beschäftegten zegutt kommen. D'Resultat ass, datt déi kleng a finanzschwaach, an déi kleng mëttelstänneg Betriber riskéieren an engem total verännerte wirtschaftlechen Ëmfeld, wat zanter 12 Méint unhält, den Otem ze verléieren.

Wann d'Regierung sech et also einfach géif maachen, géif se soen, ok mir hunn zwar an der Tripartite gesot, den Index gëtt moduléiert, mä mir maachen en elo erëm integral applicabel. D'Resultat wier, datt zwee, dräi Joer duerno d'Resultater sech wirtschaftlech géifen zu eisem Desavantage weisen. Mä dann ass een net méi an der Regierung – ech hoffen zwar net, mä dat ass jo awer denkbar, Wahle si jo Wahlen – an da soen déi, da kënnen déi sech mat deene Saachen erëm ploen, déi een hannerlooss huet. Esou kann ee Politik maachen an domat fënnt een de Bäifall vum Publikum. Well de Konsens am Land „Index sofort, noch gestern Abend!“ ass. D'Resultat ass an dräi Joer een anert wéi de Wonschdram deen een elo heemelt.

Da kann een d'Leit awer trotzdem net mat hire Problemer alleng loossen. An d'Problemer vun de Leit, déi sinn ënnerschiddlech. Ech liesen, datt de STATEC an anerer dat rechnen, och de Jeannot Krecké – ass en nach do?

Jeannot Krecké: Jo, jo. Ech sinn hannendrun.

Jean-Claude Juncker: datt d'Kafkraaft en fait iwwer 1% zougeholl huet, an dat ass statistesch richteg. Et ass jo net jiddwereen zu Lëtzebuerg méi aarm ginn. Et sinn och Leit zu Lëtzebuerg méi räich ginn. Et sinn och Lounverbesserungen, esouwuel beim Staat wéi an der Privatindustrie ginn, an déi Lounofschlëss, déi getraff gi sinn, déi ware ganz oft net kleng. Mä Tatsaach ass awer, datt déi Leit, déi net vill verdéngen, déi, déi um Mindestloun sinn, déi, déi zu e puer mat wéineg müssen eens ginn, datt déi extrem reell Problemer hunn, fir um Enn vum Mount eens ze ginn. D'Regierung huet am

leschte Joer duerch d'Aféierung vum Kannerbonus an anere Mechanisme, an duerch déi ugekënnegt Moossname fir d'nächst Joer probéiert z'agéieren, virun allem bei deene Kategorien, wou de Kafkraaftverloscht zu existentielle Problemer ka féieren.

Ech liesen elo, dat wier schéin a gutt, mä déi aner Leit missten och kréien. Dat ass och schéin a gutt. Mä ech fannen, et sollt ee fir d'éischt emol zur Kenntnis huelen, datt fir d'éischt zanter dem Zweeten Weltkrich hei eng Regierung komm ass, déi d'Steierpolitik an d'Sozialpolitik esou mateneen a Kombinatioun bruecht huet, datt déi akommeschwaach Kategorië vun den Akommesbezéier disproportionéiert staark vun der Kombinatioun aus Steier- a Sozialpolitik profitéieren. Prinzipiell huet dee Kurs jo och Zoustëmmung hei am Haus fonnt.

Nu gesinn ech awer och an, datt een engem Facteur an der Gesellschaft muss Rechnung droen, deen doranner besteet, datt bei héijer Inflatoun a bei net totaler Indexéierung Schwächungselementer sech an d'Konsumstruktur vun anere Kategorië vun der Bevëlkerung eraschläichen, déi een net automatesch kann ënner déi fragile, déi vulnerabel an déi méi schwachgestallten Deeler vun der Bevëlkerung rubrifizéieren.

An dofir sinn ech zu der Iwwerleeung komm, gemeinsam mat menge Kollegen an der Regierung, datt mir d'Gesamtsteuerlandschaft fir physisch Persounen ëm 11,5% no ënnen ofsenken, andeems een d'Efforten, déi de Staat am steierleche Beräich mécht, ënnerschiddlech opdeelt, je no Heftegkeet vum Impakt vun der Konsum- a Kafkraaftkris op déi eenzel Kategorië vun de Leit, déi hei am Land wunnen. Dat maache mir, well mir d'Indexéierung, aus deene Grënn, déi ech gesot hunn, net total direkt erëm aféiere kënnen a well d'Inflatiousbelaaschtung awer héich ass a well d'Inflatiousbelaaschtung virun allem do belaascht wou et wéi deet, dat heescht wou net vill ass.

An dofir si mir zum Resultat komm, datt mir d'Steiertabell insgesamt, fir jiddwer Steierzueler esou upassen, datt en d'nächst Joer op där Steiertranche wou e läit mindestens 9% manner Steiere bezilt wéi dëst Joer, dat heescht, wéi wann e géif 9% manner verdéngen. Dat ass e komplizéierte Saz, mä Steierpolitik ass och net einfach.

Mir senken de Steiertarif ëm 9%, mä d'Gesamtinflatiousupassung vun de Steiere bedréit 11,5%. Vun

deenen 11,5% Gesamtupassung un d'Inflatioun entfalen 9% op déi Tarifofsenkung, déi mir proposéieren, an déi betrëfft jiddwereen dee Steiere bezilt, mä et trëfft e prozentual séier ënnerschiddlech.

Dobäi kommen aner Steiermoosnamen, déi ech an der Erklärung zur Lag ugekënnegt hat. Ech erklären dat den nächste Freideg méi am Detail, an dann och spéiderhi bei eis an der Kommissioun. Dobäi kënnt, datt mir den Arbeitnehmerfreibetrag ofschafen an deen duerch e Steiernettokredit ersetzen, wou all Salaré also netto eppes an d'Täsch kritt. Haut kritt een duerch den Arbeitnehmerfreibetrag e maximale Steiergewënn vun 233,70 Euro. Dat sinn esou Jonge wéi ech, déi héich besteiert ginn an dann also och méi vum Arbeitnehmerfreibetrag profitéiere wéi déi, déi de Mindestloun hunn, déi net héich besteiert ginn an déi praktesch iwverhaapt net vum Arbeitnehmerfreibetrag profitéieren.

Do duerch, datt mir deen Arbeitnehmerfreibetrag an en Nettosteierkredit vun 300 Euro ëmwandelen, kréien déi Arbeitnehmer, déi keng Steiere bezuelen, 300 Euro d'Joer netto bäi. Déi aner Steierzueler kréie bis zu maximal 300 Euro bäi. Déi, déi um héchsten Niveau sinn, déi kréien dann ebe 67 Euro bäi an déi Leit, déi keng Steiere bezuelen, déi en niddregt Akommes hunn, déi kréien 300 Euro d'Joer bäi. Dat entsprécht, en fait enger struktureller Verbesserung vum Mindestloun iwver déi 2% Mindestlounerhéijung eraus, déi mir souwisou fir d'Joer 2009 fest programméiert hunn an am Etat de la nation ugekënnegt haten.

De Rentnerfreibetrag gëtt och ofgeschaf an duerch en Nettoernteierkredit an d'ärselwechter Héicht ersat. Esou datt déi Leit, déi wéineg Gehalt bezéien a wéineg Rent bezéien, also Klengverdänger a Klengrentner, am meeschten duerch déi Ëmwandlung vun de Freibeträg a Steierkrediter profitéieren. Déi, déi besser Akommesituatiounen hunn, profitéieren deementspreechend manner, mä jiddwereen awer méi. Wéi ugekënnegt gëtt och den Alleinerzëierfreibetrag an en Nettosteierkredit an der Héicht vu 750 Euro ëmgewandelt.

Wann een dat zesummeleet, an ouni sech elo haut schonn a laange Beispillsexkurser ze verlafen, stellt ee fest, datt duerch déi 9%eg Tarifupassung an duerch d'Aféierung vun deene Steierkrediter, déi ronn 2% an Termé vun Tariffadaptatioun géifen ausmaachen, eng Situatioun entsteet, wou Leit, déi bestued sinn an eng Pai hunn, an déi 25 000 Euro d'Joer verdéngen 113,2%

manner Steiere bezuelen, respektiv méi bäikréien, wou Leit, déi 100 000 Euro d'Joer verdéngen, een Akommes an der Steierklass 2, datt déi 7,1% Steiergewënn hunn.

Dir gesitt also, eng 9%eg Tarifadaptatioun féiert duerch d'Kombinatioun mam Arbeitnehmernettosteierkredit oder mam Rentnernettosteierkredit zu prozentual ganz ënnerschiddlechen Endsituatiounen féiert. Déi Leit mat engem niddregen Akommes hunn e prozentual héije Gewënn, an déi Leit mat engem héijen Akommes hunn ëmmer nach e Gewënn, dee méi héich läit wéi d'Inflatioun am lafende Joer ass, mä deen awer net esou héich ass wéi déi Steierentlaaschtung an déi Steigerung vum verfügbaren Akommes an deene méi niddregen Akommeskategorien.

Wann ee 25 000 Euro verdéngt, 25 000 Euro besteierbart Akommes, dann huet een an der Steierklass 2 e relative Steiergewënn vun 113,2%. E relative Steiergewënn vun 7,1% gëtt et, wann een 100 000 Euro de Mount verdéngt.

Luc Frieden: D'Joer, d'Joer verdéngt.

Jean-Claude Juncker: D'Joer, pardon. Jo, mir sinn elo esouvill mat de Banquieren amgaangen, datt ech net méi weess wat een do am Joer an am Mount verdéngt, mais enfin, do komme meng Joresbeziech awer relativ séier un hir monatlech Beziech erun. Dofir gi se och esou gutt ouni eis eens. Ech schwätzen net vun de Lëtzebuerger hei, mä ech mengen deene geet et och gutt.

Dat heescht, datt e Mënsch dee 25 000 Euro verdéngt a bestued ass an ee Salaire huet, duerch d'Kombinatioun vun Tarifofsenkung an Nettosteierkredit 421 Euro am nächste Joer méi zur Verfügung huet wéi am leschte Joer, an datt een deen 100 000 Euro verdéngt an där selwechter Steierklass 2 zwar nëmme 7,1% Ofsenkung huet, mä am absolute Montant 1 573 Euro kritt. Dat ass op Grond vun der allgemenger Diskussioun, datt deen dee méi verdéngt och méi Steiererliichterunge kritt. Ech hunn awer drop gehalen, datt et prozentual betruecht manner staark Entlaaschtunge gi wéi bei deene Leit, déi net esouvill verdéngen. Ech kann lech nach mat alle méigleche Beispiller doutschloen, mä dat maachen ech net.

Et gëtt kloer, datt aus der Tarifadaptatioun an aus der Aféierung vun deene Steierkrediter u sech eng méi sozial gerechte Steierlandschaft entsteet. Et kënnt zu enger Steierofsenkung substantieller Natur fir déi, déi

vill oder mëttelvill verdéngen an et kënt zu enger ganz staarker Akommesverbesserung, prozentual betruecht, fir déi Leit, déi näischt oder net vill verdéngen. Déi Kombinatioun vu Steuer- a Sozialpolitik wëll u sech deenen, déi näischt hu méi ginn an deenen, déi méi hunn dat erhale wat se hunn, respektiv, fir der Leeschtungsberetschaft vun deene Kreesser vun der Bevëlkerung total Rechnung ze droen, hinne méi Revenu disponible iwreg loossen.

Déi Moosnamen, déi ugekënnegt waren, an déi mir elo ausgedäitscht hunn, ginn duerch aner Elementer ergänzt. Beispillsweis kënt et zu enger Mensualiséierung vum Kannerbonus. Dee gëtt d'nächst Joer net méi eemol am Joer ausbezuelet, wéi mir dat nach gemaach hunn, mä monatlech ausbezuelet.

D'Verléierer dovou sinn d'Elteren, déi hir Kanner net am Januar schonn hunn, mä se eréischt am Laf vum Joer kréien. Nu war et jo esou, huet een e Kand am Oktober kritt, dann huet deen d'Steierbonificatioun, de Kannerbonus, fir d'ganz Joer kritt. Kritt een elo den 31. Dezember e Kand – déi kommen ëmmer an d'Zeitung, dofir kann een déi an e puer Méint namhaft maachen – da géif deen eigentlech nëmmen de Kannerbonus, 76,88 Euro, vum Mount Dezember kréien. Dofir hu mir decidéiert, datt, egal wéini d'Kanner gebuer ginn, dee Moment wou dann den nächste monatleche Kannerbonus ausbezuelet gëtt, datt déi Leit dann de Joresbonus kréien.

Ech wëll domat soen, d'Leit musse jo plangen, egal wéini e Puppelchen op d'Welt kënt, et kritt een ëmmer ee volle Joreskannerbonus. Den Här Frieden gëtt ëmmer nervös, mä e weess net, datt d'Leit sech fir essentiell Gestaltungsproblemer méi interesséiere wéi hie mengt. D'Leit musse wëssen, wéini Kanner kommen an da musse se och wëssen, wéini datt d'Kanner gemaach ginn. Insofern muss een drop opmierksam maache wéi dat geet. Dat hu mir och bei de Steuerreformen 1991, 1992 gemaach, datt, ëmmer wann eng Familljesituatioun sech am Laf vum Joer ännert, déi verbessert steierlech Situatioun, déi doraus resultéiert, op d'ganz Joer ausgedehnt gëtt. Et ass also logesch, wann een de Kannerbonus mensualiséiert, datt een ëmmer dofir suergt, datt de Kannerbonus vum ganze Joer ausbezuelet gëtt. Dat ass wichteg fir d'Leit ze wëssen.

Mir hunn et an der Welt an an Europa an och heiheim mat enger Energiekris ze dinn. Mir sinn an enger ex-

tremer Ofhängegkeet de fossilen Energieträger géint-iwwer a mir mussen eis, dat gëtt jo vu kengem Krees méi bestridden, lues a lues aus där Ofhängegkeet erausbewegen. Do kann de Staat net alles maachen. Mir ginn eng Kilometerpauschal zanter 1991-1992, déi mir net ofschaffen. Aner Staaten, eis däitsch Nopere beispillsweis, hunn d'Kilometerpauschal fir all Distanz ënner 20 Kilometer ofgeschaf. Mir behale se bäi, mä mir setzen se awer net an d'Lut, well mir mengen, datt dat éischer eng falsch Reaktioun op d'Verdeierung vun den Uelechpräisser wier. Mir loosse se och bestoe fir déi, déi mam Vélo oder mam Zuch fueren. Déi kréien datselwecht wéi déi, déi mam Auto fueren. Vill Leit wëssen dat u sech net, datt si en Zuchabonnement kënnen huelen, d'ganz Joer net mam Auto fueren, mä awer dat selwecht kréien, wéi wa se mam Auto géife fueren. Mä d'Zuchabonnement ass awer däitlech manner deier wéi de Steieravantage, dee se kréie wa se net mam Auto mä mam Zuch fueren. Dat loosse mir alles bestoen.

Eng Ofsenkung vun den TVA-Säz op den Energieprodukter geet net an ass och net wëschenswäert, well déi Energiepräisser héich bleiwen a mir kënnen net duerch TVA-Ofsenkung dauernd op Fluctuatiounen op de Weltmäert reagéieren. Ausserdeem erlaabt déi europäesch Regelung, där mir zougestëmmt hunn, et net den Normalsaz deen op den Energieprodukter läit bei der TVA op de reduzéierte Saz erofzesetzen. Mir hu just de Mazout bei 12%, am Taux parking stoen. Déi aner Präisser kënnen mir net aus dem Normalsaz an de reduzéierte Saz erofhuelen, dat geet laut europäescher Reglementatioun net an et ass och mat mir net ze maachen, wier mat mir net ze maachen, well et eng falsch Politik zum ongënschtege Moment wier.

Stattdesse muss ee kucken, wat et da vun alternativen Energieträger gëtt, vun Ersatzmaterial fir fossil Energien, wou een d'Besteuerung kann no ënnen adaptéieren. An e genau Duerchlichte vun eise Besteuerungsmechanismen, déi mir am indirekte Steuerberäich, dat heescht TVA-Beräich hunn, weist, datt do zwou Saache méiglech sinn an déi wëlle mir och maachen. Mir wëllen den TVA-Saz um Holz, soufern wéi dat Holzackschnitzel an déi Heizpellets betrëfft, op 6% erofsetzen a mir wëllen alles wat haut oder muer an d'Gesamtdefinitioun vun Nahheizung oder Fernheizung fällt – Chauffage urbain heescht dat op Lëtzebuergesch – och op de reduzéierten TVA-Saz vu 6% erofhuelen.

Mir mengen, datt mir do de Maximum vun deem wat mir kënne maachen, bei bestehender europäescher Gesetzgebung, gemaach hunn.

Mir setzen eis an Europa an, dat hunn ech e puermol hei am Haus erkläert, fir all déi alternativ oder Ersatz- oder douce Energien TVA-méisseg méi niddreg kënnen ze besteieren, fir also déi europäesch Reglementatioun esou ze lackeren, datt een alles wat an den Alternativberäich fällt ka mat reduzéierte Steuersätz besteieren. Mä op Grond vun deem wat mir haut u Regelungen hunn, national an europäesch, ass am Beräich vum Holz a vun Nah- a Fernheizung déi Steierofsenkung méiglech. An déi wëlle mir vum nächsten 1. Januar u maachen.

Nieft der Inflation ass e grouse Problem zu Lëtzebuerg d'Wunnen. Ech brauch dat net extra unzesträichen. Jiddweree weess, wat ech domat mengen. Dofir wëlle mir am Beräich vum Wunnen eng Rei vu steierleche Moosnamen huelen, déi de Leit d'Liewe méi liicht solle maachen. Dofir verbessere mir d'Ofschreiwungsméiglechkeete vun de Reschtscholdversécherungen. Ech erklären an den nächsten Deeg, wat domat genau gemengt ass. D'Leit kënnen also méi Liewensversécherung ofschreiw wa se bauen, wéi dat de Moment de Fall ass. D'Zënsen op den Dépôte bei de Bauspuerkeese gi vum nächsten 1. Januar u vun der Quellesteier befreit a sinn domat total steierfräi.

Mir maachen d'Assurancen och drop opmierksam, datt mir bei der Verbesserung vun der Reschtscholdversécherung och gär e Resultat bei de Leit géifen ukomme gesinn a mir wäerten dat ganz genau am A behalen. Mir maachen d'Banken, déi sinn der Regierung et eigentlech schëlleg an dësem Moment, och drop opmierksam, datt mir hei vu Bauspuere schwätzen an datt mir net wëllen héieren, datt muer all Verträge, déi ee kann ofschléissen, Bauspuerverträge sinn. Wann dat de Fall ass, gëtt déi Moosnam direkt ofgeschaaft an et kënn eng wesentlech méi héich Quellesteier op dese Produkt oder op Ersatzprodukter. Et geet definitiv net, datt d'Regierung e politescht Resultat wëll erzielen, dat heescht deene Leit, déi bauen, d'Liewe manner schwéier wëll maachen, an datt dann duerch Produktkonstruktiounen esou e Mechanismus ënnerlaf gëtt. Mir suivéieren dat mat där gebuedener Granzegkeet.

Mir verbesseren d'Reckbezuelen, d'TVA-Remboursementen um Bauen. Dir wësst, datt mir do e superreduzéierte Steuersatz vun 3% hunn, mä de maximale

Gewënn, deen een aus dem Remboursement vun der TVA kann zéie si 50 000 Euro. Mir hiewen dat ëm 20% op 60 000 Euro, esou, datt de Maximum, deen een als Präis fir d'Reduktioun vun der TVA ka geltend maachen, vu 415 000 Euro HTVA op 500 000 Euro HTVA eropgeet.

Alleng déi Moosnamen – Epargne logement vun der Quellesteier befreit, Verbesserung beim Remboursement vun der TVA, also Verbëllegung vum Präis deen d'Leit fir d'Wunnen an d'Baue muss bezuelen, an déi Abatementserhéijung vun der Reschtscholdversécherung –, alleng dat bedéngt e Steierausfall vun 20 Milliounen Euro.

Ech wëll d'Saach elo net op d'Spëtzt driewen, well d'Saach gëtt genuch op d'Spëtzt gedriwwen, ma wann ech kucken, datt mir duerch déi Logementsmoosnamen hei 20 Milliounen Steieraboussen hunn, datt mir 16% fir d'Aféierung vun enger Deierechtzoulag ginn; wann ech déi zwou Zuelen zesummen addéieren, da kommen ech genau op e Montant, deen 1% Inflationadaptatioun vum Steiertarif entsprécht. Elo muss ee sech froen, wat ass dann [gëtt ënnerbrach]

Luc Frieden: Plus d'Chèques-service.

Jean-Claude Juncker: Den Här Frieden, deen awer en Hang zum Iwwerdriewen huet, dee rechnet nach d'Chèques-service dobäi, da si mir natierlech op 1,8% Tarifadaptatioun.

Luc Frieden: Déi gehéieren dozou.

Jean-Claude Juncker: An hie seet mir, datt déi dozou gehéieren. An en huet Recht, mä ech wëll lech net mat zevill gönschtegen Zuelen hei konfrontéieren.

De Choix war ze maachen, wat allgemeng gemaach gëtt, dat ass eng 9%eg Tarifadaptatioun un d'Inflation. Wat gëtt doriwwer eraus gemaach? Do kënn de Steierkredit fir Arbeitnehmer, de Steierkredit fir Rentner, de Steierkredit fir Alleinerzieher, d'Verbëllegung vun der Kannerbetreuung duerch d'Aféiere vun engem Chèques-service, d'Verduebelung vum Heizkostenzuschuss ënner Form vun Deierechtzoulag, plus déi TVA-Moosnamen, déi ech lech hei gerechent hunn. Dat ass insgesamt eng Stärkung vun der Kafkraaft vun de Leit hei am Land, déi sech ka weise loossen. Déi bedréit 1,2 bis 1,4% vum Bruttoinlandprodukt. Reng steierlech sinn dat 460 Milliounen, nämlech d'Tarifofsenkung 9% 342 Milliounen, Arbeitnehmersteierkredit 55 Milliounen,

Rentnersteierkredit 36 Milliounen, Alleinerziehersteierkredit 7 Milliounen dëst Joer, 12 Milliounen aus technische Grënn d'nächst Joer, Mesurë fir de Logement 20 Milliounen – da kommt Dir op ronn 460 Milliounen Kafkraaftverbesserung alleng bei de physische Persounen, dat entsprécht 1,2% vum PIB. A wann een dann nach déi Verbëlleung vun der Kannerbetreuung dobäizielt a wann een nach d'Deierechtzoulag dobäizielt, kënn een natierlech nach op Zuelen déi wesentlech besser sinn.

Do wier nach munches ze soen, dat wëll ech awer net alles haut hei ausféieren. Mä am Beräich vun den Entrepreneuren oder an der Intersektioun vun de Betriber an de physische Persoune wëll ech op eng Steiermoosnam opmierksam maachen, déi mir treffen an déi betrëfft d'Astellung vu Leit déi keng Aarbecht hunn duerch eis Betriber, dat heescht vu Chômeuren, déi méi wéi dräi Méint um Arbeitsamt ageschriwwen sinn.

Et gi manner Aarbechtspulzen d'nächst Joer geschaf. Mir liewen an enger ugestrengter Aarbechtsmaarsituatioun, trotz alle Beméiungen déi ënnerholl ginn, déi méi ugestrengt ass, wéi mir dat laang kannt hunn. Dofir wëlle mir deene Betriber, déi Chômeuren astellen – ech vereinfache mäi Propos à l'extrême –, eng Steierhëllef ginn déi haut 10% bedréit, déi se kënnen ofschreiwen, 10% par rapport zum Bruttoloun dee servéiert gëtt. Dat héije mir op 15% an der Erwaardung, datt d'Betriber méi séier a méi breet astellen, wéi dat de Moment de Fall ass, an an der Erwaardung och, datt déi Steiermoosnam ka genotzt ginn, fir datt haaptsächlech eeler Arbeitnehmer, déi keng Aarbecht hunn, agestallt ginn. Well et ass insupportabel, datt ëmmer méi Leit iwwer 48, 50 Joer vun der Lëtzebuurger Economie consideréiert ginn, wéi wa se zum alen Eise géife gehéieren. Dat ass sozial a moralesch total inakzeptabel, an dofir hätte mir gär, datt dës Steiermoosnam haaptsächlech deene Leit, déi awer vill Experienz hunn an déi dem Land nach ganz vill kënnen bréngen, vun där Moosnam kënnen profitéieren fir agestallt ze ginn.

Déi Steierbonificatioun, well ëm solch eng handelt et sech, zielt net nëmme wann een e Chômeur astellt, mä zielt och bei Reclassement interne a bei Reclassement externe, fir datt all déi méi fragile Deeler vun der schaffender Bevëlkerung an eisem Land dovu profitéieren kënnen. Ass dat eng Moosnam fir d'Betriber oder ass dat eng Moosnam fir d'Leit? Ech weess dat net. Et ass mir och egal. Haaptsaach d'Leit profi-

téieren dovun. Déi Moosnam bei der TVA-Logement, ass dat eng Moosnam fir d'Betriber oder ass dat eng Moosnam fir d'Leit? Et ass egal, haaptsächlech d'Leit profitéieren dovun. An déi zwou schueden de Betriber net, mä, am Géigendeel, maache se méi staark an den aktuellen Zäiten.

Bei de Betriber selwer, do wou et awer kloer ass fir ween datt et ass, gëtt de Saz vun der Kollektivitéitssteuer am Joer 2009 ëm 1% no ënnen gesat, fällt also op 21%. Mir haten ugekënnegt, an der Erklärung zur Lag vun der Natioun, datt déi duerchschnëttlech Betriebsbesteuerung soll an e puer Joer op 25,5% landen. Hei ass deen éischte Schrëtt an déi Richtung.

Evidenterweis ass et esou, datt ee bei kommenden Ofsenkunge vu Kierperschaftssteiersätz muss eng Verbreederung vun der Besteuerungsbasis parallel dozou maachen. Mir trieden hei net an eng total Defiskalisierung vun der Economie a vun der Betriebslandschaft an. Mir wëllen eis also och net hei un engem stupide fiskalen Dumpingsconcours an Europa bedeelegen. All weider Ofsenkungen an deem Beräich entraînéieren, op enger automatesch Aart a Weis, eng Verbreederung vun der steierlecher Assiette.

Mä mir wollten dat dëst Joer nach net maachen, obscho mir déi Iddien duerchstudéiert haten, well mir gemengt hunn d'gesamtwirtschaftlecht Ëmfeld géif zevill Explikatiounsbedarf no sech zéien, wann een dat géif parallell maachen. Déi Moosnam kascht tëscht 80 a 85 Milliounen Euro. Et gëtt net direkt am Joer 2009 haushaltswierksam, well déi Besteuerungen no där neier Regel eréischt am Joer 2010 haushaltswierksam wäerte ginn.

Den Droit d'apport, dee mir d'lescht Joer halbéiert haten, dee gëtt op null gesat, aus deene Grënn, déi mir ganz dacks hei am Parlament duergeluecht hunn. Dat ass e Gesamtsteierausfall vun 100 Milliounen, dee sech séier ënnerschiddlech op déi verschidden Exercicen opdeelt an deen och, bei der Berechnung vum Gesamtsteierausfall, Verschiebeprozesser, déi an dësem Joer stattfonnt hunn, Rechnung mussen droen. Mä insgesamt ass dat e Steierausfall vun 100 Milliounen, deen net onbedéngt ganz esou am Haushaltsjoer 2009 wierksam gëtt, dat ass e bësse schwierig alles ze berechnen.

Ech hu mech laang schwéier gedoen, wéi all Mënsch weess, mat der Ofschafung vun deem Droit d'apport,

well ech fannen, datt d'Kapital och sollt besteiert ginn. Dat ass ee gesonde Prinzip, ech gesinn awer, datt elo all Mënsch dat mécht an datt mir do total an d'Hanner-treffe geroden. Ech verspriche mir och dovun, datt aner Aktivitéiten op der Finanzplaz am Beräich vun de Professionne vum Secteur financier entstinn. Well dat Professionne sinn, déi awer relativ gutt remuneréiert sinn, kann een dann awer erëm, Steierausfäll, déi een duerch d'Suppressioun vum Droit d'apport muss a Kaf huelen erëmkréien, am Wee vun der Géigefinanzéierung duerch geklommen Aktivitéiten an anere Beräicher vun der Economie, wou direkt d'Besteuerung op de Persounen stattfënnt, déi do schaffen.

Mir huelen Ännerunge bei der steierlecher Begleitung vun der Ofsécherung vun de Spuerdepôten vir, déi d'Leit bei de Banken hunn. Dat ass keng ganz onaktuell Fro. Mir wëllen eng Garantiesoldifizéierung duerch eng steierlech Begleitung vun deene Garantiemechanismen, déi et gëtt oder déi et nach net gëtt, erbäiféieren. Dat erreeche mir doduerch, datt mir se obligatoresch maachen, wat hir Provisionéierung ubelaangt. Dat, d'Sécherung vun den Einlagen an och d'Stabiliséierung vun der Finanzplaz, bedeit e Steierausfall vu 70 Milliounen Euro. Ech kann dee Mechanismus elo net am Detail hei explizéieren.

Dat selwecht, net d'Explikationszäit, betrëfft d'Ofsenkung vun der Besteuerung op den Dividenden, déi a Gesellschaften ausbezuelt ginn, déi an anere Länner vun der Europäescher Unioun oder vum europäesche Wirtschaftsraum hire Sëtz hunn. Dat musse mir maachen, well anerer dat och gemaach hunn. Dat bréngt weider Aktivitéiten op Lëtzebuerg a verhënnert jiddwerfalls, datt Aktivitéite wéinst enger lwwerbesteuerung, déi mir am internationale Verglach zu Lëtzebuerg hunn, géifen ofgezu ginn. Dat kascht awer 20 Milliounen Euro.

Alles dat, wat an de Beräich vun der Propriété intellectuelle fällt, dat ass eng Politik, déi besonnesch vum Wirtschaftsminister staark a mat Talent bedriwwen gëtt, gëtt vum 1. Januar d'nächst Joer u vun der Verméigenssteuer befreit.

Wat bei der Autossteuer a Saachen net Deductibilitéit geschitt, dat wäert den Här Minister Lux – deen ass net Finanzminister, mä Ëmweltminister, mä trotzdem Spezialist an där Fro – lech op enger Pressekonferenz muer erklären. Ech huelen dat nach gären eng Kéier zur Geleeënheet fir ze soen, datt den Här Lux a Saachen

Autossteuer keen Alleingang mécht, contrairement zu engem Androck, deen emol heiansdo kéint opkommen. Dat ass d'Gesamtregierung an de Finanzminister steet méi dohannert wéi iergendeen anere Minister, well dat ass eigentlech eng Kompetenz vum Finanzminister.

Ergo konnt do näischt geschéie wat de Finanzminister net wollt, a konnt den Här Lux näischt maache wat ech net och gemaach hätt, wier ech den Här Lux gewiescht, wat dann allerdéngs meng Virstellungskraaft eenegermoossen dépasséiert. Mä et ass awer eng Politik, déi zwee Ministeren ze veräntwerthen hunn. An ech hunn net gär gesinn, datt den Här Lux do culpabiliséiert ginn ass, wéi wann hien do einsam Alleingänge gemaach hätt. Dat war net de Fall.

Mir bauen an de Gesetzesprojet och alles iwwer Steieren an, wat mir am Etat de la nation a Saache Philanthropie ugekënnegt haten. Doriwwer communiquéert den Tresor- a Justizminister eng aner Kéier méi intensiv. Philanthropie gëtt mir d'Geleeënheet ze soen, datt mir och am Laf vum Joer – mä do hu mir d'Stécker nach net all beieneen – méi wäit a Saachen Ënnerstützung vum Benevolat wëlle kommen. Et ass ganz evident, datt mir eng partiell Professionaliséierung mussen erbäiféieren, notamment am Beräich vun der Protection civile. Dat gëtt an deenen nächste Méint definitiv zesumme gesat.

Summa summarum. Et kënnt, wat physisch Persounen ubelaangt, zu enger Steuerpolitik, déi d'Uklamme vun der Inflatoun voll berücksichtegt. Et kënnt zu enger Stärkung vum verfügbaren Akomes vu jidderengem dee Steiere bezilt. Et kënnt zu enger Stärkung vun der Kafkraaft, a besonnesch vum verfügbaren Akomes, besonnesch bei deene Leit an eiser Gesellschaft, déi net vill verdéngen, wéineg verdéngen oder bal näischt verdéngen. D'Steuerpolitik gëtt méi sozial gerecht an d'sozial Landschaft gëtt duerch d'Steuerpolitik méi sozial profiléiert a geformt.

Et kënnt zu Verbesserungen am Beräich vum Logement. Véier Moosnamen: Den Epargne logement gëtt vun der Quellesteuer befreit, et kënnt zu enger Verbesserung bei der Reschtscholdversécherung an et kënnt zu enger Verbesserung bem Remboursement vun der TVA. Et kënnt zu enger lwwerleeung – mä lwwerleeunge si keng Politik – wou mir kucke wéi een d'Ofschreibbarkeit vu Scholdzënsen kann a Steierkreditter ëmwandelen. Dat hate mir bei der Erklärung zur Lag ugedeit. Och wa mir dat elo scho gemaach hätten,

wier dat am Steierjoer 2009 net wierksam ginn, dat wier érischt am Joer 2010 wierksam ginn, also wëlle mir déi nächste Méint profitéieren, fir dat Instrument méi ze verfeinere. Dat hu mir net vun eisem Ambitionsradar gestrach, mä mir hunn awer fonnt, datt déi heite Moosnamen a Kombinatioun mat all deenen aneren elo dringend noutwenneg wieren.

Wann ech dat stramm resüméieren: de Steiertarif gëtt 9% ofgesenkt, et gëtt e Steiertokredit an der Héicht vun 300 Euro fir Arbeitnehmer agefouert, et gëtt e Rentnersteierkredit an där selwechter Héicht agefouert. De Steuerabatement fir Alleinerzieher gëtt an e Steierkredit ëmgewandelt. De Kannerbonus gëtt all Mount ausbezuel. Et kënn zu enger TVA-Ofsenkung op alternativen Energieofferten, et kënn zu enger Verbesserung bei der Reschtscholdversécherung, et kënn zu enger Befreiung vun der Quellesteier vun den Zënsen am Beräich vum Bauspueren.

Et kënn zu enger Verbesserung beim Zréckbezuere vun der TVA um Bau, et kënn zu enger 1%eger Ofsenkung vum Kierperschaftssteiersaz. Den Droit d'apport gëtt ganz ofgeschaaft. D'Garantie, d'Dépôt-Ofsécherung bei de Banke gëtt iwwer de steierleche Wee verbessert. Et kënn zu enger Erhéijung vun de steierlechen Hëllef, déi d'Betribler bei der Astellung vu Chômeure kënnen kréien. Et kënn zu enger Ofsenkung, a bestëmmte Beräicher vun de Steieren op den Dividenden. D'Propriété intellectuelle gëtt vun der Verméigenssteuer befreit. D'Autossteuer gëtt entlaang deene Prinzipien, déi mir bei der Erklärung zur Lag gesot haten, nei ausgeriicht. D'Philanthropie kritt e steierleche Statut.

Dat mécht insgesamt Steieraufäll, je no Steierjoer dat ee berücksichtegt, vu 736 Milliounen Euro am volle Joer wann ech physisch Persounen a Betribler zesummenhuelen. Am Haushaltsjoer 2009 mécht dat e Gesamtsteieraufall vu ronn 580 bis 600 Milliounen.

Ech soe Merci fir d'Gedold, an ech soen lech dat an deenen nächste Stonnen, Wochen, Deeg a Méint am Detail, mat dausende Beispiller, déi lech vun der Richtegkeet vun där Politik esou iwwerzeege wäerten, datt se lech erschloen. Dat maachen ech mindestens nach néng Méint laang.

Discours d'ouverture de Fernand Boden à l'occasion de la 11^e Semaine nationale du logement

3 octobre 2008

Dir Dammen an Dir Hären,

Viru genau 15 Joer huet de Wunnungsbauministär fir d'éischte Kéier op eng Semaine nationale du logement invitéiert – deemools nach an den alen Ausstellungshalen um Lampertsbiërg.

Am Ufank als eng reng Informationsveranstaltung am Wunnungsbauberäich geduecht, huet des Manifestatioun – nodeems si am Joer 2004 hei op der Luxexpo e neit Doheem fond huet – hir Dieren och méi a méi fir déi privat Acteure vum Wunnungsmarché opgemaach.

Ech wëll dofir gläich de Leit em den Direkter Michel Collignon vun der Luxexpo Merci soe fir déi op erneits gudd Zesummenaarbecht bei der Virbereedung vun dëser 11. Editioun vun der Wunnungsbauwoch.

Haut, 15 Joer méi spéit, mengen ech mat Recht behaapten ze kënnen, dass dëse Salon seng fest Platz am Lëtzebuerger Manifestatiounskalenner dierft fonnt hunn.

D'Zuel vun eisen Expositanten – dat heescht déi, déi praktesch vun der éischter Editioun un derbäi sinn, an déi, déi am Laf vun der Zäit derbäi komm sinn – jiddefalls beleeeën dëst.

Dëst Joer hunn sech ronn 50 Expositanten ugemellt – esou vill ewéi nach ni virdrun op eng Semaine du logement – déi sech op 44 Stänn verdeelen.

Dir Dammen an Dir Hären,

ewéi all Kéier bei der Overture, erlaabt mir och haut kuerz de Point ze maachen iwwert d'Situatioun um Wunnungsmaart hei am Land.

Dëst un Hand vu verschiddene wichtegen Indicateuren, déi als eng Art Barometer gëllen, wann et drëm geet z'analyséieren, ewéi sech de Wunnungsbaumarché an deene leschte Joren a Méint entwéckelt huet. Erlaabt mir och eng Aschätzung ze maachen, ewéi dëse Marché sech an d'Zukunft ka presentéieren.

Déi rezent Indicateure vum Observatoire de l'habitat beleeeën jiddefalls, wat sech säit deene leschte sechs bis aacht Méint um Wunnungsmaart ëmmer méi ofgezee-

chent huet. D'Präisser vun den Haiser an den Appartermenter hei zu Lëtzebuerg sinn amgaang erfrozegeen. Am Verglach zu 2007 sinn d'Präisser vun den Appartermenter ëm ronn 2% an déi vun den Haiser esou guer ëm bal 4% zrëckgaangen. Ewéi et ausgesäit, schéngt de gesunde Mënscheverstand um Immobiliemaart neess d'Iwwerhand ze kréien.

Wat sinn dann elo d'Ursaache vun dëser Entwécklung?

Déi aktiv Wunnengsbaupolitik vun der Regierung huet et mat sech bruecht dat vill Objete realiséiert konnte ginn an dunn op de Marché koumen. Et gëtt vun 18 000 Haiser an Appartermenter geschwat, déi am Moment um Lëtzebuenger Immobiliemarché op en neie Besëtzer waarden. Dat ass jo beileiwen net grad wéineg.

Och huet d'Entwécklung vun den Hypotekarzënsen d'Finanzierungspotential vun den Intresséierten um Immobiliemarché reduzéiert. A fir seng Wuer nach kënnen ze verkafen, ass de Marché gezwonge seng Präisser no ënnen ze korrigéieren. Dëst gëllt besonnesch fir de Marché vun den Albauten.

Wat allerdéngs op d'Dauer dogéint schwätzt, dass et bei eis am Land zu ähnlech héije Präissabrëch kënn kommen ewéi dat an aneren europäesche Länner, ech denke besonnesch u Spuenien an och elo un onse belschen Noper, oder ewéi dat an Amerika de Fall ass, dierft de Fait sinn, dass Lëtzebuerg säit Jorzéngten e konstant héicht Uwuesse vun senger Populatioun, bedéngt duerch en héijen Taux d'Immigration kennt.

De wiertschaftlechen Erfolleg vun onser Economie huet dës Entwécklung nohaltege geprägt. Och déi vill Frontalieren, als potentiell Demandeuren, verstärke permanent d'Nofro um Wunnengsmarché, besonnesch déi, déi net méi bereet sinn, zweemol den Dag Stonnen am Stau ze verbréngen.

Als Wunnengsbauminister kann ech mech iwwer esou eng Tendenz natierlech nëmme freeën no all deene Joren, wou de Präisbarometer praktesch nëmme no uewe gewisen huet.

Fir jonk Leit, a besonnesch fir jonk Famille mat Kanner gouf et ëmmer méi schwéier, hei zu Lëtzebuerg nach eng finanziell erschwénglech Wunneng ze kafen. Och de Marché vun de Mietwunnengen wor zënter Joren ugespaant.

Oft gesouch a gesäit sécherlech och nach haut muncheree vun eise Matbierger als eenzegen Auswee, an engem vun eisen Nopeschlänner en eegent Heem ze fannen.

Ech well deene Leit, déi sech mat esou engem Gedanken ofginn, just mat op de Wee ginn, och all finanziell Konditiounen an sozioeconomicsch Kaderbedingungen ze berücksichtegen. Ech denken dobäi un lerschaftsa Steierfroen, staatlech a kommunal Subventiounen am Beräich vum Wunnengsbau, Kannergeld, Aarbechtslosgeld, d'Schoul vun de Kanner, fir nëmme dës puer Beispiller ze nennen.

Wann een esou eng Globalberechnung mécht, bleiwt Lëtzebuerg, trotz den iwwerhéichte Baulandpräisser, nach ëmmer intressant!

An dësem Kontext well ech op déi nei Brochure hiweisen, déi den Observatoire de l'habitat hei op der Semaine dem Public presentéiert. Hei gëtt d'Entwécklung vun der Unzuel an de Präisser vun de Wunnengen um Lëtzebuenger Marché an deenen zwee leschte Joer am Detail analyséiert.

Dobäi fällt e.a. op, datt vun deene ronn 56 000 reperiéierten Annoncen zirka 80% d'Vente vun Haiser an Appartermenter, an nëmme 20% d'Locatioun vu Wunnenge betreffen.

Eng aner wichteg Conclusioun an dëser Etude betrëfft déi schonns zimlech spektakulär Präissenerscheeder jee no Regioun – dëst esou wuel am Beräich vun der Vente ewéi och am Beräich vun der Locatioun.

Esou notéiert den Observatoire z.B. fir Gemengen ewéi Mamer, Leideléng oder Sandweiler en duerchschnëttlech annoncéeierte Verkaafspräis pro m² vu 4 100-4 250 Euro géigeniwwer vu Woltz oder Weiswampech, wou dës Präisser em ganzer 35% méi déif leien.

Am Joer 2007 sinn am Schnëtt an der Gemeng Strossen 760 000 Euro fir en Haus gefrot ginn, zu Veianen waren dat nëmme 360 000 Euro.

Dës héichintressant Etude fannt Dir iwwerengs hei um Stand vum Wunnengsbauministère, respektiv op eisem Internetsite: www.logement.lu

Wéi virdru schonns gesot, ass en anere wichtige Gronn fir den Trend vun der Zäit, sécherlech och an der verännerter Situatioun am Beräich vun der Kreditpolitik vun eise Banken ze gesinn.

Spéitstens no der weltwäiter Finanzkris, déi duerch d'Platze vun der Spekulationsblos um amerikaneschen Immobiliensektor ausgeléist gouf, dierft et och haut um nationale Marché fir e Bankeclient net méi grad esou einfach sinn ewéi nach virun e puer Méint, en Hypothekarkredit ze kréien.

Fir hire Clienten entgéintekommen, ginn awer ëmmer méi Banken dozou iwwer, d'Kreditter ze strecken, d.h. den Immobilieprêt vu soss traditionell 20 op elo 25, 30 Joer an esou guer op 40 Joer ze berechnen. Ech denken, dass déi hei op der «Wunnengsbauwoch» präsent Banken dësen Trend dierften kenne bestätegen.

D'Entwécklung vun den Hypothekarzënsen um Finanzmarché ass definitiv och manner favorabel ewéi dat nach beispillsweis teschent 2001 an Enn 2005 de Fall war. Bekanntlech goung deemools den Taux de base progressiv vun 6,1% op 3,75% erof.

Säit Ufank 2006 notéiere mir elo allerdéngs neess eng Hausse vu bal zwee Prozentpunkte vun dësem esou wichtege Element, wat d'Finanzéierung vun deenen eegene véier Mauere ubelaangt.

Staatlechersäits huet d'Regierung versicht, des Zënshausse fir Kléng- a Mëttelverdenger ofzefiedereen, andeems si den Taux social zwar op 4,35% eropgesat mee gläichzeiteg d'Zënssubventionen iwwer Règlement grand-ducal erhéicht huet.

Dir Dammen an Dir Hären,

Wéi et elo op der Zënfront weidergeet an deenen nächste Méint a Joren ka kee mat Sécherheet viraussoen, besonnesch eben wéinst deene rezenten Turbulenzen op den internationale Finanzmärt, déi och Repercussiounen op d'Finanzplatz Lëtzebuerg hunn. (D'Regierung huet jo net gezéckt fir kräfteg matanzewierken, datt gréisser Schied konnte verhënnert ginn.)

Ech hoffe just, datt sech mëttel- a laangfristeg dach ëremeng Berouejung wat d'Entwécklung vun den Hypothekarzënsen astellt an domadder d'Finanzéierung vun den eegene véier Maueren, wat jo bekanntlech e Projet à long terme ass, neess méi attraktiv gött.

E weidere wichtege Indikator fir de Bols vum Immobiliensektor ze fillen ass sécherlech och d'Analyse vun der Entwécklung vun der Zuel vun de Baugenehmegungen hei zu Lëtzebuerg. Mir stelle fest, dass d'Moyenne vun

den Autorisatiounen iwwert déi lescht dräi Joer gekuckt mat 4 680 Unitéiten ëm 42% (!) méi héich war ewéi déi vun de Joren 2000 bis 2004.

Dës Tendenz gött dann och vun der Entwécklung vun der Zuel vun de fäerdeggestallte Wunnengen bestätegt, wann een dem zäitlechen Decalage vu ronn zwee Joer op der Zäitachs Rechnung dréit, d.h. där Zäit, déi an der Moyenne tëschent de Baugenehmegungen an der Fäerdegstellung vun enger Wunneng vergeet.

Grosso modo also Entwécklungen, déi ech als verantwortleche Minister natiirlech gären zur Kenntnis huelen.

Déijéineg, déi net midd ginn, d'Politik vun der Regierung ze kritiséieren, mussen agesinn, datt deen ausgeschloene Wee deen eenzeg richtege war an ass.

D'Zuelen beweisen dat!

Op der Säit vun der Demande no Wunnenge sief hei och nach emol op déi positiv Entwécklung vun eiser Populatioun erënnert, déi jo bekanntlech den héchsten Taux vu ganz Europa opweist. Eleng tëschent Ufank 2001 an 2008 huet sech d'Awunnerzuel vun eisem Land em bal 45 000 Unitéiten erhéicht, wat enger Progressioun vun 10% entsprécht.

Dass dës Entwécklung en entscheidenden Impakt op de Wunnengsmarché huet, versteet sech vum selwen.

D'Regierung hirersäits versicht schonns säit laangem dëser staarker Nofro adequat duerch eng aktiv Wunnengsbaupolitik ze begéinen andeem se ënner anerem den Accès à la propriété duerch massiv direkt an indirekt finanziell Bähëllefën ënnerstëtzt huet. Och um fiskalesche Plang ass d'Regierung aktiv gin. Stéchwierder wéi TVA-Logement, gënschteg Plus-Value-Besteuerung, Crédit d'impôt sinn all deenen, déi heibanne sinn, e Begrëff. Och de subventionéierte Wunnengsbau huet sech staark entwéckelt. D'Gemengen, de Fonds du logement an d'SNHBM hu grouss Projeten geplant a realiséiert: si hunn hir Bautätegkeet quasi verduebelt.

Zenter Enn 2006 huet Lëtzebuerg en neit a modernt Mietgesetz. E Gesetz wat entgéint villen onnuanciéierte Kritiken am Virfeld haut ganz gutt funktionéiert.

Et huet sech allerdéngs gewisen, dass dës Mesuren alleng net géingen duergoen, fir de Problem um Wunnengsmarché nohaltege ze léisen. Duerfir huet de

Wunnungsbauminister en neie Gesetzesprojet op den Instanzewee bruecht, an zwar de Projet de loi betreffend de Pacte logement.

Een, a mengen Aen, vun deene wichtigste Projeten vun dëser Legislaturperiode.

Och wann dëse Projet nach net definitiv gestëmmt ass, ginn ech allerdéngs dovunner aus, dass dëst elo am Laf vum Mount Oktober beim zweete parlamentaresche Vote de Fall wäert sinn. Domadder kann dann endlech dëst fir Lëtzebuerg esou innovativt Gesetz a Kraft trieden.

Virwat esou innovativ? Ouni elo nach eng Kéier an den Detail vun dësem Gesetzesprojet wëllen anzegeen, sief awer drun erënnert, datt eis Gemengen doduerch d'Geleeënheet kréien, virun allem duerch d'Virkaafsrecht, duerch méi staatlech Bähëlfelefen am Kader vun der Buedembeschafung, duerch eng finanziell Begleedung bei enger uwuessender Populatioun oder duerch d'Taxéierung vu Spekulationsobjeten sech méi aktiv un der Wunnungsbaupolitik hei am Land ze bedeelegen.

Op der Basis vun engem Partenariat tëschent Stat a Gemenge soll endlech d'Präisspiral um Wunnungsbaumarché nohalte gestoppt, wann net esou guer an déi aner Richtung gedréit kënnen ginn.

Mëttlerweil hu schonns ronn 70 Gemenge Gespräicher mam Innen- a mam Wunnungsbauminister iwwert d'Ennerzeechnung vun enger Konventioun, déi d'Grundlag vun esou engem Partenariat am Kader vum Pacte Logement duerstellt, gefouert an ech sinn iwwerzeegt, dass mir am nächste Mount déi éischt Konventioun mat de Gemengen ënnerschreiwe wärten.

Wat déi aner zwee Promoteurs publics betrëfft, de Fonds du Logement an d'Société nationale des habitations à bon marché, esou gi si scho säit Joren an dësem Beräich mam gudden Beispill vir, an hir ambitiéis Zukunftsprogrammer weisen drop hin, dass si och an den nächsten Joren an dësem Sënn wëlle weidermaachen. Och gëtt hir Kollaboratioun vu ville Gemengen am Kader vun der Programméierung vun hirem Pacte logement gesicht.

Nach just e Wuert zum Plan sectoriel Logement. Hei wär ze bemierken, dass déi interministeriell Ofstëmmung tëschent deene verschiddene plans sectoriels

gläich ofgeschloss ass. Ech ginn dovun aus, dass den Avant-projet vum Plan sectoriel Logement nach virun Enn 2008 ka presentéiert ginn.

Dir Dammen an Dir Hären,

Erlaabt mir zrëckzekommen zu der nationaler Wunnungsbauwoch.

D'Visiteure kréien, nieft den traditionellen Informationsstänn, während dëse véier Deeg och nach véier ganz interessant Ausstellungen gebueden, an zwar:

An Zesummenaarbecht mam Wunnungsbauministère proposéiert den Ordre des architectes et ingénieurs-conseils fir déi 3. Kéier am Kader vun enger Semaine du logement eng Expositioun, dës Kéier mam Thema «Haut präiswäert wunnen zu Lëtzebuerg».

Exemplaresch, a virun allem präiswäert Wunnungsprojeten, déi nom 1. Januar 2004 hei am Land realiséiert gi sin, ginn hei virgestallt.

Eng zweet Ausstellung mam Titel «Wunnen zu Lëtzebuerg – wou a wéi» resultéiert aus enger gemeinsamer Initiativ vum Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire an dem Wunnungsbauministère. Unhand vu sougenannte Best-Practice-Beispiller soll gewise ginn, dass och zu Lëtzebuerg eng integrativ Planung méiglech ass.

Déi drëtt Ausstellung dréit den Titel «Le parcours de l'exclusion liée au logement en 15 minutes» a wëllt de Public fir déi verschidde Facetten vun der sozialer Exclusion, bedingt duerch d'Wunnsituatioun, hei am Land sensibiliséieren.

Experienzen an dësem Beräich vun ONGen, ewéi vun der Caritas Accueil et Solidarité, der Wunnengshëllef an EAPN-Lëtzebuerg, ginn hei thematiséiert.

Als véiert a lescht Ausstellung presentéiert den OAI säi Bauhärepräis 2008/Logement, deen all véier Joer privat an öffentlich Bauhären zougesprach gëtt.

Dëst Joer ginn 56 architektonesche Realisatiounen aus dem Wunnungsbauberäich dem Public op der Semaine du logement presentéiert. Am Ganzen 56 Projeten, déi vun engem Jury ënnert 149 agerechte Projeten zrëckbehale gi sinn.

Och wëll ech bei dëser Geleeënheet nach op déi rezente Publikatioun vum neie Guide de la construc-

tion hiweisen, deen op e Neits an enker Collaboratioun tëschent dem Ministère du Logement an der Fédération des artisans, entstanen ass.

Dir kritt hei, niewent allen noutwendegen Informatiounen zu deenen eenzelne Corps de métiers am Wunnengsbauberäich och ewéi gewinnt een detailléierten Iwwerbléck iwwert déi direkt an indirekt staatlech Bähëllefegrad esou ewéi Informatiounen zum Carnet de l'habitat, der «Grénger Hausnummer» an esou weider.

Ofschléissend sief drun erënnert, dass, wéi all Joer, och dëst Joer neess de Weltwunnengsdag stattfënnt, an zwar den nächste Méindeg, de 6. Oktober um leschten Dag vun dëser Semaine du logement.

Bei dëser Geleeënheet gëtt hei an der Luxexpo en intressante Colloque zum Thema: «Favoriser l'inclusion sociale par le logement» vum Familljeministère, der Caritas Accueil et Solidarité a.s.b.l. am Wunnengsbauministère zesammen organiséiert.

Dir Dammen an Dir Hären,

Dir gesitt, et ass viles lass hei op der Semaine nationale du logement an e Besuch hei an der Luxexpo lount sech fir jiddereen. Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Discours de Claude Wiseler à l'occasion de l'inauguration officielle de la Cité judiciaire

6 octobre 2008

Altesses Royales,

Votre présence aujourd'hui, ici, parmi nous, souligne l'importance du moment.

Si la simple inauguration d'un nouveau bâtiment peut parfois être considérée comme banale, le déménagement d'une institution dans une nouvelle cité, avec toute la symbolique que cela comporte, relève de l'exceptionnel.

Nous installons aujourd'hui l'institution judiciaire dans de nouveaux locaux. Votre présence ici souligne tant la particularité de l'événement que le rôle important que joue le pouvoir judiciaire dans le nécessaire équilibre des institutions. Soyez-en remerciés.

Monsieur le Président de la Chambre des députés,
Messieurs les Ministres,
Madame le Président, Monsieur le Procureur général,
Excellences,
Distingués invités,

Nous arrivons à la fin d'une longue histoire. Une histoire à multiples rebondissements, longues discussions, intéressantes, souvent, parfois houleuses, mais toujours émotives. Une vraie histoire comme il y en a souvent dans les Travaux publics.

Une histoire avec beaucoup d'émotions, parce que nous touchons à quelque chose de sensible, et cela à plusieurs niveaux.

Tout d'abord, par le choix de l'emplacement de la Cité judiciaire, nous avons ouvert une discussion symbolique sur la place de la justice.

Par le choix du concept, grand bâtiment ou cité ouverte, nous avons abordé l'image qu'on pouvait se faire de la justice.

Les discussions autour des concepts fonctionnels nous ont imposé des choix difficiles entre la facilité fonctionnelle souhaitée et les principes de sécurité nécessaires, inhérents à l'utilisation du bâtiment.

L'emplacement au cœur de la ville, là où a été faite l'histoire de notre ville et de notre pays, nous a irrémédiablement entraînés dans des questions de patrimoine et d'histoire, nous a mis devant des options relatives au futur d'une ancienne ville forteresse plus que millénaire.

Ajoutons à cela un choix architectural tranchant et sans concession, et de nombreuses questions autour de l'art en architecture. Vous conviendrez qu'il était complètement et absolument impossible d'éviter les discussions.

Moi, j'ajouterais que le projet les méritait. J'y ai d'ailleurs contribué personnellement à plusieurs niveaux, notamment en tant qu'échevin de la Ville avant de devenir ministre des Travaux publics. Ce qui ne m'a pas facilité la tâche. Mais commençons par le début.

Tout d'abord il y avait la nécessité. Tout le monde s'accordait à dire que les anciens locaux de la justice n'étaient plus dignes d'une justice moderne et qu'un nouvel instrument de travail, fonctionnel et représentatif à la fois, était nécessaire.

C'était une évidence, c'était une nécessité. C'était le 25 octobre 1991, date à laquelle le Conseil de gouvernement a invité le ministre des Travaux publics à faire élaborer un projet pour la construction d'un nouveau Palais de justice sur le plateau du Saint-Esprit.

Décision sur le site, précédée de discussions, accompagnée de discussions et suivie de discussions, jusqu'à ce jour.

On aurait pu imaginer le Kirchberg, la Rocade de Bonnevoie ou encore la place de l'Étoile. Chaque site ayant ses avantages et ses désavantages. On a choisi le plateau du Saint-Esprit. Pour de nombreuses raisons, mais également parce qu'on souhaitait que la justice ait – garde – sa place au sein du cœur historique de la ville. La place du Saint-Esprit avait fait l'objet de nombreux projets. Ne citons que la Chambre des députés ou encore le Musée d'art moderne. Ce fut finalement la Cité judiciaire. Ce qui nous concentre le législatif, l'exécutif et le judiciaire dans un rayon de 500 mètres. C'est également ça, le Luxembourg.

Le 13 mars 1992, le Conseil de gouvernement approuve la proposition de mon prédécesseur Robert Goebbels de confier la mission d'architecte à Rob et à Léon Krier, architectes luxembourgeois de renommée internationale. De renommée internationale, mais également au style architectural bien défini, bien personnel, au trait caractéristique.

Depuis lors, on a souvent discuté le style architectural des bâtiments où nous nous trouvons aujourd'hui. Je veux bien. Chacun son goût. Mais je tiens à préciser qu'il y a une chose qu'il faut éviter: reprocher à l'architecte Krier de faire du Krier. C'est ce qu'il a fait ici. Sa renommée se fonde sur une philosophie architecturale classique et traditionnelle, le postmodernisme, qui souhaite, ici, être en harmonie avec la substance historique de la ville. Les règles de l'architecture classique sont respectées, les matériaux sont traditionnels, l'utilisation du chêne pour les portes, sols et meubles est caractéristique et alterne avec le jeu du noir et blanc du carrelage et avec la douceur du pavage extérieur.

On aime, ou on n'aime pas. Comme pour tout ce qui est fort en expression, on en discute. Moi, je souhaiterais simplement qu'on ne se laisse pas influencer par la discussion, que chacun se fasse son opinion: voilà

pourquoi, ensemble avec l'administration judiciaire, nous organiserons une porte ouverte le 12 octobre de 14 à 18 heures. On en parle mieux lorsqu'on a vu soi-même. Pour se faire une opinion, il vaut mieux d'abord se faire une image.

Les architectes à l'époque ont présenté au ministre des Travaux publics deux concepts: celui d'un palais de justice avec une entrée centrale et une distribution intérieure plus complexe. Moins cher et plus sûr.

Ou encore le concept d'une Cité judiciaire: ensemble de bâtiments différenciés tant au niveau physique qu'architectural. Concept unique, concept vraisemblablement plus cher et plus difficile à gérer. Concept courageux, donnant l'image d'une justice ouverte, à échelle humaine et surtout, concept qui s'intègre urbanistiquement beaucoup mieux dans le cœur historique d'une ville où ce type de construction est plus fréquent.

Après tous ces choix vinrent d'autres étapes.

Juillet 1994: Finalisation du programme de construction élaboré avec toutes les instances concernées de l'époque: administration judiciaire, Conseil de l'ordre, police.

Avril 1999: Vote du 1^{er} projet de loi.

Mais ce vote, contrairement à l'habitude, ne signifiait pas la fin des discussions.

Commença un grand débat très médiatisé autour de l'emplacement, de la protection de la zone déclarée patrimoine culturel national par l'Unesco, à laquelle s'ajoutèrent des conditions posées pour l'obtention de l'autorisation de bâtir.

Les plans à la base du texte de 1999 furent fondamentalement modifiés, on déplaça des bâtiments entiers, on supprima des parties, on remania l'ensemble et on ajouta ci et là des étages, une crypte archéologique, on modifia le parking et on fit reposer un bâtiment entier sur un espace vidé au préalable.

Ce n'est qu'ensuite, après que toutes les autorisations avaient été obtenues, que Madame la ministre Hennicot et Monsieur le ministre Frieden posèrent enfin, sous une pluie torrentielle, la première pierre le 7 octobre 2003.

On commença, après discussion à la Chambre des députés, à construire une autre Cité judiciaire que celle

qui avait été à l'origine de l'autorisation financière. Celle qu'on construisait, différente, plus complexe, mieux intégrée, allait devenir plus chère. 125 millions, au lieu des 100 millions prévus.

Avait-on affaire à un dépassement budgétaire, fallait-il une rallonge?

En charge du dossier à cette époque-là, je souhaitais que les choses soient claires. On dépasse un budget lorsque ce que vous avez planifié coûte plus cher que prévu. Ce n'était pas le cas ici, puisqu'en fait, on construisait autre chose. Cette autre chose allait coûter ce qui avait été prévu, mais c'était autre chose que ce qui avait été voté.

Enfin, quoi qu'il en soit, j'ai décidé de proposer au gouvernement et à la Chambre des députés de ne pas voter une rallonge, mais, fait exceptionnel, j'ai proposé au vote un nouveau devis global, adapté au nouveau projet. Ce fut fait par la loi du 3 août 2005, et le budget pourra être respecté.

Aujourd'hui, dix-sept années après la première décision du Conseil de gouvernement, quatorze années après la finalisation du programme de construction, neuf années après le vote de la première loi, cinq années, quasiment, jour pour jour, après la pose de la première pierre, finit donc ici cette longue histoire. J'en suis content.

Je pourrais vous raconter encore de nombreuses anecdotes autour de ce projet, les unes amusantes, les autres moins, autour de ce projet. D'autres pourraient, j'en suis persuadé, en faire autant.

Pour finir, quelques mots sur aujourd'hui. Un bâtiment, des bâtiments comme ceux-ci, avec leurs 135 000 m³, leurs 43 300 m², leurs 330 bureaux, leurs 500 postes de travail, leurs 16 salles d'audience, leurs 21 salles de réunion, leurs 6 salles d'enquête, leur bibliothèque et leur salle de formation, ont besoin de rodage. Quelques semaines, quelques mois, pour régler, pour ajuster cette mécanique au fonctionnement complexe à une justice qui a besoin de sécurité, de fonctionnalité, de discrétion, d'efficacité. J'ai demandé à Monsieur l'avocat général, qui a organisé ce déménagement avec minutie, patience et humour, de me dresser pour la fin de l'année une liste des réglages à faire.

On les fera, des solutions existent, les problèmes sont là pout être résolus.

Je crois que tout compte fait et après de nombreuses péripéties qui seront vite oubliées, une nouvelle histoire commence ici. La Justice dispose d'un instrument de travail adapté à ses besoins, représentatif, qui reflète l'image d'une justice accessible et ouverte.

Je crois que la Justice a sa place au cœur de la ville.

Je sais que la Cité judiciaire est depuis des semaines une des nouvelles étapes dans l'itinéraire architectural de tout touriste qui visite la ville de Luxembourg.

Je voudrais remercier l'architecte, toutes les firmes qui ont travaillé sur ce chantier, les responsables, les ouvriers, tous ceux qui ont participé d'une façon ou d'une autre à la réussite de ce projet.

Je voudrais également remercier l'Administration des bâtiments publics, qui a tout de même réussi à construire, entre autres projets en parallèle, tant cette Cité judiciaire que la nouvelle Cour de justice des Communautés européennes. Ce n'était pas une mince affaire.

Je vous remercie pour votre attention.

Déclaration du Premier ministre sur la crise financière internationale

14 octobre 2008

Le 14 octobre 2008, le Premier ministre, ministre des Finances et président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker, a prononcé une déclaration sur la crise mondiale dans le secteur financier à la Chambre des députés.

Här Präsident,
Dir Dammen an Dir Hären,
Léif Kollegen,

Mir erliewen an dësen Deeg, an dëse Minutten, an de leschte Wochen déi déifste Finanzkris, déi d'Welt zanter dem Enn vum 2. Weltkrich erlieft huet.

Et ass de Wonsch vun der Chamber, datt ech iwwert déi weltwäit Finanzkris schwätzen an net esou séier iwwert déi lëtzebuergesch Ausleefer dovun. Mä déi zwou Saache vuneneen ze trennen, ass schwierereg, an dofir géif ech virschloen, datt mir d'Debatte no dëser Declaratioun, wann och den Här Minister Frieden hei ass, notzen, falls dat de Wonsch ass vum Haus, fir och

iwwer lëtzebuergesch Aspekter, insoufern een ouni Gefor kann doriwwer schwätzen, vun där weltwäiter Finanzkris ze diskutéieren.

Déi weltwäit Finanzkris, déi kënnt net einfach esou. Déi huet eng Explicatioun, eng Geschicht, en Ursprung. An deem Ursprung läit eigentlech an engem Wirtschaftsmodell, ideologesch ënnermoolt a seltenst contestéiert, wann och vu mir, och hei am Haus mat munnechen Nuancë versinn, deem doranner besteet, fir dat kuerzfristegt Intressi an de Mëttelpunkt vum mënschlechen Handeln, och vun dem wirtschaftlechen Handeln ze stellen. Eng Ideologie eigentlech, eng Pensée unique, déi iwwert Europa deferléiert ass an deene leschte Jorzéngten, wou all Regeln, déi Regierungen an aner, déi intresséiert sinn u geuerdnete Finanzverfahren, an déi drop ausgerichtet ware fir déi méi schwach, fir déi méi kleng, fir déi, déi manner gutt drusinn, ze schützen, als eng Brems fir Wuesstëm gesi ginn ass. Déi Politik vum Wuelstand schafen a vum Räichtum schafen, alleng déi baséiert op Scholden an op Defiziter; déi Politik vum séiere Geld a vum niddregen Effort, déi ass gescheitert. Well déi Géigenargumenter, déi Nuancéierungen, déi probéiert gi sinn, där Politik bäizebréngen, op ville Plaze mat Kappreselen ofgelehnt gi sinn an déi, déi se virbruecht hunn, als Verrieder vun engem archaëschem Deel vun der Welt, vun engem der Globaliséierung net richteg zougewandten Deel vun der Welt agestuft gi sinn.

Elo sti mir virun engem Koup vu Schiebelen, dat dat fräit Spill vun de Kräfte vum Maart fäerdeg bruecht huet, an d'Regierungen sinn elo domat amgaangen, déi Schiebelen opzerafen an zu engem neien Dëppen zesummenzeflécken, dat Feier, Wand, Reen an Äis besser aushält an deenen nächste Joren a Méint.

Europa huet näischt mat der Origine vun dëser Kris ze dinn. Europa ass wéi vun engem Geisterfahrer, dee mat Vollgas iwwert d'Autobunn fiert, mat an dee Chaos do eragerappt ginn. Dee Geisterfahrer fiert zanter dem leschte Sonndeg e bësse méi lues, well e gebremst ginn ass, mä e kann all Moment op enger anerer Strooss erëm optauchen. Dat muss ee wëssen an dofir ass trotz positive Boursereaktiounen vun deene leschten zwee Deeg keng Ursaach fir d'Enn vun der Finanzkris ze decretéieren oder fir an een iwwerdrüwenen Optimismus ze verfallen.

Déi global Finanzkris vun där hei ze schwätzen ass, déi huet hiren Ursprung net an Europa, wéi gesot, mä an

de Vereenegte Staate vun Amerika, wou d'Banken an déi, déi se féieren, gemengt hunn, d'Regele vum Einmaleins, déi géifen am 21. Joerhonnert net méi zielen. Si hu systematesch Hypothekarkrediter u Leit ginn, déi Haiser kaaft hunn, déi déi Leit sech net leeschte konnten, sougenannte Subprime-Krediter, a si hunn dat gemaach an der Hoffnung, datt de Wäert vun den Haiser, déi kaaft gi sinn, méi séier géif klamme wéi d'Scholdzëns géife falen. Dës Rechnung konnt net opgoen an dës Rechnung ass och net opgaangen.

An Amerika hunn d'Banken nei Finanzprodukter entwéckelt, déi et hinnen erlaabt hunn, dës Risikokrediter, déi ech beschriwwen hunn, zesumme mat anere manner risikobelaaschte Krediter zesummen ze verpacken an hinne mat der Hëllef vun de Ratingagenturen de Stempel vu qualitativ héichwäertege Finanzprodukter opzedrécken a se da weider ze verkafen. Wéi déi spekulativ Bulle vum amerikaneschen Immobiliemaart schlussendlech zesummegebrach ass, geplatzt ass – trotz Warnunge vun europäescher Säit, vum Joer 2004 un ëmmer méi däitlech am Krees vun de G7-Länner formuléiert –, wéi dës spekulativ Bloss geplatzt ass, wou dës sougenannten toxesch Produkter mat Origine um amerikaneschen Immobiliemaart schlussendlech de gesamten amerikanesche Finanzsystem infizéiert hunn, ass et duerch déi enk Vernetzung vun den internationale Finanzmäert och zu engem Iwwerschwappe vun där Kris op Europa komm, ënner anerem och, well och vill europäesch Banken an där exzeptioneller Weisheet dës toxesch Produkter kaaft haten.

Jorelaang gouf sech an deene betraffene Bankekreeser géint all klengste Regelännerung gewiert, well gemengt ginn ass, et wier net gutt fir d'Weltwirtschaft, fir d'Globaliséierung, fir den allgemengen Zoustand vun den nationale Vollekseconomien, datt sougenannte modern Finanzprodukter wéi d'Derivater ze reglementéieren wieren. Et ass de Feeler vun der Politik, manner vun der europäescher wéi vun der angelsächsescher an där amerikanescher, datt ee sech deem forschende Denke vun deene modernen zukunftsorientéierten Iwwerleeungen do ënnerworf huet. An Europa huet et Versich ginn, och vu lëtzebuergescher Säit aus, fir zu Reglementéierungen ze kommen, mä reng op Europa bezunne Reglementéierungen hätten natierlech keng Wirkung entfaalt, am Géigendeel, hätten zu erhiefleche Verwerfungen och du schonn op de Finanzmäert

gefuert an dofir konnt et nëmmen eng international, dat heescht, eng déi angelsächsesch an déi amerikanesch Finanzwelt englobéiert Gesamtléisung ginn.

Well et net dozou komm ass, ass et net falsch fir sech d'Fro ze stellen, ween eigentlech ursächlech dru bedeelegt war, datt mir an déi Finanzkris do eragerode sinn an ursächlech dorunner bedeelegt sinn d'Banken – net d'Banken zu Lëtzebuerg, net déi, déi d'Banken zu Lëtzebuerg féieren, well déi sinn am Regelfall extrem gutt gefuert, wéi mir an deene leschte Wochen an deene Gespréicher mat Fortis a mat Dexia ëmmer erëm konnte feststellen –, net wéinst de Leit, déi op de Banke schaffen, mä wéinst deenen hire grouse Chefen, déi weltwäit den Toun uginn.

Sech d'Fro net ze stellen, wee Schold un der Kris ass, heescht d'Fro net beäntweren, wéi et no der Kris soll an enger geuerdener Finanzwelt virugoen. De Moment ass net komm fir d'Defense vun de weltwäit agéierende Finanzgruppen ze huelen, déi op alles Rücksicht huelen, just net op déi Leit, deene se dauernd erklären, si wieren am philanthropeschen Optrag ënnerwee. An ech hu wéineg Verständnis fir déi eenzel Verteidigungsrieden, déi dëser Deeg lancéiert gi sinn.

An enger éischter Phase vun där Finanzkris, déi den 9. August 2007 ugefaangen huet, si just déi Banke betraff gewiescht, déi am stäerksten duerch dee Phänomen do infiltréiert waren. Mä zanter dem 15. September vun dësem Joer, wéi d'amerikanesch Autoritéiten, och d'Regierung, och de Präsident, och de Finanzminister – ech hat dëser Deeg Geleeënheet deenen dat scholdzouweisend an Erënnerung ze ruffen – decidéiert hunn, eng grouss amerikanesch Investmentbank, Lehman Brothers, déi systemesche Charakter huet, Faillite goen ze loossen, spéitstens zanter deem Dag, an dat weisen all Tabellen, déi ee ka consultéieren, huet déi Kris eng Form ugeholl, déi duerchhaus u Wierkungen, un Niewewierkungen vun där grousser Finanzkris vun 1929 erënnert.

Lëtzebuerg, wat eng gutt Bankeniwwerwaachung huet, Lëtzebuerg, deem seng Banken, bis op ganz wéineg Ausnahmen, déi ech mol net kennen, gutt gefuert sinn, Lëtzebuerg, deem säi Bankesystem an deem seng Banke selwer gesond sinn, war bei dësem Stuerm eng vun deenen éischten direkt betraffene Finanzplazen, well mir op eiser Finanzplaz systemesch Banke kennen, Banken, déi, wann ee se géif, fir dat emol salopp auszedrécken, rëtsche loossen, aner Banken heiheim

an aner Banken, virun allem an Europa am Ëmfalprozess an no de Regele vum Dominoeffekt, matgerass hätten. Dofir war et absolut noutwendeg, an engster Coordinatioun mat hire Partner aus dem Benelux an aus Frankräich, esouwuel bei Fortis wéi bei Dexia ze hëllefen; ze hëllefen, datt et net zu Schlëmmerem géif kommen.

Wann Dir lech d'Decisiounslag ukuckt vun deene leschten zwou Wochen, wäert Dir onschwéier erkennen, datt d'lëtzebuergesch Regierung sech bei deene Rettungsaktiounen, fir déi de Ministere Frieden a Krecké gréissen Unerkennung zoukënnt – déi zwee sinn obligéiert ze soen, datt ech och eppes domat ze dinn hat, mä dat maache se herno –, déi Rettungsaktiounen, déi Lëtzebuerg zesumme mat anere gemaach hunn, déi bauen exakt op deene Prinzipien op, déi elo weltwäit, europawäit als Basis fir de Kampf géint d'Kris gëllen.

Et ass kloer ginn an deene leschte Wochen, datt mir et net mat der isoléierter Kris vun enger, zwou oder dräi Banken, systemesch oder net, ze dinn hunn. Eise Finanzsystem, eise globale Finanzsystem, ouni deen eng Economie net fonctionnéiere kann, egal ob mir iwwert Privatleit schwätzen, iwwert Kleng- a Mëttelbetriber oder iwwert Industriebetriber, eng fonctionnéierend Economie, déi net op engem gesonde Finanzsystem opbaut an ouni gesonde Finanzsystem net virstellbar ass, geroden a Gefor, esouwuel de Finanzsystem selwer wéi och d'Realeconomie, déi duerch dee Finanzsystem do mat deem néidege Liewensäifer erfëllt gëtt.

Dofir si mir hei zu Lëtzebuerg, wéi och am Rescht vun Europa zur Conclusioun komm, datt op déi systemesch Gefor – eng Bank fält, an esowill aner Banke falen no, an da fënnt d'Wirtschaftswuesstëm an Aarbechtsplazschafung net méi statt –, datt et op esou eng systemesch Gefor nëmmen eng systematesch a global Äntwert ka ginn, an datt déi global Äntwert esou muss sinn, datt erëm ee verluerent Vertrauen ënnert erneierter Form an de Finanzsystem erëmkënnt. De Finanzsystem brauch Vertrauen an e brauch dofir och Vertrauensbekundunge vun öffentlecher Säit.

Eis Suerg an dëser Kris ass et net fir d'Banke wéinst de Banken ze retten. Et geet och net drëm, den Actionnairen hir Renditen ze sécheren, de groussen Actionnairen hir Renditen ze sécheren. An et geet net drëm, de Bankdirekteren, den décke Bankdirekteren hir déck Paien ze garantéieren. Dee Saz, dem klenge Mann géing an d'Täsch gegruff ginn, fir de System iwwer Waasser

ze halen, an de System wiere Manager, déi am Geld géife schwammen, a sech iwwregens deementspriedend och ganz dacks behuelen, oder fir d'Banken ze rette wéinst dem schéine Gesiicht vun de Banquieren, dee Saz ass einfach falsch. D'Banken, dat muss ee wëssen, spillen eng eminent wichteg Roll am Fonctionnement vun eiser Economie. Si sécheren dat Geld, wat d'Privatleit gespuert hunn, si spillen eng wichteg Roll beim Finanziéiere vum Konsum vun den Haushalter a si maachen d'Investissementer vun de Betriber eréischt méiglech. D'Gefor fir déi real Wirtschaft, fir d'Industrie, fir de Mëtzelstand, fir d'Landwirtschaft, fir d'Betriber am Land an an Europa ass grouss, wann et kee Vertraue méi an d'Banke gëtt. An dofir dāerf een de Risiko net agoen, fir näischt ze maachen. Kee Risiko agoen ass dee gréisste Risiko vun alle méigleche Risiken agoen. An dofir kann een eng Situatioun, déi entstanen ass duerch e Laissez-faire-Behuelen, net beäntweren duerch eng politesch Attitude, déi och am Laissez-faire géif bestoen. Mir mussen am Géigendeel alles drusetzen, fir grouss Schued vun eisen Economien a vun de Leit, déi an deene schaffen, ofzehalen, fir dofir ze suergen, datt d'Geforen aus dem Finanzsystem sech net massiv iwwerdroen an d'Realeconomie. A mir mussen alles maachen, fir d'negativ Effekter vun enger schonn ufänglecher Infizéierung vun der Realconomie esou séier wéi méiglech ze begrenzen an anzefänken.

Ech hu gesot, mat der Faillite vu Lehman Brothers hätt de 15. September déi international Finanzkris eng nei Dimensioun erreecht. Richteg ass et, dat gesäit ee jo an alle Chiffren, déi publizéiert ginn, datt no der Decisioun vun den amerikaneschen Autoritéiten dës Bank rëtschen ze loossen all aner Banke weltwäit, och heiheem, a Panik verfall sinn.

D'Vertrauen tëscht de Banken ass op den Nullpunkt gefall an dëst huet och den Zesummebroch vum sougenannte *Marché interbancaire* no sech gezunn, deem *Marché*, op deem d'Banke sech géigesäiteg Krediter zur Verfügung stellen. Déi amerikanesch Autoritéiten hunn doropshi probéiert, mat engem massive 700-Milliarden-Dollar schwéiere Rettungspak d'Vertrauen an hire Finanzsecteur erëm hierzestellen. Mä nodeem dëse Rettungspak vun der amerikanescher Administratioun an de Verästelung vum der amerikanescher Innenpolitik vorübergehend stiechebliwwer war, ass d'Situatioun weltwäit weider eskaléiert.

Fir eis an Europa, fir den Eurogrupp, war et kloer vun deem Moment un, wou den amerikanesche Rettungspak stieche bliwwen ass, datt een nëmme mat enger limitéierter amerikanescher Hëllef fir d'Zukunft kënnt rechnen an datt an Europa selwer ee misst d'Initiative ergräifen, fir d'Gefore vun enger finanzieller Kernschmelze an Europa z'evitéieren a fir net total ofhängeg ze gi vum amerikanesche Verméigen, voire Onverméigen, fir aus där Kris, déi an Amerika ursächlech verschëldt ginn ass, erauszekommen. Dofir ass zanter Ufank Oktober d'Coördinatioun tëscht de wichtegsten Acteuren an Europa a weltwäit staark intensivéiert ginn.

Mir haten de 4. Oktober zu Paräis déi europäesch Membere vum G7 zesummen, fir d'G7-Reunioun um Niveau vun de Finanzministeren zu Washington gemeinsam ze preparéieren. Ech hunn a menger Qualitéit als Eurogruppräsident un där Sitzung deelgeholl, deelhuele mussen, deelhuele wollten, well et kann een net deene grouss véier Europäer alleng d'Virbereedung vun enger Sitzung iwwerloossen, wou schicksalhaft Decisiounen hätte kënne fale fir d'gesamteuropäesch Unioun a fir de gesamten Euroraum.

D'lëtzebuergesch Regierung ass ni begeeschtert, wann nëmmen déi grouss an Europa sech zesummesetzen. Dofir hat den Här Ausseminister, mat mengem Accord, duerch d'Format, fir d'Format vun där Sitzung ze kritiséieren, un där ech net als Lëtzebuurger Premier deelgeholl hunn, mä op Grond vu menger besonnescher Responsabilitéit als Präsident vun der Eurozon. An ech hunn och d'Bedenken, déi aner Regierungen géint d'Format vun där Sitzung haten, dann awer a menger Qualitéit als Lëtzebuurger Premier, nodeem ech deen aneren Hutt ee Moment ausgedoen hunn, virbruecht. Ech géif lech bieden, Här Präsident, déi Äntwert als eng Äntwert op eng parlamentaresch Fro ze consideréieren, déi mir dëser Deeg zougeluecht ginn ass. Déi, déi op engem wichtegsten Thema vun europäescher Politik mat weltwäitem Zouschnëtt probéieren hei och nëmmen ee Löschnett tëscht den Ausseminister a mech ze kréien, déi scheiterten un där kompakter Mass, déi mir zwee zesummen duerstellen.

De 4. Oktober hate mir also eng Sitzung vum G4 mat Eurogrupp a mam Zentralbankchef a mam Kommissiounspräsident. De 6. an de 7. Oktober huet den Eurogrupp zu Lëtzebuerg, Méindes owes an Dënschdes moies um Ecofin-Conseil, sech op gemeinsamem Prinzipie géeneegt fir géint dës Kris virzegoen. Europa huet

d’Gangaart virgeschloen an d’Gangaart virgeschriwwen an de Rhythmus virginn, an deem zanterhier marchéiert gëtt. Den 10. Oktober, d’lescht Woch, Freides, waren déi siwe wichtegsten Economie vum der Welt am Kader vum G7 zu Washington zesummen, fir iwwert déi grouss Linne vum globalen Asaz géint d’Finanzkris ze schwätzen. An de leschte Sonndeg, den 12. Oktober, ware schliisslech d’Staats- an d’Regierungschefe vum de Länner aus der Eurozon zesummen, fir sech op ee gemeinsamen Aktiounsplang ze eenegen. Den Eurogrupp, dee fir d’alleréischt um Niveau vum de Staats- a Regierungschefe vum deene Länner getagt huet, an deenen den Euro d’gemeinsam Geld ass. D’Tatsaach aus sech alleng weist, datt dat duerchaus eng historesch Sitzung war, wou d’Europäer fir d’alleréischt zanter der Aféierung vum Euro bewisen hunn, datt si um héchsten Niveau bereet sinn, all Responsabilitéiten aus der prädominanter Roll, déi den Euro zanter senger Aféierung am Weltwährungsgefüge spillt, ze zéien.

Wann och déi Kris hiren Origin an Amerika huet, ass et awer esou, datt d’Äntwert op dës Kris, esou wéi se bis elo formuléiert ginn ass, ganz staark vun europäesche Sculpteure geprägt ginn ass. Mir hunn an deene leschten zwou Woche bewisen, als Europäer, datt een op Europa, besonnesch op d’Eurozon ziele kann, wann et drëms geet, schnell a kohärent Äntwerten ofzeliwweren. Mir hu bewisen an Europa, datt mir bereet si global ze denken, mä awer lokal europäesch ze handelen. Dat ass net nëmmen eng Floskel. Den „act locally think globally“ ass an Europa zum Programm gemaach ginn. Dir hutt gemierkt, datt och anerer, och an de Vereenegte Staate vum Amerika, sech entre-temps deenen europäesche Vorgaben do nahtlos ugeschloss hunn. Dat gesäit een och scho virun der Sitzung vum de Staats- a Regierungschefen an der Aart a Weis, wéi de G7-Sommet zu Washington sech Enn der Woch ausgedréckt huet.

Déi Linnen, déi mir gezunn hunn an Europa, dat sinn déi Linne laanscht déi mir zu Lëtzebuerg agéiert hunn, wéi et drëm gaangen ass, d’Interventioun vum der Lëtzebuurger Regierung bei Fortis a bei Dexia ze maachen. Wann ee mat esou enger Kris ze dinn huet, déi esou déif geet an déi esou breet Grief zitt, dann ass et wichteg, esouwuel heiheim wéi och an Europa, d’Nerven ze behalen, och wann ee se zwëschenuewer heiansdo verléiert, an den Auswee net am nationalen Egoismus ze sichen. Dat huet d’franséisch Präsidenschaft, besonnesch de Präsident vum der Republik,

fäerdeg bruecht, sécherzestellen. En hätt dat net kënne maachen, wa mir an Europa keng gemeinsam Währung hätten.

Stellt lech vir, déi Kris hei, déi wier lassgaangen zu engem Moment, wou mir statt den Euro ze hunn, deem 16 Länner vum 1. Januar ugehéieren, nach 16 Nationalwährungen hätten. D’europäesch Wirtschaft, d’europäesch Aarbechtmäert géifen haut schon total um Buedem leien, well mir jo dann nieft dem Ëmgang mat der Kris selwer och de feinfiltreierten Ëmgang mat de Währungsdifferenzen an -divergenzen téscht deenen eenzelnen europäesche Länner hätte misse staark am A behalen. Dofir wäert d’Geschicht enges Daags zrëckbehalen, datt den Euro elo seng éischt grouss international Prouf bestanen huet, nodeem e se scho bestanen hat den 11. September 2001, am Zesummenhang mat där vum Amerika aus gerichter Finanzkris. An alleguer déi, déi mengen, d’Europäer wiere besser versuergt an der europäescher Partialiséierung an der Zréckdividéierung an national Entitéite vum dem europäesche Währungs- a Wirtschaftsraum, déi misste spëtstens elo gesinn hunn, datt et besser war, datt mir 1991 de Maastrichter Vertrag ënnerschriwwen hunn an datt mir deen 1992 hei am Haus gestëmmt hunn. Déi, déi net gestëmmt hunn, déi solle sech déi Fro an éischer Linn stellen.

Mir hunn de leschte Sonndeg zu Paräis en europäesche Plang géint d’Kris zesummegebitzt an dee stellt eigentlech eng Geschierkëscht duer, an där Hummeren, Zangen a Schraubenzéier leien, déi iwwerall an Europa d’selwecht sinn, mä déi awer ënnerschiddlech vum deenen eenzelne nationale Regierungen geméiss den Noutwendegkeete vum hirer nationaler Situatioun müssen an d’Hand geholl ginn an actionnéiert ginn.

Zwou Haaptachse gëtt et an deem Paräisser Decisionspak vum Eurogrupp: Éischtens hu mir fir jiddweeren däitlech, esouwuel an Europa wéi am Rescht vum der Welt, zum Ausdrock bruecht, datt keng relevant Bank, virun allem keng, déi systemesch Nofollegeffekter am Fall vum Ëmfalen hätt, géif wéinst dëser Kris an d’Laberente komme gelooss ginn. Keng Bank gëtt fale gelooss. Dat ass een essentielle Message, dee mir zu Paräis formuléiert hunn. Déi europäesch Regierungen sinn alleguer bereet, ech schwätze vum deene 16, mä vum e Mëttnoch u wäerten dat der 27 sinn, all europäesch Regierungen si bereet, déi Banken, déi strukturell gesond sinn, mä deenen hir Kapitaldecke wéinst der

Kris ze dënn ginn ass, mat frëschem Geld a Form vun Eegemëttele géint Aktien oder géint aner Ofsécherungen ze stäerken.

Dës Kapitalsprëtzen, déi d'Regierung ginn, déi gëtt et a kengem Land fir näischt. Dee Saz, d'Banke kréie Suen a maache domat wat, si wëllen, ass ee falsche Saz. Keng Regierung, kee responsabele Finanz- oder Tresorminister gëtt däeraarteg Hëllef, ouni net sécherzestellen, datt e Géigepartië kritt. Dat hu mir zu Lëtzebuerg jo och gemaach, an deenen zwee Fäll Fortis an Dexia, well de Staat nieft dem Iwwerdroen an de Staatsbesetz vun Aktiva, deen déi Banken haten, kréien e Matsproocherecht, esouwuel heiheim wéi och am Ausland, schwätze bei der Festleeung vun de grouse Linne vun der Geschäftspolitik mat, ouni sech an dat operativt Alldagsgeschäft vum Management anzemëschen. Ministere si keng Manager vu Banken a si solle sech och net abilden, si kënnen dat iwwer Nuecht ginn. Mä d'Regierungen, och eis, schwätzt mat beim Besetze vun der Directioun vun deene Banken a bei der Festleeung vun der Remuneration vun dem Management vun deene Banken. Dat ass richteg an Europa an dat ass richteg heiheim, woubäi ech gäre géif hei soen, datt de Management vun deenen zwou Banken, mat deene mir hei an der Rettungsaktioun zu Lëtzebuerg ze dinn hunn, esouwuel d'Fortis, déi elo erëm Banque Générale gëtt, wéi och d'Dexia, eng absolut gutt Leeschtung an deene leschte Wochen a Méint bruecht hunn. Mir hu jo vill Samsdecher a Sondecher an Nuechte mat deene Leit verbruecht an ech wëll soen, datt déi mindestens esou lëtzebuergesch fonctionnéiert hu wéi se bankendirectionsméisseg fonctionnéiert hunn, an dofir huet d'Regierung och dat gréisste Vertrauen an déi Leit, déi déi zwou Banke fir de Moment féieren. Et kënnt also net zu Ëmstellungen op den Directionsetagë vun deene zwou Banken, wou mir rettend agesprong sinn.

Kloer muss och sinn, datt d'Regierungsparticipatioun am Kapital vun deene Banken net op laang Strecken ausgeluecht ass, net op all Éiwegkeet. Et entsprécht iwwerhaupt net mengem wirtschaftlechen Denken an och net mengem Denken iwwert d'Matenee vu Wirtschaft a Politik, datt d'Regierung als natierlech Vocation hätt Kapitaldeeler u Banken ze halen. Dat hu mir fréier och bei der Siderurgie musse maachen an och do hu mir ni fonnt, datt dat en normalen Zoustand wier. Mir zéien eis also aus deene Kapitalstrukturen zréck esou séier wéi et geet, awer esou gutt remuneréiert

er a bezuelt an entschiedegt wéi et muss sinn. Keen Dag éischer, keen Dag méi spéit. Well hei geet et net drëms, den décken Actionnaire Kadoen ze maachen, hei ass et drëms gaangen, eis Wirtschaft flott ze behalen a fir och d'Aarbechtsplaze vun de Mataarbechter vun de Banken ze sécheren, déi nu wierklech absolut keng Schold un deem Marasmus hunn, deen iwwert d'europäesch an déi amerikanesch an aner Finanzplazen eragebrach ass.

A well ech bei de Lëtzebuerg Banke sinn, a bei deem, wat fir si a fir d'Leit heiheim wichteg ass, wëll ech soen, fir datt dat definitiv kloer ass: keng Bank, mat deenen d'Lëtzebuerg Bankgeschäfte heiheim maachen, gëtt vun der Regierung Faillite goe gelooss. Et gëtt also wierklech keng Ursaach, fir datt d'Leit, déi hirt Erspueren oder aner Finanzprodukter bei Lëtzebuerg Banke leien hunn, hirt Erspuertent oder hir Finanzprodukter vun do op aner Plazen hibewegen.

Mä Privatverméigen ass net grouss, mä bei menger Pai kann een awer spueren. Dat, wat ech gespuert hunn, läit op enger vun deenen zwou Lëtzebuerg Banke, déi am Gespréich waren, d'Fortis oder d'Dexia, an déi leien nach ëmmer do, an ech denken net drun, meng Suen do ewechzehuelen, well ech Vertrauen hunn an de Management vun deene Betriber an an d'Lëtzebuerg Regierung och, déi iwwerhaut Ursaach huet, bei deenen anere politesche Kräften hei am Parlament Merci ze soe fir eng grouss solidaresch Ënnerstëtzung an der Breet.

Ech war jo nach ni an der Oppositioun, kommen awer vläicht geschwënn dran. Mä Dir hutt jo awer gemierkt, wa meng Partei eng Kéier dran ass, ass se erëm séier eraus, dann ass en aneren dran, insofern hutt Dir besser, déi Intermezzoos do iwwerhaupt net an d'Aen ze faassen. Mä ech halen d'Oppositioun awer och fir eng wichteg Aarbecht. D'Demokratie deelt sech an hirer Gestaltungskraaft net nëmmen op täschten deenen, déi regéieren an deenen, déi opponéieren a matenee streiden. Och Oppositiousparteien hunn ee wichtige Bäitrag ze leeschten, wann et ëm d'Ausrichtung vun der Gesamtpolitik geet, besonnesch wa se, wéi d'Demokratesch Partei zum Beispill, jorelaang séier zum Gudde vun eisem Land matregéiert huet. An dofir hunn ech hei Merci ze soe bei deenen anere politesche Parteien, vun deene keng probéiert huet, aus deene Virgäng hei primitiv parteipolitescht Kapital ze schloen. Ech halen dat fir e gudde Wertegütezeichen.

Ech hunn dofir kee lëtzebuergesch Wuert, ee Wäertestempel, fir d'Lëtzebuergesch Politik, fir datt wann et drop ukënnt, datt mir dann net ufänken topech mateneen ëmzegen, mä datt mir dann an déiselwecht Richtung zéien. A wann ech soen, datt kee Lëtzebuergesch seng Suen a säin Erspuertent a seng Finanzprodukter vun enger lëtzebuergesch Bank soll ewechhuelen, mat där d'Lëtzebuergesch Geschäfte maachen, da soen ech dat net nëmmen am Optrag vun der Regierung an aus der Iwwerzeegungskraaft eraus, déi een als Regierungschef huet, mä da mengen ech, da kann ech dat an eiser aller Numm soen, an et misst d'Lëtzebuergesch eigentlech beandrocken, datt all Partei heibanne genau datselwecht seet, datt et keng Ursaach ass, de Lëtzebuergesch Banken d'Gefollegeschafft opzekënnegen an dofir wier ech frou, wann dat och géif vun de Leit hei am Land esou verstane ginn.

Mä dat, wat mir maachen, an Europa an heiheem, dat ass keng Vollkaskoversécherung fir onverantwortlech Denkmanager, woumat ech net déi mengen, déi heiheem d'Banke féieren, nach e Blankoscheck fir irresponsabel weltwäit Bankeverhalen. Am Mëttelpunkt vum Intressi mussen ëmmer d'Intressie vun der Allgemengheet stoen an dofir hu mir an Europa siwe Grondprinzipie festgeluecht, déi sech am Fall vun der Recapitaliséierung vun engem Finanzinstitut imposéieren a mussen vun deene Regierungen, déi zu Recapitaliséierungsschrëtt kommen, agehale ginn.

Fir d'éischt geet et drëm, dat soen ech ëmmer fir Europa an och fir heiheem, datt d'Interventioun vum Staat zäitlech limitéiert ass. Net Engagement am Kapital op Dauer, mä zäitlech limitéiert Engagement.

D'Staaten hunn dofir ze suergen, zweete Prinzip, datt d'Intressie vum Steierzueler Prioritéit behalen, dat heescht, datt wann ee Suen zur Verfügung stellt, ouni direkt an d'Staatskeess oder an d'Täsch vum klengen Mann ze gräifen, datt wann alles riicht geet an et geet riicht, datt dann déi Staaten och mussen an de Genoss vun de Gewënner kommen, déi op Grond vu senger Politik an net op Grond vun der Politik vum groussen Privatactionariat realiséiert gi sinn.

Et muss kloer gemaach ginn, drëttes Prinzip, datt déi bestehend Groussactionnaire vum de betraffene Banke mussen d'Konsequenze vun de Schwierigkeete vun de Banke matdroen.

An, véierte Prinzip, ech hunn e scho bei der Erklärung vun dem zweete genannt, datt d'Staaten an de Genoss vun dem Retour, dem remuneréierte Retour vun hirer Ënnerstëtzung mussen kommen, grad wéi muss kloer sinn, datt déi Dirigente vu Banken, déi graff Feeler gemaach hunn, mussen zur Rechenschaft gezu ginn. Dat seet net nëmmen den Här Lafontaine an den Här Juncker, dat seet och den Här Brown, dat seet d'Madame Merkel, dat seet den Här Sarkozy, dat seet den Här Leterme, dat seet den Här Balkenende. D'ganz Weltrevoloutioun seet dat an net nëmmen déi, déi sech zu hir bekennen, well et geet hei ëm de Prinzip vum Anhale vun dem gesonde Mënscheverstand. Ween eng kommegeleoss huet, dee kann net virufere wéi wann näischt geschitt wier an dofir mussen do selbsterständlech Moosnamen ergraff ginn. Mä dat betrëfft net Lëtzebuerg, dat betrëfft déi europäesch an déi amerikanesch Bankelandschaft. Mat där amerikanescher hu mir näischt ze dinn, mat där europäescher, domat hu mir eppes ze dinn, an dofir wollt ech dat hei nach eng kéier soen.

Dofir ass et ganz evident, datt Regierungen, déi am Kapital vun enger Bank anrieden och zum Deel iwwert d'Remuneratiounsstruktur vun den Dirigente vun de Banke mussen kënnen matschwätzen, net andeem mir klenglech a stupid do virginn, net andeem mir dat, wat privatkontraktrechtlech besteet, einfach duerch de Fait du prince annulléieren, mä doduerch, datt mir eis Meenung zum Ausdrock bréngen. Jiddefalls wëll ech d'Chamber mat engem Text befaassen, falls den einfache Wee iwwert eng Circulaire vum Steierdirekter net duergeet, fir sécherstellen, datt wann zu Lëtzebuerg géife sougenannte gëlle Fallschiermer ausgedeelt ginn, datt déi Banken, déi dat maachen, an dat géif ech och gären op aner Betriber applizéiert gesinn, jiddefalls déi Versementer, déi si maachen, net méi vun der Steier kënnen ofsetzen. De klengen Steierzueler an och den normale Steierzueler ass net do fir dat steierentlaaschtend ze begleeden. D'Allgemengheet ass net zoustänneg fir gëlle Prabblen. Wa gëlle Prabblen opgespaant sinn, sollen déi se op hir Käschte bezuelen, déi mengen, dat wier dee richtege Wee fir hir Carrière op en Enn ze bréngen.

En anere Prinzip ass, datt mir mussen oppassen, an dat maache mir, datt mir duerch d'staatlech Interventiounen d'Konkurrenten och am Bankesektor net benodelegen, déi besser gewirtschaft hunn. Et kann net sinn, datt gesond Banken an d'Struddele kom-

men, an d'Rëtsche kommen, well mir a Broch vun elementare Maartregelen no deene Banke géifen ënnert d'Äerm gräifen, déi schlecht dru sinn, well si schlecht gefouert gi sinn. An dofir ass och noutwendeg, dass d'europäesch Regelen, d'Staatshällefe betreffend, dass déi mussen weider bestoen. Grad wéi et engem och muss kloer sinn, dass een net an engem Land ka Moosnamen ergräifen, déi an engem anere Land zu grousser Schwierigkeete féieren.

Mir hunn eenzelner vun deene Schwierigkeete schonn hei am Land, well Nopeschregierungen, ier mir eis op e gemeinsame Kader a Codex géenegt hunn, esou Moosnamen ergraff hunn. Mir mussen oppasse bei deene Moosnamen, déi mir geholl hunn oder huele wäerten, dass net d'Nopeschlänner doduerch a Schwierigkeete kommen.

Déi Vertrauenskrise vun där ech geschwat hunn an déi mir wëlle behiewen duerch déi millimetergenau Applikation vun de siwen Europrinzipien, déi ech lech elo genannt hunn, ass net nëmmen eng klassesch Finanzkrise an där et de Banken un Egekapital fehle géif, fehle wäert oder aktuell fehlt. Esouguer fundamental gesond Banke sinn a Schwierigkeete komm, well d'Banke sech ënnertenee ganz einfach net méi trauen, sech ënnertenee géigesäiteg kee Geld méi léinen, also och keng Liquiditéit méi kënnen kréien, Liquiditéiten, déi si awer dringend brauche fir hiren Ausgaben an der Wirtschaft kënnen nozekommen. Dee sougenannten interbancaire Marché, deen d'Häerzstück ass vun engem effiziente Finanzsystem, an deem ee Kreditor zu verstännegen Tauxe kritt, ass zanter der Faillite vu Lehman Brothers och an Europa zesummegebrach. D'Banken traue sech ënnertenee net méi an dofir ass d'Wirtschaft a grousser Gefor.

Well dat esou ass, hu mir eis an Europa drop géenegt, deene Banken, déi gesond sinn a genuch Kapital hunn, d'Méiglechkeet ze ginn, eng Staatsgarantie fir Interbankegeschäfte ze kréien. Dat ass essentiell: Staatsgarantien fir d'Interbankegeschäft zur Verfügung ze stellen, eppes vun deem ech gemengt hätt, hätt ee mir déi Fro virun engem Joer gestallt, dass wier den absoluten ordnungspolitesche Sëndefall, dass ee muss Staatsgarantië ginn, fir dass d'Banke sech ënnertenee vertrauen. Wahrscheinlech kennen déi sech ze gutt. Dass zur Verfügung ze stellen, déi Staatsgarantie, ass essentiell, fir dass d'europäesch an och déi lëtzebuergesch Wirtschaft net zesummebrécht an dofir ass et

elementar, dass een dat Zurverfügungstellung vun dëser Staatsgarantie fir d'Interbankegeschäfte net gratis mécht, mä dass dat vun de Banke muss bezuelt ginn, dass déi Staatsgarantië mussen remuneréiert ginn. Mä d'Instrument an d'Asetze vun deem Instrument ass onverzichtbar fir dass néidegt Vertrauen am Finanzsystem selwer erëm hierstellen. Well wann dat Vertrauen net besteet, kann d'Bankewelt net fonctionnéieren an da kënn et zu engem gesamtwirtschaftlechen Totalinfarkt, deen een onbedéngt muss verhënnern.

D'Dexia profitéiert beispillsweis haut schonn, op Grond vun dem Wierke vun der Lëtzebuergescher Regierung, vun esou enger Staatsgarantie. Mä déi Liquiditéitskrise um Interbankemarché, déi trëfft leider net nëmmen d'Banken. Dass wier jo scho schlëmm genuch. Si risquéiert och zum Deel déi sougenannte Geldmaartfongen, oder wéi mir op lëtzebuergesch soen, d'SICAV monétaires, ze treffen. Zesumme mat der Lëtzebuergescher Zentralbank an no Gespréicher vum Här Frieden a vu mir selwer mat d'ärselwechter, si mir d'accord, dass och dës Geldmaartfongen elo bei der Zentralbank Liquiditéit kënnen kréien, fir hirt normalt fonctionnéieren ze garantéieren. D'Geldmaartfongen zu Lëtzebuerg sinn esou sécher wéi d'Geldmaartfongen an Däitschland. Die luxemburgeschen Geldmarktfonds sind so sicher wie deutsche Geldmarktfonds. Dës Fonge ginn also ähnlech wéi d'Banke behandelt, déi jo och zu all Moment, géint d'Hannerleeë vu Wertpabeieren an anere Garantien, Liquiditéit bei der Zentralbank kënnen kréien. Dës Schrëtt ass wichteg fir och duerch dës Krise d'Vetrauen an d'Finanzplaz Lëtzebuerg bei internationalen Investisseuren ze garantéieren.

Dann hu mir eis och drop géenegt, am Eurogrupp, am Ecofin, zu Paräis, dass d'Garantië fir d'Privatleit beim Erspuerter bei de Banke vun 20 000 Euro no uewen ugepasst ginn. Dës Garantie, vun 20 000 op 50 000, voire, falls een dat wëllt, op 100 000, voire iwwer 100 000 Euro eraus, falls een dat och wëllt, dës Garantie gëllen och fir all aner Form vu Placementer wéi d'Obligatiounen oder d'Sicaven am Fall wou eng Bank, déi Däraarteges an hirem Portefeuille huet, géif an d'Laberente kommen. Mar Mëttwoch leet d'Europäesch Kommissioun hir Propositionen zu de Bankegarantië vir, exakt, genau, millimetergenau, a wäert den nächste Freideg matdeelen, zu wat fir enge Conclusiounen, dass mir an deem Beräich komm sinn.

Dat sinn, Dir Dammen an Dir Hären, Här Präsident, eng Rei vun deenen europäesche Prinzipien op déi mir eis ze verstännege wossten, no schwierere Verhandlungen, wéi Dir lech virstelle kënnt. D'Ëmsetze vun deene Prinzipie geschitt no nationalem operativem Muster, well et ass wichteg, datt eng Regierung op hirem Territoire a fir hir Banke kann decidéieren, wat fir Banken an d'absolut Rettungskategorie gehéieren, wat fir Banken ee muss dräimol kucken, éier een ëffentlech Gelder riskéiert ze verléieren, wann een intervenéiert. Et mussen och d'Nationalregierung sinn, well déi hu jo Verantwortung op Grond vun engem europäesche Kader virun hirem nationale Parlament, déi déi operativ Rettungsgestaltung mussen duerchféieren. Et kann een net vun enger anerer Regierung obligéiert ginn, eng Bank a sengem Land ze retten. Et muss ee selwer zur Iwwerzeegung komm sinn, datt et aus nationale Grënn oder aus grenziwwergräifende Grënn noutwendeg ass, datt een engem Bankinstitut hëlleft. Fir Lëtzebuerg hunn ech gesot, datt déi Banken, mat deenen d'Lëtzebuurger Bankgeschäfte maachen, vun deene Remarquen net betraff sinn, well mir eis do sécher sinn, éischstens datt si keng Problemer hunn, zweetens, datt si gesond sinn, an drëttens, wa si duerch Internationales bedingt Problemer géife kréien, datt mir selbstverständlech esou eng Bank net géife fale loossen.

Mir sinn elo am Kuerz- an am Mëttelfristegen. Laangfristeg stellen déi richteg Froe sech. Laangfristeg muss de Weltfinanzsystem nei opgestallt ginn. Laangfristeg brauche mir net manner Regeln, mä méi Regeln. Laangfristeg muss och d'Lëtzebuurger Finanzplaz wëssen, datt se méi streng reglementaresch encadréiert gëtt. Laangfristeg muss ee wëssen, datt déi, déi mengen, d'lëtzebuergesch Gléck kënnt wuessen um Buedem vun der Netreglementéierung, während de Rescht vun der Welt reglementéiert ass, datt dat net méi geet an datt et haut jo och schonn net méi esou ass. Well ech kann an eisem prudentielle Gesamtchester keng Partituren entdecken, déi zu Lëtzebuerg méi einfach ze spille wiere wéi dat op anere Plaze vun der Welt de Fall wär.

D'Finanzplaze mussen neess seriös reglementéiert ginn, d'international Finanzfluxen, wéi ech dat heibanne schonn öfters plädéiert hunn, gehéieren an een normative Kanal agewisen, deen d'Iwwerriede vun den Uferen net zu engem normale Risiko, mä zu engem aussergewöhnlechen Evenement decretéiert.

Mir mussen dofir suergen, als Europäer, als Eurogrupp, mä och als Europäesch Unioun, datt mir dat Gespréich iwwert d'Refondatioun vum Weltfinanzsystem net als eng transatlantesch Aufgab nëmme begräifen, net als Siche vun engem Kompromëss tëscht Kontinentaleuropäer, Britten an den Amerikaner, mä datt mir mussen an deen Effort fir de Weltfinanzsystem méi sécher, méi stabil an och méi gerecht ze maachen, och mussen Inder, Chinesen an anerer abannen.

Ass et lech opgefall an deene leschte Wochen, datt et an Europa keng Artikele méi an den Zeitunge méi gëtt iwwert d'Drëtt Welt, iwwert d'Problemer, déi déi aarm Länner mat deem hunn, mat deem wat mir hei als kapitalistesche Länner fäerdeg bruecht hunn, datt kee sech drëm bekëmmert wéi een dann déi Geforen kann opfänken, déi fir déi aarm Länner dra bestinn, ëmmer méi ofgehaangen ze gi vum Rescht vun deem no Wuelstand lechzende Mainstream, datt mir fannen, eurozentresch an amerikaverléift wéi mir sinn a wéi si sinn, datt d'Problemer vun der Welt eis näischt uginn? Selbstverständlech gehéieren d'Afrikaner an aarm Asiate mat un deen Dësch wou eng Welt soll entstoen, entworfen ginn, geduecht ginn an erdreemt ginn, an där et méi gerecht ass an där et sech also och besser lieue léisst.

Ech soen lech Merci.

Déclaration de Jean Asselborn à la Chambre des députés sur la situation en Géorgie

21 octobre 2008

Här Präsident,
Dir Dammen an Dir Hären,

Zënter dem Ausbroch vun der mat militäresche Mëttele gefouerter Kris a Georgien de 7.-8. August an och nom Waffestëllstandsofkommen vum 12. August ass d'Situatioun a Georgien an am Kaukasus an den Zentrum vun der internationaler aussepolitichescher Aktualitéit geréckelt. D'Evenementer, déi an där Regioun stattfannen, concernéieren direkt déi europäesch Sécherheetsintressen. Et ass dofier ëmsou méi néideg, d'Lag am Kaukasus ze stabiliséieren, och am Intressi vun der Stabilitéit vun der EU.

Wichtig Etappen op deem Wee goufen iwwert de Summer geholl, a wichtig Etappen bleiwen och nach ze duerchlafen. Lëtzebuerg engagéiert sech mat sengen europäeschen an internationalen Partner staark fir en Erfolleg vun deem Prozess, dee zënter August säi Wee geet. Ech sinn lech duerfir dankbar, lech hei an der Chamber, an öffentlecher Sëtzung, nodeem mir eis am Summer an der Commission des Affaires étrangères gesinn haten, eng Analys vun der Situatioun ze presentéieren.

Wann haut d'Waffen a Georgien net mei am Asatz sinn a mer vun engem Stabiliséierungsprozess schwätzen kennen, sou ass dat an éischer Linn de Verdéngscht vun der Europäescher Unioun, déi wuel fir d'éischt an hirer aussepolitischer Geschicht an engem Konflikt den eenzeg efficacen a kredibelen Akteur fir de Fridden duerstellt a sech als aktiven Vermëttler tëscht de Parteien ka beweisen. Der Europäescher Union ass dës Roll zougedroen ginn, indirekt, esouwuel vun den USA wéi vu Russland, well mir eng equilibréiert Positioun a Saachen Beuertelung vum Ausbriechen vun dësem Konflikt ageholl hunn. Nämlech déi, dass den militäreschen Konflikt vun georgescher Säit ugefang gouf an d'Riposte vun Russland onverhältnismäseg war. Als EU ass et eis zoueschreiwen, dass mir an eiser éischer Sëtzung vun den Ausseminister am August zu Bréssel net de Fehler gemaach hunn, den Schëllegen ze sichen oder ze uertelen, mais eis ze konzentréieren (a) op de Waffenstëllstand, (b) op humanitär Hëllef, (c) op politesch Stabiliséierung. Wann de politesche Wëllen an der EU do ass, fir zesummen ze agéieren, kënne mir an der Europäescher Unioun Grousses leeschten an den europäesche Gedanken vu Fridden a Stabilitéit och ausserhalb vun eise Grenzen zur Realitéit maachen.

D'Erreechen an de Respekt vun der Wafferou war effektiv déi éischt Prioritéit vum 6-Punkte-Plang, deem déi franséisch Présidence am Numm vun der EU mat dem russesche President Medvedev an dem georgesche President Saakachvili ausgehandelt huet. Op de 6-Punkte-Plang vum 12. August huet sech den 8. September en zweeten Accord grefféiert, deem d'Ëmsetzung vum 6-Punkte-Plang detailléiert. Dozou gehéiert de Réckzuch vun allen Truppen aus de Pufferzonen ëm Südossetien an Abchasien op hir Positiounen vu virum Ausbroch vum Konflikt.

Déi russesch Säit huet hire Réckzuch conditionnéiert un den Deploiment vun enger europäescher ziviler

Observatiounsmissioun, déi an de Pufferzonen de Réckzuch vun allen Truppen soll observéieren. D'Europäesch Unioun gouf domat zu engem zentralen Akteur net nëmmen fir d'Verhandelen vum Friddensofkommen, mä och fir deem seng konkret Ëmsetzung. A si huet Wuert gehal. A Rekordzäit vu knapp dräi Wochen hunn déi 27 Memberstaaten eng iwwer 300-Mannstaark Missioun – déi sougenannt EUMM – op d'Bee gestallt, déi wéi ofgemaach den 1. Oktober a Georgien hir Aarbecht opgeholl huet.

Loosst mech hei direkt e Wuert soen zu der Lëtzebuerger Bedeelegung un där Missioun. Virun allem ass Lëtzebuerg an der EUMM mat zwee Leit vertrueden, Memberen vun eiser Police, déi zu Gori, südlech vun der Regioun Südossetien, zesumme mat Kollegen aus Frankräich, Polen, Bulgarien a Malta stationnéiert sinn. Lëtzebuerg huet ausserdem den Transport vun engem Groussdeel vum Material, notament de gepanzerte Gefierer, déi aus ganz Europa zur Verfügung gestallt goufen fir d'Sécherheet ze garantéieren, assuréiert, an huet domat e ganz wichtige Bäitrag geleescht, dass d'EU hiren Engagement konnt zur Zäit anhalen.

An et war d'Anhalen vun deem Engagement, wat als Konsequenz hat, dass Moskau seng Truppen aus de Pufferzonen ofgezunn huet an domat sengersäits de Fuerderungen vum Friddensplang nozekommen. D'EU viséiert e weidere Réckzuch vu russeschen Truppen aus Regiounen wéi der Kodori-Schlucht an Abchasien an Akhgori a Südossetien.

Här Präsident,

Et sief an dësem Kontext nach emol drun erënnert, dass Lëtzebuerg sech staark gemaach huet, fir eng international Enquêtekommissioun anzesetzen, fir den Originen vun dem Konflikt op de Fong ze goen. Et bleiwen nämlech vill Froen ze klären iwwert d'Originen an den Deroulement vum Konflikt, a leider och déi vun den Afferzuelen, vun deene mer awer Grond hunn ze hoffen, dass se sech maximal am Honnerterberäich an net wéi oft behaupt am Dausenderberäich bewegen. D'Iddi vun enger Enquêtekommissioun gouf am September och vum europäesche Ministerrät zréckbehalen. Op e Bréif hin, dee mer mat eisen däitschen, belschen an hollänneschen Kollegen un déi franséisch EU-Présidence geschéckt hunn, mecht dës elo Proposen fir d'Ëmsetzen vun där Iddi. Et geet hei drëm, d'Energie, déi an géigesäitege Scholdzouweisungen verluer géif goen, ze bündelen an a gewëssenem Mooss ze depolitiséieren.

ren, fir datt mer eis deene Froe kenne widmen, déi sech eis mat méi grousser Urgence lo stellen. D'Europäesch Unioun, déi sech engagéiert huet fir der Gewalt en Enn ze setzen a fir d'Truppen aus Georgien erauszekréien, déi dem georgeschen Vollek am humanitären an am Sécherheetsberaich hëlleft, déi Europäesch Unioun kann et net den Historiker iwwerloossen, déi wierklech Grënn, déi dee Konflikt ausgeléist hunn erauszefannen. Et muss och a virun allem Kloerheet geschafe ginn fir ähnlech Fäll ze verhënneren. Ech ginn dovunner aus, datt d'franséisch Présidence der nächster Deeg konkret op eise Bréif mat Virschlei entwäerten wäert.

Zu deene Froen gehéiert notamment d'Situatioun vun de Flüchtlingen. Déi lescht Woch huet den UNHCR, d'Agence vun de Vereenten Natiounen fir d'Flüchtlingen, e massiven Retour vu méi wéi 20 000 Leit an hir Dierfer südlech vun Südossetien gemellt. Ugangs leschter Woch konnt de Flüchtlingcamp zu Gori zougemaach ginn. Vun den 113 000 Flüchtlingen, déi Tbilissi als Konsequenz vum Konflikt am August gezielt huet, sinn der elo eng 78 000 neess heemkomm. An Nordossetien, also op russeschem Territoire, hale sech haut nach eng 2 000 vun uersprüngelech 30 000 Flüchtlingen op. Mir wëssen, datt de Wanter méi no kënn, an den UNHCR schafft drun, fir déi 35 000 Flüchtlingen, déi et nach ëmmer quiersch duerch Georgien get, enner Daach ze kréien. Lëtzebuerg huet och hei direkt reagiert an huet der Croix-Rouge an der Caritas je 50 000 Euro contribuéiert, ausserdem gougen 70 000 Euro un de Programme alimentaire mondial an 25 000 u CARE, dëst alles fir de Flüchtlingen ze hëllef, déi nach net konnten heemgoen oder déi sech doheem mussen a schwierege Conditioune op de Wanter virbereden. Eisen Engagement ass gekoppelt un d'Besoin'en vun de Leit op der Plaz a bleift dofier och 2009 bestoen.

Eng aner Fro, där mer eis musse stellen, ass déi politesch a rechtlech Situatioun vun den secessionisteschen Regiounen Südossetien an Abchasien. Am Kader vun der Europäescher Unioun hu mer kloer gemaach, datt dës Regiounen, deenen hir soi-disant Onafhängegkeet jhust vun zwee Länner, Russland an Nicaragua, uerkannt get, datt dës Regiounen weiderhin zum georgeschen Territoire gehéieren. Dës Positioun ass am Aklang mat der Resolutioun 1808, déi de Sécherheetsrot vun de Vereenten Natiounen dësen 15. Abrëll adoptéiert huet, an déi ganz eendeiteg déi territorial Integritéit a Souverainetéit vu Georgien

iwwert de gesamten Territoire, also och Südossetien an Abchasien, festhält. Och Russland huet am Abrëll fir déi Resolutioun gestëmmt gehat.

Och wa mer d'Unerkennung vun enger Onafhängegkeet vun den zwou Regiounen ofleenen, sou musse mer dach der russescher Positioun Rechnung droen an no dauerhaften Léisungen sichen. Dofier gouf am Kader vum Accord vum 8. September och festgehale, fir sougenannten „international Diskussiounen“ zu Genf ze lancéieren, un deenen all d'Parteien géifen deelhuefen fir genau déi Léisungen ze fannen. Dëse Prozess ass ongemeng wichteg, all Ställstand bedeit d'Festegung vun enger fir eis inakzeptabler Situatioun. Eng éischt Ronn vun de Gespréicher huet dann och de 15. Oktober zu Genève stattfonnt. D'Usetzung vun dëse Gespréicher sou kuerz no dem Enn vun den Hostilitéiten ass eleng schonn e groussen diplomatesche Succès, deen alt erëm jhust Dank der Aktioun vun der Europäescher Unioun an d'Weeër geleet gouf. Si huet och, vertrueden duerch hire Représentant spécial de Pierre Morel, zesummen mat der OSZE an der UNO, d'Co-Présidence vun de Gespréicher gestallt. Et war jidderengem kloer, datt dës Gespréicher alles anescht wéi liicht géife ginn – de Pierre Morel huet seit senger Ernennung ouni Paus doru geschafft, fir d'Modalitéiten vun de Gespréicher festzeleeën.

Et war ze liesen an ze héieren, datt d'Gespréicher no engem Echech hu misse reportéiert ginn. Richteg ass, datt déi verschidde Parteien formal a prozedural Froen an de Vierdergrond gestallt hunn, déi als éischt musse gekläert ginn, iert kann iwwert d'Substanz geschwat ginn. Dëst ass an deem Prozess an deem Sënn normal, datt Formalitéiten hei natierlech och eng politesch Bedeitung hunn. Dofier war et scho wichteg an e grouse Schrëtt, datt all Parteien zu de Gespréicher op Genève komm sinn an sech am Palais des Nations begéint sinn, och wann se formell net direkt mateneen verhandelt hunn. Den Unnährungsprozess ass domat lancéiert, an d'Tatsaach, datt déi nächst Diskussionsronn mam Accord vun alle Parteien fir den 18. November festgehale gouf weist, datt eng Dynamik creéiert gouf, op där kann opgebaut ginn.

Nierft der Fro vun den zwou secessionisteschen Regiounen bleift och d'Fro vun der Stabiliséierung vu Georgien ze klären. Déi georgesche Wirtschaft huet duerch de Konflikt ferm Abousse gelidden. Eisen Interêt muss et sinn, Georgien laangfristeg ze stabiliséieren, an

dofir brauch dat Land am Kaukasus eng Economie déi funktionéiert. Dëst ass d'Grundlag fir déi demokratesch Entwécklung vun deem Land, déi jo och nach net ofgeschloss ass. Et ass kloer, datt d'Europäesch Unioun och hei hir Responsabilitéit hëllt an aktiv zur Verbesserung vun der Situatioun bäidréit. Et ass an deem Sënn wou d'Europäesch Commissioun e Paquet vun 500 Milliounen euro an Aussicht gestallt huet. Dëse Paquet couvriert d'Joren 2008 bis 2010. D'Suen wäerten duerch bestoend Programmer debourséiert ginn an de Flüchtlingen zegutt kommen, grad sou wéi der Rehabilitatioun vun der Wirtschaft an der makro-ökonomescher Stabiliséierung. Dëse Paquet wäert muer bei der Conférence des donateurs fir Georgien virgestallt ginn. Bei där Geleeënheet wäerten och aner Staaten hir Ënnerstützung fir Georgien ukennegen. Ech widderhuelen nach eng Kéier, datt d'Stabilitéit am Kaukasus net nëmmen militärescher, mä virun allem och wirtschaftlecher an demokratescher Natur muss sinn. Op dëser Schnëttstell vun eisem Dialog mat eisen östleche Partner kenne mir eis näischt anescht leeschten. An eisen Aen ass den Stand vun der Demokratie an Georgien nach net op sengem Maximum ukomm. De Wahlsystem, d'Justiz, d'Fräiheten vum Eenzelen wei vun der fraier Meenungsbildung sinn staark verbesserungsbedürftig. Grondleeënd Reformen müssen also durchgesat ginn.

Här Präsident,

Loosst mech nach kuerz e Bléck an d'Zukunft vun dësem Dossier geheien. Déi nächst Etappen si festgeloet, an se sinn vu grousser Wichtigkeet. No der Conférence des donateurs vu muer musse mer, wéi gesot, déi nächst Ronn vun den internationalen Gespréicher zu Genève den 18. November gutt virbereden. Do virdrun, den 14. November, bidd den EU-Russland-Sommet zu Nice eng weider Geleeënheet fir d'EU, fir mat Russland op héchstem Niveau iwwert dëse Sujet ze dialogéieren a Russland och mat op den Wee ze ginn, datt mir op eng konstruktiv Astellung vun hirer Säit hoffen. Am Dezember dann kommen nach zwee grouss Rendez-Vousen op eis duer.

Deen éischten ass sécher déi ministeriell Reunioun vun den NATO-Länner zu Bréssel. Wéi Der wësst, krut Georgien um läschten NATO-Sommet zu Bucharest am Abrëll dëst Joer an Aussicht gestallt, der Allianz enges Daags bäizetrieden. Déi Lëtzebuurger Positioun dozou huet net geännert: mir, a mat eis vill Bündnispartner,

sinn iwwerzeegt, datt de Rendez-Vous am Dezember eng gutt Geleeënheet ass, eng éischt Evaluatioun vun de Progrèsen vu Georgien op sengem Wee an d'NATO ze maachen. Et ass sécherlech am Dezember net den Zäitpunkt, fir iwwert den MAP, de Membership Action Plan, fir Georgien ze schwätzen, geschweig dann eng Entscheedung ze huelen.

Deen zweete grouss Rendez-Vous wäert, och ugangs Dezember, déi ministeriell Reunioun vun der OSZE ginn. Dës Reunioun ass wichteg well d'OSZE zënter 1992 eng wichteg Roll a Südossetien spillt, dëst duerch d'Präsenz vun hirer Missioun, hir Roll an alle Verhandlungsronden, déi et säitdem zu der Südossetien-Fro goufen an duerch hir Observateuren, déi hirem Mandat no och a Südossetien operéieren dierfen. Lëtzebuerg ennerstëtzt d'Iddi vun enger Ausweitung vun dëser Observatiounsmissioun, déi leider nach ëmmer vu Russland blockéiert get. Mir plaidéieren am Kader vun der OSZE fir den Deploiment vun zousätzlechen 80 Observateuren a sinn och bereed, eis um Financement vun där Missioun deelzehuelen. Mir fuerderen och, datt déi Observateuren sech kenne fräi a Südossetien bewegen, wat bis elo net de Fall ass. Et sief hei och un d'UNO-Observatiouns-Missioun MONUG erennert, där hire Mandat fir an Abchasien d'Situatioun z'observéieren kierzlech ëm véier Méint verlängert gouf, bis Fréijoer 2009.

Här Präsident,

De Kader ass deemno gesat fir aus dëser Kris erauszekommen. Et bleiwen nach vill Froen ze klären an et get keen einfache Wee. Mä d'Europäesch Unioun huet et fäerdigbruet sech anzemëschen, d'Waffe rouen ze dinn an eng international Diskussioun ze lancéieren. D'Europäesch Unioun war an dësem Konflikt ëmmer op der Hutt an huet gemaach, wat néideg war, fir dëst z'erreechen.

Gläichzäiteg ass et vu kapitaler Wichtigkeet, datt mir gutt Relatiounen mat Russland ënnerhalen. Léisungen kennen nëmmen am Dialog fonnt a Spannungen nëmmen duerch Kontakt a Gedold ofgebaut ginn. Russland ass bereed fir deen Dialog, a mir dierfen déi Offer net ausschloen. Lëtzebuerg setzt op Kooperatioun, nett op Konfrontatioun oder Distanzéierung zu Russland. Och wann mir net drunn denken kennen fir Abchasien oder Süd-Ossetien unz'erkennen, ass et dach an engem Kooperatiounsgeescht wou ech en Donneschden op Moskau fléien fir mech ennerter anerem mat mengem rus-

seschen Homolog, dem Ausseminister Lavrov, iwwert dese Konflikt an d'Ausweeër doräus z'ännerhalen. Lëtzebuerg ennerstëtzt och d'Weiderféieren an d'direkt Ophuelen vun den Negociatiounen fir en neit Partnerschaftsofkommen tëscht der EU a Russland. Dës Negociatiounen bidden de perfekte Kader, fir eis gemeinsam Problemer an eis gemeinsam Zieler ze beschwätzen an eng Zukunft ze schafen, an där et net méi néideg ass, fir Differenzen mat Gewalt wellen ze léisen.

Ech soen lech Merci.

Discours de Marie-Josée Jacobs à l'occasion d'une conférence-table ronde sur le thème «Publicité et éthique»

21 octobre 2008

Dir Dammen an Dir Hären,

Ech hu mueres déi immens Chance fir kënnen zu Fouss op d'Aarbecht ze kommen an dobäi ginn ech en Deel duerch de Stater Park. Op mengem Wee hunn ech dofir wéineg Publicitéit: kee Radio an och keng Werbeplakater. D'Beem am Park si glécklecherweis nach net verlount fir e genre «Aribus» draus ze maachen – sou wéi et jo schonn den Aribus gétt...

D'Beispill vum Affichage wielen ech net vun ongeféier. An engem Pressecommuniqué vun der d'Stad Lausanne stong, d'Gemeng Lausanne hätt eng Commission ad hoc geschaffe, wou d'Membere vum Gemengerot an der Gemengeverwaltung mat Professionellen aus der Kommunikatioun zesummesetzen fir d'ethesch Kritèren vu Werbung an der Stad Lausanne ze iwwerdenken an nei festzeleeën.

Dat ass natiirlech nëmmen eng vu villen Initiativen an Europa, déi ech hei erauspicken. Mä dommader wier d'Fro, op de Respekt vun der Dignitéit vum Mensch an der Werbung e politesche Sujet ass scho beäntwert: Jo, et ass e politesche Sujet, an de Staat als «Service public» huet d'Aufgab sech dësem Thema unzehuelen.

Et brauch ee keng Medienexpertin ze sinn fir feststellen, datt et ëmmer méi Werbung gétt. Dofir gétt si awer net onbedingt och méi gesinn, well an der Moyenne kennt nëmmen e kleng Prozentsatz beim Empfänger oder der Empfängerin unn, soen d'Exper-

ten an d'Expertinnen. Trotzdem huet d'Publicitéit e groussen Impakt op d'Meenungsbildung, besonnesch och op d'Viirstellung, déi sech déi Jonk vun eiser Welt maachen. D'Werbung beaflosst mat Sécherheet och hirt Verhalen an hirt Denken. Et ass dofir wichteg, ze léieren mat der Publicitéit ëmzegoen.

D'Werbung huet also ganz kloer eng gesellschaftlech Dimensioun. Kee ka sech haut der Publicitéit entzéien. Si ass omnipräsent an hirer Viilfältigkeit. An et ginn enorm Ressourcen dragestach, souwuel finanziell wéi och wat den Opwand un Aarbecht a Leit ugeet. De Staat ass iwwregens och ee vun de gréissten Annonceuren zu Lëtzebuerg.

Et kann a sollt een d'Werbung net als eppes «Schlechtes» duerstellen. Si ass e wirtschaftlech wichtige Faktor an dréit och zur Entwécklung vun eiser Gesellschaft bäi. Doriwwer eraus ka se ganz einfach duerch Humor an Kreativitéit erfrëschend wierken, an enger Welt wou mir dach sou oft mat negativen Neigkeeten konfrontéiert ginn. Et gétt awer leider ëmmer erëm Werbung, déi d'Wäertgefiller vu Mënsche verletzt an der Meenung, op deem Wee hir Produkter oder Servicer besser u bestëmmte Ziilgruppen ze bréngen. Negativ a stereotyp Rollbillen, déi diskriminéierend a souguer aggressiv Texter a Biller weisen, ginn agesat fir d'Opmierksamkeet vu gestresste Passanten oder Lieser/Lieserinnen ze «erhaschen».

D'Werbung kann d'Dignitéit vum Mensch verletzen, souwuel duerch hiren Inhalt wéi och duerch hiren Impakt op de Public. Dat kann och doduerch geschéien, wann d'Werbung stänneg verschidde Kategorien vu Leit ausklammert, wéi z.B. Fraen ab engem gewëssenen Alter, oder d'Diversitéit vun eiser Populatioun – ëmmerhin liewen méttlerweil 160 verschidden Nationalitéiten zu Lëtzebuerg.

Et fënnt een dës Diversitéit vum Public awer wéineg an der Werbung erëm, déi dës Viilfältigkeit op bestëmmte Kategorien a Rollen an der Gesellschaft reduzéiert. Publicitéit kann irritéieren wa se z.B. d'Wäertgefiller vu Fraen a vu Männer verletzt oder e verzerrtend Bild vun hire Rollen an der Gesellschaft erëmispigelt. Si ass a bleift e kontroverséiert Thema. Eng Enquête vum nationale Fraerot vun 2007 huet erginn, datt ronn 15% vun alle befröte Persoune sech daks vu Publicitéitsmesagen irritéiert fillen. An enger Ëmfro vum Chancegläichheitsministère am Fréijoer 2008 wore 56% vun

de Fraen an 52% vun de Männer der Meenung, datt d'Werbung kee gläichberechtigt Bild vu Männer a Fraen erëmgëtt.

Sexistesche Werbung ass e grousser Chantier, dee mir als Ministesch fir d'Gläichstellung vu Fraen a Männer besonnesch um Häerz läit. Awer d'Thema «Ethik an der Werbung» geet nach doriwwer eraus. 2007 wor d'Joer vun der Chancegläichheet an d'Joer géint all Forme vun Diskriminatioun. An deem Kader huet d'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne en «Diversity Toolkit» erausginn dee fir d'Journalisten als Referenzdokument mat praktesche Beispiller geduecht ass, fir hinnen eng méi «equilibréiert» a gläichberechtigt Berichterstattung z'erméiglechen.

Um europäesche Plang ginn et zënter Joren konkret Vorschläg fir eng ethesch Approche zou der Publicitéit: Als ieweche Zil muss een den Artikel 2 vum Traité vun der Europäescher Unioun nennen, deen d'Valeure vun Respekt an der Dignité humaine an der EU festleet. Dës Valeuren (ech zitieren) «sont communes aux États membres dans une société caractérisée par le pluralisme, la non-discrimination, la tolérance, la justice, la solidarité et l'égalité entre les femmes et les hommes».

D'Europäesch Kommissioun gesäit an hirer «Feuille de route 2006-2010» d'Medien als wichtige Partner um Wee zur Gläichstellung.

An dësem Dokument heescht et (ech zitieren):

«Les médias ont un rôle essentiel à jouer dans la lutte contre les stéréotypes liés au genre. Ils peuvent contribuer à donner une image réaliste des compétences et du potentiel des femmes et des hommes dans la société moderne et éviter de les dépeindre d'une façon dégradante et provocante.»

No enger animéierter Discussioun an der Assemblée huet de Conseil de l'Europe am Summer 2007 eng nei Resolutioun zu dësem Thema veröffentlecht.

Dës Resolutioun rëfft d'Memberstaate vum Europarat dozou op, um nationalen Niveau op dräi Pläng ze handeln:

- d'Voie réglementaire,
- d'Autorégulatioun,
- an d'Éducatioun.

De gesetzleche Kader vun dëser Resolutioun vum Europarat ass d'UNO-Konventioun géint all Forme vun Discriminatioun géint Fraen (déi sougenannte CEDAW-Konventioun), déi Lëtzebuerg 1989 ratifizéiert huet a sech dofir och verpflichtet d'Mossnahmen ëmzesetzen an déi an hirem Artikel 5 Folgendes festhält:

«Les États parties prennent toutes les mesures appropriées pour modifier les schémas et modèles de comportement socioculturel de l'homme et de la femme en vue de parvenir à l'élimination des préjugés et des pratiques coutumières ou de tout autre type, qui sont fondés sur l'idée de l'infériorité ou de la supériorité de l'un ou l'autre sexe ou d'un rôle stéréotypé des hommes et des femmes.»

D'Objektiv vun dëser Resolutioun vum Europarat gëtt esou beschriwwen:

Le but de la résolution étant de «faire changer les mentalités et de casser des stéréotypes qui desservent les femmes dans leur lutte pour l'égalité» afin «de permettre à toutes les femmes de voir enfin se refléter leur véritable image dans le monde où elles évoluent chaque jour».

Fir d'Fro, ob Ethik a Werbung e politesche Sujet sinn, weider ze verdéiwen, wëll ech op de Volet vun der «voie réglementaire» agoen: Zu Lëtzebuerg gëtt et um Niveau vun der Gesetzgebung eng Rei Dispositiounen, déi en abusiven Ëmgang an der Werbung verbidden, sief et um Niveau vun der Gläichstellung vu Fraen a Männer, oder um Niveau vun der Respekt vun der Persoun a géint all Diskriminatiounen.

D'Constitution weist drop hin, datt d'Fraen a Männer an hire Rechter a Pflichten gläich sinn, an datt (ech zitieren) «L'État veille à promouvoir activement l'élimination des entraves pouvant exister en matière d'égalité entre femmes et hommes.»

De Code pénal setzt all Publikatioun vu Biller, Texter, Zeechnungen asw, déi ëffentlech géint d'bonne mëssverstoussen ënnert Bestrafung. Hei liese mir am Artikel 385-1, datt (ech zitieren) «Quiconque aura publiquement outragé les mœurs par des chansons, pamphlets, figures, écrits imprimés, dessins, gravures peintures, emblèmes, images ou par tout autre support de l'écrit, du son, de la parole ou de l'image communiqués au public par la voie d'un média sera puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 251 à 12 500 euros.»

An den Article 385bis viséiert besonnesch de Schutz vum jonke Publikum a säi Schutz géint all «écrits, images, figures ou objets indécents de nature à troubler leur imagination».

An deem Geescht zitieren ech d'Gesetz vun de Medien vum 27 juillet 1991:

- den Artikel 6, iwwert den Programinhalt seet, datt d'Programmer missten (ech zitieren) «respecter les sensibilités intellectuelles et morales du public, se conformer aux bonnes mœurs ainsi qu'aux lois luxembourgeoises et aux conventions internationales en vigueur au Grand-Duché»,
- den Artikel 28 (10) seet dat d'Publicitéit op der Tëlee (ech zitieren) «ne doit pas porter atteinte au respect de la personne humaine».

Dat ass den Acquis dee mir haut gesetzlech hunn. Den Europarot proposéiert nieft dem gesetzleche Plang och d'Autoregulatioun méi ze ënnerstëtzen. An dofir hu mir d'Initiativ vun engem Guide de la communication publique och ënnerstëtzt. An dës Table ronde vun haut soll eng Geleeënheet sinn, fir doriwwer ze schwäetzen.

Haut beschäftegt eis virun allem de Volet Autoregulatioun. Iwwert déi europäesch Dimensioun vun der Autoregulatioun an hiren Impakt op Lëtzebuerg wäert den Herr Lyle eis schwäetzen an ech wëll deem hei elo net virgräifen. Zu Lëtzebuerg besteet säit längerer Zäit e Code de déontologie, deen de Werbefachleit ethesch Richtlinie gëtt. Dëse Code ass automatesch fir all Membere vun der MarkCom bindend. Mä wéi steet et doriwwereraus mat den Editeuren, wéi ass de Roll vun der Press an deem Kader. Froen, déi op dëser Table ronde wäerten diskutéiert ginn.

Mir hunn elo als Staat wëlle mam gudden Beispill virgoen a schaffen zur Zäit en interne Guide aus, deen eng Rei generell Regeln a méi spezifesch Prinzipien als Ausgangspunkt opzielt fir eng positif a gläichberechtigt Duerstellung an der Kommunikatiounsaarbecht vum Staat ze garantéieren.

Dëse Guide vum Staat riicht sech u seng eege Mataarbechterinnen a Mataarbechter fir d'Messagen, déi vum Staat ausgeschafft ginn. Si behandelt also net de Privatsektor an der Publicitéit. Indirekt adresséiert de Guide sech awer och un all Agencen, mat deenen

de Staat punktuell zesummeschafft. Dofir wor et eis wichteg, datt de Guide an Zesummenaarbecht mat der MarkCom realiséiert ginn ass.

D'Regierung huet de Projet am Regierungsrat vum 26. September 2008 guttgeheescht. Den institutionelle Message soll d'Diversitéit vun der Gesellschaft erëm-spijelen op eng gläichberechtigt Aart a Weis, ouni Wäerturteeler ze ginn an ouni d'Gefiller vu Leit opgrond vun hirem Geschlecht, hirem Alter, hirer Hautfaarf, hirer Religioun oder hiren Iwwerzeugungen an hirer sexueller Orientatioun ze blesséieren. De Regierungsrat huet och enger Prozedur zougestëmmt, déi et all Biergerinnen a Bierger erméigleche soll sech un de Staat ze wenen wann hien oder si sech vun engem Message vum Service public an deem Kader diskriminéiert fillt. Op deem Niveau ass eng enk Zesummenaarbecht mat der Commission luxembourgeoise de l'éthique en publicité virgesinn.

Ethik a Publicitéit sinn mateneen verbonden. De Staat huet seng Roll ze spillen, souwuel fir bestëmmte Kategorie vum Public ze schützen, wéi z.B. déi jonk Leit, mä och fir Meenungsbildung ze beaflossen zugonschte vun engem positiven a gläichberechtigte Bild vun eiser Gesellschaft. All déi, déi sech mat Kommunikatioun a mat Werbung direkt oder indirekt befaasse, müsse sech hirer sozialer Responsabilitéit nach méi bewosst ginn, well e Code de déontologie ass nëmmen dann efficace, wa jiddereen seng Kontributioun dozou gëtt. Ech hoffen, datt mir haut zu dëser Sensibiliséierung eppes bäidroen kënnen.

Ech soen lech villmools merci a wënschen eis haut de mueren nach e ganz konstruktiven Echange.

Transcription du discours de Jean-Claude Juncker lors de la Journée de deuil national (Volkstrauertag) au Bundestag à Berlin

16 novembre 2008

Sehr verehrter Herr Bundespräsident,
Sehr verehrte Frau Köhler,
Meine Herren Präsidenten und Vizepräsidenten
des Bundestages, des Bundesrates,
des Bundesverfassungsgerichtes,
Herr Minister,
Herr Präsident der deutschen Kriegsgräberfürsorge,
Meine Damen und Herren Abgeordnete und Minister,
Sehr verehrte Damen und Herren,

Ich muss ehrlich gestehen: ich bin den Weg zu diesem Rednerpult nicht schweren Schrittes gegangen, aber doch mit einem sonderbaren, nicht eindeutig zuzuordnenden Gefühl.

Es redet hier der luxemburgische Ministerpräsident aus Anlass des deutschen Volkstrauertages, an dem den Opfern von Krieg und Gewaltherrschaft gedacht wird. Ich bin oft in Deutschland, ich bin gerne Gast in Ihrem Land, ich verstehe und bezeichne mich als Freund der Deutschen. Und weil ich ein Freund der Deutschen bin, weil ich zu den führenden Repräsentanten des besten Staates reden darf, den es je auf deutschem Boden gab, weil Deutsche uns Luxemburgern noch nie bessere Nachbarn waren als in den letzten Jahrzehnten, muss ich hier sagen dürfen, dass meine Gedanken heute auch den vielen Luxemburgern gelten, die in zwei Weltkriegen und vor allem im Zweiten Weltkrieg, ihr Leben verloren haben. Sie verloren ihr Leben in Konzentrationslagern, in Gefängnissen, in den Reihen der alliierten Streitkräfte. Und sie verloren ihr Leben auch als zwangsrekrutierte luxemburgische Soldaten der Wehrmacht. Die Zwangsrekrutierung der luxemburgischen Jugend, die man in fremde Uniformen zwang, um gegen die Befreier ihres Heimatlandes zu kämpfen, war ein schreckliches Kriegsverbrechen, das mein kleines Volk tief im Herzen getroffen hat und das wir bis zum heutigen Tag nicht vergessen konnten.

Wenn totalitäre Verblendung, wenn bis zur Explosion angestachelter Hass, wenn menschenverachtende Ablehnung der Nachbarn tiefe Gräben zwischen die Völker treibt, dann bleibt es der Größe dieser Völker, ihrer Einsicht, ihrer Großherzigkeit, ihrer Fähigkeit zu verzeihen

und der Klugheit der sie Regierenden überlassen, diese Gräben zuzuschütten, neue Brücken des Verständnisses dort zu bauen wo trennende Klüfte zusammengehörende Landschaften auseinander gerissen haben.

Genau dies, Gräben zuschütten, Brücken bauen, haben Deutsche und Luxemburger nach den Schrecken des Zweiten Weltkrieges zu tun verstanden.

Zu diesem Volkstrauertag passt der Hinweis, dass das erste Kriegsgräberabkommen Deutschlands mit einem europäischen Nachbarland schon 1952 zwischen der Bundesregierung und der luxemburgischen Regierung abgeschlossen wurde. Am 5. Juni 1955 wurde der deutsche Soldatenfriedhof im luxemburgischen Sandweiler eingeweiht, nur anderthalb Kilometer vom amerikanischen Soldatenfriedhof entfernt. Seitdem leistet die deutsche Kriegsgräberfürsorge Erinnerungs- und Friedensarbeit in Luxemburg, wie an vielen anderen Orten der Welt auch.

50 Jahre später, am 4. Juni 2005, bin ich von einer Auslandsreise zurück nach Luxemburg geflogen. Beide Soldatenfriedhöfe – der amerikanische und der deutsche – liegen in der Einflugschneise des Flughafens, aus der Luft betrachtet dicht nebeneinander, aus der Luft betrachtet fast zum Verwechseln ähnlich. Ich habe beide Friedhöfe an dem Tag besucht, auf dem Weg zur 50-Jahresfeier der Einweihung des deutschen Soldatenfriedhofes. Ich habe mir auf beiden Friedhöfen die Grabsteine angeschaut, sie regelrecht betrachtet, amerikanische und deutsche Soldatengräber, in denen nicht nur junge, blutjunge Amerikaner und Deutsche zur letzten Ruhe gebettet wurden, sondern auch tausende gebrochene Biographien, tausende nicht ausgeäumte Träume, tausende Wege die nie gegangen wurden, tausende Entwürfe die nie gelebt werden durften, Archive und Dokumente des Wahnsinnes. Und die, die dort liegen, hatten selbst mit dem Wahnsinn der Europa in den Abgrund geführt hatte nichts zu tun, jeder für sich, unabhängig vom Zufall seiner Uniform, Opfer von Krieg und Gewalt.

Und deshalb wiederhole ich hier den Satz, den ich an dem Tag den Menschen auf dem Soldatenfriedhof in Luxemburg zurief: „Wer an Europa zweifelt, wer an Europa verzweifelt, der sollte Soldatenfriedhöfe besuchen!“ Nirgendwo besser, nirgendwo eindringlicher, nirgendwo bewegender ist zu spüren was das europäische Gegeneinander an Schlimmstem bewirken kann.

Das Nicht-Zusammenleben-Wollen und das Nicht-Zusammenleben-Können haben im 20. Jahrhundert 80 Millionen Menschen das Leben gekostet. Jede Stunde des 2. Weltkrieges hat 1045 Tote gebracht. An diesem Volkstrauertag gedenken wir ihrer.

Die Überlebenden des Ersten Weltkrieges hatten den Schwur geschworen, der nach jedem Krieg geschworen wird, „nie wieder Krieg!“. Der Schwur wurde 1939 gebrochen, wie so oft schon vorher in der europäischen Geschichte. Deshalb kommt es einem europäischen Wunder gleich, dass wir auf 60 Jahre Frieden in Europa zurückblicken können. Dass dies so ist haben wir nicht unserer Generation zu verdanken. Nein, wir verdanken den europäischen Frieden den Männern und Frauen die aus den KZs und von den Frontabschnitten in ihre zerstörten und zerbombten Dörfer und Städte zurückkehrten und die diesen ewigen Nachkriegssatz, «nie wieder Krieg», zu einem politischen Programm für einen ganzen Kontinent formten, indem sie die europäische Wiederversöhnung, die europäische Friedensintegration zu dem bestimmenden Motiv ihres restlichen Lebens machten.

Wir Jüngeren, die wir nach dem Krieg geboren sind, wir sollten unseren Eltern und Großeltern zu ewigem Dank verpflichtet sein, dass sie aus den Schwertern der Vergangenheit Zukunftspflüge machten, die das europäische Feld bis heute so bestellen, dass Europa sich den glücklichsten Kontinent der Welt schätzen darf. Wir sind die Erben der regelrecht wiederauferstandenen Nachkriegsgeneration und wir dürfen dieses Erbe nicht verspielen.

Der Friede ist nicht ein Geschenk, das großzügige Spenderhände uns in den Schoß legen würden. Nein, wir müssen unsere eigenen Hände bewegen, damit Werke des Friedens entstehen und gelingen können. Die europäische Wiedervereinigung, die deutsche Wiedervereinigung sind Geschenke dieser Friedenswerke und finden Platz in der langen Reihe der Lebensleistungen von Churchill, Adenauer, De Gasperi, Schuman, Bech und den sie begleitenden Nachkriegsgenerationen. Sie haben uns das Richtige vorgemacht, wir müssen es ihnen jeden Tag nachmachen.

Europa war ein Kontinent des Krieges, es ist ein Kontinent des Friedens geworden. Der Tag wird kommen, an dem junge Europäer nicht mehr wissen, dass der Frieden in Europa nicht selbstverständlich ist, dass der Frieden nicht der europäische Normalfall ist. Deshalb

wird es wichtig sein, dass der Volkstrauertag auch in 40 Jahren noch begangen wird: damit die Menschen nicht vergessen. Deshalb brauchen wir eine europäische Erinnerungskultur: damit es nicht beim Gedenken bleibt, sondern damit sich zukünftiges Denken nicht von dem Wissen entfernt das man nur aus der Erinnerung schöpfen kann.

Wir verneigen uns heute nicht nur vor den Toten beider Weltkriege, sondern auch vor den Toten der Nachkriegskriege, der Toten in Kosovo, der Toten auf dem Balkan, der geschundenen Kinder in Srebrenica und Sarajevo, den Toten an der Berliner Mauer und den gefallenen europäischen Friedenssoldaten. Wir denken heute auch an die Opfer der 50 Kriege und der sich entladenden Konflikte die weltweit toben. Wir müssen heute an über 40 Millionen Flüchtlinge denken, die in ihren Ländern oder zwischen den Grenzen herumirren. Und wir haben zu denken an die 1,5 Milliarden Menschen die weniger als anderthalb Dollar zum Leben haben. Auch Hunger ist Resultat von Gewalt. Gewaltwirtschaft trägt auch wirtschaftliche Züge.

Solange jeden Tag 25.000 Kinder den Hungertod sterben, solange herrscht kein Frieden auf der Welt und solange ist Europa nicht am Ende seiner Aufgabe angelangt. Irgendwie laden wir – weil wir nicht genug tun, obwohl wir viel tun – jeden Tag neue Schuld auf uns. Und deshalb sage ich heute am Volkstrauertag mit Günther Eich, «Bleibt bei uns ihr Toten, helft uns vor neuer Schuld».

Herr Bundespräsident, ich gehe jetzt ruhigen Schrittes an meinen Platz zurück, mit dem eindeutigen Gefühl, dass wir Deutsche und Luxemburger, dass wir Europäer zu unserem Glück vereint sind.

Danke fürs Zuhören.

Transcription de l'intervention du Premier ministre Jean-Claude Juncker au Parlement européen

17 novembre 2008

Monsieur le Président,
Madame et Monsieur les rapporteurs,
Monsieur le Commissaire,
Mesdames,
Messieurs,
Chers collègues,

Je voudrais d'abord féliciter vos deux rapporteurs pour le rapport qu'ils vous ont soumis et qu'ils nous ont soumis puisque nous le lisons et nous en discutons. Ce rapport voit juste et va suffisamment loin pour que nous puissions nous en occuper au cours des mois à venir.

Je partage l'analyse qui est faite dans ce rapport de Mme Berès et de M. Langen sur le bilan de la première décennie de la monnaie unique. Il n'y a rien à ajouter ou à enlever à ce qu'ils ont exprimé dans leur rapport. De plus, c'est un rapport qui recueille une grande majorité au sein de cette assemblée, du moins lorsque la Commission s'est exprimée à son sujet. Je constate que l'enthousiasme de l'assemblée pour la monnaie unique est autrement plus grand aujourd'hui qu'il y a 12 ou 13 ans, voire dix ans, ce dont il convient de se féliciter.

En ce qui concerne les divergences économiques, les deltas entre les réformes structurelles et les différences en matière de gestion des finances publiques, je voudrais d'abord faire observer que je n'ai pas compris le sens du rapport lorsqu'il dit que les résultats ne correspondent pas aux attentes qui ont été formulées à l'époque de l'introduction de la monnaie unique. Je ne connais aucun rapport de nature quantitative sur les divergences entre les différents États membres de la zone euro. Ce rapport n'existant pas, c'est donc un propos de circonstance, que je n'ai pas compris, tout en partageant l'avis que ces divergences ont tendance parfois à s'accroître, ce qui, à ce jour, ne menace pas la cohésion de la zone euro mais qui, si cette divergence devait persister, pourrait mettre à mal, sur le long terme, la cohésion de la zone euro.

Pour le reste et sur ce plan, il convient de se féliciter que l'Europe – l'Union européenne d'une façon

générale et l'Eurogroupe en particulier – aujourd'hui confrontée à l'une des plus graves crises qu'elle ait eu à traverser au cours des décennies écoulées, ait géré d'une façon compétente la crise qui est actuellement la nôtre, notamment en évitant de commettre les erreurs commises en Europe au cours des années 1970. Constaté que nous n'avons pas répété les mêmes erreurs n'est pas une mince affaire car économiquement et politiquement, ceci nous a permis d'éviter que la crise n'accroisse les divergences au sein de l'Union monétaire et contribue à saper sa cohésion.

Or, face à une crise de la taille que nous connaissons et face à une crise qui ne cesse de s'étendre de plus en plus à l'économie réelle, une réaction de politique économique forte et coordonnée au niveau européen est nécessaire et nous devons réfléchir à la meilleure façon de l'organiser en tenant compte, d'un côté, de notre cadre conceptuel et réglementaire – je fais référence au pacte de stabilité et à la stratégie de Lisbonne –, et en tenant compte, de l'autre, de la gravité de la crise dont les conséquences sont autrement plus graves que nous ne l'avions imaginé il y a quelques mois.

La création de la deuxième grande monnaie au niveau mondial confère certes des avantages mais comporte aussi des obligations, le G20 de vendredi et de samedi à Washington nous ayant rappelé les obligations qui sont les nôtres et qui sont celles des autres. Nous devons utiliser et mettre à profit les trois semaines qui nous séparent du Conseil européen de décembre pour affiner avec habileté notre stratégie européenne et pour éviter des réactions disparates au niveau national. Ces réactions disparates nous guettent bien sûr. J'observe avec attendrissement les rappels et les appels renouvelés à la coordination des politiques économiques qui s'expriment surtout dans la langue de Voltaire.

Je voudrais que ceux qui nous appellent à la coordination des politiques économiques donnent d'abord l'exemple de la sincérité de leurs propos. J'observe que les différents gouvernements des différents pays membres de la zone euro se jettent avec gourmandise, et à raison, sur les problèmes que connaît le secteur automobile de leur pays. Je voudrais que ceux qui parlent de l'automobile et qui ne cessent de parler de la coordination des politiques économiques coordonnent les actions nationales lorsqu'il s'agit de prendre des

initiatives dans le secteur automobile. Le reste est de la littérature. Qu'on coordonne vraiment et qu'on prouve, exemple à l'appui, la sincérité de ces propos.

En ce qui concerne la politique monétaire, vous connaissez la timidité qui est la mienne, je n'en dirai jamais un mot, sauf pour dire que je persiste à croire que le rôle joué par la Banque centrale européenne ces derniers mois fut tout à fait exemplaire.

Intégration et supervision des marchés financiers, voilà un autre pan des considérations que vos rapporteurs ont traité dans leur rapport. Le G20 nous a fixé une feuille de route ambitieuse; elle doit être traduite de façon concrète par le G20, et donc par l'Union européenne et par les membres de l'Eurogroupe. Vous vous rappellerez sans doute que les pays membres de l'Eurogroupe et ceux de l'Union européenne ont été les premiers à réclamer que l'on tire les leçons appropriées de la crise que nous connaissons et je ne voudrais pas réserver à plus tard le chapitre de mes mémoires consacré à cet épisode. Il y a quatre ans que nous ne cessons de répéter – je parle des responsables de l'Eurogroupe – aux ministres des finances du Japon et des États-Unis et que nous ne cessons d'attirer l'attention de nos amis américains à la fois sur les risques de leur double déficit et sur les risques découlant de la sous-évaluation systématique des risques, notamment en matière immobilière.

Voilà deux ans qu'à plusieurs, au niveau du G7, et notamment sous présidence allemande du G7, nous revendiquons, avec une certaine brutalité des propos, une réglementation plus poussée des marchés financiers. Je n'accepte pas que ceux qui l'ont refusée hier donnent aujourd'hui l'impression d'être les leaders, pour m'exprimer en anglais, de la réaction européenne. Les gouvernements américain et britannique avaient tout le temps nécessaire pour accepter les propositions de l'Eurogroupe sur une meilleure réglementation des marchés financiers, ils ne l'ont pas voulu. Qu'ils ne donnent pas aujourd'hui l'impression d'entraîner les autres.

L'élargissement de la zone euro ne suscite pas de ma part des propos qui divergeraient de ce que disaient vos rapporteurs. Je rappellerai tout simplement que le fait d'appartenir à la zone euro est bien sûr un avantage, une opportunité, mais qu'il comporte aussi des obligations dont certaines devront être remplies avant de pouvoir accéder à la zone euro.

Cet enthousiasme bien compréhensible pour la nouvelle formation du G7 n'est pas sans soulever des problèmes concernant la représentation extérieure de la zone euro. Nous avons toujours plaidé, au sein de l'Eurogroupe, pour que l'Union européenne et l'Eurogroupe soient plus présents au G20, au Fonds monétaire international et au Fonds de stabilité financière. Nous étions les premiers, à l'Eurogroupe, à revendiquer une place durable et permanente pour la Commission au G20, ce qui n'a pas empêché le président de la Commission de ne pas revendiquer la présidence de l'Eurogroupe – on verra plus tard avec quelles conséquences. Mais nous pensons que la Banque centrale européenne et la Commission doivent être représentées de façon durable au niveau du G20, tout comme l'Eurogroupe, qu'il soit représenté par le président de l'Eurogroupe, qui modestement essaie d'animer les travaux des ministres des finances, dont M. Sarkozy a relevé qu'ils ne sont pas à la hauteur, ou qu'il le soit par quelqu'un d'autre. Je ne cherche pas la présidence de l'Eurogroupe au niveau des ministres des finances pour mon plaisir et pour ma gloire personnelle, qui n'est guère extensible, je le fais par devoir; si d'autres pensent qu'ils peuvent mieux assumer ces tâches, qu'ils le fassent mais qu'ils y appliquent pour les années à venir la même intensité que celle qu'ils donnent l'impression de vouloir appliquer au moment où nous sommes.

Pour le reste, en ce qui concerne les instruments économiques de l'UEM et la gouvernance de notre groupe, je considère que nous avons fait, au cours des dernières années, des progrès remarquables, mais lorsqu'on discute sur le plan international de la politique de change, de la politique monétaire, il n'est pas pensable que la deuxième monnaie du monde ne soit pas représentée politiquement et monétairement par ceux qui ont pour charge de gérer ces deux aspects et ces deux compartiments de notre politique commune.

Si on veut que les ministres des finances, au sein de l'Eurogroupe, gèrent convenablement le pôle économique de l'Union économique et monétaire, il faut que les différents chefs d'État et de gouvernement donnent à leur ministre des finances les instructions nécessaires. Au Luxembourg, vous le savez, cela ne pose aucun problème.

Déclaration de politique européenne et étrangère

18 novembre 2008

Här President,
Dir Dammen an Dir Hären,

Déi Haapterausfuerderungen, déi sech eiser Aussepolitik stellen, bleiwe fundamental déi nämlecht wéi d'Jore virdrun: Sécherheet, Klimawandel, Aarmut an der Welt, Migratiounen an nohalteg Entwécklung.

Mä d'Ëmfeld an deem sech hautdesdaags d'Aussepolitik bewege muss, ass vun déiwe Verännerunge markéiert:

- nei regional an och global Acteure sinn op der Weltbühn opgetrueden,
- déi universell Wäerter, op déi d'international Uerdnung zënter 60 Joer opbaut, schéngen haut manner Resonanz ze fannen,
- d'Gewalt, als Mëttel fir politesch Differenzen tëschent an och an de Länner ze léisen, schéngt erëm Opwand kritt ze hunn,
- d'Nationalissem an d'Fundamentalissem si verstärkt,
- d'multilateral Institutiounen, an hir Kapazitéite fir global Problemer ze léisen, gi vu verschiddene Säiten a Fro gestallt.

An dëser komplexer a fluider Konstellatioun, ass et net méi einfach ginn, fir zum Fridden an zur Stabilitéit an der Welt bäizedroen.

D'Lëtzebuerger Aussepolitik, déi sech als eng europäesch Aussepolitik versteet, ass och vun dësen Evolutiounen affectéiert, a mir mussen dem neie Kontext Rechnung droen, wa mir eis den Erausfuerderungen, déi sech eis presentéieren, stelle wëllen.

Hei spillt Europa weiderhin eng wichteg Roll an der Lëtzebuerger Aussepolitik, well Europa eis erméiglecht, eis Wäerter wirksam no baussen ze droen.

D'europäesch Bierger liewen haut an engem Raum vu Fridden, Fräiheet, Wuelstand a Solidaritéit, deen et soss néierens méi op der Welt gëtt.

Dat ass net selbstverständlech, mä dat ass méiglech ginn, well mir zesumme geschafft hu fir Europa staark ze maachen a well e staarkt Europa eng wichteg Con-

tributioun maache kann, wann et dorëm geet, eng koordinéiert Äntwert op déi global Erausfuerderungen ze ginn, deene mir eis zesumme stelle mussen.

D'Stëmm vun der Europäescher Unioun gëtt emmer méi gehéiert an et gëtt hir och ëmmer méi nogelasschert.

Den europäesche Modell iwverzeegt an inspiréiert. D'Attraktivitéit vun der Europäescher Unioun ass staark, well d'EU als Projet e Succès ass.

Europa affirméiert sech ëmmer méi als e globalen Acteur, deen eng spezifesch europäesch Approche un den Dag leet, wann et dorëm geet, global Problemer unzegoen.

D'Fro, déi sech an deem neie geopolitesche Kontext haut stellt, ass déi hei: „Wéi kenne mir d'Stabilitéit, déi Europa zënter Jorzéngte genéisst, weider festegen an ausbauen? Net nëmmen an eiser direkter, mais och an eiser net esou direkter Noperschaft.“

De Vertrag vu Lissabon

D'Evenementer aus de leschte Wochen a Méint hu gewisen, datt mir de Vertrag vu Lissabon brauchen.

De Vertrag vu Lissabon setzt d'Jalonen, fir datt d'EU dauerhaft méi geschlossen no bannen an och no bausen agéiere kann. E schaaft d'Viraussetzungen, fir datt d'EU méi efficace fonctionnéiere kann, och besonnesch an der Aussen- a Sécherheetspolitik, ënner Abanne vun alle Memberstaten an am Respekt vun der „méthode communautaire“.

Ech hunn d'lescht Joer am Detail déi verschidden Elementer vum Traité hei beliicht. Deemools si mir dovun ausgangen, datt de Vertrag géing den 1. Januar 2009 a Kraaft trieden.

Den 12. Juni dëst Joer hunn d'iresch Wieler bei engem Référendum majoritaire géint de Vertrag vu Lissabon gestëmmt.

Um Europäesche Rot vum 19. an 20. Juni gouf diskutéiert, wéi et mam Ratifizierungprozess vum Traité soll weidergoen. D'iresch Regierung huet gefrot, fir Zäit ze kréien, fir d'Situatioun z'analyséieren an d'Ursache vum „Nee“ méi genee z'ënnersichen.

Dorops hin huet de Conseil européen decidéiert, datt e sech am Oktober neess mat der Fro ausernee-setzt, dëst ob Basis vun engem Rapport vum iresche Premierminister.

Dat ass dann elo och de leschte Mount um Europäesche Rot vum 15. a 16. Oktober geschitt.

Den iredesche Regierungschef huet do eng Etude presentéiert, déi sech am Detail mat de Resultater vum Referendum beschäftegt. Dës Etude weist, datt de Mangel un Informatiounen iwwert de Vertrag vu Lissabon ee vun den Haaptgrënn fir den negative Vote war.

Bei der iredescher Bevëlkerung gouf et ausserdeem eng Rei Ängscht, déi och zum Nee bäigedroen hunn, obwuel se net ëmmer gerechtfäertegt oder carrément falsch sinn. Dat waren d'Ängscht, déi militäresch Neutralitéit, d'Souveränitéit a Steierfroen oder de Verbuet vum Avortement missen opzeginn oder an eng europäesch Arméi agezunn ze ginn, mä awer och d'Preoccupatioun virum Verloscht vum europäesche Commissaire.

Gläichzäiteg weist d'Etude och, datt d'Iren an hirer grousser Majoritéit nach ëmmer positiv zur EU stinn.

D'iredesche Regierung huet eis och informéiert, datt dat iredescht Parlament eng speziell, parti-iwwergrëifend Commissioun gegrënnt huet, déi iwwert d'Zukunft vun Irland an der EU diskutéiert. Dës Commissioun soll Enn November e Rapport vun hiren Aarbechte presentéieren.

Opgrund vun dëser Consultatioun wäert d'iredesche Regierung Propositione maachen, fir datt kann um Europäesche Rot am Dezember zesumme méiglech Léisungsausatz an eng Roadmap definéiert ginn, déi de weidere Wee mat engem Kalenner beschreift.

Eng Neiverhandlung vum Vertrag steet net zur Debatte.

De Ratifizéierungsprozess ass zënter dem Referendum an Irland weidergaangen, a säitdem hu Groussbritannien, Zypern, Holland, d'Belge, Spuenien an Italien de Vertrag ratifizéiert. Mëttlerweil ass de Vertrag vu Lissabon also vun 22 Memberstate ratifizéiert ginn.

Demnächst kënn en 23. Land dobäi. A Schweden gëtt nämlech dës Woch nach, den 20. November fir genee ze sinn, iwwert den Traité am Parlament ofgestëmmt.

Domat géifen, ausser Irland, nach dräi Länner bleiwen, an deenen d'Ratificatioun nach net ofgeschloss ass, an zwar d'Tschechesch Republik, Polen an Däitschland, woubäi a Polen an an Däitschland déi jeweileg Parla-menter den Traité schonn approuvéiert hunn. Den däitsche Präsidant huet iwwerdeems ëffentlech gesot, datt

hie voll an ganz mam Inhalt vum Vertrag averstanen ass, mä nach op en Urteel vum Bundesverfassungsgericht waarde muss.

Och wann de Lissabon-Vertrag elo net wéi ursprénglech geplant den 1. Januar 2009 a Kraaft trëtt, sou bleift e fir eis déi indispensable Basis fir dat zukünftegt Fonctionnéiere vun der Europäescher Unioun.

Mir sinn d'accord fir eisen iredesche Kollegen déi Zäit ze loossen, déi si brauchen, fir eng Léisung ze fannen. Mä mir mengen awer och, datt et wichteg ass, dat sech sou séier wéi méiglech op e Kalenner am Dezember gëeenegt gëtt fir d'Weiderféieren vum Ratifizéierungsprozess.

D'Finanzkris huet Europa erëm méi populär gemaach an Irland. De Schutz, den d'EU bidde kann, gëtt appreciéiert. Dat kéinten, géint all Erwaardungen, gudd Viraussetzung fir eng méi positiv Astellung vun den Iren zum Traité sinn. Et gëtt zaghaft Signaler an dës Richtung.

All Verréckele vum Akraafttrieden no Juni 2009 oder souguer no November 2009 wäert verschidde Konsequenzen hunn, virum allem um institutionelle Plang, well sech de Vertrag vun Nice dann applizéiere géif.

D'Unzuel vun den Europaparlamentarier géif erofgoen. Dëst heescht fir e puer Memberstate, datt si manner Europadeputéierte stellen däerfe wéi bis elo, an och manner wéi ënnert dem Vertrag vu Lissabon virgesinn. Lëtzebuerg ass dovun allerdéngs net betrëff.

Et wäerten och aner Froen opgeworf ginn, wéi déi vun der Zesummesetzung vun der Europäescher Commissioun.

Falls sech nämlech de Vertrag vun Nice géif applizéieren, wann déi nei Commissioun forméiert gëtt, dere Mandat den 1. November soll ufänken, da muss d'Unzuel vun de Commissaire méi kleng si wéi déi vun de Memberstate.

An deem Fall ass et un de 27 Memberstate vun der Unioun fir sech doriwwer eens ze ginn, wéi déi Commissioun dann zesummegeat gëtt, sou laang bis de Vertrag vu Lissabon a Kraaft trëtt, deen am éischten Tour nach fir all Land e Commissaire virgesäit.

Sollt et dozou kommen, wäert Lëtzebuerg sech bei deenen Discussiounen dofir asetzen, datt de Prinzip

vun der „rotation égalitaire“ respektéiert gëtt, sou wéi et am Traité vu Nice virgesinn ass, an et och am Traité vu Lissabon ëmgesat ginn ass.

Mir ginn also dovunner aus, datt mir am Dezember méi kloer gesinn, wéi et weidergeet, a wéi eng Decisiounen musse geholl ginn, je nodeem wéi de Kalenner ausgesäit.

All déi, déi keen Europa vum Directoire wëllen, sollten all hir Energie asetzen, fir datt de Lissaboner Vertrag en vigueur trëtt. Irland, d'Tschechesch Republik wéi Polen hunn nëmmen ze wannen.

Déi international Finanzkris

„Zivilisiert den Kapitalismus“, esou huet d'Marion Gräfin Dönhoff, d'Grande Dame vum däitsche Publizismus, eent vun hire leschte Bicher genannt ... a si huet net iwwerdrifwen!

D'Finanzkris, déi ech schonn d'lescht Joer kuerz erwähnt hunn, wéi si an Amerika ausgebrach wor, huet dëst Joer mat voller Wucht Europa an och Lëtzebuerg getraff. Ech wëll hei net méi op dat zrëckkommen, wat de Premier a senger Ried bei der Ouverture vun der Chambersessioun 2008/2009 schonn zu dem Thema gesot huet, iwwert d'Ursaachen an den Impakt vun der Kris.

Mä eppes steet fest: d'Gourmangsechkeet an eng net novollzéibar Liichtfankegkeet vu verschiddenen Acteuren hu leider zu enger Situatioun gefouert, déi vill Leit an de Misär gestouss huet.

Fir esou eng dramatesch Entwécklung an Zukunft z'evitéieren, ass d'Fro, déi sech elo stellt, net op mir bestëmmte Regele brauchen, mä wéi eng Zort Regele mussen opgestallt ginn, fir datt eis Economie hir Stabilitéit an hir Prosperitéit zrëckfannen kann, ouni dobäi hir Innovatiounsstärkt anzebëissen!

De Conseil européen vum 15. a 16. Oktober huet e Paquet vu Moosnamen adoptéiert, déi deem Zil déngen. Mir kënnen feststellen, dass déi Moosnamen zu enger Stabilisatioun vum europäesche Finanzsystem gefouert hunn an datt eng schwéier Kreditkrisis konnt ofgewennt ginn, och wann et falsch wier ze mengen, alles wir elo neess op normale Bannen.

Ech wëll op dëser Plaz drun erënneren, wéi wichteg et ass fir Lëtzebuerg, datt mir grad an dëser Situatioun eng Europäesch Unioun mat enger gemeinsamer Währung hunn, déi op feste Féiss steet.

Eng Economie wéi eis huet sech esou erfollegräich kënnen developpéieren an de leschte Jorzénge, dank dem europäesche Bannemaart am allgemengen, an dem Euro am speziellen.

An dëse méi schwéieren Zeiten erweise sech dës zwee Elementer als Schutzschëlde fir eis national Economie. Dat wëllt awer net heeschen, dass eis Economie net vun dëser Kris betraff wier.

Mir mussen also déi zwee Fundamenter vun der Europäescher Unioun weider verstärken, fir dass d'Unioun als Ganz, an och seng Memberstaten, nach méi wiersam a Krisensituatiounen kënnen reagieren.

Mir brauchen och an esou Fäll e staarkt Optriede vun der EU als geschlossen Eenheet no baussen. An déi jëtzege franséisch Presidence huet do eng wichteg Roll gespillt.

Mä mir mussen der Unioun deen dauerhaften institutionelle Kader ginn, deen den Traité vu Lissabon offréiert. Well, wéi de Jean Monnet schonns sot, «Rien n'est possible sans les hommes, rien n'est durable sans les institutions.»

Während der Finanzkris huet sech erëm eng Kéier erausgestallt, datt national Alleingäng keng Äntwert duerstellen op sou Erausforderunge, wéi déi mat deene mir konfrontéiert sinn. De leschte Conseil européen huet eng gemeinsam Äntwert fond. En huet et erméiglecht, datt, weltwäit gesinn, d'EU eng Virreideroll iwwerholl huet bei der Sich no enger Léisung vun der Finanzkris an an der Diskussioun iwwer d'Neiuordnung vun der internationaler Finanzarchitektur.

Déi europäesch Äntwert op d'Kris ass eng Zort „Geschirkëscht“, wou jidder Land déi Elementer aus dem gemeinsame Katalog kann huelen, fir säi Finanzsystem z'ënnerstëtzen. Dobäi mussen déi Ënnerstëtzungsmosname mat de Regele vum Bannemaart a vum Konkurrenzrecht konform sinn.

Nëmmen esou kënnen mir evitéieren, datt et zu enger Fragmentatioun vum Bannemaart kënnt. Ech wëll hei och d'Noutwennegkeet vun enger staarker Europäescher Commissioun ënnersträchen, déi grad fir de Respekt vun deene Grondprinzipie vum EU-Recht asteet.

Den europäesche Bannemaart muss absënns och fir d'Banke fonctionnéieren, mä anescht wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war. De Moosnamekatalog,

deen decidéiert gouf, begräift och eng verbessert Supervisioun vun de Finanzaktivitéiten duerch déi national Autoritéiten.

Wann hautdesdaags 40 Banken an Europa de gros vun de grenziwwerschreidende Aktivitéiten duerchféieren, da bräicht een zumindest fir déi eng méi zolidd a besser organiséiert Iwwerwaachung. D'Stresssituatioun ob de Finanzmäert huet och Stëmmen ervirbruecht, déi e Sënnebock gesicht hunn als Erklärung fir d'Kris.

Hei sinn och Steuerparadiesen erwähnt ginn: si hätten zur Kris geféiert, well sie kenger Regulatioun ënnerleien. Dëst ass eng vun de Charakteristiken vun engem Steuerparadies. Eng aner ass, datt si keng Steuern erhiewen.

Lëtzebuerg ass kee Steuerparadies, an eist Land als solcht duerzestellen ass net nëmme falsch, mä hannerlëscht. Eng Assoziatioun tëscht Steuerparadies a Bankgeheimnis hierzestellen ass och net akzeptabel.

D'Bäibehale vum Bankgeheimnis ass d'ailleurs och net a Fro gestallt an der rezenter Proposition vum der Commissioun iwwert d'Zënsbesteuerung.

Déi Proposition stellt an eisen Aen eng gudd Aarbechtsbasis duer fir eventuell „Schlupflöcher“ zouzemaachen, wat d'Zënsbesteuerung ubelaangt, eng Besteuerung, déi awer och muss ausgedehnt ginn op déi Länner an Territoiren, déi net an der EU sinn an equivalent Mesuren applizéieren.

D'Aarbechten iwwert d'Proposition vum der Commissioun iwwert d'Zëns-Besteuerung hu gëschter zu Bréssel ugefaangen. Nëmme zwee Länner deelen d'Approche vum der Commissioun net, déi d'Koexistenz vun der Quellesteuer an dem Informatiounsaustausch och an der Zukunft weider acceptéiert. D'Diskussione waren awer konstruktiv a koordinéiert.

An dësen Diskussione wäert d'Regierung och sécherstellen, wéi dat schonns de Fall war mat der jëtzege Directive iwwert Zënsbesteuerung am Joer 2005, datt aner Drëttstaten agebonne ginn an déiselwecht Mesuren applizéieren, wéi mir se an Europa huele wäerten.

Wa mir dat net maachen, dann lafe mir Gefor, dass mir duerch eis eegen Entscheedungen bewirken, dass Kapital aus Europa ofzitt, z.B. an Asien: eppes wat sech Europa, an all Memberstat vum der EU, awer elo an dësem Moment am mannste leeschte kann.

Mä a villen Steierdossieren steet eist Land géigeniwwer enger Majoritéit vu Memberstaten, wann et ëm Froen vu Steierregelen, Konventiounen géint Duebelbesteuerung oder Zesummenaarbecht tëscht Steieradministratiounen geet.

An dësen Diskussione mussen mir als Land an als Finanzplaz déi nei Entwécklungen am internationalen Ëmfeld an d'A fassen. D'Aen zoumaachen an esou maachen, wéi wann alles beim Ale wier, geet net.

Zur gläicher Zäit steet awer fest, dass d'Regierung, sief et op europäeschem oder internationalem Plang, eng Position verrieden a verteidegen wäert, déi eiser Finanzplaz erlabe wäert, an dësem neien internationalen Ëmfeld seng Stärken ze behalen. Stärken, déi, niewebäi gesot, sech net ob d'Bankgeheimnis reduzéieren, mä och op Innovatioun, Professionalitéit, Fachkompetenzen an Internationalisierung berouen, dat Ganzt am sozial a politesch stabile Lëtzebuerg.

Och wa sech d'Situatioun am Finanzsektor grëssendeels stabiliséiert huet, sou si mer elo an Europa mat negativen Auswierkungen op d'Realeconomie konfrontéiert.

D'Fro ass och hei, ob mer alles de sougenannte Maarkkräften iwwerloossen, oder ob mer net och hei als Europäesch Unioun mussen versichen Äntwerten ze fannen.

Ech mengen, dat lescht ass de Fall, an dofir begrëssen ech, dass d'Commissioun Propositionen op den Dësch geluegt huet, fir eng gemeinsam Reaktioun auszeschaffen. Dës Propositionen droen och deene soziale Konsequenzen vun der Kris Rechnung a si sollen eis zu gemeinsamen Aktiounen féieren, op EU an op nationalem Plang.

Zum Bannemaart gehéiert och eng gemeinsam Währung, an ech mengen dat et jidderengem kloer ass, wéi d'Situatioun ausgesinn hätt, wa mir an dëser Finanzkris den Euro net gehat hätten.

Dat mussen zum Deel déi Länner erliewen, déi net Member si vun der Europäescher Unioun oder der Eurozone. Ech denken hei z.B. un Island oder Ungarn. D'Ofwäertung vun hire Währungen, gekoppelt mat héijen Zënsen, stellen déi Länner viru grouss Problemer.

Dat ass de Scenario, deem mir wahrscheinlech och ausgesat gewiecht wieren, wa mir den Euro net hätten. D'Ausweidung vun der Eurozone op d'Slovakei,

vum 1. Januar 2009 un, an hoffentlech zu engem spéideren Zäitpunkt nach op méi EU-Länner, wäert derzou bäidroen, de Bannemaart ze stäerken a weider ze verdéiwen.

Ënner anerem huet d'Stärkt vum Euro an deene leschte Méint, speziell vis-à-vis zum US-Dollar, dozou bäigedroen, datt d'Pëtrolspräisser net an deem Mooss geklomme sinn, wéi dat um internationale Pëtrolsmaart de Fall war.

Energiepolitik a Klimaschutz

Déi héich Energiepräisser, déi mer bis viru kuerzem kannst hunn, demonstréieren d'Noutwennegkeet vun enger gemeinsamer EU-Energiepolitik.

Och hei mecht den Traité vu Lissabon nei Perspektiven op, andeems en aus der Energiepolitik eng europäesch Politik mecht, an d'Sécherhéet vun eisen Energieliwwerungen als ee vun den Haaptobjektiven vun där Politik ervirsträicht.

Vu d'Energie-Ofhängegkeet vun der Unioun, huet esou eng europäesch Energiepolitik noutgedrongen eng staark aussepolitisch Dimensioun.

Mir mussen et als Unioun fäerdegbréngen, eenheetlech opzetriete vis-à-vis vun onse groussen Zouliwwerer, fir mat hinnen eng zouverlässeg Energiepartnerschaft opzerrichten.

D'Thema Energie kann een net lassgekoppelt kucke vun deem aneren Thema, zu deem d'Unioun gefuerdert ass, eng gemeinsam Positioun ze fannen.

Ech denken un de Weltklimawandel, eng vun deene gréissten Erausforderungen vum 21. Joerhonnert.

Et geet drëm, déi gestallte Klimaschutzziler z'erreechen.

Mir brauchen e *raisonnable* Plang, wéi mir déi „3 mol 20“ erfëlle wëllen, also wéi mir bis 2020 an der EU eng Reduktioun vun 20% vun de CO₂-Emissiounen, en Undeel vun 20% un erneierbaren Energien an eng Steigerung vun der Energie-Effizienz ëm 20% realiséieren. Dobäi brauche mir déi néideg Flexibilitéit an eng europäesch Solidaritéit.

Mir als Lëtzebuerg si bereet, eise Beitrag heizou ze leeschten. Mir wëllen alles maachen, fir déi ambitiéis Ziler, déi mir gestallt kruten, z'erfëllen, a mussen déi néideg Mëttel an Instrumenter hefir zougestane kréien.

Ech mengen, et wäer e Feeler, wann ee grad elo déi drohend Recessioun als Pretexe géif wëllen huelen, déi Ziler, déi sécher héichgestach sinn, iwwer Bord ze geheien.

Ech hoffen, dass de Conseil européen vum Dezember déi néideg Decisiounen hëlt, fir dass d'Europäesch Unioun op der Weltklimakonferenz zu Kopenhagen am Dezember 2009 eng Virreideroll spille kann (esou wéi si et bei der Finanzkris och gemaach huet). Mat der neier amerikanescher Administratioun ass e Progrès vläicht elo gemeinsam méiglech.

De Klimawandel ass vläicht awer och eng Opportunitéit fir eis economesch ëmzestellen.

Mat Investitiounen kënnen nei Aarbechtsplazen an Aktivitéite geschafe ginn, sief et fir besser a méi propper Autoen ze bauen, sief et fir Gebéier ze sanéieren oder sief et, fir nach méi massiv erneierbar Energiequellen ze developpéieren.

Welthandel

Mir mussen vermeiden, protektionistesche Reflexer opkommen ze loossen, op dat hei zu Lëtzebuerg oder an der Unioun ass.

Grad elo, wou et wirtschaftlech net esou gudd geet, a wou d'Verhandlungen vun der sougenannter Doha-Ronn am Kader vun der Welthandelsorganisatioun, der OMC, net deen entscheidenden Duerchbroch kannst hunn.

Ech well op dëser Plaz drun erënneren, dass de Volumen, alléng vun de Wueren, déi Lëtzebuerg am Ausland akeeft an un d'Ausland verkeeft, zesumme gerechent méi wéi 80% vun eisem Bruttoinlandsprodukt ausmécht.

Dorunner gesäit een, wéi wichteg et fir eist Land ass, mat sengen Nopeschlänner an dem Rescht vun der Welt Handel ze driewen an Investitiounen hei zu Lëtzebuerg z'encouragéieren.

Wéi eescht mir dës Aufgab huelen, weisen déi héichkärteg Wiirtschaftsmissiounen, déi d'Regierung all Joer zesumme mat eise Betriber organiséiert. Si erlaben eis déi immens Opportunitéiten z'ergräifen, déi sech an eise Partnerlänner ronderëm d'Welt bidden.

Mir däerfe grad elo net an d'Feeler vu fréieren Zäiten zrëckfalen, wou d'Länner hir Grenzen zougemaach,

den Handel doduerch ënnerbonnen hunn, an esou hir Nopere méi déif an de Misär gestouss an d’Kris weider verschärft hunn.

Blanne Protektionismus an nationalen Egoismus si keng Optiounen, fir eng verantwortungsbewusst Aussepolitik, déi op den Dialog, den Intressenausgläich a multinational Léisunge setzt.

En éischte, wictege Schrëtt an dësem Sënn wier et, fir d’Doha-Ronn zu engem erfollegräichen Ofschluss ze bréngen.

Esou en Accord erlichtert eise Betreiber net nëmmen den Zougang zu neien, villversprechenden Wuestëmsregiounen, mä en Accord am Kader vun der OMC steet virun allem fir Transparenz a Berechebarkeit a schafft domadder Vertrauen.

Vertraue brauche mir méi wéi soss, fir dës Kris ze meeschteren.

De multilateralen Handelssystem ass zugläich dat Gebitt, wou et méiglech misst sinn zu engem gräifbaren an ëmzesetzende Resultat ze kommen.

Et ass wichteg, datt mir d’Doha-Ronn ofschléissen an datt déi ärmste Länner e fräien Zougang fir hir Produkter an hir Servicer op eis Mäert kréien. Dës Länner sollen net diskriminéiert ginn, a misste vun enger vollstänneger Integratioun an de weltwäiten Handelssystem kënnen profitéieren. Domadder kënnen se de Grondsteen leeën, fir Wuelstand ze schafen an hirer Populatioun eng éierbar Liewensperspektiv ze bidden.

Et dierf op kee Fall sinn, dass dës Länner zu de Verléierer vun dëser Handelsronn gehéieren, déi net fir näischt „programme de Doha pour le développement“ heescht!

Ech bedauern et, datt op der Ministeschkonferenz vun der OMC zu Genève am Juli e puer vun deene gréissten Handelspartner, an zwar d’Vereenegt Staten an Indien, et net fäerdeg kruten, hir géigesäitig Intressen op engem Detailpunkt z’iwwerwannen. Mir risquéieren elo an absehbarer Zukunft net zu engem Accord ze kommen – et sief dann, et géif bis Enn dës Jores dach nach zu engem Sursaut kommen.

Ech wëll awer och hei déi konstruktiv Roll vun der Europäescher Unioun während de Verhandlungen ënnersträichen, fir déi si och vill Unerkennung krut.

Lëtzebuerg ënnerstëtzt weiderhin d’Europäesch Commissioun als eisen europäeschen Negotiateur an hiren Efforten am Numm vun der EU an der Welthandelsorganisatioun ze verhandelen, an en Accord auszeschaffen, deen d’Intressen grad vun deenen äermsten Länner respektéiert.

Loosse mir eis näischt virmaachen: deen Echech am Juli ass mat Sécherheet e groussen Réckschlag fir dës Handelsronn, op dee mir gäre verzicht hätten.

Mä et ass och net d’Enn vun deene Verhandlungen. Mir sinn – erlaabt mir dës Verglach – op de leschte Meter vun enger schwiereger Biergetape, an déi lescht Meter si bekanntlech déi schwéierst!

Mir hoffen an dësem Kontext ënnert anerem och op déi nei amerikanesch Regierung zielen ze kënnen.

Lëtzebuerg als Europahaaptstad

D’Dynamik vu Lëtzebuerg als Europahaaptstad, niewent Bréissel a Stroossbuerg, ass e wichtegt Element vun eiser Aussepolitik.

Eist Land huet duerch europäesch Decisiounen a Verträge, Rechter an Obligatiounen um Gebitt vun de Sëtzer vun EU-Institutiounen krut.

Fir all Regierung zënter de 50er Joren huet sech déiselwecht Verantwortung an Erausforderung gestallt: Duerch eng proaktiv Sëtzpolitik, den europäeschen Institutiounen an hire Servicer, déi hei zu Lëtzebuerg hire Sëtz hunn, esou wéi den europäesche Beamten déi Moyene zur Verfügung ze stellen, fir kënnen ënner gudden Bedingungen ze schaffen.

Zu deene Mëttele gehéieren natierlech an éischter Linn d’Gebailechkeeten.

Ech denken do z.B. un nei Gebaier, déi dëst Joer fäerdeg gestallt ginn, ewéi d’Vergréisserung vun deem prestigiéisen Europaesche Gerichtshaff a vun der Europaescher Investitiounsbank, awer och u Gebaier déi geplangt sinn, ewéi d’Extensioun vum Rechnungshaff, de Bau vum neie Sëtz vum Generalsekretariat vum Europaparlament, déi zweet Europaschoul oder dee moderne Konferenz-Zentrum fir den europäesche Ministerrot.

An deem Sënn bleift de Site Kierchbiërg, Symbol vun der europäescher Präsenz hei, an engem groussen Ëmbau.

Zu enger aktiver, awer och nohalteger Politique du siège gehéieren nët nëmme Gebaier, mä och weiderhin en A halen op d'Entwécklung vum Standuert Lëtzebuerg.

Ech denken z.B. un d'Anhale vun de politesche Siège-Accorden, fir d'Institutionne souwuel qualitativ ewéi quantitativ zu Lëtzebuerg staark ze verankeren. Ech denken awer och un nei EU-Aktivitéiten op Lëtzebuerg ze kréien. Awer duerfir muss d'Attraktivitéit vum Site garantéiert sinn.

Eng dynamesch Sëtzpolitik bréngt eisem Land niewent Flichten ganz vill Virdeeler: europäesch an international Visibilitéit an onverkennbar wirtschaftlech, kulturell a sozial Virdeeler.

De Standuert Lëtzebuerg als Ville siège ass an deene leschte Joren ouni Zweifel konsolidéiert a gefestegt ginn.

Sech weider mat vill Engagement an Energie asetze fir d'Europahaaptstad Lëtzebuerg, dat ass eng wesentlech Noutwennegkeet fir d'Lëtzeburger Politik.

An deem Zesummenhang wëll ech all deene Verwaltungen e grouse Merci soen, déi mat vill Asaz a Saache Sëtzpolitik zesummeschaffen. D'Erausfuerverderunge si grouss, mä déi ausgezeechent Zesummenaarbecht hëlleft eisen Obligatiounen nozekommen.

Europäesch Noperschaftspolitik

Europa ass stabel wa seng Noperschaft stabel ass.

Am Balkan, Ufank der 90er Joren, an am Kaukasus dëst Joer, si mir brutal drun erënnert ginn, datt Krich um europäesche Kontinent, oder a senger ganz direkter Noperschaft, nach ëmmer méiglech ass, an datt d'Konsequenze vun esou engem Krich en direkten Impakt och bei eis doheem hunn.

Mat der Erweiderung vun 2004 huet Europa eng nei Aussegrenz an domat och nei direkt Nopere kritt. Nei Noperen, mat deene mir méi enk zesummeschaffe sollten, fir Stabilitéit och ausserhalb vun de Grenze vun der Europäescher Unioun ze projézieren an ze festegen.

Fir dauerhaft Stabilitéit an eiser Noperschaft ze schaffen, brauche mir eng spezifesch europäesch Approche, déi all d'Instrumenter, déi der EU zur Verfügung stinn, sief et diplomatesch, finanziell, sécherheetspolitesch oder economesch, kombinéiert.

Vill vun deenen Instrumenter fënnt ee schonn an der europäescher Noperschaftspolitik.

Zënter Mee vun dësem Joer diskutéieren d'Memberstate vun der EU méi intensiv iwwert dee sougenannten „Partenariat oriental“.

Duerch dës Initiativ wëlle mer eis Bezéiunge mat eisen Noperen am Osten verstärken an deene Länner, nach méi wéi bis elo, bei hiren interne Reformen hëllegen. D'Europäesch Commissioun ass op dem Europäesche Conseil vum 1. September gefrot ginn, fir konkret Propositione bis de Conseil vum Dezember dëst Joer auszeschaffen.

Lëtzebuerg ass ëmmer der Meenung gewiescht, datt gudd Relatiounen tëschent der EU a sengen Noperen am Osten an am Süden wichteg sinn.

An dësem Kontext ënnerstëtzt Lëtzebuerg d'Iddi vun „Partenariat oriental“, genau wéi et och d'Verstärkung vun de Relatiounen mat de südlechen Noperen am Kader vun der Union pour la Méditerranée ënnerstëtzt. D'europäesch Noperschaftspolitik bleift fir eis awer de politesche Kader fir eis Relatiounen mat all eisen Noperen.

De Konflikt a Georgien

Zanter dem Ausbroch vum Konflikt a Georgien de 7.-8. August, an och nom Waffestëllstandsofkommen vum 12. August, ass d'Situatioun a Georgien an am Kaukasus an den Zentrum vun der internationaler aussepolitischer Aktualitéit geréckelt.

D'Evenementer, déi an där Region stattfannen, concernéieren direkt déi europäesch Sécherheetsintressen.

Wann haut d'Waffen a Georgien rouen a mir vun engem Stabiliséierungsprozess schwätze kennen, sou ass dat an éischer Linn de Verdéngscht vun der Europäescher Unioun an vun der franséischer Présidence.

Wann de politesche Wëllen an der EU do ass, fir zesummen z'agéieren, kënnen mir an der Europäescher Unioun Grousses leeschten an den europäesche Gedanke vu Fridden a Stabilitéit och ausserhalb vun eise Grenzen zur Realitéit maachen.

D'Europäesch Unioun gouf domat zu engem zentralen Akteur, net nëmme fir d'Verhandele vum Waffestëllstand, mä och fir deem seng konkret Ëmsetzung duerch eng iwwer 300-Mann-staark Missioun – déi sougenannt EUMM –, wou Lëtzebuerg mat zwee Leit vertrueden ass.

Et sief an dësem Kontext nach emol drun erënnert, datt Lëtzebuerg sech staark gemaach huet, fir eng international Enquêtecommissioun anzesetzen, fir den Originë vun deem Konflikt op de Fong ze goen.

Och wa mir d'Unerkennung vun enger Onofhängegkeet vun den zwou Regiounen oflehnen, sou mussen dach no dauerhafte Léisunge sichen.

Dofir gouf am Kader vum Accord vum 8. September och festgehalten, fir sougenannten „international Diskussiounen“ zu Genf ze lancéieren, un deenen all d'Parteien géifen deelhuefen, fir genau déi Léisungen ze fannen.

Dësen Unnährungsprozess ass dann och de 15. Oktober zu Genf ugaangen, an d'Tatsaach, datt déi nächst Diskussionsronn, mam Accord vun alle Parteien, fir en 18. November festgehale gouf, weist, datt eng Dynamik creéiert gouf, op där kann opgebaut ginn.

D'Stabilitéit am Kaukasus kann awer net nëmme militärescher, mä muss virun allem och demokratescher a wirtschaftlecher Natur sinn.

An eisen Ae kann nach vill gemaach ginn, wat de Stand vun der Demokratie a Georgien betrëfft. De Wahlsystem, d'Justiz, d'Fräiheete vum Eenzelen wéi vun der fräier Meenungsbildung si staark verbesserungsbedürfteg. Grondleeënd Reformen mussen also duerchgesat ginn.

Et sinn dës och Reformen, déi d'EU an d'NATO erwaarden.

De Kader ass deemno gesat, fir aus dëser Kris erauszekommen an d'Lag um Kaukasus ze stabiliséieren.

Et bleiwen awer nach vill Froen ze klären an et gëtt keen einfache Wee.

Mä d'Europäesch Unioun huet et fäerdeg bruecht hir Verantwortung ze huelen, d'Waffe rouen ze dinn an eng international Diskussioun ze lancéieren.

Dorop mussen mir weider opbauen, fir dauerhaft Léisungen ze fannen.

Conflicts gelés

Et gëtt och nach zwee anner „Conflicts gelés“, déi zënter den Evenementer a Georgien méi an de Virdergrond geréckelt sinn, a wou et gëllt, fir eng negativ Spiral, wéi mir se am Summer 2008 erlieft hunn, ze vermeiden.

D'Situatioun am Nagorno-Karabakh – eng armenesch Enclave am Azerbaidjan, déi sech ufanks der 90er Joren ofgespléckt huet, no engem bluddege Krich, deen 30 000 Doudeger an iwwert eng Millioun Deplacéierter gefuerdert huet – ass weiderhin ongeléist.

Et ass an dësem Kontext encourageant, datt déi zwee Presidente vun Armenien an Azerbaidjan sech viru kuerzem zesummen zu Moskau getraff hunn. Si hunn och eng Declaratioun ënnerschriwwen, an där se sech engagéieren, gréisser Ustrengungen ze maachen, fir eng Léisung fir dëse Konflikt ze fannen.

Et dierf een natierlech net naiv sinn. Russland huet nom Konflikt a Georgien e kloren Intressi fir ze beweisen, dass et um Kaukasus och e Friddensstëfter ka sinn.

Et wäert sécher nach vill Zäit an Efforte kaschten, bis déi zwee Presidenten hier déif Differenzen iwwerbrécken a Fridde schléissen.

Mä et dierf een awer optimistesich sinn, well et déi éischte Kéier ass zënter dem Waffestëllstandsofkommen, datt Russland 1994 mediéiert huet, datt déi zwee Presidenten hir Ënnerschrëft gemeinsam op en zukunftsorientéiert Dokument placéiert hunn.

En anere „Conflict gelé“, vun deem ee wéineg an der Zeitung liest, mä deen och wichteg ass fir d'Stabilitéit um europäesche Kontinent, ass dee vun Transnistrien.

Hei ass d'EU aktiv engagéiert mat enger Missioun, déi hëlleft, d'Grenz mat der Ukraine z'iwwerwaachen, a si ass och aktiv un de sougenannte 5+2 Gespréicher implizéiert.

Am August an am September vun dësem Joer ass e bëssche Bewegung an dësem Dossier komm, besonnesch duerch eng méi aktiv Roll vu Russland.

Hei ass d'EU och gefuerdert, a si muss am Kader vun de 5+2 Gespréicher duerfir suergen, dass hir Stëmm weider gehéiert gëtt.

Wäissrusland an Ukraine

Als Member vun der Europäescher Unioun wëlle mir eng Partnerschaft mat eisen Noperen, fir datt eise Projet vun enger gesamteuropäescher Friddensuerdnung geléngt. Mir wëllen, datt all eis Noperen an engem europäesche Kontinent vu Fridde a Wuelstand agebonnen sinn.

Eis Offer vu Partnerschaft gëllt och fir Wäissrussland – wann et de Wee vu Reformen aschléit an d'Situatioun vun de Mënscherechter verbessert.

Déi rezent Fräiloosung vu politesche Gefaangene war e Schrëtt an déi richteg Richtung. Mä et bleiwen nach weiderhin vill Problemer bestoen.

D'Wahle vum 28. September waren zwar eng Verbesserung vu vireschte Walen, mä hunn awer och kloer bewisen, datt et weiderhin vill demokratesch Defiziter gëtt.

Mä d'EU huet en Intressi fir en Dialog mat Minsk an huet dowéinst eng Ouverture gemaach. Mir wëllen eis op de Wee vum Dialog engagéieren, mam Zil fir d'Demokratie ze verstärken a fir datt d'Mënscherechter respektéiert ginn.

D'EU ass prett, Wäissrussland ze hëllefen, dës Ziler z'erreechen a fir d'Relatiounen mat dësem Land ze verdéiwen, esoubal d'Conditionen dëst erlaben.

Engem anere Land an dëser Regioun kënnt an dësem Kontext och eng wichteg Roll zou.

Mat 47 Milliounen Awunner an als zweetgréisste Land um europäesche Kontinent ass et kloer, dass d'Ukraine eng Schlësselroll huet.

Wann hei d'Reforme gräifen, da wäert dat och e positiven Afloss op der Ukraine hir Noperen hunn.

De Problem hei bleift d'Stabilitéit, well de Verfassungskonflikt tëschent President, Regierung a Parlament ongeléist bliwwen ass.

Mä d'Ukraine ass um richtege Wee wat seng Reforme betrëfft, a mir bleiwe weiderhin engagéiert fir dëse Prozess aktiv ze begleeden.

Wat d'Unnäherung vu Georgien an der Ukraine un d'NATO betrëfft, ass eis Positioun kloer. Zu Bukarest hu mir gesot, datt dës zwee Länner enges Dags an d'NATO kommen. Dozou sti mir och!

Mä mir soen och, datt dee Prozess déi gesamteuropäesch Friddensuerdnung net op d'Kopp geheien däerf. Déi georgesch oder ukrainesch Adhesioun iwwert de Knéi ze brieche, hëlleft kengem, weder eis nach Tblissi oder Kiev.

De Rendez-Vous vun den NATO-Ausseminister am Dezember ass eng gutt Geleeënheet, eng éischt Evaluatioun vun de Progrèsen vu Georgien an der Ukraine op

hirem Wee an d'NATO ze maachen. Et ass sécherlech am Dezember net den Zäitpunkt, fir iwwert de MAP, de Membership Action Plan, eng Entscheidung ze huelen.

Mir müssen elo dru schaffen, fir datt, wa Georgien an d'Ukraine de MAP kréien, dëst eng reel Contributioun zu eiser an hirer kollektiver Sécherheet ass, an d'Stabilitéit vun Europa weider festegt. Fir dat z'erreechen, si weider Reforme néideg, an de Projet muss och vun der Populatioun gedroe ginn. Dëst ass z.B. an der Ukraine net de Fall, ganz am Contraire: d'Land ass op der NATO-Fro, wéi a villen aneren, gespléckt.

Dobei kënnt meng fest Iwwerzeugung, datt um Plang vum politischen Equiliber, der spezifischer Sensibilitéit vun Russland, méi Rechnung gedroen gi muss. Anerefalls schafe mir politischen Desequibler, wou grousst Mësstrauen all Zesummenaarbecht schwéier, wann net onméiglech, mécht.

De Balkan

D'Kris um Kaukasus däerf net dozou féieren, datt de Balkan net méi déi Opmierksamkeet kritt, déi hie verdéngt huet an déi hie brauch.

All d'Länner vum Balkan hunn eng europäesch Perspektiv zu där mir stinn.

De Balkan ass och eng Géigend, wou d'EU all d'Instrumenter, déi hir zur Verfügung stinn, a Synergie agesat huet, wat dozou gefouert huet, d'Stabilitéit ze féieren.

A Serbien huet d'Attraktivitéit vun der EU gegräff an déi nei Regierung zu Belgrad huet sech kloer enger europäescher Agenda verschriwwen.

Mir konnte grouss Fortschrëtt an der Zesummenaarbecht mam internationale Krichsverbriechen-Tribunal feststellen. De Karadzic sëtzt zanter kuerzem zu Den Haag a säi Prozess huet ugefaangen.

Ech hu grouss Hoffnung, datt de Procureur vum TPI am Dezember feststelle kann, datt d'Cooperatioun vu Belgrad mam TPI näischt méi ze wënschen iwwreg léisst, och wann de Mladic nach net zu Den Haag ass. Dat géif eis erméiglechen, dës Stabilisatiouns- an Associations-Accord mat Serbien ze ratifizéieren an domat dëst Land nach méi fest mat Europa ze verankeren.

Dat wier an eisem aller Intressi. Ech bleiwe fest dovun iwwerzeegt, datt ouni Serbien, de Balkan, an domat eis direkt Noperschaft, net dauerhaft stabiliséiert ka ginn.

De Kosovo bleift natierlech e sensibelt Thema tëschent der EU a Serbien, mä och do gëtt et Bewegung, notament wat den Deploiment vun der EULEX am Norden vu Kosovo betrëfft.

Dëst wär en éischten, wichtegen Schrëtt an d'Richtung vun enger Normalisatioun tëschent Belgrad a Pristina.

De 17. Februar huet de Kosovo sech onofhängeg erkläert, dëst nodeems en Negociatiounsprozess – dee quasi 10 Joer gedauert huet an am Dezember d'lescht Joer op en Enn bruecht gouf – op der Statusfro kee Konsens tëschent Belgrad a Pristina konnt herstellen.

Déi kosovaresch Autoritéiten hu sech mat der Adoptioun vun hirer Constitutioun de Conclusioun vum UN-Sondergesandten Martti Ahtisaari verschriwwen. Dës Conclusioun gesinn als eenzeg viabel a stabilitéitverspriedend Optioun, d'Creatioun vun engem onofhängege Kosovo ënnert internationaler Supervisioun vir. De Rechter vun de Minoritéiten ass hei eng besonnesch Protectioun ageraumt ginn.

Ech hat d'Geleeënheet, der Chamber d'Argumenter fir eng Unerkennung vum Kosovo ze presentieren an d'Chamber huet d'Linn vun der Regierung voll a ganz ënnerstëtzt.

Lëtzebuerg huet duerno, den 21. Februar, dee Schrëtt gemaach, dee bis elo 52 Länner gemaach hunn, an de Kosovo unerkannt. Dëst, well mir och e groussen Intressi un engem stabile Kosovo an domat och un engem stabile Balkan hunn.

An dësem jonke Stat schafft dann och elo eng demokratesch gewielte Regierung un der Ëmsetzung vum Ahtisaari-Plang.

D'Lag am Kosovo ass relativ stabil, wat net zulescht och de Verdéngscht ass vun der Europäescher Unioun, déi mat hirem Sondergesandten an der EULEX-Missioun, hirer gréisster Police- a Justiz-Missioun, dobäi mathëlleft, déi kosovaresch Administratioun opzebauen an ze festegen.

Et sief an dësem Kontext och dorun erënnert, datt Lëtzebuerg sech aktiv un der EULEX-Missioun bedeelegt an och – an dat zënter 1999 – seng Contributioun

leescht zur Aktioun vun der KFOR, der Missioun vun der NATO am Kosovo, déi mat e ganz wichtege Garant fir de Friden am Kosovo ass.

Dëst ass essentiell, fir sech de groussen Erausforderungen, déi sech dem Kosovo stellen, och kënnen unzehuelen. Dat sinn notament d'Abannen vun der serbescher Minoritéit, mä dat sinn awer och de Chômage erofschrauwen an d'Ausbauen vun der Economie, wéi den Opbau vun engem Rechtsstat.

Dësen Erausforderungen ze begéinen, verlaangt e laangen Otem, mä mir si frou, datt d'Weichen hei an déi richteg Richtung gestallt sinn.

E laangen Otem brauche mir och wat Bosnien an Herzegowina betrëfft.

An der éischter Halschent vun dësem Joer hunn eis wichteg Progrèsen a Bosnien erméiglecht, de Stabiliséierungs- an Assoziationsaccord z'ënnerschreiwen an e Visa-Liberalisatiounsprozess ze lancéieren.

Leider huet sech d'politesch Lag a Bosnien an deene leschte puer Méint verschlechtert: Et gëtt kee Konsensus méi fir Schlësselreformen, d'Rhetorik ass erëm méi nationalistesch ginn, an d'Visiounen vun der Zukunft vum Stat sinn dobäi auserneen ze goen.

Mir hunn e kloren Intressi, fir Bosnien op der europäescher Schinn ze halen. Dofir muss d'EU sech haut nach méi engagéiere wéi fréier.

Et kann net sinn, datt sech a Bosnien elo näischt méi bewegt bis d'Wahle vun 2010, well Bosnien soss vis-à-vis vu sengen Nopere wäit zréckfällt, wat seng europäesch Integratioun betrëfft.

Dat wier schlecht fir Bosnien a fir d'EU.

Den Noen a Mëttleren Osten

Am Noen Osten, enger anerer wichtiger Noperschaft vun der EU, huet sech eis dëst Joer e ganzt kontrastéiert Bild gebueden.

De 27. November d'lescht Joer hu sech déi zwou Parteien dozou engagéiert fir deem Jorzéngten undauernde Blutvergëssen en Enn ze setzen.

Et gouf decidéiert fir e Verhandlungsprozess ze lancéieren, den Annapolis-Prozess, um Enn vun deem e Fridensvertrag soll stoen, deem déi villgenannten

Zweestate-Léisung, d.h. en israelleschen an e palästinenseschen Stat, déi friddlech niewentenee liewen, soll festschreiwen.

Israelien a Palestinenser hu sech an der Declaratioun vun Annapolis och dozou engagéiert, fir all Effort ze machen, fir bis zum Enn vun dësem Joer zu esou engem Accord ze kommen.

Och wann am Moment alles drop hindeit, datt et net wäert méiglech sinn, bis zum Enn vun dësem Joer esou en Accord ze finaliséieren, esou heescht dat nach laang net, datt am Laf vum Joer näischt geschitt ass.

Ech hat d'Geleeënheet fir mir Enn Mäerz e Bild um Terrain ze maachen, an Israel, an déi palästinensesch Gebidder an och an Ägypten, e Land, deem seng Mediationsefforte vu grousser Bedeitung sinn.

Während menge Kontakter op der Plaz konnt ech mech dovunner iwverzeegen, datt d'Partei sech an e Verhandlungsprozess lancéiert hunn, deen esou ëmfaassend bis elo nach net stattfonnt huet.

Esou en Exercice ass net einfach, geet et dach drëm, fir wäitgräifend Konzessiounen ze machen, an dat op béide Säiten. Dobäi kennt, datt verschidden Aktiounen net dozou bäigedroen hunn, de Verhandlungsklima ze verbesseren. Ech denken do speziell un déi vill israelesch Stroossesperren am Westjordanland, un d'Constructioun vu weidere Kolonien, mä awer och un d'Mortiers-Attacken vu Gaza op Israel.

Och de Fait, datt d'Hamas weiderhin d'Gazasträif besat hält, huet der Regierung vum Premierminister Fayyad hir Aufgab net vereinfacht.

Ägypten huet sech intensiv drëm beméit, fir den Dialog tëschent de Palästinenser erëm hierzestellen. Mir hoffen, datt trotz dem rezente Réckschlag, et méiglech wäert sinn, zu enger Verséinung vun de Palästinenser ze kommen, dëst op Basis vum Dokument, datt d'Ägypter ausgeschafft hunn.

Et besteet also duerchaus Grond zur Hoffnung.

De Waffestëllstand tëschent der Hamas an Israel huet während de leschte fënnef Méint zu enger Berouegung ëm d'Gazasträif gefouert, wann och d'Liewen a Gaza selwer absolut net mënschewierdeg bleift. Et muss een hei onbedéngt déi exzellent Aarbecht vun der UNRWA ënnersträichen, déi Lëtzebuerg och weiderhi finanziell ënnerstëtzt. Héi ass enorm vill Engagement vun all Mataarbechter erfuerdert. Déi lescht zwou Wochen

gouf et leider erëm Gewalt ze bekloen, a Form vu Kassam-Rakéiten engersäits an israelesch militäresch Aktivitéiten an der Gazasträif, déi op den zwou Säiten Doudesaffer gefuerdert huet.

Den Waffestëllstand ze respektéieren ass ouni Alternativ.

Ech fannen et net akzeptabel, datt d'Hëllefsgidder vun der UNRWA, déi all Dag 750 000 Leit an der Gazasträif elementäerst Hëllef ubidd, vun Israel blockéiert ginn. E Méinden ass zwar e Camion mat Hëllefsgidder duerchgelooss ginn, mä dat geet bei wäitem net duer, fir déi humanitär Bedierfnisser an der Gazasträif.

D'Verhandlung mat de Palästinenser sinn net ënnerbrach ginn an dëst trotz de politeschen Ongewësseheeten an Israel. Och wa bis d'Wahlen an Israel keen Duerchbroch wäert kënnen erzielt ginn, dann ass et dach wichteg, datt dat, wat bis elo erreecht gouf, net verluer geet.

Beim rezenten Treffte vum Quartett zu Charm-el-Cheik hunn déi zwou Parteien, déi aktuell Verhandlungen als substantiell a villverspriedend bezeehnet, an ech mengen, datt d'international Gemeinschaft alles maache muss, fir dëse Prozess, deen zu Annapolis lancéiert ginn ass, weider z'ënnerstëtzen.

D'EU ënnerstëtzt d'Palästinenser politesch, economesch an och mat hirer EUPOL Copps Missioun, bei hire Reformen vun der d'Rechtsstaatlechkeet an an der Sécherheet. Och si mir amgangen, am europäesche Kader ze kucken, wéi een am beschte kann d'Partei begleeden an hinnen ënnert d'Äerm gräife bei der Ëmsetzung vun engem Friddensofkommen.

Lëtzebuerg ass bereet do seng Responsabilitéiten z'iwverhuelen.

Dëst hu mir ënner anerem am Dezember d'lescht Joer op der internationaler Konferenz fir de palästinensesche Stat zu Paräis däitlech gemaacht, an ech hat d'Geleeënheet, dat och dëse Juni op der Konferenz fir d'Ënnerstëtzung vun der palästinensescher ziviler Sécherheet a Rechtsstaatlechkeet zu Berlin ze weisen.

Am Libanon ass et leschte Mee endlech zu deem esou néidegen Accord tëschent deene verschiddene politesche Lagere komm, op dee mir esou laang gewaart hunn. En neie President ass gewielt ginn an eng Regie-

rung vun der nationaler Eenheet ass amgaangen den nationalen Dialog neess do weiderueféieren, wou en 2006 duerch de Krich ënnerbrach ginn ass.

Dëst ass keen einfachen Exercice, awer ech mengen, d'Partei si sech mëttlerweil bewosst, datt et keng Alternative gëtt fir dat Land erëm ze festegen. Och hei leeschte mir dozou eise Bäitrag, net nëmme finanziell, awer och am Kader vum UN-Fridenstrupp am Süde vum Land.

Och d'Spannung mat Syrien sinn amgaangen ofzuehuelen, an dat Land schéngt gewëllt ze sinn, méi eng positiv Roll ze spillen. Indirekt Gespréicher mat Israel sinn initiéiert ginn an der Tierkei. D'Tierkei, déi iwwerengs net alleng a Saachen Syrien/Israel, mä och am Irak z.B. a mam Iran eng héich interessant Roll am Sënn vun der internationaler Gemeinschaft spillt.

Ech war ëmmer der Meenung, datt mir Syrien mussen als Deel vun der Léisung betruechten, an hoffen, datt déi Öffnung, déi de syresche Präsidant gewisen huet, nëmme en Ufank ass, an dat eis Erwaardungen u si net enttäuscht ginn.

Den Avi Primor huet et op de Punkt bruecht, wou hie sot: „Wien Israel hëllef well, hëlleft Syrien.“

Irak

Trotz deene villen Attentater, déi nach ëmmer am Irak begaange ginn, schéngt dat Land sech mëttlerweil lues awer sécher vum Ofgrond ewechzebréngen, an d'Sécherheetssituatioun huet sech säit leschtem Joer licht verbessert.

D'Iraker hunn am Laf vun de leschte Méint d'Responsabilitéit an enger Majoritéit vu Provënze kënnen iwwerhuelen, an hu mat den Amerikaner e Sécherheitsaccord iwwert déi zukünfteg Präsenz vun amerikaneschen Zaldoten am Irak ausgehandelt.

Ausser eiser humanitärer Hëllef, hu mir och dëst Joer erëm zesummen mat eisen Benelux-Kollegen, Formationen fir irakesch Riichter a Polizeikräfte organiséiert, fir eisen Deel um Opbau vun der Rechtsstaatlechkeet an deem Land ze leeschten.

Iran

Leider huet den Iran sech nach ëmmer net a Konformitéit gesat mat de Resolutiounen vum UNO-Sécher-

heitsrot, déi eng kloer Illustratioun vun der internationaler Solidaritéit op dësem Dossier sinn. Et ass wichteg, datt dës Solidaritéit och weider erhale bleift.

Den Drock vun der internationaler Gemeinschaft op de Regime vun deem grouse Land ass nach weider erhéicht ginn, dëst duerch zousätzlech Sanktiounen, awer leider ouni de gewënschtenen Effekt.

D'Dier fir Verhandlungen mam Iran steet weider op, awer den Iran muss endlech all nuklear Uräicherungs- a Verschaffungsaktivitéiten suspendéieren. Villes kéint sech 2009 änneren an eise Relatiounen mam Iran, wann et sollt zu engem demokratesche Presidentwiesel zu Teheran kommen. Ze hoffen ass, datt d'Obama-Administratioun an den USA entscheed eng Dier opzemaachen, fir ähnlech wéi bei Nord-Korea e Wee fir direkt Verhandlungen mam Iran ze fannen. Dëst géif Amerika an dem ganzen Noen Osten ze Gutt kommen.

Och d'Mënschrechtssituatioun an deem Land huet sech am leschte Joer net zum Gudden entwéckelt, wat eis méi a méi beonrouegt, virun allem, datt den Iran net déi Obligatiounen erfëllt, déi hie selwer an internationale Konventiounen ënnerschriwwen huet.

Déi Euro-Mediterran Partnerschaft

Wat d'Relatiounen tëschent der Europäescher Unioun an de Mëttelmierlänner ugeet, esou hu mir den 13. Juli um Sommet zu Paräis decidéiert, fir der Euro-Mediterraner Partnerschaft eng nei Dynamik ze ginn, an dëst op héchstem Niveau.

Mir si frou, datt et no enger Rei Diskussiounen méiglech war, déi ganz EU an dës Initiativ mat anzebannen, an op déi nei Unioun fir d'Mëttelmier, op deem wat schonns am Barcelona-Prozess erreecht ginn ass, opzebauen.

D'Resultater vum Paräiser Sommet kenne sech trotz eenzelne Mësstéin duerchaus weise loossen. Aus eegener Erfahrung kann ech soen, datt et net ëmmer esou einfach ass, an deemdote Kader e gemeinsamen Nenner ze fannen, an datt een eng ganz Rei vu Facteure berücksichtegen muss, fir déidote Coöperatioun weiderzebréngen.

Sinn um Sommet zu Paräis eng Rei vu Froen opbliwen, esou sinn ech méi wéi zefridden, datt et méiglech war Uganks dës Mounts op der Ausseministerkonferenz, déi zu Marseille ofgehal ginn ass, eng ganz Rei vu Froen ze klären, esou datt mir eis elo kënnen der Ëmsetzung vun eise gemeinsamen Objektivten zouwenden.

Déi nächste Méint wäerten hei vu grousser Bedeitung sinn, geet et dach drëms, deenen nei Strukturen, wéi z.B. dem Sekretariat vun der neier Unioun, dat zu Barcelona wäert installéiert ginn, Liewen anzehauchen, fir datt déi gemeinsam Projeten, déi mir ugeholl hunn, esou schnell ewéi méiglech kennen op d'Schinne bruecht ginn.

Och Lëtzebuerg wäert säin Deel dozou bäidroen, fir datt dës nei Dynamik net wäert verluer goen, an datt mir et fäerdeg bréngen, an der Mëttelmiergëgend e Raum vu Fridden, Stabilitéit, Sécherheet a Wuelstand kënnen ze schafen.

Eis transatlantesch Relatioun

Vill vun deene Problemer mat deene mir haut confrontéiert sinn, si Problemer, déi keng Grenz kennen, well si eis all betreffen: Knappeheet vu Ressourcen, Ëmwelt a Klimawissel, Finanzkris, organiséiert Kriminalitéit, Massevernichtungswaffen, etc. Déi nei Erausforderungen hu vill Facetten, a sinn alleguerte matenee verbonnen.

En effektive Multilateralismus, baséiert op internationale Regelen, déi mat staarken internationalen Organisatiounen innerhalb vu legitimen Institutiounen ëmgesat ginn, ass dat eenzecht Instrument fir global Problemer gemeinsam ze léisen.

Ouni international Regele gëllt d'Recht vun der Stärkt, net d'Stärkt vum Recht.

Wann et um internationale Plang Konsensus gëtt, wat d'Spillregele betrëfft, ass dat déi beschte Garantie fir alleguerten d'Staten, esouguer fir déi stäerkst.

An dësem Kontext ass d'Wahl vum Barack Obama zum 44. President vun den USA net nëmme gutt fir Amerika, mä och gutt fir d'Welt, also och fir d'Europäesch Unioun. Mä dat heescht net, datt elo alles méi einfach gëtt.

Den neie President weess hoffentlech besser wéi säi Virgänger, datt Amerika e grousst Land ass, mä net grouss genuch, fir d'Welt alleng ze regéieren. Dofir brauch och Amerika international Cooperatioun.

Bei all de Sujeten, déi ech an dëser Declaratioun erwähnt hunn, bleift eis transatlantesch Partnerschaft essentiel, fir dës global Problemer ze léisen.

Natierlech mussen an eiser globaler Welt och nach vill aner Länner mat agebonne ginn, mä ouni Cooperatioun tëschtent Europa an Amerika geet villes net.

Ech sinn iwwezeegt, datt Europa sech méi engagéiere misse wäert, sief et am Afghanistan oder am Noen Osten zum Beispill. Mä wann dat zu Resultater féiert, da sollte mir och an Europa méi Responsabilitéit iwwehuelen.

Den Barack Obama huet scho kloer ugedeit, datt hien op Cooperatioun setzt, wéi hie gesot huet, dass Amerika sech asetze muss fir Allianzen a Partnerater erëm opzebauen, well dëst néideg ass fir déi gemeinsam Erausforderungen opzehuelen a gemeinsamen Bedrohungen entgéintzestoen. Hien huet an dësem Kontext och d'Europäesch Union als Ganz, als e langjähregen an e vun de wichtegste Partner an Alliierte vun Amerika unerkannt.

Den zukünftege Präsident Obama huet sech genau esou kloer iwwert d'Reform vun den Vereenten Natiounen ausgeschwat, well d'UNO soss net méi Schrack hale kann mat der rasanter Entwécklung vun der Welt, a seng Essenz als Friddensstëfter a Verteideger vum internationale Recht verléiert.

Et deit also alles dorop hin, dass d'transatlantesch Bezéiungen eng nei Qualitéit kréie wäerten, an den Optimismus an d'Erwaardungen sinn deementsprechend grouss.

Ech si fest dovun iwwezeegt, dass gutt Relatiounen mat Washington néideg sinn, fir zu eiser gemeinsamer Sécherheet, der Promotioun vun eise gemeinsame Wäerter an dem Abréngen vun eise gemeinsamen Intressen bäizedroen.

Mir wëllen enk mat Amerika zesummeschaffen fir festzehale wéi eng Contributionen, dacks a verschiddene Registeren, mä ëmmer komplementär, d'Europäer an d'Amerikaner mobiliséiere kënnen fir déi gemeinsam Problemer unzegoen.

Wéi ech a menger Introductioun gesot hunn: D'Welt huet sech verännert. D'Europäer wëllen op der neier Weltbühn hir Plaz nieft den Amerikaner, de Russen an de Chinesen anhuelen.

Et mussen Amerika an Europa eng besser Zesummenaarbecht wéi an der Vergangeneheet fäerdeg bréngen.

Mä dofir muss och Europa natierlech seng Hausaufgaben maachen a seng eege kloer Positiounen definéieren. Dës Positioune wäerten, um aussepolitische Plang, net ëmmer honnertprozenteg deckungsgläich sinn, an dat ass an enger equilibréierter Partnerschaft jo och ganz normal, an esouguer vu Virdeel ganz dacks.

Mä wa mir soen kënnen, wat Europa bidde kann, da gött och gelauschtert op dat, wat Europa ze froen huet. Eis Glafwierdegkeet vis-à-vis vun Amerika gött gestärkt wann Europa mat enger Stëmm schwätzt.

Ech wënsche mir, an engem Saz gesot, en neit Amerika, als Weltmuecht am Déngscht vun de Vereenten Natiounen.

Eis Relatioun mat Russland

Russland ass a bleift e wichtege Partner a mir mussen och hei gemeinsam eis Responsabilitéiten huelen, fir Sécherheet a Stabilitéit, sief et a Froe vun der Energiesécherheet, dem Ofrëschten oder an der politescher Cooperatioun en général.

Awer net nëmme brauche mir Russland, Russland brauch eis och.

Russland ass mat enormen Erausforderunge konfrontéiert: d'Infrastruktur muss moderniséiert ginn, Investitioune gi gebraucht, d'Ofhängegkeet vun Uelech- a Gas-Exporter muss reduzéiert ginn, den demographeschen Defizit muss redresséiert ginn, etc. Russland weess, datt Europa den natierleche Partner ass fir d'Land ze moderniséieren.

D'Kris a Georgien huet zu Spannungen tëschent der EU a Russland gefouert. Eis Bezéiung ass méi schwéier ginn, well mir vill Positioune vun der russescher Aussepolitik contestéieren, notamment am Kader vum Europa-Rot a vun der OSZE.

Mä Russland dowéinst z'isoléieren ass net d'Äntwert. Léisunge kënnen nëmmen am Dialog fonnt a Spannungen nëmmen duerch Kontakt a Gedold ofgebaut ginn.

Lëtzebuerg sëtzt op Cooperatioun, net op Confrontatioun oder Distanzéiere zu Russland. Mir sollten eis op efficace an dauerhaft Diplomatie konzentréieren, fir eis Differenzen ze léisen an net ëmmer direkt zum Megaphon gräifen.

Fréier ware vill europäesch Stied Ziler fir potenziell nuclear Frappen vun der Sovietunioun. Mä den Ost-

West-Konflikt ass geléist ginn, well mir eng duebel Strategie verfolgegt hunn: eng Strategie vu Stärkt a vu Cooperatioun.

D'EU cooperéiert mat Russland op ville Froen, déi fir eis Sécherheet vital sinn: Iran, Mëttleren Osten, Afghanistan, Klimawissel, Drogeschmuggel, Non-Proliferation asw.

Hei erreeche mir vill manner ouni Russland an absolut guer näischt géint Russland. An all dësen Dossieren ass eis Cooperatioun mat Russland lieweg a konstruktiv. An aner Dossieren ass d'Cooperatioun net esou einfach: Kosovo, eis gemeinsam Noperschaft an natierlech Georgien.

Mir musse kënnen iwwert all déi secherheetspolitesch Froe schwätzen, déi tëschent dem Westen a Russland fir Spannungen an Irritatioune suergen.

Verschiedener vun de Problemer, déi mir haut mat Russland hunn, si méi eescht wéi d'Kris um Kaukasus.

De russesche President huet viru kuerzem ugekënnegt, datt Russland géif Rakéiten zu Kaliningrad opriichten. Mir riskéieren hei an eng negativ Spiral ze geroden an dat musse mir mat alle Mëttele verhënneren a Russland soen, datt et hei um falsche Wee ass.

Et ka keng Sécherheet gi géint Russland oder géint Amerika, mä nëmme mat Russland a mat Amerika.

Mir mussen den Däiwelskrees brieche, duerch eng intelligent Kombinatioun vu Kompromësser a Moderatioun, op zwou Säiten.

Och hei hoffen ech op den neien amerikanesche President, deem seng Strategie net dra bestoe wäert, d'EU géint Russland ze dirigéieren, mä just de Contraire als Zil ze hunn.

Lëtzebuerg ënnerstëtzt dowéinst d'Weiderféiere vun den Negociatioune fir en neit Partnerschaftsofkommen tëschent der EU a Russland. Dës Negociatioune bidden de perfekte Kader fir eis gemeinsam Problemer an eis gemeinsam Ziler ze beschwätzen an un enger gemeinsamer Zukunft ze schaffen.

Negociatiounen an Dialog heeschen net, datt mir, wat a Georgien geschitt ass, akzeptéieren, oder datt mir eis Wäerter verwässeren. Ech gesi keng Alternativ zu enger staarker Relatioun, déi op Zesummenaarbecht, Vertrauen an Dialog opbaut, an d'Rechtsstaatlechkeet esou wéi d'Prinzipie vun der UNO-Charta a vun der OSCE respektéiert.

Dofir begréissen ech, datt um EU-Russland-Sommet, de 14. November zu Nice, annoncéiert ginn ass, datt d’Negociatioune mat Russland den 2. Dezember erëm opgeholl ginn.

Ech ënnerstëtzen och der franséischer Presidence hiren Appel un d’USA esou wéi u Russland, opzehalen, sech géigensäiteg mat Rakéiten a Rakéitenschëlde ze bedroen, an amplaz op engem Sommet am Laf vun 2009 iwwert d’kollektiv Sécherheet an Europa ze diskutéieren.

Eis Zesummenaarbecht mat an an Asien

D’Zäit erlaabt mir net, d’Situatioun an all Land oder all Kontinent ze belichten, mä ech wëll awer dovu profitéieren, fir kuerz d’Wichtigkeet vun onse Relatioune mam asiatesche Kontinent z’ënnersträchen.

Lëtzebuerg ass do ënnert anerem aktiv an esou multilaterale Foren wéi der ASEM. Zesumme representéieren déi 43 europäesch an asiatesch Länner, déi an der ASEM vertruede sinn, ongeféier 50% vum weltwäite PIB, 58% vun der Weltbevölkerung a 60% vum Welthandel.

Et ass virun allem wichtig, datt mir mat esou Länner wei China, Indien a Japan, mä awer och Singapur oder Indonesien, zu de villen Defien (z.B. zur aktueller Finanzkris, dem Klimawandel asw.), déi mir hautdesdaags ze bewältegen hunn, eng gemeinsam Approche probéieren ze definéieren.

Fir där strategescher Wichtigkeet vun dese Länner gerecht ze ginn, ass Lëtzebuerg och méttlerweil mat véier Ambassaden um asiatesche Kontinent präsent, an zwar zu New Delhi, Peking, Tokyo an zënter kuerzem och zu Bangkok. Dës Ambassaden decken dann och oft eng Rei vun hiren Nopeschlänner mat of, an droe vill dozou bäi, datt d’Lëtzebuurger Intressien an deene Länner verteidegt ginn.

Afghanistan a Pakistan

Ech géif an deem Kontext och nach gären drun erënneren, datt et zwee Länner ginn, déi fir Europa um securitaire Plang vun extremer Wichtigkeet sinn: Afghanistan a Pakistan.

D’Situatioun am Afghanistan ass am Moment sécherlech net einfach: d’Land bereet sech momentan op nei Presidentschaftswale vir, déi fir d’nächst Joër geplangt

sinn, an dat ënnert extrem schwierige Sécherheitskonditioune. Et sinn am Ufank sécherlech e puer Fehler begaange ginn.

Wéi schonn oft gesot, sinn d’Erausforderungen, déi sech am Afghanistan stellen, a grousem Mooss globaler Natur: Terrorismus, reliésen Extremismus, Drogen ... a si sinn dofir net vun haut op muer ze bewältegen.

Et ass wichtig, datt déi international Communautéit, an domat och Lëtzebuerg, weiderhin engagéiert bleift – an dat souwuel am politeschen, am militäresche wéi am humanitäre Beräich. Mir mussen dozou bäizedroen, datt den normalen afghanesche Bierger och an eng Zukunft blécke kann, an där Fridde a Prosperitéit herrschen, an an där och déi elementar Mänsche-rechter respektéiert ginn.

Déi international Konferenz iwwert den Afghanistan, déi am Juni zu Paräis stattfonnt huet, huet an deem Kontext och wichtig Akzenter gesat wéi d’Situatioun am Afghanistan an nächster Zukunft kéint verbessert ginn.

Wann een iwwert Afghanistan schwätzt, da muss een och Pakistan erwähnen, well déi zwou Situatioune enk matenee liiert sinn. Säit September ass zu Islamabad eng nei Regierung un der Spëtzt.

D’Léisung vun de Problemer am Afghanistan hunn, wéi mir all wëssen, och eng regional Dimensioun, an et ass dofir wichtig, dat mir als international Communautéit – a virun allem och d’Afghanen – enk mat där neier Regierung zesummeschaffen.

Pakistan, dat eenzegt muslimescht Land, wat am Moment d’nuklear Waff besetzt, huet an de leschten Joren vill Schrëtter am Demokratisatiounsprozess gemaach. Pakistan huet iwwerdeems och eng ganz wichtig Roll ze spillen am Beräich vun der internationaler Terrorismusbekämpfung.

D’EU huet duerfir och wëlles an den nächste Joren d’Kooperatioun mam Pakistan an deem Beräich z’intensivéieren.

Här President,
Dir Dammen an Dir Hären,

Just déi lescht Deeg hu gewisen, mam Sommet vum G-20 zu Washington, datt déi international Politik endlech agesinn huet, datt d’Globaliséierung keen Thema ass fir un éischer Plaz Dissertatioune ze schreiwen, mä

fir sech um internationale Plang esou opzestellen, datt déi fundamental gemeinsam Intressien och eng strukturéiert global Äntwert brauchen.

D'Reform vum UNO-Secherheetsrot, wou net eleng déi fënnef Länner op der Welt, déi offiziell nuklear Waffen hunn, sech permanent a mat Vetorecht breet maache kënnen, mä nach aner wichteg Länner vun alle Kontinenter hir Platz missten hunn, ass batter noutwenneg.

De G-7, dee sech méi mat sech selwer wéi mat der Welt beschäftegt, ass keen Instrument méi, mat deem d'Erausfuerderungen vum 21. Joerhonnert a globaler Form ze meeschtere sinn. Eng besser strukturéiert Form an eng Erweiderung sinn och hei an Zukunft absolut ubruecht.

De sougenannte „Westen“ huet anzegesinn, datt seng absolut Dominanz gebrach ass. D'Welt gëtt an Zukunft net méi alleng vum Westen dirigéiert an opgestallt, wéi et z.B. nach bei Bretton Woods de Fall war, wou Amerikaner an Engländer alles entscheede konnten.

Wann den Westen och dëse Monopol verluer huet, behält e selbstverständlech seng Muecht, säi groussen Afloss a seng Responsabilitéit.

Den G-20-Sommet zu Washington kann en Ufank sinn, fir eng Welt, wou d'Länner vum BRIC (Brasilien, Russland, Indien, China), genausou wéi opstriedend Länner, wéi Südafrika, Indonesien oder Saudi Arabien z.B., méi global Matbestëmmung engersäits zu Recht verlaangen, anerersäits méi konstruktiv Verantwortung musse bereet sinn z'iwwerhuelen.

Wann een dëst virun Aen huet, dierft et net allze schwéier sinn, sech als Lëtzebuerg an der EU anzesetzen, fir datt a Richtung méi international Gläichgewichter a besser Strukturen higeschafft gëtt.

D'Zil vun der Aussepolitik ass et, d'Nervositéit um Globus ofzebauen, fir se duerch d'Asicht z'ersetzen, datt d'Rieder vun den internationalen Intressien anenee gräife mussen fir der Stabilitéit, dem Fridden an der Mënschlechkeet eng Chance ze ginn.

Lëtzebuerg ass eent vun de rare Länner op der Welt, datt zënter méi wéi 60 Joer vu Krich, Hunger, Duuscht an Angscht verschount bliwwen ass. Dëse Privileg wëlle mir fir jiddereen op der Welt verwierklechen. Duerfir ass a bleift eis Aussepolitik inspiréiert vum Deelen, also

vu Solidaritéit an Engagement a vu Cooperatiounsbestriewen; d.h. dem Zësummebringen statt dem Ausen-nerdividéieren vun den Intressien.

Merci.

Discours de Jean-Louis Schiltz à l'occasion de la conférence de Doha sur le financement du développement à Doha

1^{er} décembre 2008

Altesse,
Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire général,
Messieurs les Ministres,
Chers collègues,
Mesdames, Messieurs,

Je ne vous apprendrai sans doute rien en vous disant que le monde ne va pas très bien. Nous nous voyons aujourd'hui confrontés à un véritable risque de déconstruction de la solidarité internationale, un risque de remise en cause des fondements-mêmes et des mécanismes de cette solidarité internationale.

Dans ce monde qui ne va pas très bien, qui a attrapé un très sérieux rhume, nous devons repenser les relations entre le Nord et le Sud si nous voulons éviter que ce rhume que nous avons attrapé ne dégénère en véritable grippe voire en pneumonie.

Je pourrais vous parler de statistiques – mentionner les chiffres de la faim qui ont augmenté de 850 millions à 925 millions entre 2006 et 2007 ou encore les chiffres du seuil de la pauvreté qui depuis 2005 ont vu une augmentation de 100 millions – mais l'important c'est de ne pas oublier que derrière chaque chiffre il y a un être humain, que derrière chaque être humain il y a un destin et c'est ce destin qu'il nous faut mettre en avant lorsque nous parlons éradication de la pauvreté.

Nous ne pouvons plus nous contenter aujourd'hui de faire des constats. Nous ne pouvons plus dire aujourd'hui qu'il suffit d'améliorer l'efficacité de ce que nous faisons. Nous ne pouvons plus dire aujourd'hui qu'il suffit d'améliorer les paramètres de la gouvernance. Nous ne pouvons plus nous contenter aujourd'hui de dire qu'il faut réorganiser l'architecture et les règles du commerce international.

Certes, nous devons améliorer l'efficacité de ce que nous faisons. Certes, il y a des progrès à faire en matière de gouvernance. Certes, il y a des progrès à faire dans le domaine du commerce international. Mais tout cela ne peut pas être une excuse pour ne pas redoubler d'effort en matière d'aide publique; tout cela ne peut pas être une excuse pour ne pas augmenter collectivement notre effort en matière de développement. Et dans ce contexte, c'est certes le Nord qui doit prendre ses responsabilités, mais je dis tout aussi clairement que ceux au Sud, et il y en a, qui ont les possibilités doivent également et à due concurrence prendre leurs responsabilités.

La crise financière et économique a des répercussions au niveau mondial. Nous le ressentons tous. Mais les pays en développement risquent d'en souffrir davantage encore que les autres, et ceci de manière disproportionnée.

D'ores et déjà les montants des transferts des migrants sont en baisse, l'investissement étranger stagne et les perspectives pour leurs exportations sont moroses et nombreux sont nos partenaires du Sud pour nous faire part de leurs craintes de voir le niveau de l'APD baisser de manière significative suite à la crise.

À ceux et à celles à qui viendrait l'idée de vouloir baisser le niveau de l'APD je voudrais dire ce qui suit: Oublier ceux qui vont très mal depuis très longtemps lorsque l'on va soi-même moins bien depuis peu, c'est exactement et clairement le contraire de la solidarité internationale et c'est ici que je lance très clairement une mise en garde: le prix à payer après-demain pour un relâchement des efforts aujourd'hui sera un prix extrêmement élevé.

Ma conviction en tout cas est que, si on devait avoir la très mauvaise idée de réduire les budgets consacrés au développement, nous allons au-devant d'années très sombres. Ce que nous ne ferons pas aujourd'hui, nous devons le faire à doses démultipliées par dix au moins dans quinze ou vingt ans, puisque si jamais il nous venait la mauvaise idée de réduire les budgets de développement, il y aurait démultiplication d'absence de perspectives, il y aurait croissance de la pauvreté endémique, il y aurait risque de nouveaux conflits, migrations des plus massives et que sais-je encore.

Ce n'est pas au Sud de faire le travail tout seul, ce n'est pas au Nord de faire le travail tout seul, ce n'est

pas l'un ou l'autre, c'est l'un et l'autre. Il faut le faire, il nous faut investir massivement dans le développement aussi dans les années à venir.

Le Luxembourg dépasse depuis plusieurs années le ratio de 0,7% du RNB à consacrer à l'APD. Nous sommes et restons à l'avenir prêts à faire plus que notre part et pour 2008, le ratio APD/RNB est de 0,91% et les chiffres ne baisseront pas, au contraire.

Depuis quelques années, le Luxembourg fait partie – et je le dis avec modestie – de ceux qui ont joué et continuent de jouer un rôle clé dans la définition des standards de quantité et de qualité de l'aide: en mars 2005 à Paris, j'ai négocié, au nom de l'Union européenne, la Déclaration sur l'efficacité de l'aide; puis en mai 2005, j'ai – avec ceux qui m'entourent – négocié et mis en place les nouveaux engagements de l'UE en matière d'APD, à savoir: 0,56% du RNB en 2010 et à 0,7% en 2015 – et c'est avec grande satisfaction que j'ai entendu le président Sarkozy avant-hier au nom de l'Union européenne confirmer ces engagements. Je m'associe bien sûr à sa déclaration et je puis vous assurer que nous ne ménagerons aucun effort dans les années à venir pour que ces engagements, qui sont plus que de simples promesses, soient réellement tenus à l'horizon 2010, mais surtout à l'horizon 2015.

Comme cela a été convenu à Monterrey en 2002, l'APD seule ne fera pas l'affaire. À côté, et en sus, de la mobilisation des ressources nationales, d'un investissement direct étranger renforcé, d'une implication concrète des économies du Sud dans le commerce international et d'une APD internationale fiable et prévisible sur le long terme, il faut bien sûr faire preuve d'imagination pour trouver des sources alternatives et supplémentaires de financement.

Permettez-moi de souligner ici à titre d'exemple les énormes potentialités de la microfinance et des secteurs financiers inclusifs. J'aime à définir la microfinance comme une palette d'instruments adaptables à des besoins très divers et permettant de contribuer efficacement à la lutte contre la pauvreté en ouvrant largement l'accès aux services financiers à ceux et à celles qui, jusque-là et depuis toujours, en étaient exclus.

Développée, pratiquée et ayant fait ses preuves dans les pays du Sud, la microfinance a aujourd'hui toute l'attention du secteur financier du Nord. Au seul Grand-Duché de Luxembourg des fonds d'invest-

tissement privés véhiculent aujourd'hui quelque 1,5 milliards d'euros vers des activités de microfinance. Commercialement rentables et socialement responsables, les investissements de ce type viennent utilement compléter les efforts que fournissent les gouvernements.

Monsieur le Président,

J'aurais dû vous parler encore de beaucoup de choses ici, comme de la crise alimentaire, de la crise climatique, de celles de certaines matières premières ou encore des conflits. D'autres l'ont fait à cette tribune. Je ne répéterai donc pas ce qu'ils ont dit dans leurs interventions.

Nous ne devons pas quitter le chemin de la solidarité internationale. Nous devons continuer à éliminer les embûches et continuer à franchir les obstacles qui se dressent devant nous.

La solidarité internationale ne doit pas devenir une expression vide de tout sens. Au contraire, cette solidarité internationale doit être renforcée et ses bases doivent être élargies. Nous devons la vivre au jour le jour, un peu en application du proverbe africain qui dit que : «ce que tu donnes aux autres, tu le donnes à toi-même».

Je voudrais vous inviter à joindre votre voix à la mienne pour que nous y arrivions dans les années à venir. Le défi est substantiel, mais sur base d'un partenariat bien conçu et réellement vécu, je suis certain que nous pourrons y arriver.

Je vous remercie.

Transcription du discours de Jean-Claude Juncker prononcé à l'occasion de l'inauguration du nouveau palais de la Cour de justice des Communautés européennes

4 décembre 2008

Altesse Royale,

À chaque fois que le pays franchit un pas important, à chaque fois que nous nous lançons vers de nouveaux horizons, à chaque fois que nous nourrissons de nouvelles ambitions, Vous ne manquez pas de couronner l'événement par Votre présence. Soyez donc remercié de donner à l'événement de ce soir l'éclat particulier qu'assure à chaque fois Votre présence et soyez remercié de celle-ci.

Monsieur le Président de la Cour,
Madame la Vice-présidente du Parlement européen,
Monsieur le Président de la Commission,
Madame la Présidente du Conseil des ministres,
Monsieur le Président de la Chambre des députés,
Mesdames et Messieurs les juges et
avocats généraux,
Excellence,
Mesdames,
Messieurs,

Je sais gré à celui qui était en charge de la chorégraphie protocolaire de ce soir d'avoir tout fait pour me donner le mot de la fin. Dire le dernier mot, et ne pas devoir avoir l'anxiété de me voir être apporté la contradiction par ceux qui me suivraient à une tribune.

Nous ne célébrons pas la mise en place de la juridiction communautaire. Nous fêtons l'inauguration du nouveau palais de justice de la Cour de justice des Communautés européennes et vous me permettrez donc de rendre d'abord hommage à l'architecte, à Dominique Perrault, dont l'œuvre, ensemble avec d'autres qui donnent son profil au plateau du Kirchberg, permettra tout jamais à cette ville d'échapper à l'ordinaire et à la banalité des simplifications urbaines des temps modernes.

Les Allemands disent «das Werk lobt seinen Meister». Il n'y a pas de traduction convenablement française, n'étant pas trop approximative de ce dicton en français et en langue française. Ça veut dire à peu près que l'œuvre applaudit son maître. Je crois que

celui qui, par son génie créateur, vient d'enrichir le paysage architectural de cette partie de la ville, mérite félicitations et compliments.

L'immensité des lieux impressionne. Le palais de justice, ses annexes, l'ensemble des bureaux occupe 125 000 mètres carrés. Ça fait 18 fois un terrain de football, 18 terrains de football pour 27 États membres, probablement davantage dans les années à venir.

Vous avouerez, monsieur le Président, que vous êtes loin de vos débuts, puisque, lorsque la cour commença ses travaux en 1952 comme Cour de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, elle débuta ses travaux à la Villa Vauban – que de nombreux Luxembourgeois ne cessent d'appeler la Villa Pescatore, pour des raisons d'ailleurs qui m'échappent. Le propre de cette villa, où la première Cour s'installa, fut qu'elle n'avait pas pu mettre à disposition de la plus haute juridiction européenne des lieux convenables, ce qui fit que les audiences eurent lieu dans le cabinet du président.

Ce qui eut pour conséquence que les premiers juges furent assermentés dans la salle de mariage de l'hôtel de ville de Luxembourg.

Ce qui eut pour conséquence que le bureau du greffier, au premier étage de la Villa Vauban, ressemblait drôlement, puisque ce fut le même, à la chambre à coucher du futur Premier ministre Pierre Werner, qui, dans cette chambre, passa ses nuits de noces avec une demoiselle Pescatore.

Ce qui eut pour conséquence que, lorsque la Cour prit de plus en plus d'importance, qu'elle ait dû se réunir au Cercle municipal à Luxembourg.

Vous avouerez, monsieur le Président, que vous êtes mieux loti aujourd'hui et que depuis 1952 le gouvernement luxembourgeois et le Grand-Duché de Luxembourg ont fait bien des efforts pour vous abriter convenablement, puisque vous n'avez plus à passer vos journées de travail dans les chambres à coucher des autres.

Ce bâtiment, celui que nous inaugurons aujourd'hui, est à l'image de la Cour, puisque la Cour, son œuvre, son parcours prétorien, sont aussi impressionnants que l'immeuble que nous inaugurons ce soir. C'est le palais de la primauté du droit. C'est à l'honneur de l'Europe d'être le seul ensemble régional structuré au monde

qui se soumette volontairement et par la décision de ses peuples à la suprématie normatrice du droit. La règle du droit, son observation, son interprétation judicieuse, constitue un cordon sanitaire à l'intérieur duquel les États membres peuvent prendre refuge. C'est vrai pour les grands ensembles que composent l'Union européenne, c'est plus vrai encore pour les plus petits espaces qui donnent, en se conjuguant aux grands ensembles, sa véritable identité à l'Union européenne.

Représentant d'un État qui ne se distingue pas par l'immensité de sa géographie et de sa démographie, je peux vous dire que pendant des siècles nous fûmes les victimes de l'absence de droit. Nous fûmes les victimes de la libre expression des seuls vœux inspirés par les puissances qui furent. Aujourd'hui, ensemble avec tous les autres, nous sommes protégés par la règle du droit et donc par le juge qui l'applique.

Est-ce que les gouvernements aiment toujours la Cour de justice européenne? Oui et non. Ah oui, nous aimons la Cour lorsqu'elle dit le droit en notre faveur, et très souvent contre la Commission, mon cher. Nous aimons la Cour lorsqu'elle donne raison à d'autres États qui, sans que nous ayons eu à nous joindre à l'instance, ont argumenté de la même façon que nous aurions argumenté, si nous avions eu le courage de joindre les procédures en cours.

Non, lorsque la Cour donne raison à ceux qui s'opposent à nous, à la Commission très souvent, à d'autres puissances étrangères. Je dis alors deux fois par année à monsieur le président de la Cour, que je regrette beaucoup la mégalomanie prétorienne de la Cour, pour ne pas nous avoir donné raison. Il m'oppose toujours un sourire de non recevoir et il a certainement raison, puisque le droit n'est pas un ensemble dans lequel on peut choisir, le droit est une règle interprétée qui s'impose à tous, grands, petits, institutions ou non.

Si on lisait, ce que je n'ai pas pu faire, les 8 000 arrêts de la Cour, on s'apercevrait aisément que l'apport constructif de la Cour au développement de la pensée européenne, de l'identité européenne est inestimable. Je ne connais pas d'institution qui, avec un tel sens de l'approche systématique, aurait jour après jour, arrêt après arrêt, réflexion après réflexion ajouté à l'édifice européen. Donc, je voudrais que jamais nous ne sous-estimions le rôle de bâtisseur européen que fut la Cour et que la Cour restera à tout jamais.

Si je dis que parfois les gouvernements aiment moins la Cour, parce qu'ils perdent leur cause devant la Cour, j'attribue cette frustration gouvernementale au fait que les règles de droit que vous avez à appliquer ne se distinguent pas toujours par leur caractère de sculpture esthétiquement réussie. Nos textes, très souvent, sont le fruit de compromis. Nos textes, très souvent, sont difficilement interprétables, puisque ceux qui les ont créés l'interprètent de 27 fois façons différentes.

La ratio legis est difficilement perceptible dans la construction du droit européen et je voudrais donc, au lieu de critiquer la Cour, ce qui m'arrive très régulièrement, que nous nous appliquions à un travail de rédaction et de façonnage de nos règles juridiques, qui soit autrement plus impressionnant que celui dont nous faisons preuve à l'heure actuelle.

En un mot comme en mille, monsieur le Président, la Cour de justice des Communautés européennes, tous ceux qui, dans le long cortège de ses nombreux magistrats, ont forgé l'image qui est la sienne dans l'opinion publique européenne, ceux qui ont contribué à donner à cette Cour une réputation mondiale, cette Cour, oui, a bien mérité de l'Europe, elle mérite donc son nouveau palais.

Merci.

Discours d'Octavie Modert à l'occasion de la remise du diplôme de citoyenneté d'honneur de la Ville de Sibiu/Hermannstadt

7 décembre 2008

Léif Frënn,

Il y a des coïncidences qui ne sont pas dues au hasard: voilà un an, jour pour jour, que s'est achevée à Luxembourg la capitale européenne de la culture – que nous avons ouverte, ensemble à Luxembourg, il y a deux ans de cela, déjà! Que du temps passé! Que de projets, que d'expériences en commun! Luxembourg et Sibiu, Hermannstadt et la Grande Région se sont engagés le temps d'une année culturelle dans une aventure commune excitante et exaltante!

Fruit d'une idée et d'une initiative luxembourgeoise grâce à la proposition de ma prédécesseur Erna

Hennicot-Schoepges, citoyenne d'honneur de Sibiu et de Guy Dockendorf qui va bientôt le devenir, Sibiu s'est investi corps et âme et a pris son destin en mains pour forger par le biais de la culture son avenir européen! Au moment même de l'adhésion formelle de la Roumanie à l'Union européenne, Sibiu avait déjà concrétisé, construit la réalité européenne et sut donner le même jour le coup d'envoi de la capitale culturelle bien préparée par le bourgmestre Klaus Johannis et ses équipes au conseil communal, à la municipalité et à Sibiu 2007.

Ja, ich freue mich dass, wir es geschafft haben auf politischer Ebene, eine Strategie zu entwickeln, damit im Kulturjahr 2007 eine Stadt aus Ost-Europa und eine Region aus West-Europa sich zusammentun um ganz konkrete Projekte zu entwickeln, dank derer Menschen zusammenwachsen. Wir erinnern uns noch, dass am Anfang, als die Idee geboren wurde, so manche, auch in Brüssel, ihr ziemlich skeptisch gegenüber standen. Wir waren deshalb, Sie Herr Oberbürgermeister in Ihrer doppelten Funktion als Stadtoberhaupt und als Vorsitzender des Vereins Sibiu 2007, und ich, als die für Kultur verantwortliche Ministerin, ganz schön unter Erfolgszwang. Dass dann gegen Ende des Kulturjahres 2007 der europäische Kommissar für Kultur Jan Figl, hier in Sibiu ganz unmissverständlich gesagt hat, dass Hermannstadt und Luxemburg auf vorbildliche Art ganz entscheidend neue europäische Akzente gesetzt haben, ist für uns alle, und für alle Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter ein riesiges Kompliment.

Es hatte zwar im Laufe der europäischen Kulturhauptstädte (die 1985 begannen), die die frühere griechische Kulturministerin Melina Mercouri dem Rat der Kulturminister vorgeschlagen hatte, einzelne Versuche gegeben Partneriate zwischen zwei Städten zu organisieren.

Nie hat es jedoch eine europäische Kulturhauptstadt gegeben, wo der europäische Gedanke so sehr im Vordergrund gestanden hat!

Gemeinsam haben wir 48 Projekte mit insgesamt 90 verschiedenen Events realisiert, weit mehr als ursprünglich geplant! Unsere Kulturschaffenden haben sich voll in die Zusammenarbeit investiert. Viele der Zusammenarbeiten werden gemäß dem Nachhaltigkeitsprinzip über unser gemeinsames Kulturjahr hinaus weitergeführt. Ich sehe, z.B. heute bei dieser Feier unsere beiden Theaterdirektoren, Constantin Chiriac und Charel Muller, die ich stellvertretend für alle anderen hier begrüßen möchte.

Manche der rumänisch-luxemburgischen Projekte waren von großem Erfolg gekrönt: so wurde z.B. die Inszenierung von Radu Afrim für die KUFA in Esch/Alzette Mansarde à Paris von Matei Visniec über Emil Cioran von der französischen Presse als bestes Schauspiel (unter 957!) im Theaterfestival Avignon off gefeiert!

Viele verschiedene Disziplinen wurden berührt: zeitgenössische Kunst, Theater, Musik, Tanz, Photographie, Film, Symposien, Publikationen, Literatur und jugendorientierte Projekte. Von den 48 Projekten waren 32 direkt zwischen Luxemburg und Rumänien und 16 konnten auch die Mitarbeit von Partnern aus der Großregion (Saarland, Rheinland-Pfalz, Lothringen, Belgien) vereinen.

Mais au-delà des statistiques qui finalement ne sont que des chiffres, il faut relever que derrière ces projets nous avons pu rencontrer des jeunes et des moins jeunes, de chez vous et de chez nous, qui se sont engagés, corps et âme, dans cette aventure. Au-delà des projets eux-mêmes, nous avons pu découvrir des personnes humaines, avec leurs joies et avec leurs tristesses, avec leurs espoirs et avec leurs craintes. Dans la rencontre que j'ai pu avoir le 12 octobre 2007, lors de la visite de S.A.R. le Grand-Duc Henri ici à Sibiu, vos jeunes nous ont posé des questions pertinentes sur cette Europe qu'ils commencent à découvrir et dont ils attendent tant de choses. J'ai pu apprécier chez vos jeunes, mais aussi chez les acteurs culturels et toutes les personnes, connues ou inconnues rencontrées ici, cette curiosité de l'Europe, ce désir d'Europe que nous, dans nos habitudes de «vieux» Européens avons peut-être un peu perdu.

Et c'est bien là un des buts déclarés d'une capitale européenne de la culture: se faire rencontrer des Européens qui sans cette initiative ne se seraient jamais vus. Ce n'est que lorsque nous travaillons ensemble à des projets concrets que nous arrivons à dépasser les spectres du passé et à mieux nous connaître.

C'est pour cela aussi que j'affirme aujourd'hui que nous continuerons à nous voir et que nous continuerons à développer des projets culturels et touristiques communs, à la Casa Luxembourg et à d'autres endroits ici à Sibiu et alentours, voire à Luxembourg.

Léif Frënn,

Nous partageons l'histoire.

Nous partageons les langues: vill vun éise Sproochen: Lëtzebuergesch a Sächsesch, Däitsch a Franséisch...

Partageons aussi notre avenir européen commun!

Rendez-vous est donné à Schengen! Schengen, un petit village mosellan et viticole, à quelques kilomètres de ma localité à moi, est donc d'autant plus pour moi une promesse d'avenir. Que le pont du village de Schengen vers l'Allemagne et la France voisines soit aussi le pont qui nous relie, Roumains et Luxembourgeois! Voilà le souhait que je formule à la fin de ces quelques mots de remerciements.

Danke für die außergewöhnliche Ehre, die uns Luxemburgern heute zuteil wird – denn ich nehme die Ehrenbürgerschaft an nicht für mich, sondern im Namen der vielen Köpfe und Hände, die unser gemeinsames Kulturhauptstadtjahr gestaltet und gelebt haben, auch im Namen des Teams Luxemburg 2007.

Sibiu, ville partenaire. Sibiu, âme sœur!

Villmools Merci a bis geschwënn! Multumesc!

Transcription du discours de Luc Frieden à l'occasion du vote à la Chambre des députés sur le projet de révision de l'article 34 de la Constitution

11 décembre 2008

Wann een d'Kompetenze vum Staatschef betuecht, a wann een dorunner Ännerunge mécht, dann huet dat ëmmer eppes Historesches u sech.

Et ass Usus, datt bei Verfassungsännerungen d'Chamber d'Initiativ hält. Well et sech awer hei ëm de Staatschef gehandelt huet, a well mir als Éischt mat enger Problematik confrontéiert gi sinn, huet d'Regierung hei exceptionell, no Gespréicher mat der Chamber, d'Initiativ geholl, fir eng Revisioun vum Artikel 34, deen de Mëtteg hei diskutéiert ginn ass, ze diskutéieren.

Fir d'Regierung ass déi Proposition, déi mir gemaach hunn, an déi Debatt, déi an deene leschten Deeg gefouert ginn ass, keng fir oder géint de Grand-Duc. An et dierf och keng Debatt sinn, an eisen Aen, fir oder

géint de Grand-Duc. Et ass och keng Debatt, an den Ae vun der Regierung, fir oder géint d'Euthanasie an déi domat zesummenhänkend Froen.

D'Regierung ass a bleift kloer fir d'konstitutionell Monarchie, d'Regierung steet loyal zum Grand-Duc Henri, an d'Regierung respektéiert d'Meenung, déi de Staatschef an enger präziser Fro, esou wéi an alle Froen huet, well se mengt, dass jiddwerengem seng Meenung am Land, besonnesch wann et ëm ganz fundamental ethesch Froe geet, soll respektéiert ginn, an dass een an engem Geescht vu Respekt an Toleranz all déi Froen do soll klären.

Déi Ännerung, déi d'Regierung proposéiert huet, an déi och de Mëtteg hei breet Zoustëmmung am Parlament fonnt huet, ass jo eng, wou mir eis eens sinn, dass mir en Text an der Verfassung clarifiéieren, an domat der Verfassungspraxis vun eisem Land Rechnung droen.

Ech wëll hei ënnersträichen, dass déi Verfassungspraxis duerch déi Debatten an der leschter Woch net a Fro gestallt ginn ass, an deem Sënn, dass jo och drop higewise ginn ass, dass déi Proposition de loi iwwert d'Euthanasie jo nach net zur Ofstëmmung komm ass.

Et war also d'Suerg vun der Regierung, enger Rei vu Bedenken am Virfeld Rechnung ze droen, fir ebe just eng institutionell Kris ze verhënneren, an déi mir eventuell hätten a verschiddene Szenarioe kënne kommen. Déi sinn net agetrueden, well déi Fro, déi sech stellt, ob dat Gesetz gestëmmt gëtt, a wat duerno geschitt, jo nëmmen eng ass, déi an der Theorie vun dem Staatschef, vun der Regierung a vum Parlament evoquéiert ginn ass.

Eng Rei Wierker hunn de Mëtteg hei op e ganz wichtege Artikel vun eiser Verfassung higewisen. Den Artikel 33, deen ech virun 10 Joer als Deputéierten an als Präsident vun der Verfassungskommissioun d'Éier hat, hei an der Chamber ze redigéieren a virzedroen. Den Artikel 33 seet, dass de Grand-Duc de Staatschef ass, e Symbol vun der Eenheet vum Staat. Dat ass fir eis, dass ass fir d'Regierung och haut e wichtege Prinzip fir datt, mengen ech, déi Verfassungsrevisioun hei gestärkt gëtt.

Politesch verantwortlech si fir d'Texter net de Grand-Duc – deen d'Symbol vun der Eenheet vum Staat ass a muss sinn, deen iwwert de Parteie steet – mä d'Chamber an déi, déi mam Grand-Duc d'Gesetz ënnerschreiwen, nämlech d'Regierung. De Grand-Duc

huet eng Roll am Exekutiv, en huet eng Roll och am Legislativ. Dat ass eng ganz schwiereg Situatioun, well et en am Fong kéint an d'Situatioun bréngen, wou e misst seng Meenung zu enger Fro soen.

Elo si mir der Meenung, zesumme mam Grand-Duc iwwregens, dass dat hien an eng onméiglech Situatioun setzt. E muss säin Accord zum Contenu vun Texter ginn, ouni awer kënne d'Ausdröckfräiheet ze hunn, déi an dësem Land jiddwereen huet, mä déi hien net kann hunn, well en iwwert de Parteie muss stoen, a well déi Meenung, déi de Grand-Duc ausdréckt, ëmmer ausdréckt gëtt duerch de Mond vun der Regierung. Déi Pouvoiren, déi hien huet, och am Exekutiv, kënne sech nëmmen esou ausdrécken, a ginn nëmmen da rechtskräfftig, wa se mat vun engem Minister ënnerschriwwen ginn, deen alleng verantwortlech ass virum Parlament.

Déi Verfassungsännerung, déi mir proposéieren, ass also eng, déi zum Zil huet, eppes Onméiglech méiglech ze maachen. Nämlech, dass de Grand-Duc als Staatschef, deen iwwert de Parteie steet, ka seng Meenung hunn, an dass hien net brauch contraire zu där Meenung Akten ze setzen, fir déi hie sech net kann äusseren, respektiv fir déi d'Ministere mussen d'Responsabilitéit iwwerhuelen.

D'Fro, déi mir eis also hu misse stellen an deene leschten Deeg, war déi, wéi gi mir eens mat där Situatioun, well d'Regierung am Numm vum Staatschef schwätzt a confrontéiert mat engem Gesetz, wat d'Parlament stëmmt – zu dësem oder zu engem anere Sujet.

D'Gesprécher, déi d'Regierung mam Grand-Duc féiert, sinn, an dat wëll d'Verfassungspraxis esou, net öffentlech. Dat wat de Grand-Duc sengen Ministere seet, mussen déi fir sech behalen, well de Grand-Duc duerch de Mond vu sengen Ministere schwätzt. Dee Prinzip ass richteg, an dee wëlle mir bäibehalen. Et ginn awer Situatiounen, an deenen ee vun deem Prinzip muss ofwäichen, fir z'erklären firwat een eng Ännerung vun der Verfassung virhëlt, wéi dat hei de Fall ass.

D'Regierung war an ass der Meenung, dass wann eng Chamber an enger parlamentarescher Demokratie e Gesetz stëmmt, dass et da weder fir d'Regierung, nach fir de Staatschef d'Méiglechkeet gëtt, esou e Gesetz net a Kraaft ze setzen. Mat anere Wieder, wann d'Chamber e Gesetz stëmmt, da muss d'Regierung

dem Grand-Duc dat Gesetz zur Ënnerschrëft virleeën, si huet kee Choix. D'Regierung ass och der Meenung, datt si och kee Choix huet, wat d'Ënnerschrëft ënnert dat Gesetz ubelaangt, et sief dann, d'Regierung géing zrécktrieden, an da muss de Grand-Duc eng nei Regierung nennen, respektiv et kommen Neiwahlen. Mä d'Gesetz selwer bleift weider bestoen, gött also dann och vun enger neier Regierung dem Staatschef virgeluecht, wann et virdrun am Parlament eng Majoritéit kritt huet.

An dofir huet d'Regierung hei misse matdeelen, datt si der Meenung ass, datt wann esou e Gesetz gestëmmt gött, datt d'Regierung et muss ënnerschreiwien aus Respekt virun den demokratesche Regeln. Si huet versicht, zesumme mam Grand-Duc, eng Léisung ze fannen, fir datt déi Ausdrocksfräiheet, déi de Staatschef net huet, ka kompatibel gemaach gi mat senger Missioun als Responsable vum Exekutiv, zesumme mat senger Ministeren.

D'Regierung ass also der Meenung, a wëll dat och hei nach eng Kéier ausdrécklech soen, datt et kee Vetorecht ka ginn, weder fir d'Regierung nach fir de Grand-Duc, wann e Gesetz majoritär an der Chamber ofgestëmmt ginn ass.

De Grand-Duc kritt duerch dës Verfassungsännerung kee Pouvoir ewechgeholl. De Grand-Duc gött an d'Lag gesat, fir datt hien net brauch an Zukunft seng Meenung zu engem Gesetz duerch d'Sanctioun ze soen. De Grand-Duc, zesumme mat de Ministeren an net alleng, muss och an Zukunft d'Gesetz promulguéieren, well och an anere Länner gött et d'Promulgatioun. Et kann ee sech d'Fro stellen, ob déi alleng ka vun der Regierung als Responsable vum Exekutiv gemaach ginn, oder zesumme mam Staatschef? Doriwwer kann ee sécherlech diskutéieren, mä d'Promulgatioun selwer, also d'Publikatioun vum Gesetz, ass e Pouvoir, dee beim Exekutiv muss ugesidelt bleiwen.

Dës Ännerung stäerkt also de Grand-Duc als Symbol vun der Eenheet vun eisem Land, et stäerkt dat vum Vollek gewielte Parlament, et setzt kloer Regele wéi muss verfuert ginn, innerhalb vu wat fir engen Delaien, bis d'Gesetz bekannt gemaach gött, a vun der Regierung a vum Grand-Duc ënnerschriwwen gött.

Et gött keen Desaccord tëscht der Regierung an dem Grand-Duc iwwert déi Verfassungsännerung hei. Déi

Verfassungsännerung gött zesumme mam Accord vum Staatschef gemaach, a gött vun der ganzer Regierung gedroen.

Ech wëll hei och soen, datt d'Regierung déi Aarbechte voll a ganz ënnerstëtzt, déi ënner der Leedung vum honorablen Här Paul-Henri Meyers hei an der Chamber gemaach ginn, fir d'Verfassung un eng gewësse Verfassungspraxis unzepassen. Woubäi ech hei wëll rappeléieren, datt déi gréisste Reform an dee Punkt, deen international gesinn am meeschte contestéiert gi war, grad dee war, datt de Grand-Duc an der Vergaangenheet alleng de Pouvoir exécutif géing exercéieren. Mir hunn deen 1998 geännert, andeem mir gesot hunn, datt de Grand-Duc de Pouvoir executéiert, konform zu der Verfassung a vun de Gesetzter vum Land.

Ech wëll och hei soen, am Numm vum Grand-Duc an am Numm vun der Regierung, datt mir eis eens sinn, datt eng Rei vun Dispositiounen an der Verfassung, grad och déi iwwer d'Prerogativ vum Grand-Duc, esou sollen ugepasst ginn, datt se der Verfassungspraxis respektiv der praktescher Applicatioun vun deenen Texter méi konform gemaach ginn. Doriwwer gött et och keen Desaccord mam Grand-Duc, deen och der Meenung ass, datt eng Rei vu Bestëmmungen him am Fong eng reng formal Prerogativ ginn, déi en an der Praxis esou net kann ausüben.

D'Regierung wëll och rappeléieren, datt se schonn am Jor 2004 eng Proposition de révision vun den Artikelen 76 an déi duerno kommen, iwwert d'Kompetenze vun der Regierung, proposéiert huet. D'Regierung mengt, datt et extrem wichteg wier, datt och do géing gekuckt ginn, datt notament wat d'Kompositioun vun der Regierung, d'Formatioun vun der Regierung, d'Kompetenze vum Premierminister a vun de Membere vun der Regierung ugeet, d'Responsabilitéit vun deeneselwechte géing examinéiert ginn. D'Regierung wäert sech an deenen Debatten, déi am Parlament stattfannen an deenen nächste Méint, zu deenen do Froen nach eng Kéier ganz kloer äusseren, bied also d'Chamber och nach eng Kéier zu deenen Artikelen, déi d'Regierung 2004 proposéiert huet, Stellung ze huelen.

All Verfassungsännerung ass eng wichteg Verfassungsännerung. Ech mengen, datt mir haut net eist Land an eise Staatschef schwächen, datt mir d'Demokratie an de Grand-Duc als Symbol vun der Eenheet vun eisem Land stäerken. Datt mir dat an Eestëmmegkeet kënnen

maachen, Eestëmmegkeet tëscht dem Grand-Duc, der Regierung an allen am Parlament vertruedene Parteien, beweist vun engem gewësse Staatssënn, et beweist och vun enger gewësser Eenheet, wann et ëm wesentlech Froen geet – an déi vun der Verfassung si wesentlech Froen. Et beweist och, vun alle Parteien, en demokratescht Bekenntnis zu de Grondwäerter an zu den Institutiounen, allen Institutiounen, déi mir am Land hunn.

Et gëtt eis eng Stärkung fir déi aner Problemer, déi mir unzegoen hunn, besser kënnen ze begéinen. An deem Sënn ass d'Regierung dankbar fir déi breet Ënnerstëtzung, déi schnell Concertatioun, déi mir an deene leschten Deeg konnten hunn. Mir sinn net an enger institutioneller Kris, mir hunn zesumme Problemer evitéiert, déi hätte kënnen zu enger institutioneller Kris féieren. Merci.

Discours de Jean Asselborn à l'occasion de la session commémorative du 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme à Genève

12 décembre 2008

Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire général,
Madame la Haut-Commissaire,
Excellences, Mesdames, Messieurs,

Le 10 décembre 1948, la Déclaration universelle des droits de l'homme franchissait une étape essentielle, puisque pour la première fois, une organisation internationale adoptait un document qui avait valeur universelle. Ce fut aussi la première fois que les droits de la personne humaine et les libertés fondamentales étaient énoncés de façon aussi détaillée.

La Déclaration universelle et les principes intangibles qu'elle consacre sont le fruit des efforts inlassables et de la volonté résolue d'hommes et de femmes issus de toutes les régions du monde. Comme le notait le grand René Cassin auquel nous rendons également hommage aujourd'hui, la Déclaration universelle des droits de l'homme «n'est inféodée à aucune doctrine

particulière. Elle est, au contraire, imprégnée de ce qui leur est commune à toutes, à savoir l'affirmation de l'unité de la famille humaine».

Aujourd'hui encore, diverses initiatives concourent à renforcer les instruments juridiques existants, sans être nécessairement contraignants. Il en va ainsi des Engagements de Paris et les Principes de Paris qui marquent un tournant dans la lutte contre l'utilisation d'enfants soldats, en reconnaissant notamment que la violation des droits de l'enfant est une violation du droit international, et que l'État doit non seulement protéger les enfants sur son territoire, mais également tout mettre en œuvre pour exercer une pression constante sur les groupes ou milices armés pour faire libérer les enfants enrôlés.

Je souligne aussi le rôle fondamental de la Cour pénale internationale et l'importance de la lutte contre l'impunité des auteurs de violations des droits de l'Homme, disposant ainsi d'une garantie que les auteurs des crimes particulièrement atroces seront poursuivis et jugés, même en cas de défaillance du système judiciaire de leur pays. Je lance un appel à l'universalité du statut de Rome.

Je me félicite par ailleurs de constater que le sujet de l'abolition de la peine de mort fait désormais l'objet d'un large débat à l'Assemblée générale des Nations unies depuis un an. Le nombre de pays ayant aboli la peine de mort, ou ayant décidé d'imposer un moratoire sur l'application de la peine de mort, ne cesse de s'accroître. Notre objectif commun doit clairement être celui de l'abolition universelle de la peine de mort. J'exprime l'espoir qu'avec l'élection du nouveau président américain, M. Obama, les États-Unis tenteront sur ce sujet de suivre une toute nouvelle voie.

Il en va également de la signature, le 3 décembre dernier à Oslo, de la Convention internationale sur l'interdiction des armes à sous-munitions, qui constitue une avancée majeure pour l'humanité puisque les États signataires s'engagent à interdire, sans exception ni période de transition, toutes les armes à sous-munitions qui continuent d'être la source de drames humanitaires inacceptables. J'encourage ici les pays qui n'ont pas encore signé la convention à le faire le plus rapidement possible, assurant ainsi son universalisation, et permettez-moi d'exprimer l'espoir que des progrès dans ce sens pourront prochainement être notés aux États-Unis, en Russie, en Chine et au Pakistan.

Mesdames, Messieurs,

Dans diverses négociations ou lors de débats aux Nations unies, je m'étonne de certaines tentatives de remettre en cause les acquis de conventions antérieures. Cette approche constitue un frein à la mise en œuvre véritablement universelle des droits fondamentaux de la personne humaine, et permet encore à de nombreux États de cacher les violations dont ils se rendent responsables derrière le paravent de la souveraineté nationale. En refusant de coopérer avec les organes de l'ONU ou les conventions internationales, un certain nombre de pays sont en mesure de maintenir des régimes et des pratiques qui font largement fi du respect des droits de la personne humaine.

Les exactions auxquelles nous sommes confrontés aujourd'hui sont effrayantes. Cette réalité tragique concerne toutes les régions du monde et l'Europe n'oublie pas ce qui, dans un passé récent, s'est déroulé à ses portes, dans les Balkans. Partout dans le monde, nous assistons à des violations généralisées du droit à la vie, sous forme de massacres, d'attaques délibérées contre les civils, d'exécutions de prisonniers, d'actes de torture, de déplacements forcés. Quoi de plus terrible que de parcourir les statistiques retraçant le nombre de femmes et de jeunes filles violées par des soldats ou d'enfants contraints à porter les armes? Devant de telles outrances, et dans un monde médiatique qui nous rappelle chaque jour la réalité des choses, nous ne saurions plaider l'ignorance.

Il n'y a pas trente-six solutions: il faut insister sur le respect des droits civils et politiques, ainsi que sur la mise en place de sociétés démocratiques habilitées à trouver des solutions pacifiques, permettant à une presse libre et à une société civile dynamique de faire obstacle à l'exercice corrompu ou illégal du pouvoir de l'État, et permettant à la justice de fonctionner équitablement. Mais il faut autant insister sur l'attention qu'il convient d'apporter aux droits économiques, sociaux et culturels qui reconnaissent comme besoins fondamentaux les soins de santé, l'éducation, le logement ou l'alimentation. Je le dis plus particulièrement en ces temps très difficiles que nous traversons aujourd'hui: la crise financière et économique ne doit en aucune façon déboucher sur un accroissement des souffrances de celles et ceux qui sont déjà dans la misère dans quelque région du

monde que ce soit. Une attention plus particulière doit être attachée aux plus démunis, aux plus pauvres de nos sociétés.

Par ailleurs, la crise financière et économique ne peut en aucune manière reporter la mise en œuvre des Objectifs du millénaire pour le développement à l'horizon 2015. Mon pays, qui est également durement touché par la crise actuelle, ne remet nullement en cause sa politique de coopération au développement dans ce contexte particulièrement difficile. Au contraire, ayant dépassé les 0,92 % de son PIB pour l'aide publique au développement, le Luxembourg vise à atteindre le chiffre de 1% dans les prochaines années. La solidarité doit rester forte lorsque frappent des turbulences de cette ampleur.

Mesdames, Messieurs,

Les violations flagrantes des droits de l'homme qui se produisent dans des pays ou des régions en situation de crise appellent souvent une réaction plus énergique de la part des Nations unies. Le Conseil des droits de l'homme a un rôle essentiel à jouer en la matière, notamment via ses sessions spéciales et je me félicite de constater qu'il y a environ une semaine, la session spéciale du Conseil des droits de l'homme a porté sur la situation difficile dans le Nord-Kivu. Il est primordial de tout faire dans cette région pour que cessent les violences, et plus particulièrement les violences sexuelles. Le viol ne peut être érigé en arme de guerre. Le gouvernement congolais doit prendre ses responsabilités en matière d'enquêtes sur les violations des droits de l'homme et doit veiller à traîner en justice les auteurs de crimes de guerre et des crimes contre l'humanité.

Afin de mettre un terme à la crise actuelle dans l'est de la RDC, il faut maintenant tout faire pour que les négociations en cours aboutissent et les accords obtenus soient mis en œuvre de manière rapide et efficace. Seule une solution politique peut permettre une pacification durable de la région. Au niveau de l'Union européenne, les ministres des Affaires étrangères ont décidé lundi de soutenir les efforts en cours sur les plans humanitaire, technique et politique. L'assistance européenne devra se faire en étroite coopération avec l'ONU, l'Union africaine et les États de la région. L'Union africaine notamment devra jouer un rôle de premier plan dans la résolution de la crise.

Au Zimbabwe, je regrette de voir Robert Mougabe s'éterniser au pouvoir alors que la crise dans ce pays commence à prendre une envergure épouvantable. Je condamne très fermement les attaques continues contre des membres de l'opposition ainsi que l'utilisation d'herbicides et d'autres agents chimiques pour terroriser la population civile. Au bafouement persistant des droits de l'homme et à la crise financière aux proportions inégales, s'ajoute maintenant l'émergence de l'épidémie du choléra qui a déjà coûté la vie à plusieurs centaines de personnes et qui commence à affecter également les pays voisins. Face à la dégradation continue de la situation au Zimbabwe, j'appelle les États de la région à s'inspirer de l'exemple courageux du Botswana et du Kenya pour augmenter leur pression sur M. Mougabe afin de résoudre l'impasse actuelle et éviter un effondrement complet du pays. J'espère qu'après avoir surmonté la crise actuelle, le Zimbabwe, pays au potentiel énorme, puisse retrouver l'espoir, c.-à-d. la paix, la dignité et la démocratie.

Je vous remercie.

Discours de Noël de S.A.R. le Grand-Duc

24 décembre 2008

Léif Matbierger,

D'Chrëschtdeeg bedeite fir jidderee vun eis eppes Besonnesches. Si stëmme glécklech, wann d'Famill zesummekënnt, fir mateneen ze feieren, oder awer traureg, wann een dès Deeg eleng, krank oder verdrësslech verbréngge muss.

Chrëschttag ass och d'Zäit, wou een eng Bilanz zitt. Et kuckt een awer och no vir, a vläicht grad elo, wou d'Zäiten am Zeeche vun der Ongewëssheet stinn.

Dëst Joer, léif Matbierger, steet eise Rendez-vous ënnert aussergewöhnleche Virzeechen, déi mech derzou verleeden, e bësse méi wei soss vu mir selwer ze schwätzen.

Den Debat ëm d'Euthanasie, mä doriwwer eraus d'Thematik ëm d'Enn vum Liewen, ass an de leschte Méint virun allem eng Gewëssensfro gewiescht, an dat fir äis alleguerten:

- fir d'Deputéierten, déi fräi no hirem Gewëssen ofgestëmmt hunn an dat lescht Wuert och hunn;

- fir aner Institutiounen oder d'Zivilgesellschaft, déi am Virfeld Positioun bezunn hunn, ouni sech ëmmer eens ze sinn;
- fir all Eenzelen, dee virun essentiellen Decisioune steet;
- fir mech selwer, deen nach ni virdun esou engem dramateschen Dilemma ausgesat wor.

An dëser wichteger Fro wor et ni meng Absicht, mech géint de Wëlle vun der Majoritéit vun de Volleksvertrieder ze staipen. Dat Recht steet mir guer net zou!

An enger Fro, wou et ëm d'Enn vum Liewe geet, hunn ech awer fir mech selwer d'Recht op Gewëssensfräiheet an Usproch geholl. Eng fundamental Fro en âme et conscience beäntweren, heescht am Fong mat sech selwer zu Geriicht goen. Ech hunn dobäi nëmme versicht, menger Wourecht trei ze bleiwen.

D'Äntwert, déi sech ergëtt, ass op kee Fall eng Beuerteelung vu Bierger, déi anerer Meenung sinn, vu Leit déi aner Sensibilitäten hunn oder aner Liewenserfahrung gemaach hunn.

Virun allem fillen ech och ganz déif mat deenen, déi um Enn vun hirem Liewe stinn an déi schlëmm leiden.

Dat ka keen acceptéieren, besonnesch well jo Méiglechkeete bestinn, dat ze verhënnern.

Léif Matbierger,

D'Verfassungsrevisioun déi elo a mengem Numm an a mengem Sënn vun der Regierung ageleet gouf, mat der Ënnerstëtzung vu sämtleche Fraktiounen an der Chamber, ass alles anescht ewéi eng Noutléisung.

Si ass en noutwendige Schrëtt fir d'Verfassung un d'Praxis unzepassen. Et läit net un engem Eenzelen fir d'Decisioune vun eiser Volleksverriedung a Fro ze stellen. D'Chamber eleng stëmmt d'Gesetzer.

Dofir ass d'Reform a mengem Aen e Schrëtt an d'Richtung vun enger moderner Monarchie, déi an hirem Handeln, wéi och an hiren Regelen, an eis Zäit passt.

Ech wär frou an erliichtert, wann elo, an och fir d'Zukunft, eng Situatioun kéint verhënnert ginn, wou de Grand-Duc misst engem Gesetz zoustëmmen, dat mat senger Grondvirstellungen net am Aklang stéing.

Ech sinn alle politesche Kräften dofir dankbar, datt si, och esou séier, hannert dëser wichteger an néideger Moderniséierung vun eiser Verfassung stoungen.

Hannert der Institutioun, déi d'Eenheet an d'Kontinuitéit vun eise Staat duerstellt, steet och e Mënsch. E Mënsch, deen är Fräiheet am héchste Mooss respektéiert, awer och e Mënsch mat sengem eegene Gewëssen.

Mat ganzem Häerz a vollem Engagement wëll ech wiederhi mengem Land a sengen Awunner déngen. Ech si ganz houfreg op meng Aufgab. Am Déngscht vum Lëtzebuerger Land ze stoen, ass e Privileg.

Léif Matbierger,

Bal all Dag héiere mir am Moment schlecht Noriichten aus der Wirtschaft. Vu Betriber, déi Verloschter maachen, kuerzschaffen oder hir Diere fir e puer Deeg zoumaachen, well net genuch Aarbecht do ass.

D'Konsequenze vun der weltwäider Entwécklung maachen sech och an eiser nationaler Economie bemierkbar.

Hannert den Zuele sinn awer an éischer Linn Mënschen an hirem Alldag betraff. Ech denken un déi, déi sech Suergen iwwert hir Aarbecht maachen an u Familljen, déi Schwierigkeeten hunn, iwwert d'Ronnen ze kommen.

D'ekonomesch Situatioun mécht äis alleguerte Suergen, ëmsou méi wéi d'Vitesse an d'Intensitéit vum Ofschwung dach aussergewéinlech sinn.

Solidaritéit ass elo gefrot. Grad elo an an nächster Zukunft musse mer alleguerten eist Bescht maachen, fir datt keen op der Streck bleift. Dobäi däerfen déi sozial schwaach Matbierger net am Stach gelooss ginn. D'Jugend soll och besonnesch ënnerstëtzt ginn, méi ewéi jee. Mer sollen hir hëllefen, hir Plaz an der Gesellschaft ze fannen an se encouragéieren, un hir Zukunft ze gleewen.

Eise Kontinent beweist Solidaritéit. D'Europäesch Gemeinschaft réckelt méi no zesummen, fir d'Situatioun am Grëff ze behalen, a mat vereente Kräften an neie Methoden ze versichen, de Schued a Grenzen ze halen.

Esou komplex d'Situatioun och ass, et gëtt Léisungen.

D'Geschicht vum Land léiert mech Vertrauen ze hunn. D'Lëtzebuerger an déi vill Net-Lëtzebuerger, déi sech bei äis doheem fillen, hunn an der Vergaangenheet scho muench Schwierigkeete gemeeschtert.

Mir hunn an de 70er Joeren d'Stolkris iwwerwonnen mat Hëllef vun enger beispillhafter Solidaritéit an engem Konsens, ëm déi vill vun eisen Nopeschlänner äis beneit hunn. Mat der Tripartite hu mir äis deemools en Instrument ginn, dat aussergewéinlech gutt Resultater bruecht huet.

An deeselwechten Innovatiounsgeescht, dee mir gëschter bewisen hunn, wäert äis och muer erméiglechen, e Wee aus de Schwierigkeeten erauszefannen. Dat ass meng fest Iwwerzeugung.

Chers concitoyens,
chers amis étrangers,

En cette veillée de Noël, je voudrais au nom du peuple luxembourgeois exprimer toute notre reconnaissance à tous ceux qui résident et travaillent au Grand-Duché. Votre nombre ne cesse de croître d'année en année. Sachez que nous sommes tous ensemble à l'aube d'un rendez-vous important. La cohésion sociale et l'esprit de solidarité dont nous saurons faire preuve seront les meilleurs atouts pour contrer les effets de la crise qui menace. Je formule le vœu que nous tous, Luxembourgeois ou non-Luxembourgeois, résidents ou non-résidents, démontrions à cette occasion notre détermination de vouloir vivre ensemble dans le respect et dans l'harmonie.

Léif Matbierger,

Mäi Matgefill riicht sech besonnesch haut den Owend un déi, deenen et net gutt geet, well se krank, eleng oder verdrësslech sinn. Mat der Grande-Duchesse denken ech ganz fest un si.

Ech wënschen lech all, mat menger Fra, mengem Papp, an eise Kanner, e schéinen a friddleche Chrëschttag an dat Allerbescht am neie Joer.

Septembre

Crise économique et financière Septembre-décembre 2008	10	Discours de Nicolas Schmit à l'occasion du 18 ^e forum économique à Krynica 12 septembre 2008	164
Jean-Claude Juncker, Jean Asselborn et Nicolas Schmit au Conseil européen extraordinaire consacré à la situation en Géorgie 1 ^{er} septembre 2008	87	Inauguration du pavillon luxembourgeois à la 11 ^e édition de la Biennale d'architecture de Venise par Octavie Modert 13 septembre 2008	128
Remise du Franz-Josef-Strauß-Preis à Jean-Claude Juncker 5 septembre 2008	83	Jean Asselborn et Nicolas Schmit au Conseil «Affaires générales et relations extérieures» à Bruxelles 15 septembre 2008	93
Jean Asselborn à la réunion informelle Gymnich à Avignon 5-6 septembre 2008	88	Présentation du Plan d'action national pour la mobilité douce 15 septembre 2008	157
Le ministre Jeannot Krecké en mission économique en Turquie 8-11 septembre 2008	69	Inauguration de l'Atert-Lycée à Redange/Attert 16 septembre 2008	137
Discours de Jeannot Krecké à l'occasion du séminaire «Grand Duchy of Luxembourg – Your prime business location» à Istanbul 9 septembre 2008	163	Échange de vues de Nicolas Schmit avec des ONG au sujet du Pacte européen sur l'immigration et l'asile 17 septembre 2008	148
Jean-Claude Juncker devant la commission des Affaires économiques et monétaires du Parlement européen 10 septembre 2008	89	Nicolas Schmit participe à un symposium international consacré aux modèles multiculturels et polyphoniques des cultures urbaines 18 septembre 2008	149
Édition 2008 des Assises de la coopération luxembourgeoise 10 septembre 2008	124	Lancement du nouveau système de perception tarifaire électronique e-go 19 septembre 2008	158
Présentation du Centre pour l'égalité de traitement 10 septembre 2008	140	Fernand Boden et Octavie Modert à la réunion informelle des ministres de l'Agriculture et de la Pêche de l'UE à Annecy 21-23 septembre 2008	93
<i>Wëssen – kënnen – wëllen:</i> Mady Delvaux-Stehres présente les priorités de l'année scolaire 2008/2009 11 septembre 2008	134	Jean Asselborn à la 63 ^e session de l'Assemblée générale de l'ONU à New York 22-26 septembre 2008	26
Nicolas Schmit au 18 ^e forum économique à Krynica, en Pologne 11-12 septembre 2008	70	Le Premier ministre Jean-Claude Juncker à Beijing, dans la province du Hunan et en Mongolie 24-29 octobre 2008	32
Jean-Claude Juncker et Jeannot Krecké aux réunions de l'Eurogroupe et de l'Ecofin informel à Nice 12 septembre 2008	91	Visite officielle du Premier ministre Jean-Claude Juncker en République d'Albanie 25 septembre 2008	30

Jeannot Krecké au Conseil «Compétitivité» (partie «Industrie et marché intérieur») à Bruxelles 25 septembre 2008	94
Rentrée académique 2008/2009 25 septembre 2008	141
Discours de Jean Asselborn à l'occasion de la 63 ^e Assemblée générale de l'ONU, New York 26 septembre 2008	166
Le prix d'honneur Schärfste Klinge de la ville de Solingen décerné à Jean-Claude Juncker 29 septembre 2008	84
Fernand Boden et Octavie Modert au Conseil de l'UE des ministres de l'Agriculture et de la Pêche à Bruxelles 29-30 septembre 2008	95

Octobre

Dépôt du projet de budget de l'État pour 2009 1 ^{er} octobre 2008	145
Transcription de l'intervention de Jean-Claude Juncker à l'occasion du dépôt du projet de budget 2009 à la Chambre des députés (partie I) 1 ^{er} octobre 2008	169
Transcription de l'intervention de Luc Frieden à l'occasion du dépôt du projet de budget 2009 à la Chambre des députés 1 ^{er} octobre 2008	171
Transcription de l'intervention de Jean-Claude Juncker à l'occasion du dépôt du projet de budget 2009 (partie II) 1 ^{er} octobre 2008	179
Jean Asselborn à la réunion ministérielle Benelux-Pays baltes 1 ^{er} -2 octobre 2008	120
Marie-Josée Jacobs présente le système du chèque-service 2 octobre 2008	144
Discours d'ouverture de Fernand Boden à l'occasion de la 11 ^e Semaine nationale du logement 3 octobre 2008	187

Inauguration de la Cité judiciaire 6 octobre 2008	148
Discours de Claude Wiseler à l'occasion de l'inauguration officielle de la Cité judiciaire 6 octobre 2008	191
Jean-Claude Juncker et Jeannot Krecké aux réunions de l'Eurogroupe et du Conseil «Affaires économiques et financières» 6-7 octobre 2008	96
Octavie Modert présente les mesures du gouvernement en faveur de la langue luxembourgeoise 7 octobre 2008	129
Le ministre de l'Économie, Jeannot Krecké, présente le Bilan compétitivité 2008 8 octobre 2008	132
Jean Asselborn et Nicolas Schmit au Conseil «Affaires générales et relations extérieures» à Luxembourg 13 octobre 2008	99
Déclaration du Premier ministre sur la crise financière internationale 14 octobre 2008	193
Signature d'une convention pluriannuelle entre Luxinnovation, l'État et les organisations professionnelles 16 octobre 2008	152
Octavie Modert participe au 12 ^e Sommet de la francophonie 17-19 octobre 2008	130
Signature d'une convention révisée entre Lux-Development et l'État 20 octobre 2008	125
Luxembourg for Finance: Luc Frieden en mission de promotion et de développement de la place financière du Luxembourg au Koweït et au Qatar 20-22 octobre 2008	71
Déclaration de Jean Asselborn à la Chambre des députés sur la situation en Géorgie 21 octobre 2008	201

Discours de Marie-Josée Jacobs à l'occasion d'une conférence-table ronde sur le thème «Publicité et éthique» 21 octobre 2008	205
Jean-Marie Halsdorf participe au séminaire sur la mobilité résidentielle transfrontalière et ses répercussions sur les communes 22 octobre 2008	146
Visite de travail de Jean Asselborn à Moscou 23-24 octobre 2008	72
Signature d'un accord de coopération policière et douanière entre l'Allemagne, la Belgique, la France et le Luxembourg 24 octobre 2008	100
Le Premier ministre Jean-Claude Juncker à Bad Kreuznach à l'occasion du 50 ^e anniversaire de la rencontre Adenauer-de Gaulle 30 octobre 2008	81

Novembre

Jean Asselborn en visite en Afrique du Sud et au Botswana 2-6 novembre 2008	40
Jean-Claude Juncker et Jeannot Krecké aux réunions de l'Eurogroupe et du Conseil «Affaires économiques et financières» 3-4 novembre 2008	101
Visite de S.A.R. la Grande-Duchesse et des ministres Luc Frieden et Jean-Louis Schiltz au Sénégal 3-6 novembre 2008	44
Jean-Claude Juncker et Jean Asselborn saluent la victoire de Barack Obama aux élections présidentielles américaines 5 novembre 2008	120
Présentation d'un bilan intermédiaire de la politique de simplification administrative en faveur des entreprises 6 novembre 2008	121
Le Premier ministre Jean-Claude Juncker à la réunion informelle des chefs d'État ou de gouvernement de l'UE 7 novembre 2008	102

Jean Asselborn, Jean-Louis Schiltz et Nicolas Schmit au Conseil «Affaires générales et relations extérieures» 10 novembre 2008	103
Vote de la loi concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Luxembourg 11 novembre 2008	151
Visite de travail au Luxembourg du ministre des Affaires étrangères de la République tunisienne, Abdelwaheb Abdallah 12 novembre 2008	63
22 ^e Foire de l'étudiant 13-14 novembre 2008	143
La médaille d'or de la Fondation Jean Monnet décernée à Jean-Claude Juncker 14 novembre 2008	84
Jean-Claude Juncker prononce le discours commémoratif lors de la Journée de deuil national (Volkstrauertag) 16 novembre 2008	82
Transcription du discours de Jean-Claude Juncker lors de la Journée de deuil national (Volkstrauertag) au Bundestag à Berlin 16 novembre 2008	208
Lancement du guichet unique virtuel du gouvernement, www.guichet.lu 17 novembre 2008	122
Entrevue de Jean-Louis Schiltz avec les directeurs exécutifs d'Onusida, Peter Piot, et du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, Michel Kazatchkine 17 novembre 2008	126
Transcription de l'intervention du Premier ministre Jean-Claude Juncker au Parlement européen 17 novembre 2008	210
Pose du 200 ^e kilomètre de fibre optique 18 novembre 2008	123
Déclaration de politique européenne et étrangère 18 novembre 2008	212
Fernand Boden et Octavie Modert au Conseil «Agriculture et pêche» à Bruxelles 18-20 novembre 2008	104

Octavie Modert participe au Conseil des ministres de la Culture à Bruxelles 20 novembre 2008	105	Discours de Jean-Louis Schiltz à l'occasion de la conférence de Doha sur le financement du développement à Doha 1 ^{er} décembre 2008	227
Mady Delvaux-Stehres au Conseil «Éducation, jeunesse, culture» à Bruxelles 21 novembre 2008	106	Jean-Claude Juncker et Jeannot Krecké aux réunions de l'Eurogroupe et du Conseil «Affaires économiques et financières» 1 ^{er} -2 décembre 2008	111
François Biltgen participe à la réunion «L'emploi des seniors au sein de l'UE: pour que l'avenir des Européens se construise à tout âge» 23-24 novembre 2008	107	Révision constitutionnelle 2-11 décembre 2008	56
Visite d'État au Luxembourg de la présidente de la République de Finlande 24-26 novembre 2008	50	Visite du ministre de la Défense, Jean-Louis Schiltz, en Afghanistan 3-4 décembre 2008	73
Octavie Modert assiste au conseil de l'Agence spatiale européenne au niveau ministériel: le rôle de l'Espace dans la réalisation des objectifs de l'Europe au niveau mondial 25-26 novembre 2008	153	Inauguration du nouveau palais de la Cour de justice des Communautés européennes 4 décembre 2008	113
Mars Di Bartolomeo présente le nouveau service des maisons médicales 26 novembre 2008	154	Transcription du discours de Jean-Claude Juncker prononcé à l'occasion de l'inauguration du nouveau palais de la Cour de justice des Communautés européennes 4 décembre 2008	229
Jeannot Krecké et François Biltgen commentent les chiffres du marché de l'emploi 26 novembre 2008	159	Discours d'Octavie Modert à l'occasion de la remise du diplôme de citoyenneté d'honneur de la Ville de Sibiu/Hermannstadt 7 décembre 2008	231
Réunion des ministres des Sports de l'Union européenne à Biarritz 27-28 novembre 2008	109	Citoyenneté d'honneur de la ville de Sibiu décernée à la secrétaire d'État Octavie Modert 7-8 décembre 2008	132
Fernand Boden au Conseil «Agriculture et pêche» à Bruxelles 28 novembre 2008	109	Jean-Claude Juncker, Jan Peter Balkenende und Yves Leterme erhalten den Staatspreis des Landes Nordrhein-Westfalen 9 décembre 2008	86
 Décembre			
François Biltgen et Jeannot Krecké au Conseil «Compétitivité» à Bruxelles 1 ^{er} décembre 2008	110	Transcription du discours de Luc Frieden à l'occasion du vote à la Chambre des députés sur le projet de révision de l'article 34 de la Constitution 11 décembre 2008	232
Jean-Louis Schiltz à la conférence de Doha sur le financement du développement 1 ^{er} décembre 2008	127	François Biltgen et Mars Di Bartolomeo font le point sur l'avancement des réformes nécessaires à l'entrée en vigueur du statut unique 12 décembre 2008	154

Discours de Jean Asselborn à l'occasion de la session commémorative du 60 ^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme à Genève 12 décembre 2008	235
Le ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, Jeannot Krecké, en visite en Chine 13-17 décembre 2008	74
Lucien Lux commente les résultats de la conférence de Poznan sur les changements climatiques et l'accord trouvé au Conseil européen sur le paquet climat-énergie 15 décembre 2008	115
Présentation du projet de création d'une École de la 2 ^e chance 15 décembre 2008	138
François Biltgen au Conseil «EPSCO»: aménagement du temps de travail 17 décembre 2008	117
Octavie Modert au Conseil de l'UE des ministres de l'Agriculture et de la Pêche 18-19 décembre 2008	118
Visite de travail de Jean Asselborn au Vietnam 22 décembre 2008	76
Présentation de la nouvelle Caisse nationale de santé 22 décembre 2008	156
Discours de Noël de S.A.R. le Grand-Duc 24 décembre 2008	237
Jean Asselborn à la réunion informelle des ministres des Affaires étrangères consacrée à la situation dans la bande de Gaza 30 décembre 2008	119

Service information et presse du gouvernement luxembourgeois

33, bd Roosevelt
L-2450 Luxembourg
Tél.: (+352) 247-82181
Fax: (+352) 47 02 85
E-mail: edition@sip.etat.lu
www.gouvernement.lu



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Service information et presse